



Le Monde

7, rue des Mathématiques, 75427 Paris Cedex 05

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14058 - 4,50 F

MARDI 10 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Les urgences de la Grèce

UN petit siège de plus, et la Grèce doit enfin gagner pour Constantin Mitsotakis, le chef de file des conservateurs grecs. Les élections législatives de dimanche 8 avril - les trois-èmes en moins d'un an - ont marqué une nouvelle progression de la Nouvelle Démocratie, progression qui ne lui permet cependant pas de disposer de la majorité absolue à la Vouli, le Parlement d'Athènes.

Si, une fois les résultats connus, les sympathisants de la droite libérale n'ont cessé de manifester bruyamment leur joie dans les rues de la capitale, l'enthousiasme était beaucoup plus tempéré dans les instances dirigeantes du parti. Le nouveau paysage politique ne porta pas en effet à un optimisme débordant.

VAINQUEUR indiscutable du scrutin, M. Mitsotakis s'est déclaré prêt à former un gouvernement homogène, et tout porte à croire que le président de la République, M. Christos Sartzetakis, lui confiera cette tâche. Mais le cabinet qu'il entend diriger sera relativement faible pour faire face à la détérioration rapide de la situation économique du pays.

La plupart des indicateurs sont au rouge, et, si les Grecs continuent de vivre sèchement, ils le doivent à leur débrouillardise méditerranéenne et à un secteur « souterrain » florissant. Le déficit astronomique des dépenses publiques, l'inflation qui pourrait atteindre 20 % en fin d'année, le fait que l'Etat soit obligé d'emprunter à intervalles réguliers pour payer les salaires des fonctionnaires - tous ces problèmes ne semblent pas les préoccuper outre mesure. Ils ne paraissent pas saisir non plus le fait que si le « dévif » se poursuit, à Bruxelles, de remettre en cause, à plus ou moins long terme, la participation de la Grèce au Marché commun.

EN dépit des appels à la raison lancés par de nombreux économistes - à commencer par le chef du gouvernement d'union nationale sortant, M. Xenophon Zolotas, ancien gouverneur de la banque centrale - il n'existe malheureusement pas en Grèce de « conscience de crise » et il y a fort à parier que les mesures d'austérité nécessaires (et forcément impopulaires) qui seront décidées par le futur gouvernement vont être accueillies par la colère de syndicats toujours prêts à déclencher des grèves.

M. Mitsotakis, s'il est appelé à former le gouvernement - c'est le scénario le plus probable, - ne pourra guère compter sur la bonne volonté du PASOK de M. Andreas Papandréou, même si dans les rangs socialistes quelques responsables importants ne sont pas loin de partager les idées de la droite libérale sur les mesures d'austérité. Alors que les communistes et leurs alliés réussissent à limiter les dégâts, le PASOK subit un échec qu'il ne prévoyait pas. Dans ces conditions, il ne mènera sans doute pas une opposition « constructive » au Parlement. Heureusement pour le leader de la Nouvelle Démocratie, le petit parti de centre droit DIANA fait sa réapparition à l'Assemblée, et son seul et unique député devrait assurer de justesse une majorité à son gouvernement. A plus de soixante-dix ans, M. Mitsotakis rêvait de devenir premier ministre. Il semble arriver au but. Reste à savoir s'il restera aux affaires pendant les quatre années de la législature.

Lire nos Informations page 4.

M0147-4100-450 F



Une déclaration de M. Ligatchev contre les réformes

Les conservateurs soviétiques réclament des « purges »

M. Ligatchev, chef de file des conservateurs soviétiques, a demandé une « purge » des forces qui s'opposent au socialisme. A Vilnius, trois cent mille personnes ont manifesté pour l'indépendance de la Lituanie. Le congrès du PC de Lettonie s'est achevé par une scission. (Lire page 4 l'article de notre correspondant Bernard Guetta.)

« Certaines forces au sein du parti s'opposent au socialisme. Le plus grand danger est d'avoir accepté l'affaiblissement, le relâchement du parti. C'est notre erreur, la principale erreur de la direction politique », a confié M. Ligatchev au quotidien Selskaya Jizn (« la Vie rurale »).

Citant Lénine, pour qui « les purges entraînent une énorme augmentation de la puissance et de l'influence du parti », et reprenant le terme, qui semblait oublié, de « révisionnisme », M. Ligatchev estime que « le renouveau du parti ne se limite pas à une question de démocratisation ou de renforcement des liens avec les masses ». Ce renouveau implique aussi, selon lui, la mise à l'écart de « ceux qui au sein du parti défendent

des positions révisionnistes, nationalistes ou social-démocrates ».

Autrement dit, « il faut purger le parti », et d'abord son aile « gauche » (réformatrice), regroupée autour de la « plateforme démocratique » - pourtant récemment publiée par l'officielle Pravda : « Tout en appelant à l'édification d'une plateforme démocratique, dit-il, certains groupes communistes tentent de transformer le Parti communiste de l'Union soviétique en un parti parlementaire composé de factions. Ils affirment être des radicaux, mais leur position n'est ni nouvelle ni radicale. Ce sont carrément des révisionnistes ».

M. T.

Lire la suite page 4

Après son succès aux élections législatives

La droite hongroise pourra former un cabinet homogène

Le second tour des élections législatives qui a eu lieu dimanche 8 avril en Hongrie s'est traduit par une percée décisive du Forum démocratique. Ce dernier, sans remporter la majorité absolue, sera en mesure de former un gouvernement de droite homogène avec le soutien de deux autres formations conservatrices.



Lire l'article de notre envoyé spécial SYLVIE KAUFFMANN page 3

Libéralisation au Népal

Le roi, après la répression sanglante, autorise les partis d'opposition page 8

Présidentielle au Pérou

M. Vargas Llosa en tête après le premier tour devant un surprenant second : M. Fujimori page 8

Le nouveau statut de Renault

L'Etat conserve 75 % du capital de la Régie page 21 - section C

L'incendie du ferry danois

Les rescapés critiquent vivement le comportement de l'équipage page 4

Théâtre en Roumanie

Les metteurs en scène français ont fait le voyage de Bucarest. Une moisson d'échanges et d'observations. page 3

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

Un non-lieu accusateur

Les magistrats instructeurs de la Haute Cour jugent l'affaire Nucci

Les mésaventures judiciaires de M. Christian Nucci se sont terminées le 4 avril avec l'arrêt de non-lieu partiel assorti d'une amende rendue par la commission d'instruction de la Haute Cour de justice. Les soixante-treize pages de ce document sont pourtant un sévère réquisitoire contre l'ancien ministre socialiste de la coopération et du développement et contre son chef de cabinet, M. Yves Chailier.

Le père de M. Nucci se prénomme Robespierre. Cette précision, toute polémique, se trouve à la première page de l'arrêt des magistrats de la Haute Cour. Par le hasard des traditions républicaines familiales, l'incorruptible est ainsi mêlé à l'étalage des tentations et des facilités du pouvoir. Inventaire des légèretés ou

de l'inconscience de l'ancien ministre, aujourdhui membre du cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, ce texte est d'autant plus scabreux qu'il marie froidement le juridique et le sécheresse comptable.

EDWY PLENEL

Lire la suite page 14 section B

Un point de vue de Jacques Chirac : « Le développement de l'armistice »

Lire page 14 section B

Nice, son maire et la communauté juive

« Ce sont les juifs qui font bouillir la marmite de façon scandaleuse », à Nice, nous a déclaré M. Jacques Médecin, maire de cette ville. Après l'émoi qu'ont provoqué dans la communauté juive son rapprochement avec le Front national et les explications qu'il avait données à ce propos, M. Médecin ajoute : « Je ne fais que répondre à ce que centaines de lettres de soutien qui m'arrivent de la France entière et qui me

disent toutes : « Ces gens sont des ingrats, après tout ce que vous avez fait pour eux. »

La maire de Nice se dit sûr de son bon droit dans une ville dont il contrôle le moindre des rouages. Il estime que, dans sa municipalité, il n'y a pas de raisons de ne pas travailler avec le Front national.

Lire page 9 l'article de notre envoyé spécial DANIEL CARTON

MONTEILHET



LA PART DES ANGES

«Monteilhet, esthète sarcastique, épicurien de grand style, érudit inépuisable, nous balade dans le monde de la bourgeoisie charentaise, des multi-nationales du cognac, de la haute gastronomie, des coulisses parfois inquiétantes des restaurants les plus huppés, avec un flair, un bonheur sans mélange.»

Frédéric Vitoux

Editions de Fallois

Georges Marchais et la démocratie

Le secrétaire général du PCF publie un essai, « Démocratie » où il analyse notamment la situation des pays de l'Est. En voici des extraits

Oui, c'est vrai, le Parti communiste français s'est lui-même proclamé « stalinien » à une époque - des années 30 aux années 50 - où tous les partis communistes l'étaient. Nous ne le nions pas et avons gardé de ne pas l'oublier, car nous ne voulons rien ignorer de ce qu'a été l'œuvre de notre parti, avec ses lumières mais aussi ses ombres.

Qu'on ne croie pas que nous cherchions à nous réclamer des premières et à rejeter la responsabilité des secondes sur les dirigeants de l'époque de notre parti. Une telle démarche nous est totalement étrangère. Comme je l'ai indiqué, nous affirmons hautement que le choix fondateur du congrès de Tours fut le bon et, en conséquence, nous assumons la totalité de l'héritage de notre parti. Je l'ai souvent dit pour ce qui concerne sa direction : celle-ci se considère comme comptable de l'ensemble des actes du parti.

Et c'est un fait : ce n'est pas sans mal ni sans retard que nous avons pris la mesure de l'ampleur du mal que constituait le stalinisme. Contrairement à d'autres partis, tel le Parti communiste italien de Palmiro Togliatti, qui ont immédiatement fait leurs conclusions du rapport de Nikita Krouchtchev au vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique de

1956, qui dénonçaient les crimes de Staline, nous avons minoré la portée - essentielle pour chaque parti communiste - de la critique de cette période, nous n'avons pas saisi l'occasion qui s'offrait alors de procéder au renouvellement nécessaire de notre stratégie et de notre mode de fonctionnement.

Nous avons ainsi pris du retard, et celui-ci s'est prolongé une vingtaine d'années, puisque ce n'est qu'en 1976, au vingt-deuxième congrès, que nous avons procédé à ces transformations dans toute leur ampleur.

Pourquoi les communistes français, et notamment leurs principaux dirigeants, ont-ils réagi ainsi, alors qu'ils avaient su montrer en d'autres circonstances une réelle capacité d'innovation politique ? Les historiens communistes ont déjà beaucoup travaillé sur cette période et, sans aucun doute, continueront-ils de le faire. C'est

indispensable. Pour ma part, mes réflexions me conduisent à explorer le choix politique qui a été fait à l'époque par deux raisons : une qui est essentielle et une autre qui a tenu aux circonstances.

La raison essentielle : dénoncer le stalinisme et tout ce qu'il a impliqué, c'était porter du même coup un regard critique sur plusieurs décennies de l'histoire du Parti communiste français et, pour les communistes et leurs dirigeants, remettre en cause tout un pan de leur activité passée et de leur conception des choses.

C'était accepter de modifier considérablement l'identité communiste, de renoncer à celle qui s'était constituée jusqu'alors et qui mêlait étroitement un fort ancrage dans les réalités nationales et une fidélité à toute épreuve au PCUS et à Staline. La direction de l'époque ne le voulait pas.

Lire la suite page 2

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Un dossier sur les Antilles

Le marché unique de 1993 peut constituer une chance pour la Guadeloupe et la Martinique en bousculant des situations acquies et en dynamisant des blocages historiques.

La chronique de Paul Fabra : « Les casseroles du Louvre »

Lire pages 25 à 28 - section C

DÉBATS

M. Georges Marchais et la démocratie

Suite de la première page

Les circonstances – c'est la seconde raison – l'amenèrent d'ailleurs rapidement à penser qu'elle avait raison de tenir bon, car l'année 1956 fut une de celles où l'affrontement de classe fut le plus dur. L'enlèvement dans la guerre d'Algérie, l'échec de l'agression franco-britannique contre l'Égypte, l'intervention de l'armée soviétique à Budapest, furent l'occasion d'un déchaînement de violence anticomuniste, qui alla jusqu'à l'assaut des sièges de notre Comité central et de l'humanité.

Dans de telles conditions, le souci de ne pas permettre aux adversaires du Parti communiste d'utiliser contre lui et le socialisme les révélations du rapport Khrouchtchev a été, à l'évidence, particulièrement fort. Mais soyons clairs : cela ne saurait ni expliquer, ni justifier le retard qui a, de ce fait, été pris et qui nous a fait subir un préjudice considérable.

C'est donc avec retard que nous avons effectué la critique nécessaire du stalinisme (...).

Mais quel changement pour qui examine sans préjugé, tel qu'il est concrètement, le fonctionnement du Parti communiste et ce qu'il fut de ton, de tolérance, d'abandon de la première fois pour être plus voir un match de football entre l'équipe de France et celle de Yougoslavie alors que les dirigeants de ce pays avaient été condamnés par Staline : la seconde fois, lorsque j'étais dirigeant syndical, pour ne pas être parvenu à ce que les ouvriers de Citroën répondent favorablement à un mot d'ordre de grève nationale éroté...

Dans les deux cas, les choses se sont arrangées, mais, tout de même, quels changements ! Je ne veux pas enjoliver les choses, mais nier les progrès que les communistes ont accomplis en matière de respect mutuel, d'écoute, de liberté de ton, de tolérance, d'abandon de formalisme, bref, d'apports démocratiques, dans leurs rapports entre eux et avec les gens qui les entourent, parier à leur propos de « parti stalinien » est tout simplement dérisoire (...).

Qu'il y ait des choses qui nous gênent...

(...) S'il est une aspiration à la source des mouvements populaires qui ont eu lieu en Europe de l'Est, c'est bien la liberté. A chaque pas fait en ce sens, les gens qui ne nous veulent pas du bien se tournent vers nous et nous disent : « Ça vous gêne, non ? »

Qu'il y ait des choses qui nous « gênent » dans ces évolutions, c'est évident. Quand on interdit les cellules du Parti communiste dans les entreprises, que la droite sort victorieuse des élections ou qu'on se met à pratiquer une politique d'austérité, nous ne pouvons évidemment pas être satisfaits. Mais pour ce qui est des progrès de la liberté, honnêtement, je n'en vois pas qui ne correspondent pas à des choix que nous avons faits depuis vingt, vingt-cinq ans ou davantage.

Par exemple, on a supprimé en URSS la mention du rôle dirigeant du parti communiste dans la Constitution ? Nous avons toujours défendu l'idée que l'autorité

de notre parti ne se décrivait pas mais se méritait sur le terrain. On crée des syndicats indépendants des partis ? Ce fut une condition que notre parti avait posée à son adhésion à l'Internationale communiste en 1920. On permet enfin aux croyants de vivre pleinement leur foi ? Notre politique de « la main tendue » date de 1936. La pluralité des partis existe désormais ? C'est en 1963, il y a vingt-sept ans, que Maurice Thorez déclarait que l'existence d'un parti unique « est une condition du socialisme » et qu'elle ne correspond pas aux réalités de la France. On va élire les dirigeants des partis à bulletin secret ? C'est ce qui se pratique dans notre parti, à tous les niveaux, depuis 1964.

Le socialisme démocratique, comme Monsieur Jourdain

On autorise la pleine liberté de création ? Nous en avons fait en 1966, comme je l'ai indiqué, une dimension essentielle de notre politique. On décide de donner à l'enseignement d'autres éclairages que celui du marxisme ? Nous avons affirmé notre opposition à toute « philosophie officielle » dès 1970. On organise des élections libres ? Nous nous sommes prononcés en 1972 en faveur du respect en toute circonstance du verdict du suffrage universel, y compris, bien sûr, en faveur de la possibilité de revenir au capitalisme une fois la transformation socialiste commencée.

Il faut le dire, nous sommes allés beaucoup plus loin que cela. Nous avons fait de la démocratie le fil rouge qui traverse de bout en bout notre politique : pour nous, la démocratisation de toutes les sphères de la société constitue à la fois le but et le moyen de la transformation socialiste. Voie démocratique à un socialisme lui-même démocratique, disons-nous.

Nous n'avons pas cette conception depuis toujours, mais j'ai l'impression qu'au fond nous l'avons longtemps pratiquée comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : sans le savoir (...).

Les dirigeants soviétiques ont exigé que nous nous alignions sur eux, avant d'accepter, en 1980, l'établissement des relations avec nous sur un pied d'égalité. A partir de là, il faut bien le dire, ils nous ont constamment trompés. Nous savions, et nous disions, que les choses ne se passaient pas bien chez eux, mais, malheureusement, ils nous ont répondu que nous avions tort de nous faire du souci, nous donnaient des éléments précis montrant que la situation s'améliorait et ne manquaient jamais de nous faire remarquer qu'il ne fallait pas ajouter foi à la propagande occidentale... Les avons-nous crus ? Non, puisque nous n'avons pas cessé d'exprimer nos inquiétudes et nos désaccords. Mais si nous savions que les problèmes étaient graves, nous ne pensions pas que les dirigeants des pays d'Europe de l'Est étaient aussi coupés de leurs peuples, ni non plus que le fonctionnement de leur parti était à ce point contraire à ce que doit être la vie d'un parti communiste (...).

C'est la dénonciation de ces manquements à la démocratie au sein de leur parti qui a conduit les Soviétiques à critiquer leur intervention militaire en Afghanistan de fin 1979. Edouard Chevard-

nadze a ainsi révélé que la décision avait été prise en tout petit comité, « à l'insu du parti et du peuple », et même de certains membres du bureau politique. Agré ainsi était immoral, a-t-il conclu. C'est évident.

Toutes les analogies furent employées

Bien sûr, personne ne l'a dit à l'époque. Ce n'est d'ailleurs pas sur ce point qu'a porté la bataille politique, chez nous et dans le monde entier. Au fond, la présence de l'armée soviétique pendant des années dans ce pays a été une aubaine pour les adversaires du socialisme. Elle leur a permis de parler d'impérialisme russe ! Toutes les analogies furent employées : l'URSS faisait en Afghanistan ce que les États-Unis avaient fait au Vietnam ou même les nazis en Europe. On parla de l'« armée d'occupation », des « collaborateurs », des « résistants ». En fait de résistants, on voit bien aujourd'hui qu'il s'agit souvent de bandits de grand chemin ou de fanatiques de l'obscurantisme, mais la vérité est le dernier souci des propagandistes de l'anticommunisme.

Leur campagne a fait beaucoup de mal à l'image du socialisme et de l'Union soviétique, et elle nous en a fait, à nous, les communistes français. Parce que nous n'avons pas condamné cette intervention, que nous avons été – et que nous restons – solidaires des forces progressistes afghanes, on a fait de nous les complices d'un « empire du mal » belliste et expansionniste.

Et parce que, à TF1 en direct de Moscou, j'avais défendu l'opinion qu'avait émise la direction de mon parti, on m'avait traité de « meilleur ami de Brejnev ». Entre parenthèses, je m'étais fait « piéger » en acceptant une émission à l'étranger. Encore que cela paraît d'une bonne intention, puisque je pensais qu'elle serait centrée sur la nouveauté que constituait l'acceptation par le parti soviétique de la reconnaissance de notre divergence à propos de la démocratie. Et puis, il y eut l'Afghanistan (...).

Nous soutenons l'œuvre entreprise par Khabib Gorbatchev et les communistes soviétiques, même si elle ne va pas sans tâtonnements, sans contradictions, sans erreurs. Et même si nous ne

proposons pas de copier chez nous ce qui se décide à Moscou. Par exemple, si certaines mesures économiques devaient conduire à accroître les difficultés des plus pauvres, on pourrait parler de différences essentielles avec les propositions que nous avançons qui, elles, visent un objectif exactement inverse. De même, on a décidé en Union soviétique que la prochaine élection du chef de l'État se ferait au suffrage universel car on y considère que cela constitue un progrès et une garantie de la démocratie. Dans les conditions de ce pays, il est possible que ce soit vrai. Mais, dans les conditions de la France, l'expérience atteste que ce mode d'élection constitue un recul d'un dévoiement de la démocratie. (...)

Les problèmes que rencontrent les autres pays de l'Est entraînent d'une autre nature, et il serait particulièrement abusif de rassembler sous le nom générique de « perestroïka » les changements qui s'y opèrent. Dans ces pays, beaucoup de gens identifient désormais le socialisme au déni de la liberté et de la démocratie, ce qui est une erreur. Quant à en conclure que le bilan du socialisme dans les pays d'Europe de l'Est est purement et simplement négatif, certains de leurs peuples vont et commentent à faire l'expérience de réponses capitalistes à leurs problèmes. Si ces réponses leur permettent de mieux garantir l'emploi, la justice, le progrès social, l'accès de tous à la formation et à la culture, la sécurité et la solidarité, je conviendrais que le bilan de leur socialisme fut négatif. Mais j'ai bien peur pour eux qu'ils ne passent d'un socialisme de la décadence à un capitalisme de la surexploitation.

Ne pas « hurler avec les loups »

Il faut bien le constater : dans le but – d'ailleurs totalement illusoire, comme on l'a vu en Hongrie – d'échapper au naufrage, certains ex-partis communistes ont tout simplement décidé de hurler avec les loups. C'est vrai, explorer, questionner le socialisme, c'est l'enfer et ce qu'on ne peut pas faire sans se laisser aller à une certaine plongée dans le chaos, la misère et la barbarie...

En bien, non ! Nous n'édifions pas d'après le tableau idyllique qu'ils dressaient de leur pays ; nous ne croyons pas plus aux descriptions apocalyptiques qu'ils en font aujourd'hui.

On me dira peut-être : « Décidément, Georges Marchais ne change pas ! Le voilà qui nous refait le coup du « bilan globalement positif » ».

Une précision à ce sujet. Cette expression date de 1979 et de notre 23^e congrès. On a voulu en faire une sorte de formule mythique qui aurait exprimé à elle seule la totalité de notre réflexion sur les pays socialistes. Cela n'a jamais été le cas. Au demeurant, nous n'avons pas le culte des formules. Nous avons plutôt appris à nous en méfier...

Qu'avons-nous dit en 1979 ? Notre inquiétude sur l'avenir des sociétés socialistes nous a conduits à nous interroger sur

« l'apport du socialisme au mouvement historique des pays concernés et à l'humanité dans son ensemble ». C'est à cette question que nous avons répondu : le bilan des pays socialistes est globalement positif. Des choses mauvaises ont été faites, mais le bon l'emporte : tel était le sens de cette expression. Notre appréciation comportait une indéniable dimension critique et, dans le même temps, répondait clairement « oui » à la question de savoir si les peuples de ces pays avaient en raison d'opter pour le socialisme.

Donneurs de leçons et bailleurs de fonds

Employerions-nous les mêmes mots aujourd'hui ? Onze ans se sont écoulés, qui ont vu beaucoup d'événements. Il n'y avait en 1979 ni la crise polonaise, ni l'échec de la forme archaïque du socialisme en l'Europe de l'Est, ni Tiananmen, ni Timisoara. Notre appréciation actuelle tient, bien sûr, compte de tout cela, comme des progrès de nos analyses et de nos réflexions, et je pense que nous la formulons autrement. Quant à en conclure que le bilan du socialisme dans les pays d'Europe de l'Est est purement et simplement négatif, certains de leurs peuples vont et commentent à faire l'expérience de réponses capitalistes à leurs problèmes. Si ces réponses leur permettent de mieux garantir l'emploi, la justice, le progrès social, l'accès de tous à la formation et à la culture, la sécurité et la solidarité, je conviendrais que le bilan de leur socialisme fut négatif. Mais j'ai bien peur pour eux qu'ils ne passent d'un socialisme de la décadence à un capitalisme de la surexploitation.

En tout cas, tout est prêt pour cela. Donneurs de leçons et bailleurs de fonds se succèdent dans les capitales de l'Europe de l'Est. A l'évidence, les forces du capitalisme interprètent les évolutions en cours comme le début de la reconquête de l'Est, et les résultats des premières élections ne peuvent que nourrir leurs espoirs.

Reconquête politique, économique, militaire : tel est le programme. Les pressions des institutions financières internationales, tels le FMI et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement récemment créée, elles le seront plus encore sur des gouvernements à leur dévotion. Leurs recettes ? La purge sociale : chômage, hyperinflation, spoliation de l'épargne, baisse du pouvoir d'achat, démantèlement, inégalités sociales. Bref, la liquidation brutale des acquis du socialisme que sont le plein emploi, la protection sociale et la sécurité du lendemain. Les experts ont trouvé un nom à cette stratégie : la « latino-américanisation » des pays de l'Est.

Je n'évoque pas l'annexion de la RDA par la RFA : j'en parlerai plus loin. Mais, d'ores et déjà, les premières privatisations ont été décidées à Budapest. A Varsovie, le gouvernement du démocrate chrétien Tadeusz Mazowiecki a pris d'importantes mesures de baisse du pouvoir d'achat, de privatisations et de liquidations d'entreprises. Il s'agit, observait la Tribune de l'économie, d'un « remède de cheval, identique à la politique suivie il y a dix ans par Margaret Thatcher ». On estime que le chômage, qui n'existait pas jusqu'alors, touchera un million de personnes en Hongrie sur une population active de cinq millions, et cinq millions en Pologne, sur une population active de dix-huit millions.

Enfin, si, pour l'instant, l'existence du poste de Varsovie et les engagements qui en découlent semblent pas devoir être remis en cause – encore que : les choses vont si vite ! – les puissances occidentales s'emploient d'un même mouvement à déstabiliser l'alliance et à renforcer le bloc atlantique en vue de satelliser les pays de l'Est. La marche à un désarmement équilibré, c'est-à-dire comportant une baisse réelle des armements et des forces à l'Est comme à l'Ouest, peut être rendue plus difficile.

Faut-il voir l'avenir tout en noir ? Naturellement, ces évolutions prévisibles ne peuvent réjouir aucun militant du socialisme. Mais, dans ces pays comme partout ailleurs, l'histoire ne s'arrête pas en 1990. Des contradictions vont surgir et, j'en suis persuadé, des résistances s'organiseront. Elles vont et commentent à faire l'expérience de réponses capitalistes à leurs problèmes. Si ces réponses leur permettent de mieux garantir l'emploi, la justice, le progrès social, l'accès de tous à la formation et à la culture, la sécurité et la solidarité, je conviendrais que le bilan de leur socialisme fut négatif. Mais j'ai bien peur pour eux qu'ils ne passent d'un socialisme de la décadence à un capitalisme de la surexploitation.

De manière générale, je suis persuadé que, dans ces pays, existent des forces qui sont attachées aux valeurs de solidarité propres au socialisme, et qui s'opposent aux choix capitalistes des intellectuels qui ne sont pas disposés à adopter le modèle culturel occidental, des pacifistes qui continueront de lutter pour le désarmement sur notre continent. Notre solidarité est acquise à toutes ces forces progressistes.

GEORGES MARCHAIS

(Le livre et les interviews sont de la rédaction.)

© Éditions Mémorial, l'édition du secrétaire général du PCF sera mise en vente à partir du 13 avril.

AU COURRIER DU Monde

Défense de l'ACP

Contrairement à ce qu'écrit Max Coiffait (Le Monde du 5 avril), la disparition de l'ACP n'est pas une « bonne nouvelle ». Ayant travaillé pendant vingt ans dans cette agence, où j'ai effectué l'essentiel de ma carrière, je puis témoigner que cette entreprise de presse n'a jamais été « un corps dépendant, parasite et paresseux », même si elle a été parfois mal gérée. Depuis sa fondation en 1951, l'ACP a été animée d'un esprit de compétition vis-à-vis de la « grande sœur » AFP – à « un contre quatre » comme nous le disions – qui lui a permis d'offrir un service apprécié par la presse régionale et audiovisuelle.

La loi du libéralisme économique s'applique aujourd'hui et la société d'économie mixte ne peut se payer le luxe de soutenir deux « danseuses », comme dit Max Coiffait. De fait, la cause était entendue dès lors que le « nouveau » des journaux de province abonnés à l'ACP n'a pas jugé nécessaire de présenter un plan de sauvegarde viable – c'est-à-dire adapté à ses besoins réels – ni d'y consacrer les fonds nécessaires.

Mais que l'on ne s'y trompe pas. La disparition de la deuxième agence française se fera sentir auprès de tous les acteurs de la vie politique, économique et sociale et des professionnels de la presse. Certains ont déjà en l'honneur de la reconnaître.

Contrairement à Max Coiffait, je tire mon chapeau au passage du « corbillard » de l'ACP. Je fais ce geste, avec respect pour tous les journalistes – célèbres ou pas – qui y ont travaillé, avec le plus souvent, courage et abnégation. Mais dans le même temps, il me vient une irrésistible envie de faire un « bras d'honneur » aux charognards sans vergogne.

FRANÇOIS GERVAIS
rédacteur en chef de l'Agence
publique, Publicationist Damis,
ancien rédacteur en chef
adjoint à l'ACP

La Roumanie et les Français

Je rentre d'un voyage de deux semaines en Roumanie, où tout un peuple a la démocratie avec ses contradictions, erreurs, tiraillements. La cote de la France est au plus haut : le défilé de nos ministres, hommes politiques est vu par la majorité des Roumains non pas comme la preuve que nous ne sommes pas une tradition séculaire, mais comme leur partenaire privilégié.

Ce pays, qui est un pays sinistré où tout est à reconstruire – routes, téléphones, habitations, mais aussi la recherche, les universités – a un besoin urgent de notre aide, de nos techniques. Ajoutons que les dernières décisions concernant l'implantation ou l'association d'entreprises étrangères avec des entreprises locales sont assez libérales pour qu'un défilé d'aide prennent d'elles-mêmes un intérêt de plus en plus matériel.

De plus, le problème de langue n'existe pas ou presque. Je m'attendais donc à trouver Bucarest envahie par nos industriels, rien.

Je m'attendais donc à partir des lieux privilégiés du premier ministre avec l'Université et la recherche française, à la mise en place d'une collaboration étroite, rien.

De 1971 à 1973, j'ai participé avec quarante autres agents du CEA à l'expérience Mirabelle sur l'accélérateur de particules de Proton en URSS.

Dans le contexte international et politique de l'époque, c'était une grande première, et la possibilité pour nos industriels de s'implanter en URSS.

Or, dans le même temps où ministres français et soviétiques louaient à qui mieux mieux l'amitié franco-soviétique, ICL, entreprise anglaise, équipait le centre de calcul de l'Institut de physique qui nous hébergeait !

H. ACQUINIS

Wissous

La grande désillusion

Mon optimisme est cassé. La RDA a voté à droite, c'est-à-dire pour une réunification rapide. Mais ce désir d'union s'exprime par la victoire du Parti chrétien-démocrate. N'imaginant pas que l'adhésion à ce parti soit, en conscience, possible à un non-chrétien, je constate l'exclusion a priori (et à nouveau...) d'un certain nombre d'Allemands. Dommage pour l'union, et surtout, parce que ce vote est répandu, dans bien d'autres « démocraties ».

L'A 2 nous a aussi appris, à 20 heures, la naissance et le développement inductible du chômage en RDA, avec de graves problèmes pour la monnaie. Telle est cette forme de la liberté due à l'économie de marché, seule alternative au communisme proposée par les « économistes » qui font la loi... qu'on leur a apprise.

FÉLIX LEVY

Paris

GUIDO BACH

Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fournelle, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1988)

Administrateur général : Bernard Wozniak

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteur en chef : Bruno Frappart, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-87

Télécopieur : (1) 46-23-06-81 ; Telex 850572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 281311 F MONDISR

HONGRIE : le Forum démocratique

Le Forum démocratique en s'alliant à la gauche

Le Forum démocratique hongrois, qui a pour but de rassembler les forces démocratiques de la gauche, a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a été créé en 1989, à la suite de la chute du régime communiste. Il a pour but de rassembler les forces démocratiques de la gauche, et de promouvoir la justice sociale. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

Le Forum démocratique hongrois a tenu son premier congrès à Budapest. Les participants ont discuté de la situation politique et sociale du pays, et ont décidé de se présenter aux élections locales de mai prochain. Le Forum a également adopté une déclaration de principes, dans laquelle il s'engage à défendre les valeurs démocratiques et à promouvoir la justice sociale.

EUROPE

URSS

Les adversaires de l'indépendance obtiennent la majorité au congrès des communistes de Lettonie

MOSCOU

de notre correspondant

Dernier des trois partis communistes baltes à réunir son congrès, le parti letton s'est à son tour scindé, dimanche 8 avril, entre partisans et adversaires de l'indépendance. Contrairement à ce qui s'était passé en Estonie et en Lituanie, ce sont cependant les seconds qui ont obtenu la majorité en Lettonie et ainsi conservé le contrôle de l'appareil existant.

Conduits par le secrétaire général sortant, M. Vagris, et soutenus par Moscou, les « centristes », qui avaient tenté jusqu'au bout d'éviter la rupture, se sont retrouvés lamenés. Non seulement M. Vagris a été éliminé par les majoritaires après que les minoritaires (287 délégués sur 792) ont quitté la salle, mais un nouveau comité central a été mis en place, et le nouveau numéro un du parti, M. Alfred Rubiks, ancien maire de Riga, est un conservateur battant.

La victoire de son courant tient au fait qu'un tiers seulement des communistes de Lettonie sont des Lettons et que les Russes et autres immigrés soviétiques constituent presque la moitié (46 %) de la population de la république. On compte parmi eux beaucoup de militaires ou de civils travaillant pour l'armée, notamment dans la capitale, Riga, où siège l'état-major de la région militaire de la Baltique.

L'anniversaire de la répression à Tallinn

Bien que de nombreux Russes de Lettonie soient très intégrés et favorables à l'indépendance, la situation est en ce sens très différente de celle des deux autres républiques, la Lituanie surtout, où le nationalisme est la force décisive. En Lettonie, les partisans du maintien au sein de l'URSS ont le sentiment de pouvoir gagner. Cela les incite au radicalisme et leur victoire du week-end est la première que des conservateurs aient aussi nettement remportée contre M. Gorbatchev, lequel n'a pu faire triompher sa ligne de transformation de l'URSS en fédération d'États souverains.

A l'heure où se précise chaque jour l'alliance entre conservateurs de l'appareil, « pieds-rouges » et certains secteurs de l'armée (le

Monde du 7 mars), il s'agit là d'un revers préoccupant pour le président soviétique. Mis en porte à faux par les indépendantistes de Lituanie et, dans une moindre mesure, d'Estonie, il a maintenant été débordé sur sa droite — et cela dans une ville largement dominée par les militaires.

Au moment où M. Egor Ligatchev, chef de file des conservateurs, lançait un pressant appel à « purger » le parti (lire en première page), les premiers commentateurs de M. Iakovlev sur sa rencontre de mardi dernier avec une délégation lituanienne n'en ont pas semblé, par contraste, que plus sombres.

Bras droit de M. Gorbatchev et chef de file, lui, des réformateurs, M. Iakovlev a en effet déclaré, samedi, à l'agence Interfax, qu'il était « stupéfait par l'aspect irrégulier de la position prise par les dirigeants lituanien (elle) consistant inévitablement à une impasse (car ils) se sont eux-mêmes isolés dans une sorte de bulle et essaient de traiter tous les problèmes comme s'ils n'avaient pas de voisins, ni de terre sous leurs pieds ni de ciel au-dessus de leur tête ».

Les indépendantistes lituanien, a encore ajouté M. Iakovlev, « ont pris sur eux d'éprouver l'histoire au-delà du raisonnable. Mais l'histoire ne peut aller plus vite qu'elle n'en a la possibilité ». Le jour où étaient publiées ces déclarations, trois cent mille Lituanien défilaient sans incident dans les rues de Vilnius pour apporter leur soutien à M. Landsbergis, demandeur du « départ des occupants », la « liberté » et la possibilité de « vivre tranquilles ».

Le président lituanien s'est dit à cette occasion prêt à négocier sur « tout sauf sur l'indépendance », une manière d'exprimer à nouveau sa nouvelle disponibilité à des compromis.

Parallèlement, la Géorgie a commencé de marquer, dimanche, le premier anniversaire de la manifestation au cours de laquelle vingt personnes avaient été tuées par l'armée dans la nuit du 8 au 9 avril 1989.

Cent mille personnes ont défilé, la nuit tombante, dans les rues de Tbilissi. D'importants rassemblements étaient prévus pour lundi, décrété jour de deuil dans toute la république, à laquelle M. Gorbatchev a adressé à cette occasion, dimanche, un message de sympathie et de « respect ».

BERNARD GUETTA

GRECE : les conservateurs manquent d'un siège la majorité absolue aux législatives

M. Constantin Mitsotakis se déclare prêt à former un gouvernement basé sur le « dialogue »

Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND) ont remporté les élections législatives qui se sont déroulées dimanche 8 avril en Grèce sans cependant obtenir, après le dépouillement de la quasi-totalité des centres électoraux, la majorité absolue des sièges. La gauche — les socialistes du PASOK surtout — enregistre une baisse par rapport au mois de novembre dernier.

ATHENES

de notre correspondant

Par leur vote, il semble que les Grecs, saturés après trois élections successives de l'instabilité politique, aient voulu donner leur chance aux conservateurs qui depuis juin dernier arrivent régulièrement en tête des scrutins après huit ans de socialisme « à la grecque » mené par le Pasok d'Andreas Papandréou.

Selon les résultats communiqués par le ministère de l'Intérieur, la Nouvelle Démocratie a obtenu 46,94 % des voix et 150 sièges (sur 300 au parlement), le PASOK (mouvement socialiste panhellénique) 38,61 % et 123 députés, la Coalition de la gauche et du progrès, dominée par le Parti communiste, 10,23 % et 19 sièges.

Au score de la gauche, il faut ajouter 1,02 % obtenu par les quatre candidats présentés par le Pasok et la Coalition qui ont été élus dans quatre circonscriptions à siège unique. Les écologistes, le petit parti de

centre droit Diana et deux listes indépendantes représentant la minorité musulmane de Thrace occidentale ont également obtenu un député.

Sans attendre le résultat définitif, le chef de la Nouvelle Démocratie, M. Constantin Mitsotakis, s'est proclamé vainqueur et a déclaré qu'il était prêt à former un gouvernement dès mercredi. Un gouvernement, a-t-il assuré, dirigé vers « tous les Grecs sans distinction partisane », basé sur « le dialogue et la recherche d'un large consensus ».

La tâche sera « difficile et nous avançons avec audace pour rattraper le temps perdu », a-t-il ajouté. Le leader conservateur n'a pas voulu préciser les mesures qu'il comptait prendre pour rétablir la situation économique qui a pesé tout au long

de la campagne électorale. « Je le dirai lorsque je présenterai le programme de mon gouvernement au Parlement », a-t-il indiqué.

Le PASOK

« continuera le combat »

Comme document de travail, M. Mitsotakis dispose du rapport de la commission des sages mise en place en décembre dernier par le premier ministre sortant, M. Karamanlis. Ce rapport reprend les conseils des experts de la CEE, du FMI et de l'OCDE. Il propose notamment l'imposition des agriculteurs, une taxe sur les dépôts bancaires, le relèvement de la TVA et le renforcement des taxes sur les

alcools, l'essence des cigarettes et la propriété foncière.

M. Zolotas l'a bien rappelé la nuit des élections, avant de rendre son tablier : « Il est impératif, a-t-il dit, qu'un gouvernement stable soit formé pour affronter la situation urgente ». Le peuple et les partis, a-t-il ajouté, « doivent comprendre qu'un consensus social doit être établi pour faire face aux problèmes économiques ».

Du côté du PASOK, on ne cache pas sa déception. On s'attendait dans l'état-major socialiste à une légère hausse, et à la possibilité de former un gouvernement d'union de la gauche avec les communistes de la Coalition. M. Papandréou a déclaré que son parti « continuera le combat » dans l'opposition « à l'intérieur et à l'extérieur de la Vouli (parlement grec) ». Il a souligné la nécessité d'un « large consensus social » pour assurer la stabilisation de l'économie sans que celle-ci se fasse au détriment des salariés, pour développer le pays en vue du marché unique européen de 1993, et pour refuser la remise en cause des conquêtes sociales et économiques des travailleurs.

La Coalition de Gauche et du Progrès s'est félicitée pour sa part de son score. Le président de la Coalition, M. Harilaos Florakis, a souligné que le mouvement avait maintenu sa force électorale et pourra ainsi jouer « un rôle important dans les évolutions post-électorales ».

DIDIER KUNZ

Les résultats des élections

	POURCENTAGE	SIÈGES
Nouvelle Démocratie (conservateur)	46,94 % (+ 0,75)	150 (+ 2)
PASOK (Mouvement socialiste panhellénique)	38,61 % (- 2,07)	123 (- 4)
Coalition de la gauche et du progrès (PC et Gauche hellénique)	10,23 % (- 0,54)	19 (- 2)
Liste des candidats communs de la Coalition et du PASOK	1,02 %	4
DIANA (centre droit)	0,67 % (+ 0,13)	1 (+ 1)
Écologistes alternatifs	0,77 % (+ 0,15)	1 (-)
Listes indépendantes représentant la minorité musulmane de Thrace	0,71 %	2 (-)
TOTAL		300

Données provisoires, les résultats par rapport au scrutin de novembre 1988. Taux de participation électorale : 77,36 %.

Au moins 150 morts ou disparus dans l'incendie du ferry danois

Le comportement de l'équipage du « Scandinavian Star » est vivement critiqué par les rescapés

Le bilan de l'incendie qui a ravagé dans la nuit du 6 au 7 avril le ferry Scandinavian Star qui effectuait une liaison entre la Norvège et le Danemark n'était toujours pas établi avec précision le 9 avril en fin de matinée. Cette incertitude tient au fait qu'il n'existait pas une liste complète des passagers, notamment des enfants en bas âge, et des chauffeurs de camions. On faisait état de 150 morts ou disparus et de 345 rescapés.

L'état du navire, remorqué dans le petit port suédois de Lysekil, est tel qu'il est

encore impossible aux pompiers de dire à quel endroit le feu a pris. Mais les enquêteurs étudient de manière très précise la thèse de l'incendie volontaire et criminel.

Les rescapés ont fait état d'une très mauvaise organisation des secours après l'incendie, de déficiences dans les systèmes d'alarme — incendie, et d'un comportement très critique de la part de l'équipage. Celui-ci était composé d'officiers norvégiens et de marins portugais, ceux-ci n'étant pas bien informés des procédures urgentes à mettre en œuvre en cas de sinistre. Avant

de revenir sur son bâtiment en flammes, le capitaine l'a quitté, croyant dans un premier temps que tout le monde avait été évacué.

Le week-end a été tragique pour les transports maritimes puisque une personne est morte et huit autres ont été blessées dans un incendie qui s'est déclaré à bord d'un ferry affrété par une compagnie irlandaise, la NORRONA, au large du Pays de Galles dans la nuit du 8 au 9 avril. En Birmanie, un navire de passagers a fait naufrage sur une rivière le 6 avril. On compte cent cinquante disparus.

Babel-sur-mer

par François Grosrichard

PROPRIÉTAIRE danois, officiers norvégiens, équipage de marins portugais et personnel d'hôtellerie philippin, pavillon des Bahamas : tous les ingrédients qui composent les navires de complaisance sont réunis dans ce cas. L'histoire et la fin tragique du Scandinavian Star ressemblent malheureusement à beaucoup d'autres, car le phénomène de la complaisance se répand dans le monde maritime, ouvertement ou insidieusement, à une vitesse accélérée. Il revêt trois aspects : le navire, le pavillon d'immatriculation et l'armement. Des navires qui ressemblent à des épaves flottantes sillonnent encore, nombreux, les mers du globe, notamment dans les eaux bordant les pays sous-développés. Mais aucune autorité internationale n'a le pouvoir, par la contrainte, de les envoyer chez les casseurs de Tchernobyl, de Corée ou du Pakistan. Et ils continuent leurs sinistres voyages, avec à leur bord de pauvres hères payés, lorsque le capitaine le veut bien, quelques roupies par mois.

Les pavillons de complaisance, eux, ont une existence juridique reconnue. Ce sont ceux du Libéria, du Panama, de Chypre, de Singapour... Ils offrent aux armateurs qui les choisissent des tarifs d'immatriculation très avantageux, des facilités fiscales, un droit social très libéral.

Mais il ne faut pas faire trop rapidement l' amalgame. Certains des États qui sont classés comme complaisants ont en fait une attitude rigoureuse : c'est le cas par exemple du Libéria où est immatriculée une large part de la flotte marchande américaine. D'autres sont appelés, plus pudiquement, « pavillons économiques ».

Comme celui des Bahamas, de Hongkong, de l'île de Man. En revanche, certains pays, comme la Grèce, bien que membres de la CEE, tolèrent trop souvent à bord de leurs navires immatriculés au Pirée des pratiques sociales indignes et des conditions de sécurité inadmissibles.

En fait, ceux contre qui il faudrait que la communauté internationale se mobilise à travers des organismes comme l'Organisation maritime internationale dont le siège est à Londres, les compagnies d'assurances ou la Cee) sont les armateurs de complaisance eux-mêmes, individus ou sociétés sans scrupules, propriétaires ou locataires de navires, utilisant les services de marchands de main-d'œuvre misérable venant des Philippines, du Bangladesh ou d'Indonésie.

Ces armateurs-là, qui déshonorent le monde maritime, se rencontrent dans tous les pays, sous toutes les latitudes, en utilisant parfois des pavillons pourtant très respectables. Mais en dépit de la vigilance des syndicats, des contrôles techniques évidemment incomplets et partiels effectués dans les ports, en dépit aussi de règles très strictes que fait appliquer la marine nationale au large de la Bretagne pour détecter les navires « gamelles » ou ceux qui transportent des marchandises dangereuses, les pirates des temps modernes, ceux pour qui ne compte que le souci de transporter le plus possible en gagnant le plus possible, continuent d'armer des pétroliers, des car-ferris, des porte-conteneurs et des cargos de la honte. Avec, en luge, les naufrages, les marées noires et les tragédies comme celle du Scandinavian Star.

CAMILLE OLSEN

Les conservateurs soviétiques réclament des purges

Suite de la première page

M. Ligatchev stigmatise également « les communistes [qui] assument des positions dirigeantes dans les organisations nationalistes séparatistes », ajoutant que ce phénomène rend la purge particulièrement urgente : « Nous ne pouvons pas remettre les purges à plus tard, car sinon une scission au sein du Parti peut intervenir, comme ce fut le cas en Lituanie et en Estonie ».

Sans expliquer en quoi la « purge », qu'il préconise, diffère dans ses résultats de la « scission » qu'il veut éviter, M. Ligatchev se tourne ensuite vers l'évolution en Europe de l'Est. Il se dit partisan d'une « coexistence pacifique et du développement de la coopération entre différents États », mais « pas au prix d'un affaiblissement du socialisme et d'un renforcement du capitalisme ». Il déplore qu'un « processus d'abandon du socialisme s'opère dans certains pays, tandis que l'OTAN gagne du terrain » et ajoute, dans une allusion plutôt ironique à la « maison européenne commune » que veut édifier M. Gorbatchev : « Si les choses continuent sur leur lancée, il est possible que l'URSS soit le seul pays socialiste à entrer dans la maison européenne ».

Cela dit, M. Ligatchev ne remet pas en cause le nouveau statu quo et se console en affirmant que « d'un point de vue historique, les changements en Europe de l'Est ne marquent qu'un recul temporaire du socialisme ». Son opposition est plus musclée en revanche à propos de l'Allemagne, un thème qu'il avait déjà soulevé devant le comité central du parti au début de février, lorsqu'il avait demandé un débat au parlement sur la réunification : « La création d'une Allemagne unifiée par l'absorption de la RDA, dit-il, conduira à une dangereuse mise en cause de la

stabilité européenne et à l'annulation totale des résultats de la seconde guerre mondiale ».

Cette nouvelle « sortie » confirme que celui qui s'affirme depuis 1987 au moins comme le gardien d'un temple en voie de désintégration, avancé à deux fois son opposition et continue d'intervenir sur les problèmes de politique générale, bien qu'il soit officiellement cantonné, depuis l'automne 1988, à la supervision de l'agriculture (c'est d'ailleurs dans l'organe qui dépend de lui, et non dans la Pravda, qu'il a pu s'exprimer). Il est d'ailleurs loin d'être isolé, puisque la direction du parti en Biélorussie vient d'annoncer, comme en écho, une purge contre les partisans de la Plateforme démocratique qui refuseraient de revoir leurs positions. « Pour préserver le parti, il est nécessaire de se séparer de ceux qui tentent de détruire son unité », déclare cette direction, citée dimanche par les Izvestia.

Il est vrai que le bureau politique, dont M. Ligatchev est toujours membre, n'est plus l'organisme tout puissant qu'il était autrefois, et que le « conservateur numéro un » est d'ailleurs menacé d'y perdre son siège à l'issue du prochain congrès du parti début juillet. M. Gorbatchev, de par ses nouvelles fonctions de président de l'URSS, est en principe libre de légiférer sans consulter la direction collégiale du parti, voire de se substituer au gouvernement, comme il le démontre en publiant des décrets sur des sujets qui dépendaient naguère exclusivement du conseil des ministres. Mais il devra tout de même compter encore assez longtemps, sinon avec M. Ligatchev, du moins avec les gens qui se réclament de son courant.

M. T.

NOTRE MARQUE
N'EST NULLE PART
ET POURTANT
NOUS PESONS
LOURD.

43
FRANCS

سكيا من الامم

Prêt à former

« Dialogue »

Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics. Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics. Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics.

« Star »

Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics. Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics. Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics.

Sur-mer

Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics. Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics. Le dialogue est une nécessité pour l'avenir de la France. Il faut que les citoyens soient prêts à former un dialogue avec les pouvoirs publics.

“NOTRE MARQUE N'EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS PESONS LOURD.”

NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES :

143,9

MILLIARDS DE FRANCS

Notre marque n'est nulle part et pourtant en 1989, notre chiffre d'affaires a encore progressé de 12,5% pour atteindre 143,9 milliards de francs, tandis que notre résultat net consolidé s'établit à 7 milliards de francs, soit une marge nette de 4,8% contre 3,2% en 1988.

Ces résultats sont le fruit d'une stratégie industrielle claire et volontariste visant à faire du Groupe CGE un leader mondial sur ses deux grands marchés de l'énergie et de la communication.

En renforçant notre position dans FRAMATOME, nous couvrirons l'ensemble des équipements de production d'énergie et donnerons à cette société les moyens d'assurer son avenir au sein d'un groupe international qui saura préserver les intérêts de l'industrie nucléaire française et de ses salariés face à la concurrence mondiale.

Notre décision de fusionner la Générale

Occidentale et la Compagnie Electro-Financière témoigne également de notre volonté de développer un pôle édition et média puissant capable de soutenir la concurrence des grands groupes étrangers.

Poursuivant sa politique d'actionnariat des salariés, CGE va lancer une nouvelle augmentation de capital

réservée au personnel du Groupe d'ici à la fin de l'année.

L'actualité économique démontre chaque jour davantage que l'union fait la force. Grâce à la compétence de ses 210 000 collaborateurs et la confiance de ses actionnaires dans le monde entier, le Groupe CGE est prêt à relever tous les défis.



EUROPE

Pour sa première visite à Paris

Le ministre britannique de la défense s'entretient de la sécurité européenne avec M. Chevènement

Pour la première fois depuis sa nomination, en juillet dernier, dans le gouvernement de M. Margaret Thatcher, le ministre britannique de la défense, M. Tom King, est en visite officielle en France, lundi 9 et mardi 10 avril, sur l'invitation de son homologue français, M. Jean-Pierre Chevènement. Les deux ministres doivent notamment discuter de la coopération bilatérale en matière d'armement et de l'état de la sécurité européenne avec les événements à l'est.

Comme son collègue français, M. King est confronté à la nécessité de devoir imposer des économies aux armées britanniques, avec le double souci de les réduire, à la fois, moins nombreuses et mieux équipées, si la tension en Europe continuait à diminuer.

Le ministre britannique de la défense doit, en particulier, faire face, compte tenu de leurs implications budgétaires, à des retards dans la réalisation de certains programmes d'armement : neuf projets majeurs ont déjà au moins deux ans de délai par rapport aux prévisions, y compris le nouveau programme des sous-marins stratégiques « Trident », dont les missiles sont armés d'une tête nucléaire A 90, difficile à mettre au point.

Pour cette raison, le Royaume uni, mais aussi la France qui se heurte à des problèmes budgétaires comparables, sont désireux d'augmenter les occasions de coopérer dans des disciplines militaires où les deux pays, avec l'appui d'au-

tres partenaires européens, pourraient partager leur effort de défense. Des achats dits « croisés », en matière d'armement, sont d'ores et déjà prévus. Des collaborations ponctuelles sont instaurées, comme la possibilité de travailler ensemble sur une version proprement britannique qui serait dérivée du Tigris, l'hélicoptère de combat franco-allemand, ou de s'associer pour la fabrication d'éléments entrant dans la construction du Rafale et de l'avion européen Eurofighter.

De l'OTAN à la CEE

Même dans le domaine nucléaire, il existe des possibilités de rapprochement de part et d'autre de la Manche. Si le projet était mené à son terme, il s'agirait alors d'une « première » franco-britannique en la matière. Les armées de l'air des deux pays ayant exprimé un même besoin, celui de disposer d'un missile aéroporté à charge nucléaire atteignant des distances de l'ordre de 1 000 kilomètres, les industriels français et britanniques tentent d'examiner comment y répondre en se concertant à partir d'un missile existant, l'ASMP actuel des Mirage IV, Mirage 2000 et des Super-Éclair, de préférence à un missile conçu aux États-Unis.

Deux ministres de la défense devraient également évoquer les nouvelles perspectives de la sécurité européenne à la lumière des dernières conversations, à Vienne, sur le désarmement classique en Europe et des récents événements à l'est, comme le défilé militaire du pacte de Varsovie.

Au début du mois, le ministre britannique des affaires étrangères,

M. Douglas Hurd, de passage à Paris, avait de lui-même, avancé l'éventualité de redéfinir l'article 273 du traité de l'Atlantique-Nord pour permettre à la France de participer pleinement à une Organisation renouvelée de l'OTAN.

A l'Elysée, on a fait savoir aussitôt que les déclarations du secrétaire au Foreign Office « ne s'appuient sur rien » concernant cette éventuelle rénovation. Cependant, a-t-on ajouté de même source, la France serait disponible pour entamer une réflexion sur le thème de la défense en Europe si elle portait sur des aménagements visant à « une défense réellement plus européenne dans l'Alliance atlantique », comme M. François Mitterrand l'avait suggéré le 25 mars à TF1.

Une nouvelle réflexion

Des voix autorisées s'élevaient actuellement, au sein du ministère français de la défense, pour considérer que la Communauté économique européenne (CEE) pourrait être demain l'instance adéquate pour cette nouvelle réflexion sur la sécurité européenne. D'ailleurs, que l'OTAN ou même que l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Pour que cela soit, il faudrait au préalable abolir l'article 223 du Traité de Rome qui exclut les questions de défense du champ de la CEE.

JACQUES ISNARD

Un premier sommet
Tchécoslovaquie, Hongrie,
Pologne

Un avenir commun
pour les « petits »
pays d'Europe
centrale ?

BRATISLAVA

Correspondance

Tandis que l'Europe tout entière recherche une nouvelle « architecture », le premier sommet Adria-tique-Danube s'est ouvert lundi 9 avril à Bratislava. Les présidents, premiers ministres et ministres des affaires étrangères de Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie s'y retrouvent, ainsi que les chefs des diplomatie italienne, autrichienne et yougoslave à titre d'observateurs.

En tête de l'ordre du jour, la montée des tensions nationalistes et en particulier le problème de la minorité hongroise en Tchécoslovaquie devenue plus bruyante ces dernières semaines. La réunion devrait également être l'occasion de discuter d'éventuelles formes de coopération sur des questions économiques et de sécurité.

Ce sommet intervient trois jours après que la Tchécoslovaquie a lancé une invitation formelle aux trente-cinq pays signataires des accords d'Helsinki (plus l'Albanie) à venir discuter du futur système de sécurité européenne.

Peu de résultats concrets sont attendus de la réunion de Bratislava, dont l'idée a été lancée par le président Havel en réponse à une proposition polonaise de créer une « confédération » entre les deux pays. Les Tchécoslovaques ne sont pas enthousiasmés par cette proposition, en raison de la situation économique désastreuse de la Pologne et de sa dette de 40 milliards de dollars. La date du sommet tombe mal pour la Hongrie, où le nouveau gouvernement n'est pas encore constitué.

La réunion pourrait servir davantage à resserrer les liens avec l'Europe occidentale. « Ce qu'il faut, c'est un arrangement avec l'Europe de la Communauté, explique un diplomate à Prague. Il faut à tout prix éviter un scénario où l'Allemagne de l'Est rentre dans l'Europe des Douze et où les Polonais, les Tchèques et les Hongrois regardent de l'autre côté du mur ».

PETER GREEN

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : manifestation monstre à Tel-Aviv

Plus de 125 000 personnes réclament une réforme électorale

TEL-AVIV

de notre correspondant

Il n'y avait à la tribune aucun des témoins du Parlement ou du gouvernement, et les banderoles déployées n'appartenaient à aucun parti. Les slogans ne disaient rien sur l'avenir des territoires occupés, et les orateurs ignoraient superbement les ultimes négociations en cours pour la formation du prochain cabinet. L'ambiance était éminemment pacifique mais tout aussi décidée et aucun observateur ne s'y est trompé : la manifestation qui a eu lieu samedi soir 7 avril à Tel-Aviv marquait une date dans l'histoire politique du pays.

Ce fut la plus grande manifestation depuis le rassemblement de septembre 1982 à l'issue des massacres perpétrés à Beyrouth par les milices chrétiennes dans les camps palestiniens de Sabra et Charita. Au moins 125 000 personnes, peut-être plus. Quand la place des Rois d'Israël, au cœur de Tel-Aviv, en face de la municipalité, est ainsi pleine à craquer, c'est qu'il se passe quelque chose d'important. On s'était rassemblé sur un seul slogan, qui barrait pancartes et calicots : « Nim'as », que l'on peut traduire par : « ras le bol ».

La remarque visait le système politique du pays, plus exactement le mode de scrutin, cette représentation proportionnelle accusée — à tort ou à raison — de pervertir la démocratie, de réduire le débat public à d'interminables tractations entre partis où les vrais arbitres de la situation sont les plus petits, donc les moins représentatifs. C'est aujourd'hui la position des formations religieuses, une fois de plus en situation charnière après que le gouvernement de

M. Itzhak Shamir eut été mis en minorité.

Seulement, cette fois, le marchandage a sans doute été trop loin, avec ce triplement du budget alloué aux religieux, dont le Likoud et les travaillistes se disputaient le soutien. « Ce n'est plus de la politique, c'est de la corruption », a dénoncé la presse. Les rabbins ne sont pas seuls en cause.

Pour débaucher certains des membres de la fraction dite « libérale » du Likoud, le chef travailliste, M. Shimon Peres, a beaucoup promis. Et pour retenir ces mêmes clients « libéraux » dans le camp de M. Shamir, certains de ses amis étaient prêts à verser des garanties bancaires ou, plus grave, à brandir des menaces physiques. Commentaire du distingué Haaretz : « L'atmosphère politique a été pervertie comme jamais par les deux camps ».

Un dossier aussi vieux que l'Etat

Le ballet dansé autour des « libéraux » a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Un large mouvement d'opinion s'est amorcé, reflet d'un sentiment de lassitude croissant devant des jeux politiques étrangers aux grands problèmes de l'heure. Insensiblement, de la crise gouvernementale on est passé à ce qui ressemble de plus en plus à une crise de régime.

Le mouvement a été lancé par une demi-douzaine d'officiers de réserve qui, il y a dix jours, ont entamé une grève de la faim devant la Knesset. Objectif : obtenir une réforme du système électoral. Une semaine plus tard, ils recevaient le soutien public du président de l'Etat, M. Haim Herzog, celui du maire de Jérusalem,

M. Teddy Kollek, et la visite de milliers de sympathisants. L'initiative a fait bouillir de rage et débouché sur la manifestation monstre de samedi.

C'était l'Israël des classes moyennes laïques et professionnelles, l'Israël des cadres, celui des villes de la côte et des industries de pointe : pas une kippa à l'horizon, mais une population souvent jeune, en jeans, où se côtoyaient électeurs de droite et de gauche. Inévitablement, il y eut, ça et là, quelques relents d'antiparlementarisme — et, dès dimanche, nombre d'éditorialistes mettaient en garde contre tout dérapage autoritaire ou toute récupération par la droite. Mais ce ne fut nullement la tonalité dominante d'une manifestation qui entendait d'abord poser la question d'une réforme du mode de scrutin.

Le dossier est aussi vieux que l'Etat. Dès 1948, Ben Gourion mettait en garde contre la proportionnelle, que d'autres défendaient au nom de la démocratie et de la paix civile : dans une société aussi fragmentée qu'Israël, disaient ces derniers, les plus marginaux doivent être représentés, sauf à risquer l'émergence d'oppositions extraparlémentaires violentes.

Le système est cristallin : un pour cent des voix égale un siège et il y a, aujourd'hui, pas moins de quatre partis à la Knesset. Cédant à la pression des religieux, le Likoud a torpillé un tout récent projet de réforme présenté par les travaillistes. M. Peres aura beau jeu de le rappeler à ceux qui assurent que la manifestation de samedi était aussi dirigée contre la coalition hétéroclite qu'il entend présenter mercredi à la Knesset.

ALAIN FRACHON

LIBAN : la prochaine libération de Jacqueline Valente

Le groupe Abou Nidal se veut rassurant

Le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal s'est voulu rassurant, dimanche 8 avril, en confirmant sa volonté de relâcher certains de ses otages — dont la Française Jacqueline Valente — et en affirmant qu'il n'y avait pas lieu de mettre en doute sa sincérité. Après avoir

déclaré, samedi, que le dénouement était « très proche », le porte-parole du Fath-CR dans l'affaire des otages du « Silco », Walid Khaled, a affirmé dans un communiqué à Beyrouth que les « préparatifs pour la libération de M. Jacqueline Valente » (de son compagnon) Fernand Houtekins et de leur fille Sophie se déroulaient comme prévu.

A Paris, on a appris dimanche de source sûre que le contre-espionnage français — la Direction de la surveillance du territoire (DST) — était au cœur du processus en cours. C'est le directeur de la DST, M. Bernard Gérard, qui a été chargé de cette opération. Comme lors de la libération, en décembre 1988 en Libye, de deux filles de M. Valente, Melle-Laurie et Virginie Bétille, il est assisté du colonel Philippe Rondot, un ancien de la DGSE, spécialiste des problèmes du Proche-Orient et de l'islam.

« Il n'y a pas lieu de s'inquiéter », a souligné le porte-parole du Fath-CR en disant que sa formation annoncerait la « date et le lieu

de la libération au moment opportun ». « Je rassure tout le monde après les craintes de certaines parties qui ont mis en doute notre décision de libérer » les trois otages, a-t-il ajouté sans autre précision sur l'origine de ces inquiétudes.

L'incertitude régnait toutefois sur le sort du second enfant de M. Valente, un garçon né en captivité, comme la petite Sophie-Liberte. Le porte-parole ne l'a pas mentionné dimanche, alors qu'il avait déclaré à l'AFP, samedi, à son propos qu'il « se pourrait que les discussions en cours conduisent à des résultats positifs et permettent la libération de toute la famille ». Fernand Houtekins est considéré par le Fath-CR comme le mari de M. Valente et doit donc être relâché avec elle.

Mais les quatre autres membres de la famille belge Houtekins, enlevés en même temps à bord du navire de plaisance « Silco », en novembre 1987, en Méditerranée orientale, ne sont apparemment pas concernés par les tractations en cours. Walid Khaled a d'ailleurs critiqué, dimanche, le ministre belge de la justice, M. Melchior Wathelet, qui avait démenti vendredi que son gouvernement ait fait des promesses au Fath-CR pour la libération de ses ressortissants.

Expulsions mutuelles de diplomates entre Washington et Bagdad

Les autorités irakiennes ont annoncé lundi 9 avril leur décision d'expulser un diplomate américain, en représailles à l'expulsion par Washington d'un diplomate irakien en poste auprès des Nations unies.

Un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères a démenti à ce propos les accusations américaines selon lesquelles le diplomate irakien serait impliqué dans un projet d'assassinat de deux opposants au gouvernement de Bagdad. « La récente décision américaine ne saurait être isolée d'une série de campagnes fébriles visant à porter atteinte à l'Irak d'une façon qui favorise les desseins agressifs d'Israël », a dit le porte-parole.

Selon la justice américaine, le diplomate irakien, dont ni l'identité ni la fonction n'ont été révélées, aurait offert 50 000 dollars à un des chauffeurs de la mission diplomatique, M. André Khodaba, pour l'assassinat de deux oppo-

sants au régime de Bagdad. Ce dernier est actuellement en fuite.

Samedi, le président égyptien Hosni Moubarak avait effectué un bref séjour à Bagdad dans le but apparent d'apaiser la tension entre les Etats-Unis et l'Irak. Selon certains milieux diplomatiques du Caire, il était porteur d'un message du président Bush à M. Saddam Hussein, lui assurant que l'Irak ne faisait pas l'objet d'une « campagne d'hostilité de la part de l'Occident ».

L'hebdomadaire US News and World Report accuse, lundi matin, le président Saddam Hussein d'avoir fait gazier des centaines de déserteurs de son armée, réfugiés dans le sud du pays, dans des zones marécageuses proches du Golfe. Devant l'inefficacité des recherches effectuées par l'armée, le président Hussein aurait finalement donné l'ordre d'utiliser les armes chimiques pour débarrasser les déserteurs. (AFP-Reuters)

Appel islamique à l'interruption de l'immigration des juifs soviétiques en Israël. — Les Etats islamiques ont exhorté, dimanche 8 avril, l'URSS, les Etats-Unis et la Communauté européenne à contribuer à enrayer l'afflux de juifs soviétiques en Israël. Moscou est invité, par le Comité El Qods (Jérusalem) de la Conférence islamique, à laisser leur nationalité soviétique aux immigrants, Washington à lever les restrictions pour leur entrée sur son territoire et la CEE à rouvrir les centres de transit et à les laisser émigrer dans les pays membres. — (Reuters)

EN BREF

■ BIRMANIE : 200 morts dans un naufrage. — Plus de deux cents personnes sont mortes ou portées disparues, vendredi 6 avril, dans le naufrage d'un ferry pris dans une trombe de vent sur un fleuve. 25 personnes ont pu être secourues et quarante-huit heures après le drame, 67 corps seulement avaient été retrouvés. (AFP).

■ CHINE : rupture avec le Lesotho. — A la suite de l'établissement de relations diplomatiques entre le Lesotho et Taiwan, Pékin a annoncé, dimanche 8 avril, avoir rompu ses relations avec le petit royaume d'Afrique australe. (AFP).

■ INDE : 61 morts à Ahmedabad. — Des affrontements en hindous et musulmans ont fait au moins 61 morts la semaine dernière à Ahmedabad, dans l'Etat de Gujarat, ont annoncé, dimanche 8 avril, les autorités. L'armée a été déployée dans la ville soumise à un couvre-feu illimité. (Reuters, UPI).

■ Vaste opération au Cachemire. — L'armée indienne a mené une opération d'une ampleur sans précédent dans la vallée du Cachemire, samedi 7 et dimanche 8 avril, pour tenter de retrouver trois otages enlevés vendredi à Srinagar par des séparatistes musulmans. Les trois otages sont deux universitaires et un journaliste. (AFP).

■ MONGOLIE : remaniement. — Dix ministères et commissions nationales ont fusionné ou ont été supprimés à Oulan Bator dans un remaniement apparemment destiné à réduire la bureaucratie, a rapporté, samedi 7 avril, l'agence de presse est-allemande ADN.

■ PHILIPPINES : évacuation. — Le lieutenant-colonel Billy Bibit, impliqué dans la sanglante tentative de coup d'Etat de décembre, s'est évadé, dimanche 8 avril, d'une prison de Manille avec l'aide d'un commando d'une quinzaine d'hommes armés, a annoncé la police. Un des gardiens a été blessé. Quatre autres détenus ont profité de la confusion pour se sauver. — (AFP, Reuters).

GRANDE-BRETAGNE

Le mouvement de révolte dans les prisons s'étend

« Le système risque-t-il de s'effondrer ? ». « Je crois que c'est déjà fait ». Telle était dimanche 8 avril l'opinion de M. John Bartlett, président de l'association des gardiens de prison britanniques. Tandis qu'une vingtaine de détenus occupent toujours les toits de la prison de Strangeways, à Manchester, des incidents ont éclaté pendant le week-end dans onze autres pénitenciers du pays, le plus grave ayant eu lieu à Dartmoor, près de Plymouth, où un détenu a été retrouvé carbonisé dans sa cellule.

LONDRES

de notre correspondant

Les gardiens ont repris dimanche soir 8 avril le contrôle de Dartmoor, une sévère baignée construite en 1806 par des prisonniers de guerre français des armées napoléoniennes, sur la lande battue des vents qui domine la rade de Plymouth. Une aile de la prison est gravement endommagée.

La tension était montée depuis trois jours par solidarité avec les détenus de Strangeways. Aucune explication n'a été donnée sur les circonstances au cours desquelles un prisonnier, qui s'était apparemment barricadé dans sa cellule, a péri des suites de brûlures. Son identité n'a pas été révélée.

Les meneurs supposés de Dartmoor ont été évacués à la prison de Bristol, ce qui a provoqué immédiatement des troubles dans cet établissement. Quatre cents prisonniers, sur six cents, se sont retranchés dans trois ailes de la prison, et trois d'entre eux ont été blessés.

Des incidents de moindre importance ont éclaté dans les prisons londonniennes de Brixton et

Pentonville, ainsi qu'à celles de Stoke Heath, Hull, Cardiff, Armlay, Shepton-Mallett et Gartree.

La révolte des prisons, s'ajoutant aux émeutes contre la poll-tax (le nouvel impôt local), à l'inflation et aux taux d'intérêt élevés, pèse sur le climat politique à l'approche des élections locales du 3 mai. Les problèmes arrivent désormais de tous les côtés pour le gouvernement de M. Thatcher, qui semble comme paralysé devant ce déferlement.

Syndrome tiers-mondiste

Les révoltes en série qui ont éclaté ce week-end sont dues à une contradiction interne de la philosophie tatcherienne. Au nom du « moins d'Etat », les crédits consacrés au système pénitentiaire sont particulièrement maigres. Mais l'appel incessant au respect de la loi et de l'ordre aboutit en même temps à ce que les juges prononcent des peines particulièrement sévères et aient recours, plus souvent qu'au passé et contrairement à toute la tradition du droit britannique, à la détention préventive.

La Grande-Bretagne a, parmi tous les pays européens de l'Ouest, la plus forte proportion de détenus par rapport à la population, soit 97,4 prisonniers pour 100 000 habitants, contre 95,6 en Turquie, 84,9 en RFA, 81,1 en France, 60,4 en Italie et 55 en Irlande.

Un chroniqueur de l'Independent, Peter Jenkins, avait proposé, dès le début de la mutinerie de Strangeways, de replacer cette affaire dans le contexte des « catastrophes de type tiers-mondiste » que connaît la Grande-Bretagne depuis quelques années. L'auteur citait l'incendie dans la station de métro King's Cross, la catastrophe ferroviaire de Clapham et les morts piétinés dans le stade de football de Hillsborough. Trois éléments étaient selon lui chaque fois en jeu : trop de gens, masses dans des installations archaïques, et encadrés par un personnel incompetent. Le journaliste de l'Independent estimait que cette combinaison était caractéristique des pays sous-développés.

DOMINIQUE DHOMBRES

LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE ISLAMIQUE À ARABIES

Le Dr Ahmed Mohammed Ali, président de la Banque islamique de développement, à Riyad, explique le fonctionnement de cette institution, qui a participé à 933 opérations dans 40 pays, représentant 8,4 milliards de dollars d'aide.

Dans le numéro d'avril d'Arabica en librairie les 78, rue Joffroy, 75017 Paris (tel. : 46.22.34.14)

صلى الله عليه وسلم

Personnes à Tel Aviv

Personnes réclament l'électorale

Les élections législatives israéliennes de dimanche ont été marquées par une victoire éclatante de la gauche, menée par le parti travailliste. Les électeurs ont rejeté le gouvernement de droite dirigé par le Likoud, qui avait gouverné pendant dix ans. Cette victoire est considérée comme un tournant décisif dans l'histoire récente d'Israël, car elle ouvre la voie à une éventuelle paix avec les Palestiniens.

Le parti travailliste, dirigé par Yitzhak Rabin, a obtenu 57,5 % des voix, contre 32,5 % pour le Likoud de Yitzhak Mordechai. Cette victoire a été saluée comme une reconnaissance de la nécessité d'une paix durable avec les Palestiniens. Rabin a déclaré que son gouvernement se consacrerait à la réalisation de cet objectif.

Le Likoud, dirigé par Yitzhak Mordechai, a obtenu 32,5 % des voix. Ce parti a été accusé d'avoir mené une politique de durcissement envers les Palestiniens. Mordechai a déclaré que son parti continuait de croire en la nécessité d'une paix, mais qu'elle devait être basée sur des conditions réalistes.

Le parti travailliste a obtenu une majorité absolue de 61 députés sur 120. Cette victoire a permis à Rabin de former un gouvernement de coalition avec le parti mérozi de Shimon Peres. Ce gouvernement a pris ses fonctions dimanche soir.

Le parti mérozi, dirigé par Shimon Peres, a obtenu 20,5 % des voix. Ce parti a été accusé d'avoir mené une politique de conciliation envers les Palestiniens. Peres a déclaré que son gouvernement se consacrerait à la réalisation d'une paix durable avec les Palestiniens.

Le parti travailliste a obtenu une majorité absolue de 61 députés sur 120. Cette victoire a permis à Rabin de former un gouvernement de coalition avec le parti mérozi de Shimon Peres. Ce gouvernement a pris ses fonctions dimanche soir.

"DÉSORMAIS, NOTRE MARQUE REFLÈTERA NOTRE PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE. CGE DEVIENDRA ALCATEL ALSTHOM.*"

Notre marque n'est nulle part et pourtant à chaque instant, nos systèmes de communication et nos équipements de production et de distribution d'énergie sont utilisés par des millions de personnes dans le monde entier.

Notre marque n'est nulle part et pourtant nous sommes l'un des plus grands groupes industriels mondiaux, à la pointe de la technologie et leader sur nos deux marchés de l'énergie et de la communication.

Aujourd'hui, pour nos clients, nos actionnaires et nos 210000 collaborateurs à travers le monde, nous pensons que le temps est venu d'afficher plus clairement encore ce, qu'avec eux, nous sommes devenus. C'est pourquoi nous proposerons à l'Assemblée Générale de nos actionnaires de changer notre nom CGE pour ALCATEL ALSTHOM Compagnie Générale d'Électricité.

Pour qu'enfin notre marque reflète la réalité de notre poids économique.



* Sous réserve de l'approbation de cette résolution par l'Assemblée générale des actionnaires du 26 juin 1990.

10

POLITIQUE

Nice, son maire et la communauté israéliite

« Ce sont les juifs qui font bouillir la marmite », déclare M. Médécine qui se dit sûr de son bon droit

NICE

de notre envoyé spécial

Il faisait beau ce week-end à Nice. Sur la plage, les premiers bains. La promenade des Anglais sous une marée d'Italiens. Nice qui se dore. Samedi matin, à quelques parterres de là, place Garibaldi, un peintre local expose son indignation. « Je suis Nipolis, j'aime ma ville et j'ai honte de mon maire. Signé : Beau-doin. » Dimanche son frère d'arts, Arman, le sculpteur, annonce la soirée qu'il ne viendra pas inaugurer en juin le musée d'art contemporain de la ville qui devait ouvrir sur une rétrospective de son œuvre. « Je ne me sens plus confort dans ma ville natale », avoue-t-il simplement. Nice soleil et ombre. Nice confort et inconfort. Nice qui se dore et Nice qui se réveille. Nice carte postale et Nice SOS.

La France n'a toujours retenu que la carte postale oubliée de mimoses sur un fond de carnaval. C'est vrai que Nice est belle et riche, et sûre, qu'on y trouve, comme disait un de ses vieux amants, « le plus beau soleil du monde », qu'un univers la sépare de ses grandes voisines transalpines. Bref, comme on se plaît tellement à le souligner sous ses palmiers, que Nice n'est pas Marseille. Les hommes politiques, eux, n'ont toujours retenu que, sur la carte électorale, Nice était une enclave intouchable. Le Vatican du pape Médécine II.

Fussent-ils de droite ou de gauche, les roitelets de Paris ne se sont jamais hasardés à venir flâner sur les terres du seigneur Jacques, à s'aventurer sous ses sombres falaises ou à sonder ses nombreux montages. Même ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre n'a jamais songé à lui chercher noise. Même alerté par de curieuses pratiques, RPR comme UDF n'ont jamais tenu à troubler la tranquillité de cette réserve de chasse électorale naturelle. Une belle propriété de famille, assurément, acquise dès 1928 par papa Médécine, le seigneur Jean qui cédait en son temps François Mitterrand dans la défunte UDSR et qui a aujourd'hui dans la cité sa stèle, sa piscine et son avenue. Une propriété fort judicieusement agrandie en 1973 quand le fison récupéra le bail de la présidence du conseil général des Alpes-Maritimes. Venait avoir ses dopes, Nice peut bien avoir ses Médécine. Paris jouait les hypocrites. Dormez tranquilles braves gens !

Un maillage politique serré

A Nice, il y a aujourd'hui deux sortes de citoyens. Les médécinistes et les autres. Ceux qui pensent que Jacques Médécine est « un génie » de la politique — ou, distinction importante, qui n'osent pas dire le contraire — et ceux qui croient qu'il est « devenu fou », que « Nice a son Ceausescu ». Les médécinistes volontaires ou forcés préservent le culte « de ce meneur d'hommes », de « ce tribun » qui « aime sa ville et qui aime les petites gens » et « celui qui sait le prendre dans le sens du poil obtiendra tout de lui » soutient un vieux Nipolis. Alors, ses tracas financiers ? « Après avoir amnistié Nucci, qui va encore oser l'empêcher, proteste l'un ; on sait bien qu'il mange, mais du moment que la ville est propre, » il reçoit Le Pen, s'accroche avec le Front national ? « De toute façon, à Nice, tout le monde est de droite », précise cet anonyme. Il accepte que l'ancien SS Schönhuber parade en ville ? Alors bon ! « Le passé, c'est le passé, abaisse un autre, et il n'est que ce qu'il est. » Ses petites phrases sur les juifs ? « Ça peut arriver à tout le monde. »

Les autres, eux, considèrent que leur maire est « devenu fou », « qu'il a un culot diabolique », que victime de son entourage et de sa mythomanie, il ne veut plus voir que sa seule tête, la sienne, et méprise à qui osera s'opposer contre lui. Pendant longtemps Jacques Médécine a eu cette devise accrochée comme un repère dans son bureau : « Au bout du compte, la grande récompense de l'homme politique c'est d'avoir traversé la vie en ne laissant personne indifférent. »

En vieux navigateur de la politique, Jacques Médécine a toujours su flâner le bon vent. La valse des étiquettes, il connaît. Quand il prend la relève de son père, il est inscrit au Centre républicain d'André Morice. En 1966, c'est le vieux lion communiste, le député nicçois Virgile Barel, qui lui remet sa première écharpe de député. Jacques Médécine est à l'époque « pour l'union de toutes les gauches », y compris la gauche. La valse se termine plus. Devenu réformateur, il se rapproche en 1973 de la majorité d'alors. En 1974 il devient giscardien. VGE en fait un secrétaire d'Etat au tourisme (1976-1978). Une façon de fêter ses

dix ans de mairie. Il devient chiraquien en 1981. L'histoire est cocasse. En 1979, de son propre chef, le directeur d'alors des impôts de la ville, un certain Christian Pierre, un ancien du cabinet du maire de Paris Jacques Chirac, déclenche une enquête approfondie — déjà — sur certaines transactions financières bizarres du maire de Nice, notamment un transfert de fonds entre la Suisse et les Etats-Unis. Jacques Chirac lui fera croire que l'enquête en question a été commanditée de l'Elysée, avec la bénédiction du premier ministre Barre. Médécine se fâchera avec les deux.

Plus d'un Nipolis est aujourd'hui ébranlé par les récentes déclarations du maire, par son rapprochement spectaculaire avec le Front national. A Nice et dans tout le département, le Front national ne fait depuis que croître et embellir. Réaliste, Jacques Médécine ne fait qu'en tirer les

conséquences, cherche comme il l'a toujours fait le meilleur vent, oubliant qu'il y a tout juste un an ce parti d'extrême droite était le plus épris au cours de la campagne municipale à dénoncer son antisémitisme.

Alors, qui trompe qui ? « J'ai toujours dit que je n'avais pas d'adversaires à droite », confirme Jacques Médécine. Le mois dernier, les satellites du Front national, pour concrétiser cette nouvelle alliance, ont voté son budget. Ils s'étaient abstenus l'an passé. « A partir du moment, nous explique Jacques Médécine, où ils reconnaissent que l'administration de la ville se fait de manière saine, honnête et indiscutable, il n'y a pas de raison de ne pas travailler ensemble. »

Fortement secouée par tout ce qui vient de se passer, la communauté juive de Nice ne rêve plus. Elle est meurtrie par les phrases blessantes de son maire qui, quoi qu'il arrive, « resteront toujours quelque part ». Personne au sein de cette communauté ne saurait évidemment prétendre que jusqu'au jour Jacques Médécine aurait pu être pris « en défaut d'antisémitisme ». De la création de SOS-laraï aux manifestations récentes contre la venue d'Arabes, les exemples sont effectivement nombreux pour le prouver. Mais aujourd'hui chacun s'interroge : Jacques Médécine appaisé-il par conviction ou par strict calcul électoral ?

Président du CRIF régional Lucien Samak se souvient qu'en novembre 1989 il avait été prévenu « que les relations commençaient à se réchauffer de manière violente entre Médécine et le Front national ». « Dès lors, explique-t-il, nous avons commencé à envisager tous les cas de figure. » Le 1^{er} mars dernier, dix-neuf jours avant le jour fatidique du vote du budget, les instances juives demandèrent un entretien au maire, qui se passa mal. « Je n'ai dit de leçon de stratégie à recevoir de personne », prévient d'embellie Jacques Médécine, qui perd son calme. « Nous ne sommes pas là pour vous donner des leçons, s'entend-il répon-

dre, mais nous voulons savoir ce qui en est des rumeurs. » Le dialogue est serré.

— Votre communauté, rétorque le maire, représente 4 % de mon électoral. Le Front national 24 %. La différence est de vingt.

— Pour la première fois dans cette ville les juifs sont devenus une sous-traction.

— Cela n'empêche, je continuerais d'être votre ami !

— Le Front national va voter votre budget ?

— Ça n'est pas de ma faute.

— Et pour les cantonales ?

— Au premier tour, ni union ni alliance. Au deuxième tour, je laisserai au Front national ce qu'il aura eu s'il s'était maintenu. »

Jacques Médécine conteste aujourd'hui cette version. « Je le dirai simplement expliqué que pendant quinze ans leur grand rabbin s'était comporté en ennemi déclaré contre moi, que les juifs de Nice s'étaient toujours abstenus à 50 % et que, dans les autres 50 %, 25 % étaient contre moi. » Qu'importe ! Tout est dit. Les représentants juifs sortent « ébranlés par cette ambiance ». Jean Kahal, le président national du CRIF en touchera un mot à Chirac.

Le 11 mars, Pasqua, en visite à Nice recevra pendant une heure dans les salons du Negresco le CRIF local. L'entretien est chaleureux mais sans résultat. Le 22 mars, après le vote du budget Jacques Médécine constate que « la majorité municipale a été agrandie ». Les trois élus, André Sfar, Harry Lévy et Jill-Patrice Cassuto veulent démissionner immédiatement. Ils attendront une semaine. La réception de Jean-Marie Pelt à l'hôtel de ville alors que Jacques Médécine avait été annoncé ce jour-là en déplacement, et plus encore la présence en ville de Schönhuber saluée par les sept élus municipaux du Front national finiront de les convaincre que décidément l'irréparable est commis.

Dimanche soir, Jacques Médécine balayait encore toute cette affaire d'un revers de la main. « Ce sont les juifs, nous répète-t-il, qui font bouillir la marmite de façon scandaleuse. Est-ce que les juifs ont démissionné à Marseille quand à la région Gaudin a accepté les élus du Front national ? M. Sfar est manipulé par la gauche. Pour la première fois de ma vie j'avais pardonné à quelqu'un qui avait attaqué mon père. Cela ne m'arrivera plus jamais. Ses deux autres amis m'ont demandé leur réintégration. Je la refuse évidemment. Je vais vous dire : depuis deux heures de l'après-midi je ne fais que répondre à des centaines de lettres de soutien qui m'arrivent de la France entière et qui me disent toutes : ces gens sont des ingrats, après tout ce que vous avez fait pour eux. »

Bons baisers de Nice. Les cartes postales nouvelles peuvent être imprimées.

DANIEL CARTON

LES JUIFS ET LES SCULPTEURS EN VEULENT A MEDECIN



N'a-t-on jamais exploré non plus « le système Médécine » qui depuis près de vingt-cinq ans n'a jamais relâché son emprise sur Nice, bien au contraire ? Dans cette ville, Médécine est partout, contrôle tout, sait tout et ne pardonne rien. Un dispositif serré, un maillage parfaitement au point, impressionnant parfois dans le strict sens du terme. Une machine fonctionnant avec le carburant du clientélisme. « Les choses sont devenues tellement énormes qu'on a du mal à y croire » admet un vieil observateur de la vie locale. « Adjoints et conseillers ne sont que des marionnettes. »

Dernière ce théâtre d'ombres, la garde rapprochée de Jacques Médécine, omnipotente et toute puissante, tire toutes les ficelles. Au total ce sont plus de dix personnes. Max Gilis, surnommé « le maître du palais », un confident de toujours, l'émancipation grise du maire. Pas de bureau, mais toujours dans une voiture municipale. Un sexagénaire fringant, glacier célèbre à Nice, tenant enseigne place Garibaldi. C'est lui le véritable patron de l'association des amis du maire, sis boulevard Victor-Hugo au fond d'une impasse, mais qui revient toujours à la surface quand il s'agit de solliciter les commerçants pour les élections ou de susciter l'enthousiasme des foules.

L'adjoint Michel Falicon, président de la très prospère SIVN (Société immobilière de la ville de Nice), premier promoteur immobilier de la ville, braché sur trois entreprises qui y font la pluie et le beau temps : Nicoletti, Spada, Miraglia. Trois députés de la ville, inconnus des Nipolis : Martine Daurélli, Christian Estrosi, président départemental du RPR, et son homologue de l'UDF Rudy Salles. Enfin, Jean Oliva qui cumule les fonctions de président de Nice Communication et du Comité des fêtes.

Les personnes âgées sont prises en charge par l'Office nicçois des personnes âgées. La culture par le CACEL (Centre d'animation, de

reux des fleurs et adhérent du PSU jusqu'à la dernière heure. « La gauche — Vive la gauche ! — la gauche ne meurt jamais ! », a déclaré M. Bourdet. M. Jean-Claude La Scomet, dernier secrétaire national qui eut l'insigne privilège d'obtenir ce poste à titre « provisoire » en 1984, avait l'estomac un peu noué au moment de fermer « cette maison dont personne n'a à rougir ».

M^{me} Huguette Bouchardeau, ancienne dirigeante, était retenue à Tokyo, mais de toute façon son nouveau « trip » c'est la France unie de M. Jean-Pierre Soisson, demi d'ouverture du gouvernement. Le premier ministre, en voyage en Guyane, a confié : « Naturellement, cela m'a fait quelque chose. Je ne regrette rien, ni d'y être passé, ni de l'avoir quitté. »

Michel Genson, Le Républicain Lorrain

La vraie fin du PSU

Le dernier carré des irréductibles a représenté 3 % des délégués. Ces quelques orphelins de la politique se sont prononcés, samedi 7 avril à Paris, contre la dissolution administrative du PSU. Sur la petite cinquantaine de militants réunis pour la dernière fois au sein de cette structure jour de trente ans, 91 % ont voté la dissolution de leur parti fondé en 1980. Il s'agissait alors de combattre l'autorité du gaullisme, le fourvoiement de la SHO dans la guerre d'Algérie et la fascination du PCF pour le stalinisme. Il s'est trouvé 6 % des délégués pour s'abstenir de voter le mort.

Leur dernière motion — adoptée à l'unanimité — était destinée à leur ancien camarade, qui fut aussi leur chef, M. Michel Rocard. Ils ont adressé au premier ministre « la protestation la plus solennelle contre la politique répressive menée par M. Quilès,

ministre des PTT ». L'ultime acte politique étant effectué et la succession immobilière étant réglée, trois cents « vieux anciens » et « jeunes anciens » se sont retrouvés autour d'un « buffet de l'amitié » dans une salle de la Mutualité pour enterrer dignement une partie de leur vie.

Aucun des ministres actuels ayant appartenu au PSU n'avait jugé utile de venir « écraser une lame » : ni M. Pierre Bérégovoy, ni M. Jacques Chérèque, ni M. Lionel Jospin, ni M. Brice Lalonde, ni M. Jack Lang, ni M. Jean-Poporen. Nul ne saura jamais si cela a fait un peu de peine à MM. Edouard Depreux, Pierre Mendès France, Alain Savary ou Charles Hernu.

M. Gilles Martinet, ambassadeur de France et ancien ambassadeur du mouvement, était là, de même que M. Claude Bourdet, ancien membre du Conseil national de la Résistance (CNR), amou-

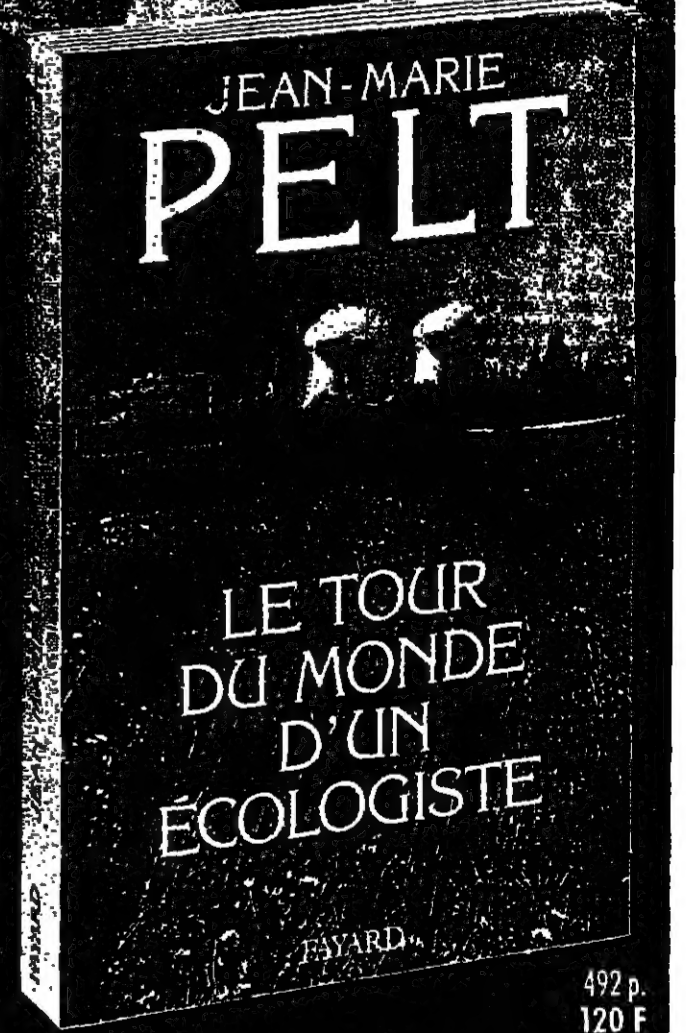
reux des fleurs et adhérent du PSU jusqu'à la dernière heure. « La gauche — Vive la gauche ! — la gauche ne meurt jamais ! », a déclaré M. Bourdet. M. Jean-Claude La Scomet, dernier secrétaire national qui eut l'insigne privilège d'obtenir ce poste à titre « provisoire » en 1984, avait l'estomac un peu noué au moment de fermer « cette maison dont personne n'a à rougir ».

M^{me} Huguette Bouchardeau, ancienne dirigeante, était retenue à Tokyo, mais de toute façon son nouveau « trip » c'est la France unie de M. Jean-Pierre Soisson, demi d'ouverture du gouvernement. Le premier ministre, en voyage en Guyane, a confié : « Naturellement, cela m'a fait quelque chose. Je ne regrette rien, ni d'y être passé, ni de l'avoir quitté. »

OLIVIER BIFFAUD

Jean-Marie PELT

Un livre bilan sur l'état de la planète



Jules Verne-Pelt a mis bien plus de quatre-vingts jours pour exécuter son périple, mais il en résulte que nous avons sous les yeux pour la première fois une vision globale de la pollution de la planète.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

Un bilan clinique des maladies du monde. Un long constat à la fois passionné et alarmiste, un cri d'amour et de colère, où se retrouvent tout à la fois la verve, l'humour, le talent de conteur et l'érudition de Jean-Marie Pelt.

Michel Genson, Le Républicain Lorrain

FAYARD

492 p. 120 F

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION II

- 12. Festival de théâtre des municipalités de Roumanie
- 13. Le problème des transports en Roumanie
- 14. L'attente de la Roumanie
- 15. L'attente de la Roumanie
- 16. L'attente de la Roumanie
- 17. L'attente de la Roumanie
- 18. L'attente de la Roumanie
- 19. L'attente de la Roumanie
- 20. L'attente de la Roumanie

Acteurs et metteurs en scène français en Roumanie

« Le théâtre est toujours un espace de liberté »

Tandis que des soubresauts tragiques continuent d'agiter la Roumanie, les intellectuels français découvrent ce pays où notre langue jouit encore d'une incontestable popularité. Quelques metteurs en scène et acteurs renommés et bénévoles ont commencé une tournée dans plusieurs villes roumaines. A travers cette opération - « le Printemps de la liberté », organisée par le secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, - ils ont pu apercevoir un pays anesthésié par plusieurs décennies de dictature.

Autre regard, celui d'un exilé qui a quitté Bucarest depuis sept ans. Il analyse les forces qui ont permis à cette culture de survivre, et désigne les dangers qui la menacent aujourd'hui.

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

« Primavera libertati ». Le printemps de la liberté. Les événements, de grands acteurs et metteurs en scène français ont décidé d'offrir un de leurs spectacles au public roumain : jusqu'au mois de juin vont donc se succéder, à Bucarest et dans d'autres villes, Vitez et Chéreau, Deshayes et Pinter, Hélène Delvaux et Jacques Nichet, mais aussi David Warlow et Virgil Tanase, pour apporter un peu d'air frais dans un printemps qui se désenchevêtre. Roumanie fermée depuis trop d'années, soudain ouverte à toutes sortes de « missions ».

Depuis trois mois, les missions se sont succédées, les étudiants bénévoles sont venus prêter leur aide, des directeurs d'université, des éditeurs, des libraires ont voulu répondre au manque de livres. L'opération « cent mille livres pour la Roumanie » de la Fondation Hachette, quinzaine de milliers d'ouvrages offerts et dédiés par des Français à des Roumains et acheminés par la FNAC, projet d'ouverture d'une librairie FNAC au centre de Bucarest, etc. En février, la direction du livre du ministère de la culture était venue sur place proposer des services répondant aux besoins les plus immédiats : reconstitution des fonds de la bibliothèque centrale universitaire, stages de formation



Le Théâtre juif, isolé dans un quartier détruit baptisé le Beyrouth de Bucarest, à proximité du palais de Ceausescu.

prêt en anglais par Suzanne York dans la mise en scène de Simone Benmussa, Patrice Chéreau et Laurent Malet reprenant, pour la dernière fois, disaient-ils, l'admirable pièce de Koltès, *Dans la solitude des champs de coton*, un style de théâtre encore inconnu des Roumains, qui remporta un vrai succès. « C'est moi qui vais vous poser des questions, commenta Patrice Chéreau, lors d'une rencontre avec des gens de théâtre, ce qui m'intéresse, c'est de savoir ce qui se passe chez vous. »

Se fit jour alors un grave problème qui se pose actuellement au théâtre roumain. Avant la révolution, en effet, le public venait au théâtre parce qu'il n'y avait pas d'autre endroit où entendre la vérité. Maintenant, il regarde la télévision, il lit les journaux. Le théâtre ne dit pas une vérité plus grande que celle qu'il trouve ailleurs, et les spectateurs désertent les salles. « Nous sommes dans une très grande crise, explique une actrice roumaine, qui se souvient de spectacles qui faisaient saillie comme s'ils n'étaient pas interdits : *le Bourgeois gentilhomme*, la mode Ceausescu, *Caligula*, *Georges Dandin* et aussi nos pièces

chinoises. Arrêt de bus, présentée cette année au théâtre hongrois de Cluj. « Avant, les salles étaient archicomplètes bien que pas chauffées... Maintenant, ce qui se passe dans la rue est tellement vrai qu'il est très difficile de faire revenir les gens vers le théâtre. »

« Cela me paraît absolument normal, répond Chéreau. Dans les périodes de répression, le théâtre est toujours un espace de liberté. Vous allez peut-être traverser une période difficile, mais le sien viendra plus tard. Vous savez, après 1789, nous avons produit chez nous beaucoup de pièces, de très mauvaises pièces... »

Un bâtiment

Bucarest

Ensuite, Gérard Desarthes avait un souhait : rendre visite au Théâtre juif de Bucarest, un des plus anciens, créé il y a cent quarante ans, dans un quartier qui fut autrefois bien vivant. On a peine à l'imaginer aujourd'hui. Les plus de vingt ans de souvenir qu'il y avait là des rues, des écoles, des synagogues, des vieilles églises aussi et, au coin d'une place, le Théâtre juif. Une salle de trois cents places avec ses balcons, ses

fauteuils recouverts de velours qui semblaient encore attendre les spectateurs de la soirée.

« Nos acteurs sont des héros, expliquait le directeur de ce théâtre fantôme, ils sont obligés de jouer dans des conditions tout à fait spéciales. Le régime Ceausescu nous a laissés jouer, mais nous n'avons plus de salle. » Tout autour, le désert, des démolitions, des gravats, une vieille baignoire dans laquelle jouent des enfants ; au loin, la place de l'Unité et ses immeubles vides. « Ce quartier, maintenant, c'est Beyrouth. Nous ignorons même si ce bâtiment allait résister, poursuit le directeur, car, lorsque Ceausescu visitait le quartier, nous ne savions jamais si sa main désignait ou non notre immeuble... Comment faire venir ici des spectateurs, dans ce Beyrouth, des spectateurs dans la boue, sans éclairage urbain ? Le Théâtre juif continue à exister. Il répète dans sa salle et donne des représentations. Les jours de relâche, dans les théâtres de la ville, devant des spectateurs qui, en majorité de plus en plus grande, portent des casques parce qu'ils ne comprennent pas le yiddish. On estime en effet que quatre cent mille juifs ont quitté la Roumanie depuis la guerre et que vingt mille demeurent dans tout le pays. »

Au pays de l'absurde, n'était-ce pas là le lieu idéal pour créer *Catastrophe*, de Samuel Beckett ?

Bucarest, c'est toujours l'impression de se promener au milieu des images de la télévision de décembre 1989. Des fontaines misérables, des queues devant les magasins, des rues dévastées par des constructions au mille fenêtres aveugles, et jamais habitées, le bâtiment du comité central aux abords jonchées de documents qu'on a jetés, des trafiquants qui vous poursuivent pour changer des lei, là-bas, au-delà de l'avenue de la Victoire-du-Socialisme, débaptisée et qu'il faudra bien rebaptiser un jour, le Palais du peuple. La monstrueuse maison du fada Nicolae est le monument de Bucarest actuelle, le plus visité par des foules venues de tout le pays, qui suivent, muettes d'étonnement plus que de colère, le circuit fléchi à travers quelques-unes des salles de cette construction où les lustres de cristal encore empaquetés, les tapis roulés, les cache-pots sans pot, les sols de marbre, les lourdes portes marquetées, les alignements de prises de courant et d'interrupteurs qui semblent archaïques au temps de l'ordinateur, paraissent attendre un locataire qui tarde à venir.

Le Palais du peuple

Succession de salles blanches inachevées, boursoufflées de stuc et de dorures, qui ressemblent à un décor de Peduzzi-Chéreau et qui seraient un lieu idéal pour un spectacle itinérant à la Luca Ronconi ou pour une pièce de Ionesco. Que fera-t-on de ce lieu ? Faut-il l'achever ? Le détruire ? Le laisser à l'état ? Créer une Académie internationale ? Nul ne sait. « Ce palais, je le trouve absolument atterrissant, nous dit Patrice Chéreau, et tout le pays m'a donné une grande impression de malheur. Ils reviennent de loin, cependant je pense qu'ils étaient contents. Un des acteurs m'a dit après le specta-

TÉMOIGNAGE

Elitisme et massification

par Costin Cazaban

S'il on peut établir un classement dans l'histoire, la « ré-élitisation » la plus importante du régime Ceausescu en Roumanie a été la destruction de toute hiérarchie culturelle. L'extravagance des titres académiques que s'octroyait le couple de dictateurs, le fait que la « savante » approuvât personnellement tous les sujets de thèse de doctorat dans le pays, ne relevaient pas seulement d'une mégamégalomanie abusive mais d'un désir peu voilé d'introduire la confusion, le chaos, le renversement conscient des valeurs, afin d'obtenir à terme le noyage et la déroute la plus totale de l'intelligence.

La destruction de l'enseignement et la promotion méthodique de l'incompétence ne visaient pas à établir une autre hiérarchie, et ne visaient, par conséquent, que d'assurer des clients fidèles. C'était une action dirigée, peut-être unique, d'émasculation cérébrale de toute une nation.

Et quelle meilleure réponse à ces fantasmes démoniaques que cette activité fébrile, cette surchauffe intellectuelle que connaît maintenant la Roumanie ? Les Roumains de l'étranger, privés pendant de longues années de tout contact professionnel avec leur pays d'origine, se jettent dans la tourmente : le metteur en scène Andrei Serban assume déjà la direction du Théâtre national de Bucarest, Virgil Tanase prépare une tournée, sous l'égide du Théâtre de l'Europe, à Cologne. Ceibidache y a amené son orchestre de Munich pour quatre concerts, Marina Kriovici chantait sur la scène de la Philharmonie de Bucarest au mois de février, Silvia Marcovici et Radu Lupu ont retenu les dates de leurs prochaines apparitions.

Mais la hâte de mettre fin à une séparation absurde n'est rien par rapport à la volonté de s'exprimer des Roumains de l'intérieur. La ven-

geance du silence forcé se manifeste surtout par l'apparition subite d'un nombre incalculable de journaux. De tendance bien définie ou sans tendance aucune, quotidiens ou hebdomadaires, ayant des éditeurs précis ou plus ou moins vagues, ces journaux publient des articles politiques ou des horoscopes interdits, naturellement, jusqu'ici, des articles d'éducation civique ou sexuelle, articles de vulgarisation ou plus spéculatifs. Ils vivent, en premier lieu, la récupération d'un passé, d'une continuité dont la dictature les a privés. C'est la signification de la présence massive d'écrits anciens ou récents d'Eugène Ionesco, de Cioran, de Mircea Eliade, du philosophe Mircea Vulcanescu (mort dans les prisons du régime). Et c'est le signe d'une volonté d'intégration dont les symboles sont Alexandru Zinoviev ou Vladimir Havel, publiés pour la première fois en Roumanie.

A part cela, il existe enfin une forme jusqu'alors inédite de journalisme : le débat. La télévision, regardée jusqu'à tard dans la nuit (à tel point qu'on néglige les spectacles de théâtre et d'opéra), et la presse écrite consacrent aux tables rondes une place très importante. Du temps de Ceausescu, même le mot « colloque » était censuré.

« Les bonnes vieilles choses »

C'est une révolution post-moderne, qui vise le renouveau d'un passé comme normal, remarque le compositeur Octavian Nemescu, une personnalité forte, fidèle à ses idées, qui croit inébranlablement aux valeurs sémiotiques de la musique. Et le philosophe Gabriel Licoanu, effrayé par les idées de ce Frère du salut national, sur une possible « forme nouvelle, originale, de

démocratie », d'écire : « Il n'y a pas de démocratie nouvelle. Nous avons besoin maintenant de bonnes vieilles choses nouvelles. »

L'idée du retour à la normalité va de pair, logiquement, avec une image médicale. La Roumanie, entre 1945 et la fin de 1989, a été considérée comme un malade, tellement le totalitarisme est apparu comme un virus étranger à l'organisme national. « La Roumanie n'est qu'une tumeur qu'on extirpe à l'aide du bistouri, mais une maladie organique qu'on trouve partout, dans le corps social », me disait Sorin Vieu, logicien éminent, membre du Groupe pour le dialogue social.

Ce groupe a été fondé immédiatement après la révolution par des intellectuels de haut vol (dont quelques actuels dignitaires comme Andrei Plesu, ministre de la culture, philosophe et critique d'art, l'écrivain Dan Petrescu, son adjoint, l'essayiste Alexandru Paleologu, ambassadeur de Roumanie à Paris). Il assume une réflexion critique sur les problèmes politiques et sociaux, avec le but déclaré de proposer un modèle d'action, de communication et de pensée sociale, modèle qui pourrait être pris et adopté. C'est une cellule de méditation et de médiation qui se place volontairement en dehors du politique. Il ne vise pas le pouvoir. Il édite l'hebdomadaire 22, une revue dense, impeccable intellectuellement, qui tire à 120 000 exemplaires et que l'on s'arrache dans les kiosques.

L'élitisme isolé a été pendant plus de quarante ans, et surtout pendant les deux dernières décennies, une forme de résistance, passive mais tenace, une bouée de sauvetage individuelle, dans le marasme de la déqualification systématique. Il s'agissait d'une échappatoire. Le régime faisait semblant de l'ignorer, tout en le surveillant de manière rap-

prochée. La seule condition était de rester toujours plus isolé, donc plus distant. « La culture roumaine, rappelle Octavian Nemescu, était monacale, symbolique. Et non seulement la musique, mais la littérature : il y avait quelques grands romans épiques. La culture méprisait la politique. »

Ironie du sort : Nemescu vient de recevoir, de la part du Festival de Bourges, une commande pour une musique inspirée par la révolution roumaine ! La politique et les revendications catégorielles prennent maintenant leur revanche. Même les enfants ont organisé une manifestation. Et les cinéastes faisaient la grève de la faim à la sortie du concert de Ceibidache où se bousculaient les officiels.

L'élite, qui tend aujourd'hui de regagner la place qui lui revient dans la société, doit faire face au danger d'une démocratie trop directe, du plébiscite culturel permanent. Les masses, qui ont accompli la révolution à leurs risques et périls, veulent maintenant se voir représentées directement dans les médias, notamment à la télévision. Quelques protestations se seraient déjà élevées contre « l'exode » sur les ondes de musique classique, qualifiée de « musique d'enterrement ». Pour ne pas parler d'agitation politique qui, avec ou sans manipulation, laisse entendre dans les rues des slogans tels que : « Les étudiants ne bougent pas ! » ou « Nous travaillons, nous ne pensons pas ».

Entre élitisme et massification, ni les intellectuels ni les « masses » ne peuvent choisir. C'est à la société tout entière de trouver les circuits parallèles qui permettront d'éviter l'affrontement ou la frustration.

Costin Cazaban, compositeur, est exilé de Roumanie depuis 1984.

NICOLE ZAND

(1) Ion Caramitru sera à Paris les 11 et 12 mai pour deux récitals au Théâtre de l'Athènes.

(2) Il dirige le département de langue hongroise aux Editions Criterion qui publient en neuf langues : magyar, allemand, serbe, ukrainien, yiddish, slovaque, russe, tatar, roumain.

CULTURE

VARIÉTÉS

Le retour des magiciens

Deux festivals, l'un à Blois, l'autre à Monte-Carlo veulent relancer l'art de l'illusion

L'art magique, dont la tradition remonte à l'Antiquité, prend son essor théâtral au dix-neuvième siècle. C'est un spectacle populaire vivant, qui évolue avec son temps, intégrant les progrès scientifiques et technologiques. Le Polonais Adam Salomon Epstein joue au « Décapité vivant » en opérant avec un sabre à lame creuse rempli d'un liquide rouge qui, au moment voulu, se répand sur la victime.

Le Chinois Sam Hung avale de l'éponge enflammée pour cracher des rubans de couleurs diverses et finir par un canard qui s'échoue dans la scène. Le Français Bastien de Korta présente un dé à jouer en soie de petites dimensions. Il le dépose sur une table basse et, tandis que ce dé grossit subitement, il en fait sortir sa femme.

Manipulateurs et illusionnistes

Les magiciens se répartissent en deux catégories : les manipulateurs, qui se servent de cordes, de jeux de cartes, de boules, de foulards, de drapaux, de pièces de monnaie, de dés à coudre, de bougies allumées, et souvent de colombes ou de perruches sans oublier les anneaux chinois, et les illusionnistes, qui utilisent des appareils impressionnants et compliqués en apparence.

L'art magique a vécu son âge d'or. L'étonnement a disparu, énoyé par un scepticisme qui, en partie, a détruit le mystère et l'émerveillement. Cependant, la magie compte actuellement en France soixante-cinq artistes professionnels, environ deux mille amateurs et des dizaines de milliers de pratiquants occasionnels, abonnés à des revues ou clients des magasins spécialisés.

En l'espace de trois semaines, deux festivals de magie viennent

d'avoir lieu : l'un à Blois, les 16, 17 et 18 mars, l'autre à Monte-Carlo, les 6, 7 et 8 avril. Tous deux ont mis l'accent sur un art qui aujourd'hui encore peut faire rêver.

Blois, c'est la ville natale de Robert Houdin, le premier magicien à s'être produit en tenue de soirée. C'était au milieu du siècle dernier. Sa formation d'horloger lui avait donné la possibilité de fabriquer des automates sophistiqués et de se bâtir ainsi une renommée internationale.

Le Festival de Blois présente sa quatrième édition à la Halle aux grains, en jouant la carte de la reconstitution — celle de la « Cible humaine », qui coûte la vie à son créateur Chung Ling-so, il y a près de soixante ans, et celle de l'évasion avec la « Pagode d'Houdini », — mais aussi la carte de la jeunesse avec un étonnant manipulateur allemand (Topas) de dix-sept ans, qui a fait voler entre ses doigts cloches et lunettes noires.

Des « Napoléons » venus du Japon

Les sixièmes Grands Prix magiques de Monte-Carlo ont proposé de leur côté des numéros courts, élégants pour la plupart et présentés avec une mise en scène recherchée : ainsi Dani Lari, un jeune artiste français qui, de Pierrot triste, s'est transformé en Arlequin doté d'étranges pouvoirs ; ainsi encore le Norvégien Finn Jon et sa lévitation d'objets, la Japonaise Yuka et sa manipulation d'éventails et de foulards. D'autres Japonais, les... Napoléons, ont combiné comédie et prestidigitation pour réaliser quarante-neuf tours en quatre minutes, donnant ainsi à leur numéro un aspect farces et attrapes spectaculaire.

CLAUDE FLEOUTER

CINÉMA

Enfants du rock et de la coke

Dans Courts-circuits, prix Jean-Louis-Bory 1980, Patrick Grandperret décrit des semi-marginaux mal dans leur peau, possédés par la passion de la moto. Ce sont leurs frères qui aujourd'hui sont les héros de *Mons et moi*, grand prix du Festival de Belfort, prix Jean-Vigo 1989. Mais leur passion, c'est le rock, qui leur permet d'échapper le temps d'un rêve à la grisaille de leur existence, au conformisme social. On dirait que Patrick Grandperret ne veut pas grand-chose, qu'il a fait une fois pour toutes ses modèles cinématographiques du côté de John Cassavetes et de Jean-Luc Godard, pères spirituels d'un « cinéma en liberté » où il importe plus de capter des images que de raconter une histoire.

Sur l'écran, on voit donc surgir Denis Lavant, qui traîne une sorte de romantisme engoissé. Avec quelques copains, il organise un concert rock, dont la vedette sera Johnny Thunder (*film-sat*), encore plus flippé que le reste de la bande. On répète dans un hangar à Ivry, tout ou presque se passe là. Denis Lavant retrouve Sophie Simon, qui fut son amour d'enfance. Elle veut vivre avec lui, il fait tout pour que ça ne marche pas, c'est dans sa nature.

Sur un canevas qui se prête à toutes les improvisations, Patrick Grandperret dérive dans le délire du rock et l'usage de la coke, qui pour ces jeunes gens semble aller de soi. Le film est très branché et s'en cache pas. Patrick Grandperret manifeste sans arrogance le bonheur de filmer une modernité qui fut en partie celle des années 80 et qui déjà s'enferme dans le passé.

JACQUES SICLIER

MUSIQUES

Ainsi rockent les petites marionnettes

Oui Oui, groupe de faux gamins et de vrais rockers, au New-Morning

Rangons les références littéraires, ce Oui Oui-là est celui que les adultes agacés lâchent aux enfants à la trentième question, celui des optimistes incurables aussi. Et puis, loin derrière, la marionnette d'Enid Blyton.

Voilà régie l'histoire du nom, mais on n'en sait pas plus sur Oui Oui. Sur la pochette de *Chacun tout le monde*, leur premier album (Eurodisc), quatre marionnettes dans un paysage de neige. Sur scène, quatre garçons en costume, dont un bassiste qui s'appelle Pipotout et ferait peur aux petits enfants s'ils n'étaient pas couchés.

En fait, ils ne sortent pas du magasin de jouet à minuit mais d'écoles d'art ou de troupes de théâtre. Le côté pantin, cette régression allègre dans les textes, c'est leur manière de tourner en

dérision, de contourner la pantomime du rock. Mais leur détournement procède de l'amour. Quand on les voit sur scène on comprend qu'Etienne Charry (guitare, voix), Gilles Chapat (claviers), Michel Gondry (batterie) et le bassiste méconnu mentionné plus haut sont d'abord des rockers, même s'ils font tout pour masquer leur âge.

L'attirail Oui Oui, ce sont d'abord les marionnettes, elles sont sur la pochette, elles sont dans le clip, réalisé par Michel Gondry. Il a sculpté un Etienne Charry avec un nez pointu et de longues jambes maigres, comme le vrai. Du coup, la marionnette n'arrête pas de tomber et d'abîmer le décor avec son nez. « Quand je voyais Etienne le soir, après une journée de studio, j'avais envie de lui taper dessus »,

dit Gondry, comme si ce problème relationnel se posait dans tous les groupes.

On trouve dans l'histoire du rock des exemples de ces bouffées délirantes enrobées de simplicité trompeuse : Jonathan Richman, ou Talking Heads des débuts. Dans six mois, il sera temps de se demander si Oui Oui est capable de changer le décor de son castellet, à fortiori d'en sortir.

En attendant, ils ont publié l'un des albums les plus sympathiques (et les mieux produits) de rock français des dix dernières années, et sur scène, sont capables d'en remonter à la plupart de leur confrères en perfection.

THOMAS SOTINEL

Le 9 avril, à 20 heures, au New-Morning, 7-9, rue des Fêtes-Saint-Pierre, 75010 Paris.

DISQUES

Le rap lorgne vers l'Afrique

Jungle Brothers :
Done by the Forces
of Nature (WEA)
Queen Latifah :
All Hail the Queen
(Tommy Boy/Wotie Music)

Le rap n'est pas une chose simple à écouter. D'abord, mieux vaut se servir de ses pieds, sans oublier d'essayer de suivre le propos. C'est parfois fatigant, pourtant les rappers ont pensé à tout avec leurs petites phrases coupées-collées, que l'on peut ressortir à volonté, comme des publicités bien tournées.

Du machisme benêt de Tone Loc au radicalisme de Public Enemy, les rappers se définissent d'abord par leurs discours. Heureusement pour la survie et la croissance du genre, ils sont de plus en plus nombreux à entreprendre l'édification d'un univers sonore. De La Soul, les premiers à avoir attiré l'attention sur ce mode, avaient défini un monde joyeusement absurde, à l'opposé de la violence habituellement associée au rap.

Sur *All Hail the Queen*, Queen Latifah a enregistré un titre avec De La Soul, *Mama Gave Birth to the Soul Children*. Elle partage leur bonne humeur communicative, mais l'exerce sur un territoire plus actuel.

Sa voix (dans la belle tradition des grandes gueules de la musique noire américaine, Big Maybelle ou Aretha Franklin), la production (essentiellement due à DJ Mark The 45 King), tout l'inscrit dans une histoire commencée en Afrique, qui se continue en ce

moment dans le Bronx. Cette revendication trouve sa traduction dans les rythmes, les schématisations qui lorgnent définitivement vers le vieux monde noir.

Cette filiation, les Jungle Brothers en ont fait leur nom. Dans la continuité du rap, ils se situent entre Queen Latifah et KRS1 (*le Monde* du 16 mars).

Leur discours est encore plus militant, mais c'est surtout la fabuleuse richesse sonore de *Done by the Forces of Nature* qui

fait la force des frères. Après des années d'ignorance et de méfiance, ils sont parmi les premiers musiciens afro-américains issus du rhythm'n'blues (les jazzmen sont hors concours) à prendre en compte les apports de la musique africaine telle qu'elle se joue aujourd'hui.

En écoutant les Jungle Brothers, on sent que les temps de la rumba-rap approchent.

T. S.

FRED ZELLER

COURCHEVEL 1850

« Art collection » Daniel Besséiche

HALL DE LA CROISSETTE
MARS-AVRIL
peintures récentes

GALERIE ALBERT LOEB

JEANCLOS

LE TYMPAN DE SAINT-AYOUL A PROVINS

Terres-cuites
jusqu'au 14 avril

12, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél.: 46 33 06 87

THEATRE DE PARIS
LOCATION 42 80 09 30

20 H 45
DU 20 AU 28 AVRIL
DIM. 22 A 17 H DIM. 29 A 15 H

CAROLYN
CARLSON
CREATION

LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4*

THEATRE DE PARIS
LOCATION 42 80 09 30

CATS

IRREVOCABLEMENT DERNIERE LE 29 AVRIL

THEATRE DE PARIS
LOCATION 42 80 09 30

CATS

IRREVOCABLEMENT DERNIERE LE 29 AVRIL

Nouvelle Renault 25

Jusqu'au 30 avril,
M. Financement vous propose pour

1181 F

par mois la 1^{re} année*,
une Renault 25 GTS avec
un Financement personnalisé,
plus un Contrat d'entretien,
plus une Assurance tous risques.

*Financement - Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 45 520 F (dont 28 450 F de 1^{er} loyer majoré et 17 070 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale). 11 loyers de 797 F, 12 loyers de 1 309 F et 36 loyers de 2 266 F. Coût total en cas d'acquisition, 151 571 F. Renault 25 GTS, prix TTC clés en main au 2/04/90 : 113 800 F. Sous réserve d'acceptation par la DIAC SA au capital de F. 321 490 700. RCS Nanterre B 702 002 221. Entretien - Contrat d'entretien Renault. Coût annuel 141 F (soit 1 692 F par an) dans la limite de 60 mois ou 60 000 km à partir de la date de livraison. Assurance - Assurance tous risques. Responsabilité Civile, déviation et recours, bris de glace, vol, incendie et dommages avec franchise, assistance avec véhicule de remplacement. R 25 GTS : coût annuel 243 F (soit 2 916 F la 1^{re} année) Bonus 50 % - conducteur sans sinistre responsable total ou partiel durant les 24 derniers mois - résident à Paris - usage promenade trajet - franchise 1 700 F pravage obligatoire. Offre proposée par RECA - société de courtage d'assurances - RCS Nanterre B 962 504 502. Offres valables sur l'ensemble des modèles Renault 25 VP et Espace VP neufs commandés du 1^{er} au 30 avril 90. Ces prestations peuvent être acquises individuellement.

Membre Financement chez votre concessionnaire ou au 01 45 25 25 25.

projets du ministère
les professeurs de philosophie

Le Plan Losange en

Un financement

Un contrat d

Une assurance

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

La formation des maîtres et l'allègement des programmes

Les projets du ministère inquiètent les professeurs de philosophie

Enseigner la philosophie, cela ne s'apprend pas. Forts de cette certitude, les professeurs de philosophie s'inquiètent du sort qui sera réservé à leur discipline dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), créés à partir de la rentrée 1990 pour former tous les enseignants, de l'assistant à l'agrégé. Ils l'ont fait savoir, jeudi 5 avril à Paris, à M. Daniel Bancel, conseiller technique de M. Jospin, auteur du rapport sur les futurs IUFM, au cours d'un débat organisé par le Collège international de philosophie.

M. Lefranc. Elle est particulièrement menacée par les techniques pédagogiques.

Un tel discours ne peut que laisser perplexe M. Bancel, toute la politique ministérielle en matière de formation des enseignants reposant sur la conviction qu'il y a une interaction nécessaire entre les compétences théoriques et pratiques de l'enseignant. « Y a-t-il antagonisme entre l'acquisition et la transmission des connaissances ? », a-t-il demandé. Selon lui, les futurs enseignants, recrutés au niveau de la licence, pourront, pendant les deux années de formation au sein de l'IUFM, mener de pair des études disciplinaires, en particulier pour préparer les concours nationaux de recrutement, et une approche plus professionnelle du métier d'enseignant.

« Ça ne marche pas »

« La séparation entre acquisition et transmission du savoir va de soi pour un mathématicien comme vous, devait lui faire remarquer un intervenant. Malheureusement, pour la philosophie, ça ne marche pas. Nous ne transmettons pas un savoir, nous apprenons à penser. » Une nuance de taille qui, chez Platon, opposait déjà Socrate aux sophistes.

M. Bancel s'est dit « prêt à discuter sur ce point », avec les professeurs de philosophie, car, contrairement aux craintes vigoureusement exprimées par les participants de voir dans les IUFM une opération médiatique montée à la hâte, il assure que « ce dossier doit mûrir lentement ».

Les IUFM de Lille, Grenoble et Reims n'ouvriront leurs portes en septembre prochain qu'à titre expérimental, et les concours ne seront pas modifiés avant 1992. « La démarche est ouverte au dialogue », a encore réaffirmé le conseiller du ministre devant des philosophes pleins d'appréhensions. Il faudra du temps pour les convaincre que la notion d'IUFM ne rejette pas le philosophe, que la préparation au concours y sera au moins aussi importante qu'actuellement à l'université, que le niveau des concours ne sera pas abaissé, que ceux-ci ne seront pas régionalisés... comme le redoutent les enseignants.

Plus ou moins courtoisement, Daniel Bancel s'y est efforcé au cours de ce premier contact public. Avec une évidente bonne volonté pédagogique, et, beaucoup de philosophie. Cependant, il est resté coi lorsqu'un enseignant anonyme dénonçait la tare, à ses yeux rédhibitoire, des IUFM : le travail en équipe.

JEAN-JACQUES BOZONNET

ILE-DE-FRANCE

Un rapport inédit sur les déplacements dans la région parisienne

Transports collectifs ou paralysie automobile

Réduire l'usage de la voiture particulière au bénéfice des transports collectifs, surtout au centre de l'agglomération parisienne (Paris et proche banlieue) : telle est la principale recommandation du « plan stratégique de déplacement des personnes ». Ce rapport, rédigé par M. Jacques Roussel, vice-président du Syndicat des transports parisiens, vient tout juste d'être remis à M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, des transports et de la mer.

La fin des embouteillages n'est pas pour demain. Dans cinq ans, le réseau routier autour de Paris sera encore plus saturé qu'aujourd'hui, sur l'autoroute A 86 en particulier. L'A 86 est ce « périphérique bis » qui, sans être encore totalement bouclé, entoure l'agglomération à une dizaine de kilomètres des murs de Paris. Les grandes voies radiales et le quart nord-ouest du périphérique devraient aussi se charger de plus en plus. En revanche, pour les déplacements à l'intérieur de la région, les transports en commun s'allègeraient plutôt.

Ce scénario, la direction régionale de l'équipement de l'Ile-de-France l'a tiré d'une simulation de trafic à partir des tendances actuelles. D'autres travaux portent sur l'horizon 2010. Si les transports collectifs

étaient privilégiés, une légère détente apparaîtrait sur le réseau routier à la sortie de Paris le soir, due à la diminution des emplois dans la capitale. Ce qui signifie que si l'effort en faveur des transports en commun n'est pas vigoureux, la paralysie sera inéluctable. D'ailleurs, même si c'est réel, rien n'a plus en proche banlieue ni dans la grande couronne. Les transports collectifs eux-mêmes pourraient être gravement menacés.

Conclusion : les transports en commun doivent être impérativement développés, et particulièrement aux abords de Paris.

D'autant plus que ce mode de déplacements épargne les deniers de la collectivité. L'automobiliste est grevé de charges ; pourtant, en « coût marginal », c'est-à-dire en dépenses ordinaires de carburant et de parking, la voiture particulière ne coûte pas plus cher à son utilisateur que le recours aux transports collectifs. Il n'en est pas de même pour la comptabilité nationale. Le coût économique et social des transports en commun est cinq fois plus faible que celui de la voiture particulière. Et, parmi les transports collectifs, les transports ferroviaires sont les plus économiques.

Pour n'être pas inattendu, le constat est clair : il reste les objectifs qui rejoignent d'ailleurs les enjeux soulignés par le Livre blanc de l'Ile-de-France. Le premier de ces objectifs est la maîtrise de l'usage de la voiture particulière dans la zone

centrale, c'est-à-dire à l'intérieur du cercle délimité par l'autoroute A 86. Il faut, estime le plan Roussel, redéfinir le paysage de la voirie en faveur des autobus, des taxis et des piétons. Avant la fin de 1990, le réseau d'autobus avec couloirs et axes prioritaires devrait être restructuré. Le péage urbain d'usage de la voirie en zone centrale - donc y compris à Paris - devrait être mis à l'étude et être combiné à d'autres mesures comme la limitation et la tarification des places de stationnement en vue de réguler l'accès à certains secteurs urbains.

Le deuxième objectif est l'amélioration des transports en commun. Le maillage de la proche couronne doit être redéfini. Une « desserte performante » doit assurer les déplacements de banlieue à banlieue avec « vitesse et régularité ». La construction d'une rocade de transports collectifs rapides s'impose donc, comme le propose déjà le Livre blanc. Partout la fréquence des rames, la sécurité et l'information ont de réels progrès à faire. La vente des billets et la tarification gagneraient à être simplifiées, un progrès important - après celui de la carte orange - restant à accomplir en faveur des utilisateurs occasionnels. Enfin, l'offre de taxis doit être « revalorisée », terme quelque peu érotique, qui mérite d'être interprété comme une augmentation du nombre de taxis et une amélioration de la qualité des services rendus.

ALAIN FAUJAS et CHARLES VIAL

SCIENCES

Lancement réussi d'Asiasat par la Chine

La Chine a rejoint, samedi 7 avril, le club très fermé des pays commercialisant les services de lancement de satellites en mettant avec succès sur orbite, pour le compte d'Inmarsat, le satellite de télécommunications Asiasat-1 (le Monde des 8-9 avril). Ce satellite, construit par une firme américaine, est destiné à la retransmission d'émissions de télévision et à la mise en place de liaisons téléphoniques.

La Chine a rejoint, samedi 7 avril, le club très fermé des pays commercialisant les services de lancement de satellites en mettant avec succès sur orbite, pour le compte d'Inmarsat, le satellite de télécommunications Asiasat-1 (le Monde des 8-9 avril). Ce satellite, construit par une firme américaine, est destiné à la retransmission d'émissions de télévision et à la mise en place de liaisons téléphoniques.

Cette opération n'est toutefois qu'un début. Pékin espérait séduire par des prix extrêmement bas - 30 millions de dollars pour Asiasat-1 - d'autres clients éventuels comme l'Australie, les pays du Lige arabe ou le Pakistan. (AFP, Reuters.)

■ Nouvelles mesures pour les agents de décontamination de Tchernobyl. - M. Mikhail Gorbatchev a pris, dimanche 8 avril, une série de mesures en faveur des techniciens qui ont participé en 1986 à la décontamination de la centrale de Tchernobyl et de victimes qui habitaient dans la zone de l'accident. La nouvelle sera d'autant mieux accueillie que les 4 000 agents qui avaient participé à cette dangereuse opération ont récemment constitué un comité de défense pour être mieux soignés.

Le but essentiel des décisions du président soviétique est, selon la Pravda, de protéger les droits des personnes irradiées, d'évaluer avec

précision les doses qu'ils ont reçues, enfin de les faire bénéficier d'une gratuité des soins. - (AFP-UL)

■ Mort d'un astronaute des missions lunaires Apollo. - L'astronaute américain Ronald Evans est mort, samedi 7 avril, à l'âge de cinquante-six ans, d'une crise cardiaque. Entré dans le corps des astronautes de la NASA en avril 1966, Evans avait été pilote du module de commande de la mission lunaire Apollo 17 en 1972. A ce titre, il avait passé 301 heures 51 minutes dans l'espace, dont 1 h 06 de « sortie extra-véhiculaire » en la Terre et la Lune. Mais il n'avait pas marché sur la Lune.

MÉDECINE

A l'INSERM de Marseille

Des chercheurs français auraient mis au point une nouvelle technique pour bloquer la réplication du virus du sida

Une équipe de chercheurs français, dirigée par le docteur Jean-Claude Chermann (Unité 322 de l'INSERM, Marseille), annonce dans le dernier numéro du *Journal of Virology* (1) qu'elle a réussi, *in vitro*, à mettre au point une nouvelle technique permettant une inhibition de la réplication du virus du sida, le HIV. Jusqu'à présent, outre l'utilisation de médicaments comme l'AZT ou le DDI qui bloquent la multiplication du virus, les spécialistes du sida tentaient d'empêcher le HIV d'infecter les lymphocytes en bloquant sa fixation au niveau de la surface de ces cellules sanguines (c'est ce type de travaux qui a conduit à la mise en évidence des récepteurs CD4).

Les travaux marseillais ont ceci d'intéressant qu'ils laissent envisager la possibilité de bloquer la réplication du HIV, une fois que ce dernier a pénétré à l'intérieur du lymphocyte. On savait déjà que ces cellules avaient besoin d'être activées pour que le HIV puisse se multiplier. Et que cette activation

est commandée par un facteur nucléaire que produit le lymphocyte, le NK Kappa B. Or, ce que vient de mettre en évidence l'équipe du professeur Chermann, c'est qu'il existe un autre signal, nécessaire à la réplication du virus, agissant bien plus précocement que l'autre, sans doute avant même l'intégration du HIV dans l'ADN du lymphocyte.

En outre, il semble bien qu'en bloquant ce signal au moyen d'un anticorps, l'antibéta 2 microglobuline, on puisse induire un retard significatif dans la réplication du virus, voire même peut-être son inhibition au sein du lymphocyte.

Ces résultats, bien que préliminaires et encore une fois strictement *in vitro*, mettent en lumière une nouvelle cible biologique qui, théoriquement, pourrait conduire dans l'avenir à de nouvelles avancées thérapeutiques.

F.M.

(1) Avril 1990, 64, 1459-1464.

Ryan White, dix-huit ans, hémophile, mort du sida

Ryan White, un jeune Américain de dix-huit ans devenu en quelques jours le porte-parole de tous les enfants atteints du sida, est mort dimanche 8 avril à l'hôpital Riley d'Indianapolis (Indiana). Hémophile, il avait été contaminé par le virus du sida à l'âge de treize ans, à la suite d'une transfusion sanguine. Renvoyé de son école par crainte de la contagion, il avait su gagner le cœur des Américains et contribuer à faire mieux respecter les malades du sida.

« A cause du manque d'informations, j'ai été plongé dans un univers de peur, de panique et de mensonges, ne cessant-il de répéter. Partout, j'étais considéré comme indésirable. Même à l'église, personne ne me servait la main. Aidez-moi à vaincre la discrimination et à faire considérer le sida comme une maladie et non comme une malédiction. » - (APJ)

DÉFENSE

Manifestation de pacifistes devant l'île Longue

à notre correspondant

Un millier de personnes ont manifesté, dimanche 8 avril, à l'appel du Mouvement de la paix devant la base de la Force océanique stratégique (FOST) de l'île Longue, dans le Finistère, pour protester contre le « surarmement de la France » et demander l'arrêt de la construction de nouveaux missiles.

« L'Europe que nous voulons n'a pas besoin de missiles », ont scandé, dimanche, les manifestants du Mouvement de la paix, devant l'entrée de l'île Longue barrée par un cordon de gendarmes, tandis qu'un hélicoptère tournait au-dessus de leur tête. Les quelque mille personnes, après un *sit-in* symbolique, ont mis le feu à une fusée de carton.

Le Mouvement de la paix demande l'arrêt immédiat des essais nucléaires de Mururoo, du programme Hadès et de celui du renforcement de l'armement des sous-marins. G.S.

Le Plan Losange en Renault 25

Vous financez, entretenez et assurez votre voiture pour un montant mensuel connu d'avance.

Un financement personnalisé

Le Plan Losange vous propose une gamme de formules vous permettant d'adapter exactement le financement de votre nouvelle Renault 25 au budget que vous vous êtes fixé. Il vous assure la plus grande souplesse pour l'apport initial, le montant des mensualités, constant ou progressif, la durée des financements jusqu'à 60 mois.

Un contrat d'entretien

Le contrat d'entretien Renault prévoit tout, même l'imprévisible. Il prend en charge l'entretien complet de votre Renault, le changement des pièces d'usure et les réparations mécaniques hors accident. Il inclut toutes les dispositions nécessaires à la poursuite de votre voyage, pour vous et les vôtres. Ainsi vous éliminez les dépenses imprévues.

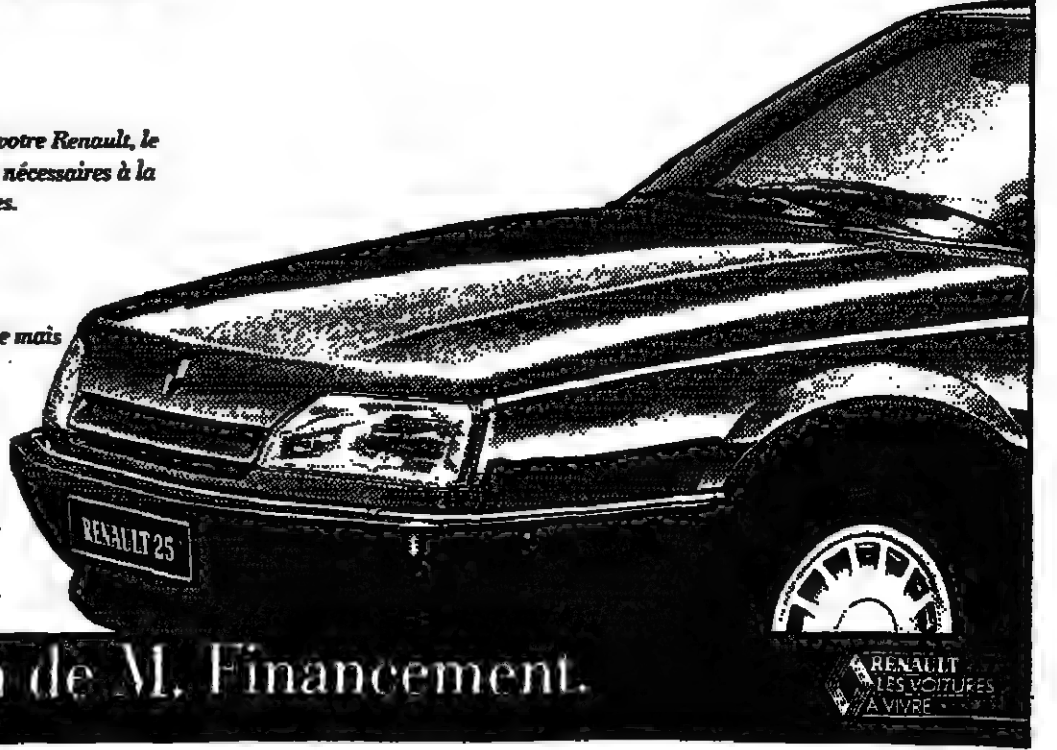
Une assurance tous risques

Le contrat Losange Assurances c'est bien sûr et d'abord une assurance tous risques pour votre voiture mais aussi pour vous et toute votre famille.

En effet vous êtes garanti par une assistance qui vous apporte le maximum de confort et de sérénité. En cas d'immobilisation prolongée de votre voiture, notre contrat d'assurance prévoit l'hébergement, le rapatriement, même en cas d'accident ou de vol, le prêt d'un véhicule relais. En cas de vol ce prêt peut aller jusqu'à 30 jours.

Il vous fait bénéficier d'une assistance intégrée, vous prenant en charge en cas de maladie ou d'accident, même si vous voyagez sans votre voiture.

Plan Losange. Le Plan de M. Financement.



SOCIÉTÉ

L'affaire Nucci et les conséquences de l'amnistie

Un non-lieu accusateur

Suite de la première page

En lisant l'arrêt des magistrats de la Haute-Cour ce qui choque au premier abord, c'est l'ampleur des sommes en cause, détournées essentiellement par M. Yves Chalié, mais dont les agissements étaient protégés par l'impunité que leur confère la confiance de M. Nucci. Créée le 27 juin 1983 à l'initiative de M. Nucci pour promouvoir sa politique et dissoudre le 31 janvier 1986, l'Association Carrefour du développement (ACAD) a reçu de l'Etat, en moins de trois ans, 81 420 504,99 F. Sur ce total, « l'exécution de financement » — autrement dit les fonds publics détournés — s'élève, selon les experts commis par la justice, à 26 729 176 F.

Cette somme aurait été dépensée en rétrocession d'espèces (pour un montant de 6 250 000 F.), en paiement de commissions (1 279 885 F.), en aide financière à une entreprise amie de transport aérien, la SOCTRA (2 640 000 F.), et en alimentation de la trésorerie courante de l'ACAD, dont le responsable n'était autre que M. Chalié, pour un total de 16 548 586 F. De ce dernier montant, les experts ne sont parvenus à déterminer l'emploi que de 10 805 049 F. pour l'essentiel au profit direct de M. Chalié.

L'alibi de l'alibi

Au bout du compte, les magistrats n'imputent en effet « que » 2 100 290 F. aux dépenses de M. Nucci lui-même. Et finalement, ils ne retiennent à charge contre lui — avant de déclarer que le reste de la loi d'amnistie sur le financement politique — « que » 1 385 413 F. au titre du « recel de deniers publics frauduleusement soustraits ». Mais ils le tiennent également pour « complice » des soustractions et tentatives de soustraction de deniers publics opérées par M. Chalié pour un montant de 18 millions de francs.

Si l'on en reste au jugement moral, il y a plus choquant encore : l'alibi de ces détournements n'est autre que l'aide à certains des pays les plus pauvres de la planète, où la famine, la maladie, la dette, les inégalités, l'analphabétisme, toutes ces plaies d'Egypte du sous-développement, font leurs ravages. Ainsi plus de 1 million de francs déboursés en 1983 par l'Etat afin de servir à l'acheminement de semences potagères dans les pays du Sahel auraient été détournés par l'ACAD et son trésorier, M. Chalié. Une fausse facture remplie à cette occasion, ainsi libellée : « Expédition de semences du mois d'octobre à destination de N'Djaména, Bamako, Bangui, Ouagadougou ».

L'équipement de villes africaines en matériel médical hospitalier, dans le cadre des aides d'urgence, aurait également servi d'alibi au détournement de près de 5 millions de francs. Dans les deux cas, une partie de l'argent in réjouit les coffres suisses de la société Courteny à Genève, une « société de pure façade », écrit la commission d'instruction, auprès de laquelle des retraits en espèces seraient opérés par un proche de M. Chalié. Enfin, un peu plus de 2 millions de francs seraient détournés par Carrefour du développement au prétexte d'une « étude d'implantation de centres de gestion en Afrique ».

Les méthodes africaines de l'administration française sont la toile de fond de cette tragi-comédie scandaleuse. Les magistrats de la Haute-Cour le soulignent en rappelant les remontrances de la Cour des comptes qui, fin 1985, découvrit le pot aux roses en s'intéressant aux finances de l'ACAD. Les fonds publics détournés ont été débouqués pour l'essentiel par le Fonds d'aide et de coopération (FAC), théoriquement destiné à financer des projets de développement au profit de pays liés à la France par des accords de coopération.

Or, écrit la Cour des comptes, « le FAC est à peu près complètement entre les mains du ministre de la coopération, qui est maître de l'ordre du jour et rassemble facilement la majorité nécessaire à ses vœux ». Des « échappatoires » qui sont autant de « manipulations budgétaires » lui permettent sans entraves de couvrir les dépassements de crédit. Le contrôle du comité directeur du FAC, présidé par le ministre, ne revêt qu'un

caractère « essentiellement formel » : « Dès qu'il s'agit de dépenses exceptionnelles liées à des décisions de nature politique, témoignera l'un de ses membres, il n'engageait pas de discussion de fond et se contentait d'avaliser ».

C'est ainsi que les ouvertures de crédit obtenues par Carrefour du développement ne se faisaient pas explicitement au nom de l'association mais comportaient cette seule justification laconique : « Intérêt général ». Pour tous les participants, cette formule recouvrait le rôle très politique de l'ACAD, considérée comme « l'association du ministre » et, plus précisément, comme l'instrument d'opérations financières délicates et discrètes de la France en Afrique. Qui aurait pu en douter dès le moment où le ministre de la coopération décida de lui confier l'organisation matérielle, technique et policière du sommet franco-africain de Bujumbura, en 1984 ?

L'impunité de l'Elysée, l'encadrement du Burundi, les lenteurs des mécanismes traditionnels de financement, autant de circonstances qui entraînent M. Nucci sur la voie de ce détournement très peu orthodoxe selon les règles de la comptabilité publique. Mais il y avait aussi des traditions bien établies en matière de relations franco-africaines. En témoigne une lettre adressée, le 9 mars 1984, à M. Chalié par le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) du ministère de l'Intérieur. Les policiers y soulignent la nécessité, pour le paiement des prestations de sécurité, d'éviter le « processus administratif de passation des marchés » par le recours à « une technique appropriée à définir ».

C'est ainsi que M. Chalié, trésorier de l'ACAD et chef du cabinet de M. Nucci, bref, homme de confiance du ministre, se retrouvait en train de manipuler des sommes astronomiques. Et qu'il en avait eu l'utilité à son profit, un système, qui profitait à l'Etat. Un système qui recouvrait aussi l'usage très particulier des fonds secrets inscrits au budget du premier ministre qui alimentaient le compte joint Nucci-Chalié, un compte dont l'existence était de tradition au ministère de la coopération, quels que soient le ministre et le chef de cabinet. Car les magistrats de la Haute-Cour eurent la surprise d'apprendre de la bouche du directeur du budget au ministère des finances que l'usage par les ministres des fonds secrets qui leur sont alloués est « discrétionnaire ». En d'autres termes, que ceux-ci n'ont aucun compte à rendre sur l'utilisation qu'ils en font. Si d'aventure M. Nucci s'en est servi pour des dépenses personnelles, cela ne regarde pas la justice.

Quant à Carrefour du développement, son activité ne regardait que M. Chalié. Pour tous les témoins de l'affaire, M. Chalié était alors l'homme du ministre et le ministre, l'homme de l'Elysée, arrivé à ce poste par la volonté d'un président qui ne goûtait guère les tentatives novatrices du prédécesseur de M. Nucci, M. Jean-Pierre Coe. De ce parapluié dysfonctionnel, M. Chalié, son habilement tiré parti par ses interlocuteurs d'interventions pilotes par la présidence de la République ou de « dépenses liées à la présidence de la République ».

L'habitude d'imiter

Si elle n'impute directement à M. Nucci que la très faible partie des sommes détournées — appartements, château d'Orléans, voitures, etc., le châtiment M. Chalié se servira le premier, la commission d'instruction fustige son manque de vigilance. « C'est sur M. Nucci seul qu'a reposé le soin de veiller à la sincérité et à la régularité des opérations financières », écrit-elle. Dans l'esprit de ses interlocuteurs administratifs, il était censé naturellement l'avoir fait. C'est pourquoi les magistrats en font le complice de M. Chalié pour une partie des fonds détournés (18 millions), un complice « par abstention », selon une jurisprudence de la Cour de cassation, c'est-à-dire un complice passif, qui aurait dû savoir et n'a rien fait pour s'opposer.

N'avait-il pas laissé M. Chalié prendre l'habitude « d'imiter parfaitement » sa signature, pratique que le chef de cabinet ne limitait pas aux « correspondances sans importance » et à laquelle il aura

recours pour tous les faux nécessaires à ses propres détournements. Quand M. Nucci affirme qu'il n'a rien vu, rien su, les magistrats lui rétorquent que ses « allégations sont incompatibles avec l'expérience gestionnaire que lui ont permis d'acquiescer ses fonctions électives municipales et départementales ». Comment aurait-il pu ne pas être alerté par le « renchérissement des dépenses » du sommet de Bujumbura, alors qu'il en avait lui-même estimé le coût à 20 millions de francs et que l'addition finale dépassera le triple (exactement 67 677 358 F) ?

Poursuivant leur démonstration, les magistrats de la Haute-Cour n'hésitent pas à semer la zizanie dans les rangs du Parti socialiste en opposant M. Nucci à l'un de ses collègues du gouvernement d'avant mars 1986, M. Emmanuelli, ministre du budget. Dès mai 1985, en effet, un contrôle des dépenses concernant une société de transports internationaux, la TTCL, avait révélé que des fausses factures présentées à Carrefour du développement avaient permis à M. Chalié de recueillir des sommes en espèces. Durant l'instruction, M. Emmanuelli, dont le témoignage est « intégralement confirmé » par son directeur de cabinet de l'époque, dira avoir averti M. Nucci de l'existence d'un « problème ». Il précisera même lui avoir dit au téléphone qu'il s'agit de fausses factures, ce à quoi M. Nucci aurait répondu : « On vient de me mettre au courant ». Non seulement le ministre de la coopération ne demandera aucune enquête, laissant l'affaire à l'état, mais, de surcroît, il permettra à Carrefour du développement d'obtenir du FAC, le 6 décembre 1985, un an après le sommet de Bujumbura, un « complément » de 18 millions.

En plus de sa complicité avec certains des agissements de M. Chalié, la commission d'instruction retient donc à charge contre M. Nucci le recel d'un peu plus de 1 million de francs détournés. Contestés par ses défenseurs, ces sommes auraient notamment servi à alimenter le compte joint, à rémunérer certains de ses collaborateurs, à payer le déplacement et l'hébergement à Paris d'une soixantaine d'habitants de Beaurepaire (Isère), dont il est maire, à financer deux fêtes anniversaires de sa nomination comme ministre et à honorer des factures de l'imprimeur de ses affiches électorales.

Puis, en deux courtes pages, les magistrats effacent le tout en invoquant la loi d'amnistie. Ou plus précisément l'article 19 de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Ses dispositions sont précises : il amnistie toutes les infractions commises avant le 15 juin 1989 en relation directe ou indirecte avec l'objet de la loi, à condition qu'il n'y ait pas eu d'enrichissement personnel et que l'intéressé n'ait pas été investi d'un mandat parlementaire national au moment des faits. M. Nucci satisfait évidemment à cette dernière condition : devenu ministre, il n'était plus député.

Restent la finalité politique et l'absence d'enrichissement. Sur le premier point, les magistrats écrivent que « l'essentiel des dépenses régies soit par l'intermédiaire du compte joint, soit par l'ACAD en chèques ou en espèces concerne l'activité politique de M. Nucci comme ministre de la coopération, ancien député à l'Assemblée nationale, conseiller général de l'Isère et maire de Beaurepaire ». Pourtant, cinquante pages plus haut, à propos des « fêtes anniversaires », ils remarquent, soulignant leur caractère inhabituel dans les traditions politiques françaises : « Aucun financement public n'était naturellement prévu à leur sujet ».

Quant à l'enrichissement personnel, la commission d'instruction l'exclut, mais après en avoir donné une définition très précise : « Il y a enrichissement d'une personne physique ou morale en cas d'accroissement de la valeur de son patrimoine ». Or, du 1^{er} juillet 1983 au 31 mai 1986, M. Nucci et son épouse ont économisé 11 000 francs par mois, une épargne que les magistrats jugent compatible avec leur niveau de rémunération. Sans doute rigoureux juridiquement, la définition des magistrats n'en est pas moins quelque peu restrictive : selon qu'il épargne minutieusement des fonds détournés pour grossir son patrimoine ou qu'il les dépense en menant grand train de vie dans l'instant, un homme politique s'enrichit ou ne s'enrichit pas.

Autrement dit, la cigale de la fable serait amnistiée, pas la fourmi.

EDWY PLENEI

POINT DE VUE

Dévoilement

par Jacques Chirac

L'OBJET de ce propos est d'inviter à une réflexion sereine, dégagée de toute situation particulière, sur l'amnistie et sur l'usage qui en est fait.

Naturellement, il n'est pas question de contester ce pouvoir du législateur. Notre Constitution reconnaît d'ailleurs au Parlement le pouvoir de fixer les règles concernant l'amnistie. A l'occasion de chaque session présidentielle, une loi d'amnistie est votée qui marque le soulci de « passer l'éponge » sur de petits délits et, en signe de respect des liens unissant la communauté nationale, d'oublier certaines infractions plus graves.

Ce qui est nouveau, c'est que, au fil des décennies, les mesures d'amnistie se sont multipliées au gré des circonstances de toutes sortes. Là a commencé le dévoilement. Une nouvelle escalade vient de se produire.

Il est vrai que les règles de notre droit ne posent aucune limite au pouvoir d'amnistie qui, comme le droit de grâce du président de la République, est un droit en quelque sorte souverain, « régali ». Tout est donc question de mesure, de retenue... et de morale.

Les signes avant-coureurs de cette dérive ont commencé dans les deux années écoulées avec les amnisties à répétition concernant des condamnés de droit commun. Elle s'est accentuée avec la honteuse affaire de l'amnistie des crimes de sang survenus en Nou-

velle-Calédonie. Chacun a compris à cette occasion que quelque chose de grave et sans doute d'irréversible venait de se passer : les juges se trouvaient brutalement dessaisis des dossiers qu'ils avaient le devoir d'instruire ou de juger, les auteurs présumés de crimes étaient tenus pour quittes. J'entends bien que la réconciliation entre nos compatriotes de ce territoire était un objectif majeur, mais devait-on la payer du sacrifice de principes fondamentaux : l'indépendance et la dignité des juges, le respect de la séparation des pouvoirs, l'égalité des citoyens, le devoir de l'Etat de rendre la justice ?

Récemment, le processus de dégradation de nos institutions me paraît avoir atteint un point culminant. Des magistrats conscients de cette grave dérive tirent à leur tour le signal d'alarme.

Que l'on ne nous dise pas qu'il s'agit de « justice politique », alors que ces réactions émanent de magistrats respectés et indépendants, soucieux uniquement de faire leur métier. Que l'on ne nous dise pas que certaines pratiques sont le lot inévitable des acteurs de la vie publique et qu'un coup d'éponge généralisé est la seule voie de la sagesse. Le financement des activités politiques en France est certes critiquable. Mais, en l'occurrence, la véritable question n'est pas là.

Il s'agit d'éviter désormais que l'amnistie ne soit utilisée comme mode de gouvernement ; il faut

qu'elle demeure réservée à l'oubli des conséquences de troubles graves ayant affecté notre société. Il s'agit surtout d'éviter que le législateur ne se substitue au juge et ne mette dans l'incapacité d'exercer sa mission (1).

Laissons les magistrats travailler en paix.

Enfin, je ne peux m'empêcher de songer à ce que va désormais éprouver le justiciable « ordinaire », celui qui n'est pas un puissant, et qui, comparant devant le juge de « monsieur Tout-le-monde » ne bénéficie, lui, d'aucun traitement de faveur. Comment lui expliquer que, pour une faute souvent beaucoup plus modeste, il est inflexiblement condamné et parfois envoyé en prison ? Comment l'empêcher de se demander s'il n'existe pas désormais une justice à deux vitesses et si l'égalité de tous les Français devant leur justice n'a pas cessé d'exister ?

Que de telles interrogations de l'opinion soient rendues possibles me paraît grave. Il y a là matière à réflexion pour l'ensemble des responsables politiques.

(1) M. Chirac, député RPR de Corréze, avait voté, le 21 décembre 1989, contre l'amendement instituant l'amnistie et il n'avait pas pris part au vote sur l'ensemble du projet de loi relatif au financement des partis politiques, devenu la loi du 15 janvier 1990.

Selon un sondage CSA

Les deux tiers des Français sont choqués

Selon un sondage CSA, publié le 8 avril par le Journal du dimanche, 76 % des Français trouvent « choquant » l'amnistie de l'ancien ministre socialiste Christian Nucci dans l'affaire du Carrefour du développement et 67 % estiment les hommes politiques « plutôt pas honnêtes », 21 % les jugent « plutôt honnêtes ».

Ils ne sont que 11 % à juger « peu choquant » ou « pas choquant du tout » l'amnistie de M. Nucci, 13 % ne se prononcent pas. Enfin 80 % pensent qu'il y a autant de « mathonnètes » à gauche qu'à droite. (Enquête réalisée les 5^e et 6^e avril auprès d'un échantillon national de 812 personnes.)

Au grand jury

M. Noir : le spectacle politique n'est pas très glorieux

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, maire de Lyon, invité du « Grand Jury RTL - Le Monde » dimanche 8 avril a évoqué les raisons du déshonneur des hommes politiques en disant :

« Il y a une vraie crise de conscience à l'égard du politique. Il est donc normal qu'on rende les hommes politiques responsables de tous les maux. Et il est vrai que le spectacle du politique ces derniers mois n'a pas été très glorieux, puisque tout a semblé tourner autour d'affaires de personnes de nouvelles de pouvoir. Les jeux et délices avaient de quoi ne pas satisfaire les Français. Cela explique la réaction épidermique à laquelle on assiste aujourd'hui. C'est du domaine de l'invraisemblance sans frais. Je ne suis pas sûr que le Front national tire uniquement son profit de l'anipulationnisme. D'autres raisons expliquent cette croissance du Front national. Il y a le sentiment général qu'il y a une sorte de décadence. Et l'on connaît bien l'exploitation qui est faite périodiquement. Dans les années trente ans, en France, c'était cela !

Pourquoi les jeunes débranchés ? Quand ils entendent à « 7 sur 7 » le président de la République parler pendant trois quarts d'heure du congrès de Rennes et se remémorer, avec presque des larmes dans les yeux ou de l'affection dans la gorge, ce congrès d'Epinal où il n'a gagné que de justesse (...), les jeunes ont de quoi être déçus. »

M. Liotard « perplexe » et « en colère ». — Invité du Club de la presse d'Europe n° 1, dimanche 8 avril, M. François Léotard a déclaré à propos de l'amnistie de M. Nucci qu'il était « perplexe car il y a eu en droit peut-être un crime, et en colère car ce crime-là est dépourvu de toute sanction ».

EN BREF

Incidents intercommunautaires devant le synagoge de Sarcelles. — Des incidents ont opposé, samedi 7 avril, devant le synagoge de Sarcelles (Val-d'Oise) une quarantaine de jeunes noirs armés de bâtons de base-ball aux membres de la communauté israéliite venus assister à un office religieux. Seule l'intervention d'une soixantaine de policiers réquisitionnés par la préfecture a permis de rétablir le calme et d'empêcher un affrontement. Il n'y a pas eu de blessés. Les jeunes gens s'étaient présentés à l'entrée de la synagogue à la suite d'un différend dont l'origine restait lundi mal connue.

Un avocat strasbourgeois incrimine l'abus de biens sociaux. — Un avocat du barreau de Strasbourg, M. Roland Tendler, a été écroué vendredi 6 avril par un juge d'in-

struction sous l'inculpation d'abus de biens sociaux. Les faits qui lui sont reprochés seraient liés à la gestion d'une société de courtage hypothécaire, la SCIH, dont un de ses proches aurait été le gérant. Avocat bien connu dans le milieu judiciaire strasbourgeois, M. Tendler a également été maître de conférences à l'université de Haute-Alsace. — (Corresp.)

Evasion d'un accusateur du commissaire Jolibo. — Pierre Villalonga, emprisonné pour proxénétisme, n'a pas réintégré sa cellule de la prison de Liancourt (Oise) à la suite d'une permission accordée le mois dernier pour raisons médicales. Il avait été l'un des accusateurs au procès de l'affaire Jolibo en mars 1989 (Le Monde du 8 mars 1989). La justice a lancé un mandat d'arrêt contre lui.

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU « MONDE » INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

EUROPÉENNE DE DONNÉES
Tél. 311 46-05-41-56

AU SOMMAIRE D'AVRIL
Le Monde DES PHILATELISTES
l'office de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Thématique : les automobiles Renault.
- L'imagerie des villes à travers les timbres allemands.
- Avant-première : le retour de la philatélie française.
- Le courrier du Père Noël.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

MESSIEUR

NOUS RESTE COMPAGNI VOUS EN ÊTE

ACHAT DE FUSILS
FRANCO LA FATIGUE
DU TERRAIN

ACHAT DE FUSILS
FRANCO LA FATIGUE
DU TERRAIN

ACHAT DE FUSILS
FRANCO LA FATIGUE
DU TERRAIN

ACHAT DE FUSILS
FRANCO LA FATIGUE
DU TERRAIN

ACHAT DE FUSILS
FRANCO LA FATIGUE
DU TERRAIN

ACHAT DE FUSILS
FRANCO LA FATIGUE
DU TERRAIN

سكنا من الامم

PAN AM 1990
RAPPORT D'ACTIVITÉ
N. O. 3

MESSIEURS LES HOMMES D'AFFAIRES, NOUS RESTRUCTURONS CETTE COMPAGNIE AÉRIENNE ET VOUS EN ÊTES LA CLEF DE VOÛTE.

Lorsqu'au début de l'année 1988, notre équipe de direction prit en main la gestion de Pan Am, nous savions pertinemment qu'il nous serait impossible de réussir sans accroître le nombre de voyageurs d'affaires.

Heureusement, nous avions de grands projets. Au cours des années difficiles, un nombre important de voyageurs continuait à reconnaître les avantages de Pan Am, et à en bénéficier, bien que nous ayons mis trop souvent leur fidélité à l'épreuve.

Mais dès que les premières améliorations commencèrent à porter leurs fruits, de nombreux voyageurs d'affaires ayant auparavant délaissé Pan Am, finirent par y revenir.

Aujourd'hui, une nouvelle génération de voyageurs d'affaires est en train de découvrir Pan Am. Et ils ne seront pas déçus.

Par tradition, Pan Am est une compagnie long-courrier.

Aussi, nous avons tiré parti de cet héritage pour redéfinir Pan Am et faire en sorte que le voyageur long-courrier ait enfin sa "propre" compagnie aérienne.

Voici maintenant quelques considérations à prendre en compte quand vous réserverez votre prochain vol.

A CHAQUE FUSEAU HORAIRE FRANCHI, LA FATIGUE GAGNE DU TERRAIN.

Ajoutez à cela d'interminables heures passées dans des espaces confinés, et vous obtiendrez un voyageur sortant de l'avion trop épuisé pour défendre ses affaires.

C'est pour cette raison que Pan Am ne lésine pas sur une chose aussi importante que quelques centimètres.

En Classe Affaires (notre Clipper Class), la largeur des sièges est en tout point comparable à celle des Premières Classes de la plupart des compagnies intérieures.

Et avec leurs 53-54 centimètres, ils dépassent nettement les sièges de nombreuses compagnies européennes qui ne font que 49-50 centimètres de largeur.

Egalement critiqueable sur les vols long-courriers, l'espace réservé aux couloirs.

En Clipper Class Pan Am, vous ne serez jamais placé au "milieu", car il n'y en a pas. Il n'y a que des rangées de 2 sièges (6 de front), chacun bénéficiant d'un siège côté couloir ou côté hublot.

A titre de comparaison, sachez qu'un grand nombre de nos concurrents ont 7 à 8 sièges de front.

Notre propos n'est pas aujourd'hui de faire l'éloge de nos prestations en First-Class.

Mais la First Class Pan Am (historiquement à l'origine des normes de l'industrie) s'est tellement améliorée et raffinée que nous espérons sincèrement que vous aurez un jour la chance d'en faire l'expérience.

"L'ESPACE VITAL" DU VOYAGEUR LONG-COURRIER.

Quels que soient la largeur et le confort d'un siège, il aura tendance à "rétrécir" pendant la durée du vol s'il n'y a pas suffisamment d'espace autour.

C'est la raison pour laquelle Pan Am n'utilise que des appareils spacieux sur les vols long-courriers.

Notre flotte de Boeing 747 (avion conçu en partie par Pan Am puis introduit dans l'industrie par ses soins) est l'une des plus importantes.

Dans le cadre de notre programme de rénovation, 33 de nos 747 ont été complètement refaits intérieurement et dotés des derniers perfectionnements électroniques. Les deux restants seront fin prêts au printemps.

Le seul avion capable de rivaliser avec le très populaire 747 est un gros porteur spacieux : l'Airbus.

Pan Am dispose actuellement de 19 Airbus A 310, d'une technologie particulièrement avancée. C'est la flotte la plus importante au-dessus de l'Atlantique.

Force est de constater que notre flotte rajeunit plus qu'elle ne vieillit.

TOUS LES VOYAGEURS D'AFFAIRES NE SONT PAS A L'AVANT DE L'APPAREIL.

En fait, la plupart des voyageurs d'affaires n'y sont pas.

Partant de cette constatation, nous avons mis au point un programme en Classe Économie dépassant de loin les normes habituelles.

Tout d'abord, l'espace réservé à la Classe Économie peut en réalité contenir plus de sièges que nous en avons installés.

D'autre part, en souscrivant au World Pass* Pan Am, vous bénéficierez d'un enregistrement prioritaire et d'un traitement privilégié de vos bagages. Vous économiserez ainsi beaucoup de temps et vous éviterez bon nombre de soucis.

Mais ce n'est pas tout, le World Pass Pan Am vous donne également le privilège de commander vos repas à l'avance après lecture d'un menu très varié et exclusif.

Autre chose de la plus haute importance, notre façon de récompenser nos plus fidèles passagers de la Classe Économie : le World Pass Platinum. Celui-ci vous fera bénéficier d'un surclassement gratuit en Clipper Class et, si vous volez déjà en Clipper Class, d'un surclassement gratuit en First Class.

En tant que membre du World Pass, vous bénéficierez du meilleur programme possible pour les voyageurs amenés à se déplacer fréquemment.

* Compte-tenu des restrictions gouvernementales, non disponible en France.

LA MAINTENANCE LA PLUS MINUTIEUSE DE TOUTE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE.

Quelles que soient les circonstances et en dépit des changements de direction, il existe un secteur sacré-saint chez Pan Am : l'entretien des appareils.

Le programme de maintenance de Pan Am a toujours été, et sera toujours, un modèle pour toute l'industrie aéronautique.

Nos normes sont si élevées que nous dépensons par heure de maintenance et par avion plus que toute autre compagnie aérienne américaine.

A tel point que 30 compagnies aériennes à travers le monde nous confient la

maintenance de leurs appareils, tout comme l'Armée de l'Air Américaine.

Très élevées également, nos normes en matière de formation des pilotes.

Pan Am forme actuellement les pilotes de 12 des plus importantes compagnies aériennes, de l'Armée de l'Air Canadienne et de la Flotte Présidentielle Américaine.

SI VOUS ALLEZ QUELQUE PART, NOUS Y ALLONS SÛREMENT.

Nous relient plus de villes en Europe que toutes les autres compagnies américaines confondues.

Nous sommes la seule compagnie américaine à desservir l'Union Soviétique et tous les pays d'Europe de l'Est ouverts à l'Occident.

La seule ville de Miami dessert pas moins de 68 destinations internationales et 27 villes américaines.

La qualité de notre service Pan Am Shuttle est telle que nous assurons aujourd'hui plus de 50% du marché Boston/New York/Washington.

Sur les lignes intérieures, nous desservons actuellement 40 villes américaines, chacune assurant des correspondances avec 5 aéroports, plaques tournantes internationales.

Sur le plan international, Pan Am reste la première compagnie aérienne. La seule à desservir 75 villes dans 47 pays sur 4 continents.

UN OBJECTIF N'A PAS ÉTÉ ATTEINT, MAIS DEUX ONT ÉTÉ DÉPASSÉS.

Compte-tenu de certaines difficultés, nous n'avons pu atteindre nos objectifs financiers pour 1989, ce que vous savez probablement déjà.

Cependant, grâce au travail acharné et à l'excellente coopération de notre personnel, nous avons dépassé nos objectifs en matière de croissance et d'exploitation. Et nous les dépasserons à nouveau en 1990.

En termes de trafic voyageurs, le chiffre du mois de janvier 1990 a dépassé de 23% celui de janvier 1989, de même celui de février 1990 a gagné 26% par rapport à celui de février 1989.

D'autre part, la Clipper Class s'est accrue de 26% et la First Class de 40%.

En janvier et février, nous avons enregistré un record de ponctualité historique, nous plaçant ainsi parmi les 3 meilleures compagnies aériennes.

En matière de traitement de bagages, un point très sensible pour tous les voyageurs, nous sommes cette année pour la troisième fois consécutive dans les normes d'efficacité de la profession. Un record dans l'industrie aéronautique.

Si vous avez emprunté nos lignes, nous vous en remercions.

Dans le cas contraire, nous espérons que vous mettrez bientôt notre efficacité à l'épreuve.

Thomas G. Plasket

Thomas G. Plasket
Président Directeur Général
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

PAN AM

COMMUNICATION

L'essor du marché de la cassette

Producteurs et auteurs demandent un assouplissement des règles de l'édition vidéo

Timide en 1987, soutenu les années suivantes, l'essor de l'édition vidéo se transforme aujourd'hui en expansion véritable. Evalué l'an dernier à 1,2 milliard de francs, ce marché suscite maintenant intérêt et convoitises des professionnels du cinéma et des télévisions. Les pressions s'accroissent sur les pouvoirs publics pour que soient levées les dernières entraves à son explosion : TVA et décalage de diffusion.

Enfin ! Le marché est au rendez-vous. Ce constat d'un professionnel, beaucoup d'éditeurs de vidéocassettes le partagent. Sans prétendre rivaliser avec ceux de Grande-Bretagne, des États-Unis ou du Japon, le parc de magnétoscopes s'élève dans l'Hexagone à huit millions d'appareils et devrait frôler les dix millions à la fin de l'année. Mieux : la récente enquête sur « Les pratiques culturelles des Français » confirme ce que tous les spécialistes pressentaient : les 40 % de foyers déjà équipés sous-utilisent encore leur matériel. La moitié seulement loue plus ou moins régulièrement des cassettes, et bien moins encore en achètent.

Toutes les conditions sont donc réunies pour que les ventes de vidéocassettes enregistrées progressent de façon spectaculaire et deviennent, comme le prévoit le Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIFE), « l'un des marchés de l'audiovisuel les plus dynamiques de ces prochaines années ».

« En deux ans, le chiffre d'affaires de nos adhérents a plus que doublé », constate ainsi M. Hervé Pasquimand, délégué général de la Chambre syndicale de l'édition audiovisuelle (CSEA). Les entreprises, les réseaux de distribution et les producteurs se sont diversifiés. TFI, Canal Plus, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et de nouveaux indépendants ont rejoint les traditionnelles filiales des « majors » américaines ou françaises : les cassettes ne sont plus l'apanage des 1 600 vidéoclubs, mais s'entassent sur les rayons des supermarchés et des hypermarchés. Et les clients, enfin, n'ont plus seulement le choix entre les films classés X ou karaté.

Les collections de grands classiques font leur apparition. René Châtelet triomphe avec sa « Mémoire du cinéma français », et les Éditions Montparnasse proposent leur « Age d'or » avec des livres aussi célèbres que *Casque d'or*, *Pépé le Moko* ou *Les Enfants du paradis*. L'INA a mis en vente dans les magasins Euromarché des cassettes « anniversaire », et TFI-Vidéo a déjà vendu plus de deux cent mille exemplaires du « Bébête Show ». La filiale spécialisée de Canal Plus joue l'élection : les *Best of des Nuls* (87 600 cassettes vendues) voisinent avec un coffret *Eric Rohmer* : *Coche à l'œuvre* (130 000 cassettes vendues) voisine avec *Taureau Bravo*, une cassette consacrée à la corrida.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : le film demeure le produit leader du marché. Un constat identique à ceux faits à l'étranger. Aux États-Unis, par exemple, une étude de Global Partners montre que la vidéo a représenté en 1988 46,5 % des revenus du cinéma, loin devant les salles (30,3 %) et les télévisions payantes (10,1 %). Un tel exemple ne peut laisser indifférents les cinéastes français. Les auteurs, réalisateurs et producteurs, réunis au sein de l'ARP, viennent d'effectuer auprès du ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, une démarche pressante pour que les pouvoirs publics lèvent les derniers obstacles à l'éclosion d'un grand marché de la vidéo.

L'ARP réclame une diminution de la TVA appliquée à la vidéo en échange d'une contribution de celle-ci au compte de soutien aux industries du cinéma et de l'audiovisuel. Une contribution que refusent certains éditeurs de cassettes en espérant que le taux de TVA baisse nécessairement d'ici à 1993, harmonisation fiscale européenne oblige.

Soutenus par les producteurs, les éditeurs vidéo souhaitent aussi pouvoir vendre les films sur cassettes après la fin de leur carrière en salles mais avant que Canal Plus ne les diffuse. Or, pour le moment, la vidéo doit respecter le même délai de douze mois que la chaîne payante, sauf dérogation spéciale. Si les responsables de Canal Plus ne sont pas opposés à laisser la vidéo exploiter la première du marché, les exploitants de salles semblent moins conciliants. Le Centre national du cinéma cherche encore activement une solution.

PIERRE-ANGEL GAY

En signant un accord avec le ministère des télécommunications

M. Bellanger monte un réseau radio en Union soviétique

Les Izvestia ont annoncé, vendredi 6 avril, la création de la première radio « indépendante » d'URSS destinée à diffuser, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sur l'agglomération de Moscou, puis d'autres républiques, grâce à la constitution de filiales. « M-Radio » est une association entre le ministère soviétique des télécommunications et la société française B-Com, présidée par M. Pierre Bellanger, par ailleurs directeur du réseau français Skyrock.

« M-Radio » : M comme musique, M comme *molodej* (jeunesse). La lettre bleue surmontée de deux petites ailes blanches d'archange est le logo de la station. Et M. Pierre Bellanger en a déjà fait des autocollants. « Car tout est prêt, assure-t-il. Le dossier est bouclé. M-Radio peut être lancée ». Il ne manque que l'ultime feu vert des autorités soviétiques, l'enregistrement de la société mixte, pour que la première radio franco-soviétique diffuse, sur l'agglomération moscovite (quinze millions d'habitants) ses programmes musicaux... en stéréo.

Nouvel épisode de la ruée des radios françaises vers l'Est ? L'affaire, si l'on en croit les Izvestia et le texte des protocoles signés les 20 décembre 1989 et 9 février dernier, est d'une tout autre envergure. Il s'agit, en effet, de la création, à l'initiative du ministère soviétique

des télécommunications, du premier réseau fédéral de radiodiffusion fondé avec des partenaires privés et échappant à la tutelle de l'organisme officiel Gostéléradio, jusqu'alors détenteur du monopole de diffusion et de programmation. Un réseau important, implanté d'abord à Moscou, puis dans les capitales des différentes républiques et les autres grandes agglomérations du pays où le ministère des postes s'engage à concéder à la radio trois fréquences (une en ondes moyennes, deux en FM), la mise à disposition d'un canal satellite étant également à l'étude. Un réseau essentiellement musical, de culture soviétique, et diffusé dans la langue des différentes républiques.

Trois actionnaires composent la société mixte chargée d'exploiter la radio : le ministère des postes et télécommunications, l'Union des associations d'amitié et d'entraide entre les peuples (la SSOD) et la société française B-Com, contrôlée majoritairement par M. Pierre Bellanger, le directeur général d'Europe 1.

« Ce sera une radio soviétique, insiste M. Pierre Bellanger : l'ambition est même d'en faire le moteur de toute la culture musicale soviétique en plein bouleversement. Car l'Est, j'en suis sûr, va devenir l'un des pôles culturels les plus créatifs du monde ».

La société prévoit quatre sources de revenus : d'abord la publicité internationale. La régie en est confiée à Interadco, dont le réseau gère déjà, par exemple, la publicité

de nombreuses éditions internationales du magazine *Elle*. Ensuite la publicité fédérale, nationale et locale ; les petites annonces payantes diffusées à l'antenne. Enfin, différentes activités liées à la radio, soit par l'exploitation de produits dérivés de l'antenne, soit par la création d'une maison de disques intégrée. M. Pierre Bellanger ne partage donc pas le pessimisme ambiant sur les résultats à attendre des investissements à l'Est. Il mise sur un équilibre en devises dès la première année et des bénéfices en routes.

L'annonce des Izvestia est intervenue alors même que se déroulait à Paris une forte délégation de responsables de Gostéléradio venus travailler à un protocole d'accord avec la société Europa-Plus (Europe 1, la Caisse des dépôts, Ouest-France et Georges Polinski) pour le lancement prochain, d'une radio FM dans la capitale moscovite. Aussi l'initiative du ministère soviétique des télécommunications était-elle, dimanche soir, abondamment commentée et critiquée. En cause, selon eux, la légitimité du ministre dans l'octroi de fréquences. « Cette compétence revient de plein droit à Gostéléradio. Le ministre semble l'avoir oublié », nous a même affirmé M. Boris Nepomniachtchi, le directeur de l'information de la radio nationale. Ce qui paraît clair, c'est que la guerre entre le ministère des télécommunications et Gostéléradio est bel et bien entamée, qui complique les négociations des différents projets.

ANNICK COJEAN

Coopération entre une chaîne danoise et les télévisions des pays baltes

COPENHAGUE

de notre correspondant

La station de télévision régionale de l'île de Bornholm (située en mer Baltique, au sud de la Suède), qui dépend de la deuxième chaîne de télévision danoise (TV II), a conclu un accord de coopération avec les stations de télévision des trois Républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et un second avec la station de Leningrad, spécialisée dans la production vidéo. Les signataires de cet arrangement se sont engagés à échanger « gratuitement » leurs émissions et aussi à produire ensemble des émissions dont les sujets seraient autres que purement locaux.

Pour commencer, les téléspectateurs des rives de la Baltique orientale et méridionale pourront voir bientôt un film sur la vie et l'œuvre du conteur Andersen que TV II est en train de tourner. Quant aux téléspectateurs danois, ils pourront voir des séries de films ou des reportages permettant de découvrir les différents aspects des trois pays baltes qu'ils considéraient un peu comme leurs cousins, tant de liens les unissant à travers un passé lointain.

La station de Bornholm, actuellement en cours d'installation, commencera à émettre l'an prochain, au rythme de 25 minutes par jour ; le reste du temps, elle relatera la totalité des programmes nationaux de TV II.

C. O.

Selon M. Parretti

Time Warner, Fininvest et Itéran doivent entrer dans le capital de Pathé

Dans un entretien paru dans le quotidien *Les Echos* (édition du 9 avril), le président de Pathé Communications, M. Giancarlo Parretti, précise comment s'annonce son OPA sur le studio américain MGM-United Artists (Le Monde du 9 mars) et annonce l'entrée dans le capital de Pathé Europe des groupes Warner et Berlusconi.

« Au terme d'un « contrat de service » actuellement en négociation, Time Warner devrait, selon M. Parretti, contribuer à hauteur de 850 millions de dollars au financement de POPA sur MGM-United Artists. Time Warner devrait en même temps prendre des participations de 20 % dans Pathé Communications et de 19,9 % dans Pathé Europe NV, la branche européenne du groupe de M. Parretti. Le groupe italien de M. Berlusconi, et le groupe britannique Heron, pourraient aussi participer, pour 20 % chacun, au capital de Pathé Europe NV. « Nous ne voulons pas perdre notre identité

européenne », explique M. Parretti en refusant toute inféodation au groupe américain Time Warner. « Je suis d'ailleurs très étonné de l'opposition de M. Jack Lang à mon projet européen », précise-t-il. « Je suis socialiste comme lui, et le militant actif que j'étais a, comme lui, fréquenté la rue de Solferino » (siège du PS français).

Grâce à l'appui de Time Warner, au soutien de banques et à la vente de salles de cinéma au groupe Berlusconi, M. Parretti affirme avoir « bientôt plus d'argent que nécessaire » pour financer son OPA sur MGM-UA.

M. Parretti rappelle enfin qu'il détient 44,3 % du groupe Rivaud, toujours considéré comme le principal actionnaire de la firme cinématographique française Pathé Cinéma. « Je peux considérer d'une certaine manière le groupe Rivaud comme mon groupe », explique-t-il. « Même si l'ancien propriétaire ne reconnaît pas encore cette situation sur le plan de la gestion et du pouvoir ».

Le ministère de la culture lance un concours pour un magazine télévisé. — Pour accroître le nombre des magazines culturels à la télévision, le ministère de la culture et de la communication vient de lancer un « concours d'idées » ouvert aux personnes ou aux entreprises ayant déjà une expérience dans ce domaine. Un jury présidé par M. Jean-Noël Jeanneney et composé de personnalités culturelles et

de professionnels de l'audiovisuel sélectionnera six projets de magazine innovateurs tant dans la forme que dans le contenu. Des « pilotes » (des cassettes de démonstration) seront alors réalisés avec l'aide financière du ministère et soumis aux responsables des chaînes. Le règlement du concours peut être retiré au Centre national de la cinématographie et les projets devront être remis avant le 15 mai.



ATERRISSEZ DANS LA PRECISION...



LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DUPONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, celui des microtechniques, une force d'innovation qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la précision.

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possède des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs de haut niveau.

Du choix de la localisation à l'aide au financement, l'Agence de Développement Économique du Doubs (A.D.E.D.) peut vous conseiller, vous aider concrètement grâce à une équipe de professionnels motivés et compétents.

L'A.D.E.D., votre partenaire pour réussir en douceur votre atterrissage dans la précision.

Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTISSEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision.

LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS... LE DOUBS

AGENCE
DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DU DOUBS



HÔTEL DU DÉPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARÉ D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX
FRANCE - TÉL. 01.83.24.31 - TÉLEX : AGINDEV 361184 F - TÉLÉCOPIER : 01.82.01.40

CONSEIL GÉNÉRAL DU DOUBS

صحنه من الامم

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— Valérie LEBOUQ
et
Philippe MUDRY,
sont heureux d'annoncer la naissance
de
Jeanne,
le 28 mars 1990, à Paris.
132, rue d'Assas,
75006 Paris.

Décès

— M. Jean BIDAUD,
son épouse,
Anne-Marie Bidaud,
Michèle et Daniel Delarue,
Alain Bidaud,
ses enfants,
Anne-Sophie et Guillaume Delarue,
Fabrice et Cécile Bidaud,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Eugène Lardé,
M^{me} Henri Chancelier,
ses sœurs et beaux-frères,
ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BIDAUD,
ancien élève de l'Ecole
normale supérieure de Saint-Cloud,
agréé de l'Université,

survenu le 4 avril 1990, à l'âge de
soixante-seize ans.

Selon le désir du défunt, l'inhuma-
tion dans le caveau de famille a eu lieu
dans la plus stricte intimité, au cime-
tière du Montparnasse.

11, rue Ernest-Cresson,
75014 Paris.

Faire respecter vos dernières
volontés en évitant tout souci
à vos proches,
avec

ROBLLOT PREVOYANCE

c'est possible. Renseignez-vous

N°VERT 05.45.22.27

PERMANENCE 24 H SUR 24 H

— M. Henri-Pierre Huc,
son mari,
M. et M^{me} André Augé,
ses parents,
Corinne et Bernard Corne,
Daniel et Annie Lenoir,
ses enfants,
M^{me} Roselyne Augé,
sa sœur,
Leurs parents et alliés,
ont la très grande douleur de faire part
du décès de

M^{me} Claudine HUC,
née Augé,
contrôleur des impôts,

survenu le 2 avril 1990.

Les obsèques ont eu lieu le 5 avril, à
11 heures, à Bécharieu (Hérault), en
l'église Saint-Louis.

5, rue Robert-Lavergne,
92600 Asnières,
34450 Bédarieux.

— M. Yves Lemaiguen,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-François Lemaiguen
et leurs enfants,
M^{me} Christine Lemaiguen,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yves LEMAIGUEN,
née Suzanne Koenig,

survenu le 6 avril 1990, à Paris, dans sa
quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le mercredi 11 avril, à 10 h 30, en
l'église Saint-Vincent-de-Paul (place
François-Liszt, Paris-10^e).

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

— Jacques Dyck
Et Nicole Grégoire
ont la douleur d'annoncer le décès ac-
cidental de leur sœur et cousine

Danièle MELLIERES,

survenu le 6 avril 1990, à Paris.

Ses amis se réuniront le 11 avril, à
10 h 45, à l'entrée du cimetière de
Bagneux.

36, boulevard Saint-Germain,
75005 Paris.

— M^{me} Antoine Masurel,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Michel Girardin,
M. et M^{me} Jérôme Masurel,
M. et M^{me} Jean-Louis Masurel,
M. et M^{me} Olivier Masurel,
Le capitaine de frégate et M^{me}
Antoine Masurel,
ses enfants,
Jean-Cyrille, Anne, Philippe,
Caroline Girardin,
Virginie, Angélique Masurel,
M. et M^{me} Emmanuel Rondeau
et leur fille Édouard,
Nicolas, Julien, Balthazar Masurel,
Benoît Masurel,
ses petits-enfants et son arrière-petit-
fils,
ont la très grande tristesse de faire part
du décès de

M. Antoine MASUREL,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 7 avril 1990, dans sa
soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le mardi 10 avril, à 11 heures, en
l'église Saint-Firmin de Montfort-
l'Amaury (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Maison de l'Horloge,
75, rue de Paris,
78400 Montfort-l'Amaury.

Il y a un an disparaissait

Harris PUISAIS,
chargé de mission
auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie,
des finances et du budget,

à l'âge de soixante-quatre ans.

Se famille,
ses amis,
le rappellent au souvenir de tous ceux
qui l'ont connu et apprécié.

Communications diverses

— Ecole du service de santé
des armées de Bordeaux
Centenaire Fondation Ecole santé navale.

L'école fête son centenaire
du 5 au 7 octobre 1990.

Les anciens élèves qui souhaitent être
informés et qui n'ont reçu aucune cir-
culaire peuvent écrire à : Commission du
centenaire, 147, cours de la Marne,
33998 Bordeaux-Mérignac.

Non abonnés, bénéficiaires d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur ordre de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Saint-Etienne

M^{me} Marinette Richier,
née Paris,
sa sœur,
Ses belles-sœurs, ses neveux et
nièces,
Parents, alliés
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien PARIS,
inspecteur de presse,

survenu le 7 avril 1990, à l'âge de
cinquante-neuf ans.

Ses funérailles seront célébrées le
mercredi 11 avril, à 14 h 15, en l'église
Saint-Thérèse, le Rond-Point, à Saint-
Etienne.

Condoléances sur registre.

La famille remercie par avance
toutes les personnes qui s'associeront à
sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

122, cours Fauriel,
42100 Saint-Etienne.

Anniversaires

— Il y a un an disparaissait

Harris PUISAIS,
chargé de mission
auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie,
des finances et du budget,

à l'âge de soixante-quatre ans.

Se famille,
ses amis,
le rappellent au souvenir de tous ceux
qui l'ont connu et apprécié.

Communications diverses

— Ecole du service de santé
des armées de Bordeaux
Centenaire Fondation Ecole santé navale.

L'école fête son centenaire
du 5 au 7 octobre 1990.

Les anciens élèves qui souhaitent être
informés et qui n'ont reçu aucune cir-
culaire peuvent écrire à : Commission du
centenaire, 147, cours de la Marne,
33998 Bordeaux-Mérignac.

Non abonnés, bénéficiaires d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur ordre de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6235

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

Horizontalement

I. Devenues moins rondes. —
II. Une partie qui peut être de
velours. — III. Est parfois plein de
nœuds. Amène à la raison. —
IV. Un mont qui forme une républi-
que. Fournit des fruits en toutes
saisons. — V. Peut baigner dans
l'huile. — VI. Mot qui peut faire fuir
les « moucheron ». — VII. Den-
tiste. Matière pour boucher. —
VIII. Peut abriter un rieur. Pronom.
— IX. Qui n'est donc plus dans la
course. — X. Une femme qui brille
dans son travail. — XI. Le tiers de
la France. Mettre les voiles.

Verticalement

1. Thermomètre. Nid. —
2. Rapiat. Taira. Né. — 3. Avis.
Elaborer. — 4. Censure. Omar. Pl.
— 5. Ane. Eau. Sofa. — 6. Souil.
Rara. Cère. — 7. Sasser. Résolues.
— 8. Eues. Erato. St. — 9. Suras.
Nabia. — 10. Io. Ep. Têt. Ger.
— 11. Ede. Itération. — 12. Som-
meil. Cossard. — 13. Rai. Limon.
Tria. — 14. Mainate. Tuf. Epi.
— 15. Atlas. Ressassés.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6234

Horizontalement :
I. Tracasseries. Ma. — II. Have-
neux. Odorat. — III. Epineuses.

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES
EXCEPTIONNELLES
OU AUX TOURISTES
ETRANGERS

16, rue de la Poix (Paris 75002) 2^e étage ass.

TEL : 42.61.61.11

PARFUMS, ACCESSOIRES
PRODUITS DE BEAUTE
LES GRANDES MARQUES

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-REUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-30-00
Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
octobre à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Reuvé-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications : 57 457
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-61.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

11, rue Jean-Mazzet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL : (1) 49-80-32-90

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-80-34-70

Changements d'adresse effectués en province : non abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les possibilités d'affaires
mises en évidence par la
Foire de Milan à l'occasion
de la Grande Foire d'Avril 1990

BORINTEC '90

SALCOSE

Parmi les
participations
officielles de
différents pays
du monde, l'on
remarque

Congrès

Technight

Industria Mercato
Exhibition

Eurolapis

Renseignements: Chambre de Commerce Italienne pour la France

134, Rue du Faubourg St. Honoré - F - 75008 PARIS

Tél. 1 - 42253560 - Téléc 650486 CAMERIT F - Téléc 1 - 42891458

21/29 Avril 1990

Grande Foire d'Avril

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et abonnés : 77 F

Communications diverses : 80 F

Les lignes en capitales grasses
sont facturées sur la base de
deux lignes. Les lignes en blanc
sont obligatoires et facturées.
Minimum 10 lignes.

PARIS EN VISITES

MARDI 10 AVRIL

« Exposition Van Dongen », 10 h 20,
11, avenue du Président-Wilson
Miroir Cassini.

« Une journée à la Défense »,
12 h 30 : « Le quartier de l'Arche et du
CMT et ses fontaines », 15 h 30 : « La
part de la Défense-André-Malraux », hall
du RER la Défense, sortie K (Monuments
historiques).

« Exposition : le corps en morceaux »,
13 heures, parvis du musée d'Orsay,
devant l'édifice (10, Financière).

« La cathédrale russe Saint-
Alexandre-Neviski », 14 h 30, 12, rue
Daru (P.-V. Javel).

« Le quartier de la Défense », 14 h 30,
hall du RER, sortie I (Tourisme culturel).

« Le quartier de l'Yvette et l'ancien du
sculpteur H. Bouchardon », 15 h 30 : « La
part de la Défense-André-Malraux », hall
du RER la Défense, sortie K (Monuments
historiques).

« Saint-Sulpice et son quartier »,
14 h 30, fontaine, place Saint-Sulpice
(Sous-sol de la Paris historique).

« L'Opéra de C. Garnier », 14 h 30,
devant l'entrée (C. Merle).

« Hôtels et jardins du Marais sud,
place des Voies », 14 h 30, sortie
métro Saint-Paul (Réaumur de la
Pensée).

« Jardins et ruelles méconnues du vieux
Montmartre », 14 h 30, métro Lamar-
caulnacourt (M^{me} Caze).

« Église Saint-Eustache et crypte
Saint-Agnès », 15 heures, portail de
l'église, rue de Jour (Monuments histori-
ques).

« Un nouveau regard sur le Pan-
théon », 15 heures, façade principale,
face rue Soufflot (Paris et son histoire).

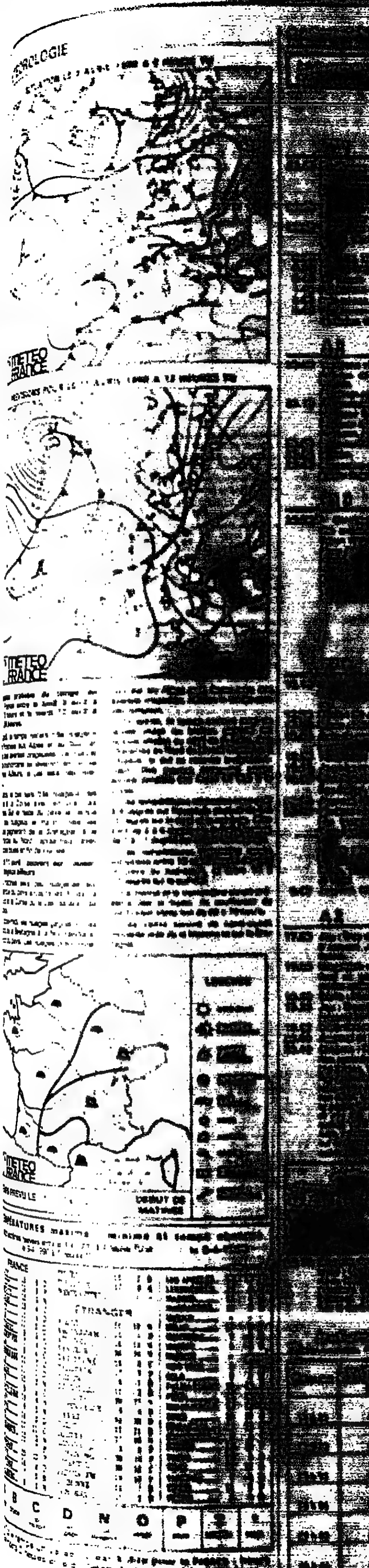
« Histoire et fonctionnement de l'hôtel
des ventes », 15 heures, sous la grande
horloge, sortie métro Richelieu-Drouot
(Conseillers d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson,
14 h 30 : « Le couloir est-elle vulgaire ?
Du pop'art à Présence Fanoulette »,
par G. Audin (Musée d'art moderne).

Centre Verrier, 11, rue Jean-Lavry,
20 h 30 : « Un esprit sain dans un corps
sain », par J.-P. David.

1, rue des Fossés-Saint-Bernard (audi-
torium), 18 heures : « Femmes et sociétés
en Palestine occupée », par S. Dayan.
Entrée libre (Institut du monde arabe).



SPORTS

CYCLISME : vainqueur de Paris-Roubaix

Eddy Planckaert : le prix de la persévérance

Depuis quelques années, l'enfer du Nord est redevenu une spécialité flamande. Ainsi, Eddy Planckaert, qui n'avait pas encore inscrit son nom au palmarès mais qui figurait sur la liste des principaux favoris, a obtenu, dimanche 8 avril, la quatrième victoire belge consécutive dans la classique Paris-Roubaix. Une victoire acquise d'extrême justesse devant le Canadien Steve Bauer, alors que le Français Martial Gayant se classait quatrième, à quelques longueurs.

ROUBAIX

de notre envoyé spécial

Cette épreuve différente des autres provoquera toujours l'étonnement. Au terme d'une trajectoire de 266 kilomètres suivant un parcours semé de difficultés hors du commun, il aura fallu la photo finish pour départager Eddy Planckaert et le Canadien Steve Bauer. Sur la ligne d'arrivée, moins de deux centimètres séparaient les deux hommes. A peine l'épaisseur d'un boyau !

Le Belge éprouvait néanmoins la certitude d'avoir gagné et, de toute évidence, il méritait la plus haute marche du podium car il avait su prendre l'initiative du combat, n'hésitant pas, lui, le routier-sprinter, à choisir l'attaque. Installé très tôt aux avant-postes, il avait payé de sa personne et manœuvré avec autant de patience que d'application. C'est pourtant sa vélocité qui lui permit d'arracher la victoire. A la sortie du dernier virage sur la piste de Roubaix, il occupait encore la troisième position. Dans un ultime effort, il déborda Van Hooydonck puis Bauer, qui échoua sur le fil après avoir déjà perdu, on s'en souvient, un championnat du monde à cent mètres de la bande-roule.

Singulier dévouement d'une course placée sous le signe de l'incertitude et de l'ambiguïté. Pendant 100 kilomètres, le futur vainqueur, flanqué de Martial Gayant et de l'extravagant Van Keirsbulck - un inconnu de talent - eut à subir la pression des poursuivants conduits tantôt par Figini, tantôt par Van Hooydonck et enfin par Bauer, alors que l'écart ne dépassait pas quarante secondes. Il ne céda jamais au doute, il s'obstina à croire en lui malgré les apparences, qui ne plaçaient pas précisément en sa faveur.

En définitive, les événements devaient lui donner raison pour autant qu'il se contentait de les attendre au nombre des vainqueurs. Surpris par une offensive qui semblait prématurée et paralysé par une étroite surveillance de ses adversaires, l'ancien vainqueur du Tour multiplia en vain les efforts pour tenter de se décaler. Il n'était dépourvu ni

d'énergie ni de conviction, mais capitula sous le nombre comme cela se produit généralement en pareil cas. Dans de telles circonstances, sa modestie septième place ne saurait traduire son comportement d'ensemble et pas davantage sa valeur ou sa condition physique du moment.

L'héritier du doyen

Freiné par le vent, ce Paris-Roubaix, qui aurait pu emprunter à Paris-Nice le titre de course au soleil, fut bien long à se décanter. Il lui manqua l'émotion et le pathétique indispensables, à sa

CARNET DU TIBET

A la tête d'une équipe de huit « himalayistes », le guide français Benoît Chamoux est reparti au Tibet avec l'ambition de gravir, en une seule expédition, deux sommets de plus de 8 000 mètres : le Cho Oyu et le Shisha Pangma par deux voies nord non encore explorées. Chaque semaine, Benoît Chamoux devait tenir les lecteurs du Monde informés de l'évolution de cette expédition. Après avoir atterri à Katmandou juste avant les émeutes anti-gouvernementales, la petite équipe a rejoint la frontière du Tibet.

Katmandou ! Je me sens ici chez moi. Le Népal, petit royaume enclavé entre les deux géants que sont l'Inde et la Chine, vaut surtout par la majesté et la dimension de ses pics, les plus hauts du monde. Le pays est un escalier de Gulliver qui s'élève de la plaine du sud, le Terai, jusqu'aux sommets de l'Himalaya à plus de 8 000 mètres.

Katmandou est la seule ville du pays. Une cité de temples, de reliquaires, de couleurs, d'odeurs et de tourterelles. C'est une ville humaine et splendide où nous retrouvons notre hôtel, le Shauler, une bâtisse imposante d'un autre monde, celui de la chasse au tigre, des éléphants et des casques coloniaux. Yves (Detry, Français, quarante et un ans, responsable de la logistique) et

Au pied de l'Himalaya

Seppi (Enzio, Italien, trente-cinq ans, responsable du camp de base), arrivés depuis une semaine, nous attendent en descendant un delhi (plat national composé de lentilles et de riz).

Le jour du départ, celle que j'ai ressentie avant chacune de mes expéditions, au moment de quitter ceux que l'on aime pour assouvir sa passion, n'a pas été abandonnée. Autour de moi, il y a José (Rakoczi), Tchèque, vingt-neuf ans, technicien en optique, Mauro (Rossi), Italien, trente-deux ans, guide et Agostino (da Polenza, Italien, trente-quatre ans, guide), Frédéric (Vale), Français, vingt-quatre ans, maçon, Pierre (Royer, Français, trente-cinq ans, cameraman), Aïan (Hinkes, Britannique, trente-cinq ans, guide) et Gerda (de Groene, Néerlandaise, vingt-sept ans, médecin).

Par le Pont de l'Amitié

Ce sont mes artistes, ceux de l'expédition « Bull », l'esprit d'équipe. Tous sont prêts à jouer demain l'ouverture d'une grande symphonie himalayenne de deux mois, dont le crescendo est un triple défi à plus de 8 000 mètres d'altitude : arriver tous au sommet, enchaîner deux pics et parcourir deux nouveaux itinéraires. Cela sur deux montagnes qui n'ont pas emprunté le nom de Wagner, mais plutôt à la mythologie tibétaine. Le Cho Oyu (La Déesse de turquoise), 8 201 mètres, et le Shisha Pangma (L'Arête au-dessus des pâturages), 8 046 mètres, sont deux géants

proches de l'Everest. Cette fois, je n'ai pas le temps de me glisser dans la foule dense des rues de la ville. Notre préoccupation est ailleurs. Une expédition, ce sont des hommes, certes, mais c'est aussi la collecte des autorisations et du matériel : permis de grimper, de marcher, visas, formalités de dédouanement, de transit, nourri-



ture de vingt-cinq personnes pendant deux mois et demi, équipements d'alpinisme pour gravir deux montagnes, conditionnement en bidons plastiques étanches... Cette expédition est encore plus difficile à organiser, puisque nous allons au Tibet, région sous contrôle chinois, fermée aux touristes.

L'hiver est venu de quitter Katmandou par la route qui se transforme bientôt en piste poussiéreuse. Deux camions avec leur chargement, dont un mis sous scel-

HOCKEY SUR GLACE : championnat du monde

Les Français manquent le podium

Le championnat du monde B de hockey sur glace, qui s'est tenu du jeudi 29 mars au dimanche 8 avril à Megève et à Lyon, a été remporté par la Suisse, devant l'Italie et l'Autriche. La France, troisième à la surprise générale l'année dernière à Oslo, n'a pas réussi à renouveler son exploit.

MEGEVE

de notre envoyé spécial
« Le résultat sportif de l'équipe de France n'est pas la priorité de ce championnat du monde. La promotion de notre sport est l'objectif »

numéro un. Car, sans une base plus large et sans une reconnaissance médiatique plus importante, le hockey sur glace français ne peut pas espérer rejoindre l'élite mondiale du groupe A », affirmait André Ville, directeur technique national adjoint, avant même la fin du championnat et alors que la France était encore en course pour la première place.

La préparation de l'équipe de France n'a pourtant pas été négligée. Se refusant à mener une politique élitiste au détriment de la base, comme l'avaient fait les responsables du volley-ball français pour préparer les championnats du monde et les Jeux olympiques, la Fédération française des sports de glace n'a pas accepté de laisser aux clubs la priorité, comme cela se passe en basket-ball. Une voie médiane a été choisie.

Depuis le mois de mai 1989, les membres du club France ont été regroupés quatre-vingt-dix jours en stage national. Trente matches internationaux ont jalonné cette préparation. C'est à la fois trop et pas assez. Trop, parce que les joueurs français ont également disputé quarante-deux matches de championnat de France depuis le début de la saison ; leur tonalité des premières rencontres s'est ainsi quelque peu émoussée lors des trois derniers matches qui les opposaient aux équipes les plus performantes du groupe B. Pas assez parce que, au dire même d'André Ville, « la cohésion d'une équipe qui désire s'inscrire durablement dans le groupe A demande beaucoup plus de travail en commun ».

Même si elle n'est pas, cette année, sur le podium, l'équipe de France a pourtant progressé. Plus précisément, mieux construite, son système de jeu peut maintenant s'appuyer sur la troisième ligne entièrement constituée de joueurs franco-canadiens capables de faire efficacement barrage à l'adversaire et de lancer des contre-attaques. Mais le pourcentage de réussites reste désespérément faible par rapport au nombre de chances que les joueurs français se créent. Truffées d'occasions de buts, les rencontres avec la Pologne et la Suisse n'ont mis que trop en évidence cette fébrilité qui continue à gangrener le jeu de l'équipe de France.

Albertville pour objectif

Pays organisateur des prochains Jeux olympiques, la France devrait, comme la Yougoslavie en 1984, obtenir, à l'occasion du prochain congrès de la Ligue internationale de hockey sur glace, sa sélection d'office pour le tournoi olympique, qui rassemblera les douze meilleures nations (en cas de refus - peu probable, - il lui faudrait terminer dans les quatre premiers du prochain championnat du monde B). Avec Albertville pour seul objectif, la Fédération n'a pas pour autant l'intention, si les moyens, de modifier la politique sportive qui a prévalu pour la préparation de ce mondial.

Kjell Larsson, l'actuel entraîneur suédois qui, depuis quatre saisons, a entraîné le redressement de l'équipe de France, a signé un nouveau contrat qui expire en 1992. Afin de mieux préparer les juniors, une équipe de France B, dite olympique, a été mise en place. D'ici deux ans, quatre ou cinq nouveaux éléments devraient pouvoir renforcer les rangs de l'équipe première.

Les dirigeants comptent sur ce sang neuf pour éviter de faire appel à d'autres Franco-Canadiens, dont le nombre ne devrait pas dépasser cinq. De quatre-vingt-dix la saison prochaine, le nombre de jours de regroupement devrait, dans le meilleur des cas, passer à cent dix l'année de la coupe olympique. Mais encore faudra-t-il trouver des fonds pour indemniser les clubs. « Le hockey sur glace français est trop jeune pour ne pas succomber à l'absence de ses meilleurs éléments pendant une très longue période », affirme André Ville. Albertville est trop près ; nous n'avons pas encore les moyens de nos ambitions. Il n'en sera pas de même pour préparer les Jeux de 1994 en Norvège. En compétition comme ailleurs, il faut savoir attendre.

PIERRE-YVES GRAVIER

Les résultats

BASKET-BALL
Tournoi des As à Tours
Finale : Limoges bat Cholet, 87-84.
Demi-finales : Cholet bat Antibes, 94-85 ; Limoges bat Pau-Orthez, 100-81.
Championnat de France

NATIONALE 1 A
(Finale de la saison)
Rennes b. Saint-Quentin, 75-65.
«Général» b. Nantes, 77-72.
Racing Paris b. Villeneuve, 90-77.
Monaco b. Mulhouse, 93-89.

Barrages
Première journée
Cognac b. Rouen, 87-85.
Montpellier b. Levallois, 90-89.
Evry b. Lorient, 111-84.
Tours b. Sochaux, 91-87.

Championnat de France Minimes
Mirande est champion de France 1990 après avoir battu le RC, 79-61 au match retour.

CYCLISME
Paris-Roubaix
1. Eddy Planckaert (Bel.), les 265,5 km en 7 h 37 min 2 s ; 2. Steve Bauer (même temps) ; 3. Zdeněk Van Hooydonck (Bel.), m.t. ; 4. Guyot (Fra.), m.t. ; 5. Wampers (Bel.), à 3 s ; 6. Duclos-Lassalle (Fra.), m.t. ; 7. Wegmuller (Sui.), à 7 s ; 8. A. Van der Poel (P-B), à 10 s ; 9. Chavanne (Bel.), m.t.

Classement de la Coupe du monde après trois épreuves. - 1. Argentin, 43 pts ; 2. Telen, 39 ; 3. Bugno et Chavanne, 34 ; 4. Fondriest, 32 ; 5. Delon et Colotti, 27 ; 6. Planckaert, 25 ; 7. Duclos-Lassalle, 23.

FOOTBALL
Championnat de France
Première division
(Trente-deuxième journée)
Auxerre b. Bordeaux, 1-0.
Cannes et Marseille, 2-2.
Monaco b. Lyon, 1-0.
Sochaux et Metz, 1-1.
Paris-SG b. Mulhouse, 1-0.
Brest b. Nantes, 3-2.
Toulouse b. Caen, 1-0.
Saint-Etienne et Nice, 0-0.
Toulon b. Montpellier, 3-0.
Lille b. RP, 2-1.
Classement, 1. Bordeaux, 45 pts ; 2. Marseille, 44 ; 3. Monaco, 38 ;

4. Paris-SG et Sochaux, 35 ; 5. Auxerre et Lyon, 33 ; 6. Nantes et Toulouse, 32 ; 10. Brest, 31 ; 11. Metz, Saint-Etienne, Cannes et Toulon, 30 ; 15. Lille et Caen, 28 ; 17. Montpellier, 27 ; 18. RP, 1, 28 ; 19. Nice, 25 ; 20. Mulhouse, 24.

DEUXIÈME DIVISION
Groupes A
(Trente-troisième journée)
«Océans» b. Red Star 93, 3-1.
Nancy et Louhans-Cuiseaux, 1-1.
Nîmes et Bastia, 1-1.
Grenoble et Annecy, 2-2.
Cognac b. Montcaul, 2-0.
Dijon b. Reims, 2-1.
Marignac b. Strasbourg, 2-0.
Avignon b. Istres, 2-1.
Classement. - 1. Nancy, 45 pts ; 2. Nîmes et Albi, 37 ; 4. Strasbourg, Bastia et Marignac, 36 ; 7. Reims et Avignon, 31 ; 9. Cognac, Annecy et Dijon, 28 ; 12. Louhans-Cuiseaux et Chamois, 27 ; 14. Istres, 26 ; 15. Océans, 25 ; 16. Grenoble, 23 ; 17. Red Star 93, 21 ; 18. Montcaul, 17.

Nancy est éliminée assurée de jouer en première division la saison prochaine.

Groupes B
(Trente-troisième journée)
«La Roche» b. Yon b. Rennes, 2-0.
Angers b. Le Havre, 1-0.
Valenciennes et Nîmes, 1-1.
Rouen et Abbeville, 0-0.
Laval b. Dunkerque, 1-1.
Bouvais et Quimper, 2-2.
Lorient et Orléans, 2-2.
Tours b. Lens, 5-2.
Guingamp et Saint-Seurin, 0-0.
Classement. - 1. Rennes, 39 pts ; 2. Valenciennes, 37 ; 3. Le Havre et Rouen, 36 ; 6. Bouvais, 33 ; 7. Angers et Nîmes, 32 ; 9. Orléans, 31 ; 10. Lens, 29 ; 11. Dunkerque, 28 ; 12. Guingamp et Abbeville, 26 ; 14. Saint-Seurin et La Roche-sur-Yon, 25 ; 16. Tours et Lorient, 24 ; 18. Quimper, 21.

MOTOCYCLISME
Grand Prix de vitesse des États-Unis à Laguna Seca
250 centimètres cubes. - 1. Kocinski (E-U, Yamaha), les 30 tours en 44 min 58 s 738 ; 2. Cadalora (Ita., Yamaha), à 10 s 669 ; 3. Zeelenberg (P-B, Honda), à 18 s 004 ; 4. Roth (PFA, Honda), à 24 s 978 ; 5. Sarron D. (Fra., Honda), à 33 s 548.
500 centimètres cubes. - 1. Rainey

(E-U, Yamaha) ; 2. Doohan (Aust., Honda) ; 3. Ché (Ita., Honda) ; 4. Ch. Sarron (Fra., Yamaha) ; 5. Ruggia (Fra., Yamaha).

RUGBY
Championnat de France
(Dernière journée des poules de haut)

GROUPE A
Poule 1
«Auch» b. La Rochelle, 29-10.
Colomiers b. PUC, 28-10.
Grenoble b. Dax, 19-18.
Chaberny b. Bayonne, 15-12.
Classement. - 1. Dax, 38 pts ; 2. Grenoble, 36 ; 3. Colomiers, 32.

Poule 2
«Racing» b. Béziers, 25-12.
«Biarritz» b. Bourges, 19-15.
«Meyreuil» b. Vannes, 18-13.
«Bayonne» b. Gascogne, 16-12.
Classement. - Racing, 35 pts ; 2. Béziers, 34 ; 3. Biarritz, 33 ; 4. Bourges, 32 ; 5. Vannes, 29 ; 6. Gascogne, 28.

Poule 3
Nice b. Bagnols, 39-18.
Lorient b. Toulon, 18-7.
«Béziers» b. Nîmes, 29-18.
«Agen» b. Haguenau, 32-12.
Classement. - 1. Agen, 37 pts ; 2. Toulon et Béziers, 35.

Poule 4
Toulouse b. «Tyrosse», 12-9.
Castres b. Narbonne, 18-12.
«Perpignan» b. Rungis, 30-9.
«Brive» b. «Tarbes», 11-9.
Classement. - 1. Toulouse, 38 pts ; 2. Narbonne, 32 ; 3. Brive et Castres, 30 ; 4. Castres b. Narbonne ; 5. Brive-Toulouse ; 6. Béziers-Narbonne ; 7. Brive-Grenoble ; 8. Castres-Racing ; 9. Auch-Agen ; 10. Colomiers-Toulon ; 11. Montferrand-Béziers-Bordeaux ; 12. Biarritz-Dax.

Rugby à XIII
L'équipe de France de rugby à XIII a dominé celle d'Angleterre (19-28), samedi 7 avril à Leeds (Angleterre), en match amical. Elle a ainsi remporté une victoire historique, puisque aucune sélection française ne s'était imposée contre l'Angleterre depuis mars 1967.

TENNIS
Tournoi masculin d'Orlando
Demi-finale. - Gilbert (E-U) b. Van Ranburg (A-F), 6-2, 6-5 ; Van Ranburg (A-F), b. Pate (E-U), 6-7 (2-7), 6-3, 7-6.

Finale. - Gilbert (E-U) b. Van Ranburg (A-F), 6-2, 6-1.

VOILE
Vendée Globe Challenge
Aïan Gauthier (Générali Concordia) a pris, dimanche 8 avril, aux Sables-d'Olonne, la sixième place de la course autour du monde en solitaire sans escale après 133 jours 3 h 31 min de mer.

LOTOSPORT
RÉSULTATS COMPLETS N° 13

1. 11 000 000,00 F
2. 97 840,00 F
3. 5 710,00 F
4. 101,00 F
5. 8,00 F

NUMÉRO PACTOLE : 4
Tirage de dimanche 8 avril 1990

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47, FRANCE 48, FRANCE 49, FRANCE 50, FRANCE 51, FRANCE 52, FRANCE 53, FRANCE 54, FRANCE 55, FRANCE 56, FRANCE 57, FRANCE 58, FRANCE 59, FRANCE 60, FRANCE 61, FRANCE 62, FRANCE 63, FRANCE 64, FRANCE 65, FRANCE 66, FRANCE 67, FRANCE 68, FRANCE 69, FRANCE 70, FRANCE 71, FRANCE 72, FRANCE 73, FRANCE 74, FRANCE 75, FRANCE 76, FRANCE 77, FRANCE 78, FRANCE 79, FRANCE 80, FRANCE 81, FRANCE 82, FRANCE 83, FRANCE 84, FRANCE 85, FRANCE 86, FRANCE 87, FRANCE 88, FRANCE 89, FRANCE 90, FRANCE 91, FRANCE 92, FRANCE 93, FRANCE 94, FRANCE 95, FRANCE 96, FRANCE 97, FRANCE 98, FRANCE 99, FRANCE 100.

11 13 18 20 32 39 34

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN, DIMANCHE 11 AVRIL, 19H30 À 20H30, SUR FRANCE 2, FRANCE 3, FRANCE 4, FRANCE 5, FRANCE 6, FRANCE 7, FRANCE 8, FRANCE 9, FRANCE 10, FRANCE 11, FRANCE 12, FRANCE 13, FRANCE 14, FRANCE 15, FRANCE 16, FRANCE 17, FRANCE 18, FRANCE 19, FRANCE 20, FRANCE 21, FRANCE 22, FRANCE 23, FRANCE 24, FRANCE 25, FRANCE 26, FRANCE 27, FRANCE 28, FRANCE 29, FRANCE 30, FRANCE 31, FRANCE 32, FRANCE 33, FRANCE 34, FRANCE 35, FRANCE 36, FRANCE 37, FRANCE 38, FRANCE 39, FRANCE 40, FRANCE 41, FRANCE 42, FRANCE 43, FRANCE 44, FRANCE 45, FRANCE 46, FRANCE 47

22. Prochain accord au sein du GATT
23. 11. Jean-Louis Lorrain et le SMI

24. Extension des groupes de services espagnols
25. 28. L'assurance économique

39. Marchés financiers
39. Bourse de Paris

Après la réunion monétaire des sept pays industrialisés à Paris

A mark, mark et demi

« A long terme, la parité choisie pour l'échange de monnaie n'a pas grande importance », expliquait, en marge de la réunion monétaire du G7 ce week-end à Paris, un responsable de la Bundesbank. Certes, mais il va d'abord falloir, dans l'unification monétaire interallemande, gérer le très court terme. Bon, souhaite boudier les négociations avec le nouveau gouvernement de RDA et la consultation des Douze entre Pâques et fin avril.

Sur le terrain, le ton s'élève. Le chancelier Kohl, qui a fait campagne et gagné les élections en RDA en promettant de convertir un mark-est pour 1 mark-ouest, hésite à passer à l'acte. La Bundesbank, ayant dû avouer l'idée de l'unification monétaire, a laissé comme par mégarde sortir un rapport « confidentiel » préconisant un échange de 2 marks-est pour 1 mark-ouest.

Les salariés est-allemands, outrés, descendant dans la rue pour défendre leurs « droits ». Les dirigeants allemands se sont enfermés eux-mêmes dans une alternative binaire : 1 = 1 contre 1 = 2. Alors que, pour beaucoup d'économistes, même le taux jugé aujourd'hui trop bas par les Allemands de l'Est est encore beaucoup trop haut au regard de la productivité de leur économie.

Comment rattrapper tant de maudresse ? La France peut aider. En prêtant à l'ami d'outre-Rhin une escouade d'inspecteurs des finances. Il ne leur faudrait pas dix jours pour pondre une série de solutions techniques permettant d'échapper à la néfaste clarté du débat actuel.

Par exemple : le taux de 1 = 1 s'appliquerait pour l'épargne de 0 à 500 marks, un taux de 1,25 de 501 à 1 000 marks, un taux de 1,5 de 1 001 à 2 000 marks, avec ensuite un barème progressif en douze tranches corrigé d'un quotient familial, avec un plafond pour punir les affreux profiteurs de l'ancien régime.

Pour les salaires, un taux de 1 = 3 assorti d'augmentations négociées étalées sur cinq ans, avec plan d'épargne d'entreprise au taux de 1 = 1 bloqué pendant vingt-huit mois. Le temps que les Allemands de l'Est comprennent s'ils y gagnent ou s'ils y perdent, la merveilleuse efficacité allemande aura déjà commencé à changer leur vie pour le meilleur. Si seulement Helmut Kohl avait pensé plus tôt à se faire assister de vrais professionnels !

S. GH.

Le soutien modéré du G 7 favorise un léger redressement du yen

Le yen a progressé lundi 9 avril sur le marché des changes de Tokyo, au lendemain de la réunion à Paris des autorités monétaires des sept pays les plus industrialisés (G 7). Le dollar se négociait en fin de journée à 156,45 yens (contre 157,47 vendredi en clôture), les opérateurs craignant une intervention des banques centrales. Cette amélioration a profité par contagion à la Bourse de Tokyo, qui a fait un bond de 3,7 %. Lundi la Bundesbank a soutenu le yen.

Un petit coup de main au Japon, un bon coup de chapeau à l'Allemagne, c'est en peu de mots le résultat des consultations monétaires du G 7 qui ont eu lieu samedi 7 avril à Paris. Les marchés financiers attendaient des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés (Canada, France, RFA, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis), auxquels s'était joint le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, des signaux concernant les deux événements majeurs du début 1990, la baisse du yen japonais et de la Bourse de Tokyo et les perspectives de l'unification monétaire interallemande. Ils les ont obtenus, peut-être pas avec toute la clarté espérée, mais en des

termes soigneusement négociés qui ont obtenu, comme il est d'usage, l'accord de toutes les parties. Les ministres ont discuté des « conséquences indésirables sur le processus global d'ajustement » de la baisse du yen et, « sont convenus de suivre de près ces développements. Ils ont réaffirmé leur engagement de coordonner leurs politiques économiques et de coopérer sur les marchés des changes ».

Réduire les déséquilibres extérieurs
De retour à Tokyo, le ministre japonais des Finances, M. Ruytaro Hashimoto, a jugé « très important » le fait que le G 7 soit tombé d'accord pour juger « indésirable la poursuite de la baisse du yen ». En revanche, les opérateurs japonais interrogés par l'agence Jiji se sont montrés déçus de l'imprécision du communiqué. Le redressement relativement modeste du yen enregistré lundi à Tokyo pourrait dans ces conditions ne pas suffire à retourner la tendance.

L'autre vedette de la journée, l'Allemagne fédérale, a reçu un satisfecit de ses partenaires, qui ont « noté que l'union économique et monétaire allemande pourrait contribuer à améliorer la croissance mondiale et à réduire les déséquilibres extérieurs en Europe ». Un message optimiste destiné à rassurer les marchés sur la santé du deutschmark afin d'éviter une nouvelle hausse des taux d'intérêt allemands. Selon le Financial Times, l'Allemagne se serait oppo-

Trois sujets à l'ordre du jour : l'URSS, le siège et la présidence

Nouvelle réunion des membres fondateurs de la Banque de l'Est

La troisième réunion plénière constitutive de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD) devait se tenir lundi 9 avril à Paris. Les représentants des quarante-deux actionnaires fondateurs (le Mexique s'est joint récemment au projet) devaient débattre des trois derniers points de désaccord : le traitement réservé à l'Union soviétique, la localisation du siège de l'organisation et le choix de son président.

Des réunions informelles, entamées dimanche 8 avril, devaient se tenir lundi entre les responsables des délégations de chaque pays, tandis que des négociations plus techniques devaient prendre place au centre des conférences internationales de l'avenue Kléber. Dans le cas où tous les différends n'auraient pu être réglés, une nouvelle réunion est prévue le 10 mai.

Les membres fondateurs devaient décider des conditions exactes de la participation de l'URSS : le principe d'une période transitoire paraît décidé. Reste à savoir combien de temps durera cette période (quatre ou cinq ans), quelle type de majorité

pourra voter son abrogation (probablement 83 %) et surtout de quels concours l'Union soviétique pourra bénéficier pendant cette période. Le consensus paraît se faire autour d'une limite des concours à un tiers du capital nominal de l'URSS (6 % d'un total de 10 milliards d'euros).

Au cours d'une conférence de presse donnée samedi 7 avril à Paris, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, a déclaré qu'« il faut veiller à ce que les emprunts soviétiques n'empêchent pas de prêter aux pays de l'Est les plus petits ». Les États-Unis devraient être le premier actionnaire de la Banque, avec 10 % du capital.

D'après des sources gouvernementales françaises, le siège de la banque sera situé sur le territoire de la Communauté européenne. Les villes de Londres et d'Amsterdam sont candidates. Au cas où un consensus se ferait autour de Paris, une candidate, la France pourrait renoncer à son objectif d'obtenir la présidence de la Banque. Les Européens ont dû faire des concessions au sujet de l'écu, précise un responsable français ; les pays membres se verraient garantir le maintien des parités de change en cas de variation du cours de leur monnaie vis-à-vis de l'écu.

F. L.

Le projet de loi sur le nouveau statut de la Régie

L'Etat conservera 75 % du capital de Renault

Le gouvernement a terminé la rédaction du projet de loi transformant Renault en une société anonyme détenue à 75 % par l'Etat. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, le présentera mercredi 11 avril au Conseil des ministres. Il devrait être ensuite proposé au vote des députés à la fin du mois.

L'accord conclu avec Volvo obligeait à changer le statut actuel de la Régie. (Le Monde du 24 février). Il fallait lui donner un capital-légitime mais avec des droits de vote associés aux actions, ce qui n'était pas le cas, et il fallait permettre au groupe suédois d'en prendre 20 % avec une option jusqu'à 25 %.

Le projet préparé par les ministères de l'Industrie et des Finances, comprenant une dizaine d'articles, est très simple dans son esprit : Renault deviendra une société anonyme normale, l'Etat en détiendra 75 % des droits de vote.

Le statut de Renault, écrit à la Libération lors de sa nationalisation en 1945 (pour collaboration de Louis Renault), avait fait du constructeur d'automobiles une entreprise très particulière. Elle avait pour objet « l'intérêt exclusif de la Nation » ; elle était dispensée du contrôle financier auquel l'Etat soumettait les entreprises publiques ; elle était dotée d'un conseil d'administration sans guère de pouvoir (exercé en fait directement par la tutelle du ministère « de la production ») ; c'est à dire de l'industrie et elle bénéficiait enfin, d'une nouveauté sociale : un comité d'entreprise. Ce statut correspondait bien au climat social et politique de l'époque. On y relève, en tous cas, que Renault-Régie n'a pas de capital.

L'influence de l'Elysée

Ce statut a depuis subi de nombreuses corrections. En 1970 une loi donnait à Renault un capital divisé en actions mais sans y associer de droit de vote : il s'agissait d'introduire l'actionnariat ouvrier. En 1976, l'autorisation lui était donnée de prendre des participations dans d'autres entreprises : librement dans l'automobile et après un décret ministériel dans les autres secteurs. En 1983, la loi de démocratisation du secteur public ouvrait le conseil d'administration aux représentants des salariés. En 1988 enfin, une modification financière l'obligeait, comme les autres sociétés, à reconstituer ses fonds propres en cas de pertes trop lourdes.

Parallèlement, Renault faisait école dans le domaine social et le droit commun se rapprochait du sien. Progressivement l'entreprise avait donc reçu toutes les caractéristiques d'une entreprise « nor-

male ». Elle restait néanmoins une régie et il n'y avait toujours pas de droit de vote associé aux actions.

Le projet de loi présenté par le gouvernement Rocard achèvera cette « banalisation » du groupe. Les salariés qui possèdent 1 % (en fait 0,98 %) du capital conserveront leurs actions mais elles resteront sans droit de vote, les syndicats ne l'ayant d'ailleurs pas réclamé, semble-t-il. Bien entendu, rien ne changera dans leur contrat de travail.

Une caractéristique pourtant reste particulière et c'est sur elle que porteront les commentaires : la loi stipule que l'Etat conservera 75 % des droits de vote. Autrement dit, le texte colle à l'accord conclu avec Volvo qui a fixé ces 25 % mais bloque à ce nouveau seuil. Il faudra une autre loi pour descendre en dessous, le cas échéant.

On verra forcément dans la fixation de ce seuil dans la loi elle-même, l'influence de l'Elysée. Il aurait été possible d'en rester au droit commun des nationalisées industrielles c'est à dire de ne préciser que le caractère public de Renault ce qui, implicitement, eût signifié un seuil minimum de 51 % pour l'Etat (le conseil d'Etat fixe en effet à ce niveau la frontière entre le public et le privé). Mais M. Mitterrand n'a accepté l'accord Renault-Volvo « qu'en prenant » comme on le raconte, à cause de l'entrée de Volvo au capital qui provoquait une privatisation partielle, contraire à la règle du « ni privatisation ni nationalisation » fixée dans La lettre aux Français.

Où à cet accord industriel indispensable à la première entreprise nationalisée française, dit donc le texte de loi mais pas question d'aller plus loin. En outre le ministère des Finances estime qu'en tout état de cause, les intérêts privés ne doivent pas posséder de minorité de blocage dans les nationalisées ce qui signifie que leur part doit être inférieure à 33 %.

Les exécutés d'un « ni-ni » rapprocheront Renault des assurances nationalisées où le même seuil de 75 % pour l'Etat a été, discrètement, fixé l'an dernier dans la loi concernant ce secteur. Ils diront que 75 % est un nouveau dogme. Il est vrai que certains y songent dans les allées du pouvoir, mais en réalité le gouvernement a fait la preuve depuis deux ans qu'il gère les entreprises nationalisées au cas par cas, par un subtil et savant mélange de promesses politiques, de nécessités industrielles et de possibilités financières.

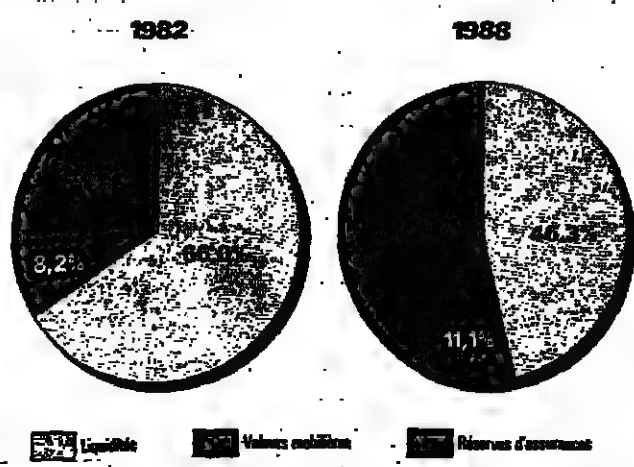
Renault aujourd'hui appartient pour 75 % à l'Etat et pour 25 % à Volvo conformément au souhait des deux partenaires. C'est déjà tourner le dos à 45 ans d'histoire. M. Chirac n'ayant pas osé, c'est la gauche qui procède à cette « modernisation », convaincue qu'elle agit sur l'ensemble du dossier Renault au mieux de son intérêt social et industriel.

ERIC LE ROUCHER

Structure des actifs monétaires et financiers des ménages

Les valeurs mobilières représentent 40 % des placements

Le graphique ci-contre, extrait de la « Lettre de conjoncture BNP » de mars, montre que depuis dix ans les flux de placements des ménages se sont beaucoup modifiés. La part des liquidités (dépôts à vue, comptes sur livrets, dépôts à terme et bons) est revenue de 66 % en 1982 à 46,3 % en 1988, tandis que dans le même temps la part des valeurs mobilières passait de 25,8 % à 42,6 %. En termes d'encours, note la BNP, le patrimoine financier des ménages comporte maintenant plus de la moitié de valeurs mobilières et de réserves d'assurances contre un tiers il y a dix ans.



Organisateur industriel

(4) 42.27.40.27

565 personnes, 14 lignes de fabrication, 115 tonnes de biscuits par jour, c'est le contexte de notre usine de Cestas, près de Bordeaux.

Ingenieur généraliste avec une première expérience acquise en maintenance / travaux neufs / ingénierie, nous vous confierons le suivi industriel et humain de la mise en place de nouvelles lignes et d'investissements importants.

Rattaché au directeur de l'usine, vous piloterez le schéma directeur industriel de l'établissement et développerez le management participatif.

Pour en savoir plus sur ce poste, appelez le (4) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. SD104 M à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

1200 personnes, 1 Md de CA, Une dynamique commerciale qui positionne ses marques ou 1^{er} plan : Petr Exquis, Pur Beurre, Chamont, Polmix, Booggy, Trompette.

ÉCONOMIE

ETRANGER

Négociations au sein du GATT

Les Européens et les Américains rapprochent leurs points de vue sur la libéralisation des échanges de services

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Etats-Unis et la Communauté ont rapproché leurs points de vue sur le modèle d'accord qui pourrait être conclu au sein du GATT (l'organisation qui régit le commerce international) pour libéraliser les échanges internationaux de services. Les négociations entreprises à cette fin depuis 1986 dans le cadre de l'Uruguay-Round et qui bataillent jusqu'ici sur leurs divergences, vont pouvoir s'accélérer et rendre possible la conclusion d'un accord avant la fin de l'année. Cependant, le degré de participation des Pays en voie de développement (PVD) à ce futur accord-cadre reste encore problématique.

Autre manifestation de la volonté de la Communauté de contribuer au succès de l'Uruguay-Round et à la défense d'un commerce mondial fondé sur des règles multilatérales, elle vient de soumettre au GATT un projet d'accord détaillé concernant

la défense de la propriété intellectuelle, en espérant que ce document servira désormais de base à la négociation.

Il s'agit de parvenir, par l'établissement de nouvelles règles internationales, à une défense efficace contre la contrefaçon ou le piratage des droits d'auteurs (y compris ceux des producteurs de logiciels, de films et de disques compacts), des marques commerciales, des appellations d'origine, des circuits intégrés.

Pas de nouvelles mesures protectionnistes

L'extension des disciplines du GATT à des « nouveaux sujets », à savoir les échanges de services et la défense des propriétés intellectuelles, figurait parmi les objectifs prioritaires des Etats-Unis, mais aussi de la Communauté, lorsque sur l'initiative des premiers, l'Uruguay-Round fut lancé par la conférence de Punta Del Este, en septembre 1986.

En matière de services, les Etats-Unis et la Communauté donnent le

ton, dans la mesure où ils assurent ensemble l'essentiel des échanges internationaux. C'est dire l'importance, pour la suite de la négociation, du compromis de procédures auquel ils viennent de parvenir. Les Etats-Unis acceptent désormais que l'accord à conclure parte de la situation présente : les pays du GATT qui y souscriraient s'engageraient, sauf cas devant rester très exceptionnel, à ne pas adopter de nouvelles mesures protectionnistes (*stand still*). L'accord énumérerait un certain nombre de principes généraux s'appliquant d'entrée de jeu, et normalement sans exception, à tous les participants : transparence des règles s'appliquant aux échanges de services, clause de la nation la plus favorisée. Il comporterait ensuite des annexes sectorielles indiquant quelles règles spécifiques il conviendrait d'appliquer aux différentes catégories de services.

L'idée est de négocier, à partir de cette base, une libéralisation progressive des conditions d'accès au marché (liberté d'établissements et libres prestations de services). Pour

ce faire, chacun des pays du GATT intéressé devrait présenter une « liste de concessions » où il décrirait les dispositions nationales de prestations qu'il entend maintenir et, au contraire, les engagements positifs, c'est-à-dire les mesures de libéralisation des échanges auxquelles il est prêt à souscrire.

Ce rapprochement euro-américain sur la structure de l'accord est encore incomplet. Des divergences subsistent sur sa couverture : pour qu'il soit équilibré la Communauté souhaite qu'il s'applique à l'ensemble des services. Les Etats-Unis, en revanche, voudraient traiter à part les services financiers - ce qui n'est pas acceptable pour les Douze - ainsi que les transports. Deuxième divergence, les dérogations ou facilités d'application à prévoir en faveur des PVD : les Etats-Unis y semblent résolument allergiques, alors que la Communauté en accepte l'idée à condition qu'elles soient modulées secteur par secteur, en fonction du niveau des performances atteint par les pays concernés.

Premier déficit commercial soviétique depuis quatorze ans

Selon de récentes statistiques officielles, la forte chute des exportations pétrolières et la hausse des importations céréalières ont provoqué en URSS, l'an dernier, le premier déficit commercial enregistré depuis quatorze années. Ce déficit est estimé à 3,3 milliards de roubles (33 milliards de francs au cours officiel). Les importations ont atteint 72,1 milliards de roubles en 1989, alors que les exportations se sont élevées à 68,6 milliards de roubles. Les importations de céréales sont passées de 35 millions de tonnes en 1988 à 37 millions de tonnes en 1989, soit une hausse de 5,7 %, alors que les exportations de pétrole accusent une baisse de 11,7 %, passant de 144,2 millions de tonnes à 127,3 millions de tonnes pour la même période.

Par ailleurs, le quotidien gouvernemental *Izvestia* constate une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Peppi-Cola signerait un accord avec l'URSS. Selon le *New York Times* du lundi 9 avril, le groupe américain PepsiCo Inc. (boissons gazeuses, produits alimentaires, restauration rapide) serait sur le point de signer un accord avec l'Union soviétique qui porterait sur un échange commercial d'une valeur de 3 milliards de dollars (17,1 milliards de francs).

Cet accord, apparemment le plus important jamais conclu entre une firme américaine et l'URSS, prévoit que le nombre des usines de mise en conserve installées sur le territoire soviétique passera de 26 à 50. En outre, Peppi-Cola serait autorisé à commercialiser sa boisson en bouteilles de plastique et en boîtes d'aluminium et non plus seulement en bouteilles de verre. En échange, l'URSS livrerait de la vodka Stolichnaya, des cargos et au moins 10 pétroliers.

PHILIPPE LEMAIRE

EN BREF

■ Pierre Bérégovoy évoque une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés. - Au cours d'une intervention télévisée sur *La Cinq*, samedi 7 avril, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy a notamment déclaré : « Il faut que nos entreprises continuent à investir... Si la situation budgétaire le permet, nous continuerons à encourager l'investissement et à décourager la spéculation financière ». M. Bérégovoy n'a pas exclu une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (actuellement fixé à 37 %) dans le cadre de la loi de finances pour 1991. « Le redressement n'est pas achevé, il est en bonne voie. Mon idée fixe est toujours de faire de la croissance pour créer des emplois et que les entreprises investissent les profits dans la création d'emplois », a-t-il ajouté.

■ First Executive affecté par le marché des junk bonds. - Après la casse d'épargne Columbia Savings (*Le Monde* du 4 avril), c'est au tour d'une holding d'assurances californienne, la First Executive Corp d'être affectée par la chute du marché des junk bonds. La firme a annoncé une perte de 776 millions de dollars (4,5 milliards de francs) sur l'ensemble de l'année en raison d'une forte dépréciation de son portefeuille d'obligations risquées à rendement élevé.

A SAINT LAZARE
FACE A LA GARE

COSTUMES
VESTES
BLOUSONS
PANTALONS
CHEMISES
ET TOUTES
VÊTEMENTS
POUR LES
HOMMES FORTS

15, place du Havre.
43.87.34.84.
Ouvrez le lundi

rafal
ET A NICE, CAP 3000,
NIMES (la Cité)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY

RÉSULTATS 1989

Le Conseil d'Administration, réuni le 2 avril 1990, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés, qui intègrent pour la première fois American National Can (ANC) et les autres sociétés acquises en 1988 et 1989, font apparaître un bénéfice net consolidé, part du Groupe, de 3.542 millions de francs (70 francs par action) avant amortissement des écarts d'acquisition ; après amortissement des écarts d'acquisition, calculé selon la méthode précisée ci-après, le bénéfice net ressort à 3.337 millions (66 francs par action). Les principales données sont les suivantes (en millions de francs) :

	1989	1988 (à structure historique)	Variation
Chiffre d'affaires	88.472	51.811	+ 73 %
Marge opérationnelle	9.102	5.968	+ 53 %
Résultat courant	5.764	4.671	+ 26 %
Résultat net (part du Groupe)			
- avant amortissement des écarts d'acquisition	3.542	2.015	+ 76 %
- après amortissement des écarts d'acquisition	3.337	2.004	+ 67 %

A structure comparable (celle du périmètre de consolidation de l'exercice 1988), le chiffre d'affaires des départements industriels progresse de 12,6 % et celui du secteur Commerce International de 31 %.

Les charges financières nettes s'élevaient à 3.338 millions de francs, contre 1.387 millions en 1988. Sur ce montant, environ 480 millions ont un caractère non récurrent, correspondant au décalage dans le temps entre l'acquisition d'ANC (décembre 1988) et d'une part les opérations financières (augmentation de capital de Pechiney société mère et introduction en bourse de Pechiney International) réalisées entre avril et juin 1989, d'autre part la cession de l'immeuble du siège social intervenue en février 1990.

Le résultat net inclut une plus-value exceptionnelle de 575 millions résultant de l'ouverture au public de 25 % du capital de Pechiney International.

Les écarts d'acquisition sont amortis sur une période de 40 ans. En ce qui concerne l'écart dégagé lors de l'acquisition d'ANC, la charge annuelle d'amortissement a été calculée avec une progressivité de 3 % l'an. Cette progressivité est en effet cohérente avec l'avantage en termes réels que le Groupe compte obtenir, sur le long terme, d'un investissement qui modifie profondément et durablement son avenir industriel. Sur ces bases, la charge totale d'amortissement de l'écart d'acquisition s'élève en 1989 à 206 millions de francs pour la part Pechiney.

L'analyse de la marge opérationnelle consolidée par secteur d'activité fait ressortir les évolutions suivantes (en millions de francs) :

	1989	1988 (à structure historique)
Emballage	2.126	309
Aluminium	4.187	3.573
Composants industriels	1.122	862
Autres activités industrielles	1.083	946
Commerce International	690	343
Holdings	(106)	(75)
	9.102	5.968

Dans le secteur Emballage, 1989 a été une année de transition, marquée par l'intégration réussie d'ANC. Les résultats ont progressé pour des produits comme le verre et les plastiques, alors que l'activité boitage métallique a subi une certaine érosion de ses marges, la hausse des prix des principales matières premières (aluminium et fer blanc) intervenant au cours du premier semestre n'ayant pu être répétée complètement dans les prix de vente. La marge opérationnelle du secteur Aluminium progresse de 17 %, malgré la baisse régulière des cours mondiaux du métal. Cette évolution s'explique par le maintien d'une bonne rentabilité de l'activité amont, et surtout par l'accroissement des marges de l'activité transformation.

Dans le secteur Composants Industriels, qui intègre désormais le groupe Cercast acquis en janvier 1989, les deux principales sociétés, Howmet Corporation et Le Carbone Lorrain, ont bénéficié d'une très bonne conjoncture.

Les "Autres activités industrielles" enregistrent une nouvelle progression de leurs résultats (hausse de 14 % de la marge opérationnelle), grâce aux performances de l'activité électrometallurgie et au retour des produits carbonés lourds à une situation bénéficiaire après deux exercices déficitaires.

Le secteur "Commerce International" a réalisé une excellente année, notamment dans le négoce, avec un doublement de sa marge opérationnelle.

Au premier semestre 1990, la baisse du prix de l'aluminium métal et des ferro-alliages ainsi que la diminution du taux de change franc/dollar entraîneront une réduction sensible des résultats de ces activités. Cet effet sera partiellement compensé par une nette augmentation des marges du secteur emballage et une diminution importante des charges financières.

COMPTES DE PECHINEY, SOCIÉTÉ MÈRE

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 1.524 millions de francs, contre 857 millions en 1988. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le versement d'un dividende de 16 F (22,50 F avant fiscal compris) par certificat d'investissement privilégié (CIP), comprenant le dividende prioritaire de 9,50 F et un dividende complémentaire de 6,50 F se comparant à un montant de 4,50 F au titre de l'exercice 1988. Ce dividende correspond à une distribution de 187 millions de francs, en progression de 70 % par rapport à l'exercice précédent compte tenu de l'augmentation du nombre de CIP en circulation.

Pour vous informer en permanence sur Pechiney, composez 3616 CLIFF sur votre mobile.

PECHINEY



Rhône-Poulenc fibres affirme son redressement

Après une année de difficultés, Rhône-Poulenc fibres affirme son redressement. Le groupe a annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

Le groupe a également annoncé une baisse de 1,2 % de la productivité soviétique pendant le premier trimestre 1990, due aux violences climatiques qui ont affecté ces derniers mois les républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Tadjikistan.

INDUSTRIE

Après une longue période de crise et de restructurations douloureuses, 1989 aura été l'année du redressement pour le secteur des fibres qui représente 15 % du chiffre d'affaires de Rhône-Poulenc.

Entouré des responsables des différentes sociétés, M. Michel de Rosen, directeur général du secteur fibres, — qui a rejoint il y a un an le groupe Rhône-Poulenc après un passage au cabinet de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie — a présenté le jeudi 5 avril les résultats du secteur fibres.

En 1989, le chiffre d'affaires a progressé de 12,5 % pour atteindre 11,1 milliards de francs. Les résultats atteignent 261 millions de

francs contre 6 millions de francs en 1988. En 1990, le secteur devrait continuer de se développer avec des prévisions d'investissements de 950 millions de francs pour la modernisation des équipements et 300 millions de francs en recherche-développement.

Par ailleurs, le secteur qui vient de céder ses activités non tissées devra aussi « digérer » le rachat de l'entreprise allemande Nordfaser et les conséquences du regroupement des activités polymères et produits intermédiaires avec celle de la transformation à l'intérieur du groupe.

Concentration chez les éditeurs américains de logiciels

Lotus, l'une des principales sociétés américaines de logiciels informatiques contre attaque face à son éternel rival Microsoft. La firme de Cambridge (Massachusetts) va racheter pour 1,5 milliards de dollars (9 milliards de francs) Novell, compagnie basée dans l'Utah et spécialiste des logiciels pour réseaux. L'opération est l'une des plus importantes à avoir jamais été tentée dans le secteur informatique, aux Etats Unis. Seules la fusion entre Burroughes et

Sperry pour créer Unisys et l'acquisition par General Motors d'Electronic Data Systems la dépassent en ampleur. Cette manœuvre permet à Lotus, dont les activités étaient jusqu'ici centrées sur un seul type de produit, d'élargir sa gamme.

Lotus espère reconquérir les parts de marché conquises par Microsoft qui lui a récemment ravi son titre de premier éditeur américain de logiciels. Les produits adaptés à l'organisation en réseaux des micro-ordinateurs sont très recherchés aux Etats Unis. Le réseau permet en effet d'arriver à des performances similaires aux mini-ordinateurs, avec l'avantage d'une complexité plus grande.

SOCIAL

M. Jean Kaspar an « Forum FR 3-RMC »

Invité de l'émission télévisée « Forum FR3-RMC », M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a estimé le 8 avril que le gouvernement « n'échappera pas à une revalorisation substantielle du SMIC ». « Il ne s'agit pas de bricoler comme on l'a fait ces dernières années où (...) le SMIC a pris du retard par rapport au développement du pouvoir d'achat du salaire horaire », a-t-il expliqué.

selon la pratique du « coup de pouce », ordinairement décidé en juillet. Dans le même sens, une étude effectuée par le ministère du travail pour faire le point sur la négociation salariale de branche en 1989 met en évidence le rôle du SMIC dans la définition des salaires minima. Si les salaires ont augmenté en moyenne de 4,1 % en 1989, ils ont augmenté de 5,1 % dans les branches où le SMIC est « révisé vers une situation dégradée » où, souvent, « le SMIC tient lieu de seule politique pour les bas salaires », qui ne profitent pas autant des hausses négociées. Le document souligne « l'obsolescence des grilles » et « l'absence de véritables salaires minima hiérarchisés » pour les branches où le SMIC ne constitue pas le seul salaire garanti » pour les premiers niveaux ouvriers et employés.

INSOLITE

Ça ne se passe pas comme ça chez McDonald ! Le numéro un mondial de la restauration rapide a réagi avec indignation à une pleine page de publicité, parue mercredi 4 avril dans la presse américaine, choquant le taux élevé de cholestérol dans les hamburgers de sa chaîne. « Cette publicité est trompeuse et destinée à effrayer plus qu'à informer », a déclaré dans un communiqué M. Dick Starmann, le vice-président de McDonald. La société

a fait valoir que la campagne publicitaire ignorait son attachement au respect des normes sanitaires.

Le page de publicité a été financée, au prix de 500 000 dollars (3 millions de francs), par une association contre les maladies du cœur qui ne revendique qu'un seul adhérent, Phil Sokolof, bien connu aux États-Unis pour son combat contre le cholestérol.

Les projets du ministre des PTT

M. Paul Quilès, ministre des Postes, Télécommunications et de l'Espace, annonce dans un entretien à *France-Soir* du 9 avril, une série d'innovations à la poste et notamment la création d'ici à 1995 de 10 000 guichets libre-service qui distribueront des timbres et des enveloppes.

Des changeurs de monnaie seront installés ainsi que des appareils d'adfranchissement. « Pour cela », précise le ministre, « nous allons investir 200 millions de francs en quatre ans. Nous allons aussi rendre tous les guichets polyvalents et les équiper de micro-ordinateurs plus performants ».

M. Quiles promet également de faire un effort en faveur des personnes âgées et des étrangers, en augmentant le nombre des agents d'accueil et des interprètes, ainsi qu'une simplification des procédures et les imprimés. Les malentendants bénéficieront d'un nouveau poste de téléphone et d'un minitel spécial. Pour les non-voyants, on prévoit l'installation « de distributeurs de billets dotés d'une signalisation vocale et, sur les boîtes aux lettres, de plaques indiquant en Braille les destinations du courrier ».

Le groupe franco-américain pèse 7 milliards de francs

« Bull-Zenith est le quatrième groupe européen dans la micro-informatique. Je sice comme objectif que nous soyons le numéro deux à l'horizon 1992 », M. Jo Solari, le patron de Zenith Data System, racheté par le groupe français Bull il y a quelques mois, avait choisi Berdin pour exposer à ses distributeurs européens la stratégie du groupe dans la micro-informatique, ce week-end. La réunion des forces d'attraction et du français donne naissance à un ensemble qui pèse 2 millions de dollars (près de 1,6 milliards de francs), dont la moitié sur le Vieux Continent. Selon M. Solari, le chiffre d'affaires total va monter à 1,6 milliard de dollars, de cette année.

La gamme Bull-Zenith va être commercialisée à travers un réseau de revendeurs en Europe, conformément à la pratique en vigueur dans cette industrie, explique M. Solari. Bull continuera à traiter en direct seulement certains grands dossiers et, dans l'Hexagone, le groupe troquera sa marque Micral contre Zenith Data System.



GRATUIT

NEUBAUER
vous propose en avril
une série spéciale
la **205** *LEADER* Cuir-Bois
avec intérieur complet en cuir et finitions en bois
(planche de bord et rappels sur les portes
en loupe d'orme)

* Intérieur cuir et finitions bois gratuits sur 205 GTI,
sur présentation de cette annonce

PEUGEOT
NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

AVEC

129 AIR PORTUGAL

De l'enregistrement à l'atterrissage, marchez sur un nuage.
Prenez l'air, laissez nous faire.
Partout dans le monde, laissez vous dorloter.
Raffiné, attentionné et méticuleux, votre équipage est aux petits soins.
Goûtez les charmes de la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse.
Et qui sait rendre un vol agréable.



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



AFFAIRES

L'Espagne nouveau champ d'action pour les groupes de services

La Société générale des eaux de Barcelone achève sa diversification

« Feu vert » pour Ricardo Fornesa, écrivait le quotidien *la Vanguardia* de Barcelone. En prenant le contrôle à 99 % de la société d'assurance-maladie Adeslas trois jours plus tôt, le président de la Société générale des eaux de Barcelone et de son bras séculier Agbar, silhouette massive et petite moustache blanche, a achevé la constitution d'une dernière branche de son groupe. Un groupe fortement associé à la Lyonnaise des eaux et dont le chiffre d'affaires devrait cette année atteindre les 60 milliards de pesetas (plus de 3 milliards de francs) et le bénéfice net avant impôt avoisiner les 5,5 milliards (1).

BARCELONE

de notre envoyé spécial

La dernière diversification du groupe a été rondement menée, puisque c'est seulement en 1988 qu'a été constituée Agbar Santé et que celle-ci a fait sa première acquisition - une petite société locale, la compagnie Sant Jordi - sur le marché de l'assurance-maladie complémentaire. Un marché très éclaté (on ne compte pas moins de cent soixante-quinze sociétés différentes, généralement locales), mais ouvert : les fonctionnaires, en particulier, ne sont pas obligés d'adhérer à la sécurité sociale et il n'existe pas en Espagne l'équivalent du réseau des sociétés mutualistes françaises.

Après un temps d'observation pour vérifier ses hypothèses sur l'intérêt du secteur, Agbar Santé a racheté progressivement toute une série de compagnies locales en 1988 et 1989 et a achevé son implantation en prenant le contrôle d'Adeslas, installée, elle, sur l'ensemble du territoire espagnol. Elle s'en était assurée 45 % en en reprenant, une à une, quatorze des trente et une petites compagnies qui en étaient propriétaires ; elle vient d'acquiescer les autres pour l'équivalent de 1,3 milliard de pesetas - payé en fait en donnant à

ces compagnies 4 % du capital d'Agbar Santé.

Disposant maintenant d'un réseau national complet, présente dans les cinquante-deux provinces, assurant un million de ménages (dont près de la moitié de fonctionnaires), Agbar se place, avec 10 % environ du marché, aux tout premiers rangs dans le secteur, près du leader Sanitas - qui est contrôlé par le groupe britannique BUPA (British Union of Provident Associations), une institution originale intermédiaire entre assurance et mutuelle - et sans doute devant l'Asistencia Sanitaria Colegial, une sorte de coopérative qui regroupe vingt-quatre mille médecins.

Nouvelles méthodes de gestion

Agbar table sur un chiffre d'affaires de 22 milliards de pesetas dans l'assurance-maladie pour 1990. Sans doute les bénéfices seront-ils moins brillants - de l'ordre de 500 millions de francs - en raison du poids des acquisitions (7 milliards de pesetas en un peu plus de deux ans). Mais, indique M. Antonio Masferrer, administrateur délégué du groupe, qui a beaucoup soutenu cette diversification, Agbar Santé est une nouvelle étape : « Nous allons fonder en une seule les diverses compagnies (sous le sigle Adeslas) et leur appliquer de nouvelles méthodes de gestion. Cela prendra bien un an. » Atomisée, ce secteur est resté assez archaïque. « Nous allons aussi mettre au point de nouveaux contrats qui pourront être offerts partout. »

Four cela, Agbar Santé va s'appuyer sur les cliniques et services de santé (dix) qu'elle détient des parts minoritaires. Mais M. Masferrer est formel : « Il ne s'agit que d'un secteur témoin. » Pas plus que son actionnaire principal la Lyonnaise, Agbar n'entend se lancer dans la gestion d'établissements hospitaliers, qui occupent trop de risques de conflits avec les médecins.

Cette diversification est le dernier développement en date d'un conglomérat de services devenu l'un des premiers d'Espagne. Avec ses quatre-vingt-dix sociétés, le groupe Agbar, dans lequel la Lyonnaise des eaux a pris une part

croissante, jusqu'à détenir aujourd'hui 45 % de son capital (contre les 26,75 % de la société mère SGAB, et des participations directes ou indirectes dans diverses filiales) a permis à la Société générale des eaux de Barcelone, créée à la fin du siècle dernier par l'établissement bancaire espagnol de sortir de sa région d'abord, de son domaine initial ensuite. Dualité qu'illustre le siège de la SGAB, à l'angle du paseo San Juan : pierre, hauts plafonds et bois sombres d'un côté, verre et métal de l'autre.

« Notre objectif, c'est toujours de grandir », déclare M. Fornesa. D'abord sur l'ensemble du territoire espagnol, ensuite à l'étranger. « Après tout, la SGAB est la quatrième actionnaire de la Lyonnaise et lui est associée au Portugal. »

Extension géographique : dans le secteur primordial, celui de l'eau, le groupe fournit toujours la ville de Barcelone et ses 2,7 millions d'habitants mais, souligne M. Masferrer, « 60 % du chiffre d'affaires sont réalisés hors de la Catalogne ». Ravitaillant quelque 6 millions d'habitants, le groupe assure 70 % de la distribution d'eau privée en Espagne (près de 18 % du total). Un décollage qui date en fait de la fin de la dictature. « Avant, sur nos vingt-cinq années d'existence, nous avons connu des moments de découragement », dit M. Masferrer.

Des sociétés très spécialisées

Extension classique : le groupe Agbar s'est attaqué aussi au traitement des eaux usées (où, desservant 8 millions d'habitants, il détient les deux tiers du marché privé), au ramassage des ordures ménagères et au nettoyage urbain. On retrouve là le schéma français. Mais il s'est orienté aussi vers des formes de diversification plus pointues et plus spécifiques (l'entretien des parcs et jardins des villes, par exemple), plus éloignées des secteurs et des clients traditionnels.

Exemple : les différents domaines de maintenance d'immeubles ou de bureaux, avec 7,5 milliards de pesetas, représentent le deuxième chiffre d'affaires du groupe : matériel électrique

(ascenseurs notamment), matériel technique hospitalier, terminaux téléphoniques, installations informatiques.

Dans chaque cas, Agbar a créé ou racheté des sociétés très spécialisées avec l'ambition, réussie en plusieurs domaines, d'y prendre la première place : « Nous ne cherchons pas à fournir une couverture globale », explique M. Masferrer. « Nous nous efforçons de répondre à des besoins du marché et à nous imposer sur ces créneaux. »

Non sans mal parfois, comme pour la maintenance informatique, où Agbar s'est heurtée au début à une opposition des constructeurs : « Parfois, ils nous refusent même des places de recharge. Mais nous avons réussi à briser cette résistance. Si bien qu'aujourd'hui, nous comptons parmi nos clients de grandes institutions financières dont ces réseaux forment les centres nerveux. » Pour constituer ce groupe unifié, les dirigeants d'Agbar ont souvent préféré une accumulation de petits achats à des opérations de grande envergure. Ils ont ainsi laissé la Sanitas « trop chère » à la BUPA.

Au passage, cependant, Agbar a dû abandonner quelques pièces, comme Sogesar (à la Générale des eaux) ou les Eaux de Valencia (à la Saur, filiale de Bouygues). A en croire M. Masferrer, il s'agissait d'une tactique délibérée : laisser les concurrents français obtenir à prix élevé leur entrée sur le marché espagnol, et ainsi, prévenir d'éventuelles tentatives de dumping de leur part. En fait, à Valencia, la SGAB a préféré réaliser une plus-value substantielle (2 milliards de pesetas sur un prix de vente de 2,48 milliards) plutôt que de s'engager dans un coûteux processus d'OPA. Mais ces plus-values ont libéré des capacités d'investissement ailleurs.

Aujourd'hui, estime M. Masferrer, le groupe Agbar doit plutôt mener une pause dans sa diversification : « Nous devons d'abord digérer nos acquisitions. Nous ne pouvons pas multiplier indéfiniment les domaines de diversification. »

GUY HERZLICH

(1) 100 pesetas valent 5,26 francs environ.

Le difficile mariage de l'eau et du gaz

Faire une pause dans la diversification n'exclut pas que l'on puisse grandir par d'autres moyens. C'est l'objet du projet de fusion né en 1989 entre le groupe de la Société des eaux de Barcelone (SGAB), premier distributeur d'eau du pays, et celui de la Catalana de gas, premier distributeur de gaz, avec, en 1988, 55 % du marché des particuliers et 38 % de celui de l'industrie, et un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,3 milliards de francs.

Les deux groupes ont en commun une origine catalane et un actionnaire important, la Caixa (Caisse d'épargne), première institution financière d'Espagne - elle-même résultat d'une fusion récente (le Monde du 7 novembre 1989) - et dont M. Fornesa est aussi administrateur. Hors de cette « culture », selon son expression, leurs activités ne sont pas dénuées de parenté, même si les fluides distribués sont différents, et chimiquement difficiles à marier : les groupes ne s'ont pratiquement pas de concurrents, ce qui évite les restructurations douloureuses.

Avantage de cette fusion pour la SGAB et ses actionnaires : le marché espagnol du gaz peut se développer plus vite que celui de l'eau, le nombre d'abonnés étant encore limité. Avantage pour la Caixa, partenaire, souligne M. Fornesa : les doter d'une capacité d'autofinancement accrue pour les investissements matériels à venir, d'autant qu'ils sont tous deux peu endettés.

Le nouveau groupe, représentant une capitalisation boursière de 250 milliards de pesetas, dépasserait de quelque 85 milliards de francs le chiffre d'affaires des deux groupes. Et il serait sans conteste le premier groupe espagnol multisécteur.

Les deux groupes avaient déjà esquissé un rapprochement, temporaire, au sein d'AAC, formé avec l'entreprise de

construction Astand, puis avaient établi des participations croisées à hauteur de 7 %, ce qui faisait de la Catalana le cinquième actionnaire de la SGAB.

Mais le projet a eu un premier effet inattendu : amener plusieurs des banques qui se trouvaient dans le capital de la SGAB et d'Agbar à en sortir, car elles ont craint de voir leur poids affaibli par la fusion et y ont trouvé à l'inverse l'occasion de réaliser d'intéressantes plus-values. La Banesto et le Banco central ont ainsi cédé leurs parts à la Caixa ; le Banco de Santander a annoncé son intention de se retirer et a cédé une partie de ses actions à la Lyonnaise et à la Caixa, qui ont dû ainsi s'engager davantage.

Moins mal, dans la mesure où l'une et l'autre sont favorables à la fusion et détiendraient chacune 25 % du futur ensemble (sous réserve des études financières et comptables en cours). Mais l'affaire se heurte à un imbroglio juridique-politique. Les deux groupes doivent obtenir des pouvoirs publics une exonération de taxation des plus-values.

Or le gouvernement souhaite, lui, réaliser parallèlement une autre fusion : celle de la Catalana avec Enagás, qui a le monopole de l'importation du gaz, mais aussi des activités de distribution, et appartient au groupe Repsol dont l'Etat détient toujours 70 %. Ainsi constituerait-on une entité comparable en somme à Gaz de France.

Ce nouvel élargissement, qui fait entrer dans le jeu des sociétés à capitaux publics, rend plus délicate une fusion déjà complexe dans la législation espagnole en raison de la multiplicité des filiales de chaque groupe et de leur imbrication (Agbar, notamment, doit aussi être fusionnée). Il oblige à de nouvelles études, et chaque solution nouvelle imaginée paraît biter sur de nouvelles difficultés. Celles-ci ne semblent pas entraver la détermination des dirigeants de la Lyonnaise.

G. H.

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Des nouveaux coupe-circuit à la Bourse de Paris

Le 15 mai prochain, si elle sont approuvées par l'ensemble des autorités boursières françaises - Conseil du marché à terme et Conseil des Bourses de valeurs -, de nouvelles normes entreraient en vigueur pour stopper automatiquement et momentanément les échanges en période de fortes turbulences sur l'ensemble des marchés. Ces seuils concernent à la fois le règlement mensuel ou sont cotées les actions, le Marché à terme international de France (MATIF) et le Marché des options négociables de Paris (MONEP), où sont négociés des produits dits dérivés.

Cette notion de coupe-circuit est venue des Etats-Unis à la suite du séisme boursier d'octobre 1987, où en une seule séance l'indice Dow-Jones avait perdu 508 points (22,5 %). Après cette crise, de nombreuses voix s'élevèrent pour imposer une large responsabilité dans l'ampleur de la chute aux programmes de transactions automatisées des ordinateurs. Les autorités boursières décidaient, dès le mois de mars 1988, d'instaurer un système de « coupe-circuit » concernant à la fois le marché au comptant du New York Stock Exchange (NYSE) et celui à terme du Chicago Mercantile Exchange (CME).

Il n'est pas question de stopper durablement le fonctionnement des places boursières. Au contraire, le principe retenu est celui d'une pause en cas de fortes variations pour éviter toute contagion sur les autres marchés et un emballement incontrôlable. Cet arrêt momentané est destiné à permettre aux intervenants de reprendre leur souffle.

Durant ce laps de temps, ils peuvent décider ou non la poursuite de leurs achats ou de leurs ventes et amener les fonds en conséquence aux autorités de surveillance. L'in-

terruption des transactions sur les marchés est d'une heure lorsque le Dow Jones fluctue de 250 points à la baisse, et de deux heures quand la chute est de 400 points. En outre, sur le CME, trois limites successives (12, 30 et un maximum de 50 points) ont été définies pour le contrat à terme sur l'indice Standard and Poor. Lorsqu'un de ces seuils est atteint, les transactions ne sont pas suspendues mais les opérations ne peuvent être exécutées à un cours inférieur à cette limite durant trente minutes.

Dès le mois de novembre 1988,

conformément aux recommandations de la commission Deguen, un principe analogue était adopté à Paris avec le lancement des contrats à terme et d'options négociables sur le nouvel indice boursier CAC 40. Une série de coupe-circuit étaient créés pour prévenir tout risque de surchauffe.

Le mini-kraich du 16 octobre dernier vient de conduire à un réajustement du système. Si les dispositions ont fonctionné sur le MATIF et le MONEP, la perturbation est apparue surtout sur le marché à terme mensuel.

Ce lundi-là, des règles trop strictes de suspension de cotation ont bloqué les échanges d'actions. Elles rendaient impossibles pendant une grande partie de la séance les cotations de la plupart des valeurs négociées et empêchaient, dans le même temps, l'élaboration de l'indice CAC 40 déterminé à partir d'une quarantaine des plus grands titres de la cote.

Toutefois, malgré l'absence de référence, des opérations sur cet indice pourraient être négociées en début d'après-midi et débloqueraient la situation.

« La reprise de cotation sur le contrat à terme sur CAC 40, intervenue vers 12 h 50 après l'appel de marge, s'est révélée utile pour guider les opérateurs et entraîner un déblocage progressif des cotations des valeurs sur le règlement mensuel », constatait la Société des Bourses françaises (SBF) au mois de janvier dans un rapport analysant le déroulement du mini-kraich.

Pour éviter de telles perturbations, dès la mi-mai, le système de suspension de cotation des actions sur le règlement mensuel sera simplifié (voir tableau). Aux six seuils

existants jusqu'à présent (7 %, 10 %, 12 %, 15 %, 17 %, et 20 %) se substitueront trois niveaux. La cotation d'une valeur sera suspendue si elle se déprécie de 10 % par rapport à son niveau de la veille.

Le titre pourra ensuite fluctuer de 5 % en 5 % deux fois de suite. La variation maximale quotidienne est ainsi de 21 % à la hausse et de 19 % à la baisse. Concernant le MATIF et le MONEP, les nouvelles normes ont restreint l'ampleur des fluctuations. Elles ont été ramenées de plus ou moins 7,5 % à plus ou moins 6 % pour ce qui concerne la variation du contrat à terme sur l'indice CAC 40. Si ce dernier varie de 120 points dans un sens ou dans l'autre, une suspension des cotations aura lieu sur les deux marchés dérivés. La durée d'interruption sera d'un minimum une demi-heure pour permettre aux intervenants de souffler et de retrouver leurs esprits. Elle sera d'une heure si les autorités de marché décident de demander aux opérateurs une nouvelle mise de fonds pour pouvoir reprendre les négociations.

Les transactions sur ces deux marchés seront également interrompues pendant une demi-heure si, sur le règlement mensuel, moins de 25 % de la capitalisation boursière de l'indice CAC 40 est coté. Dans ce cas, analogue à celui du 16 octobre dernier où la plupart des valeurs s'ont pu être négociées en raison d'afflux d'ordres de vente, les autorités du MATIF et du MONEP pourraient décider au terme des trente minutes de reprendre les transactions quel que soit alors le niveau de représentativité de l'indice CAC 40.

Dans l'espoir sans doute que les marchés dérivés pourraient donner une indication sur l'évolution à venir permettant de déblocage la situation sur le règlement mensuel. Mais ce remède, découvert par hasard lors du mini-kraich, sera-t-il efficace lors d'une prochaine secousse ou restera-t-il le traitement spécifique de ce cas particulier ?

DOMINIQUE GALLON

GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ (nouveau régime)

MATIF	RM - 40 VALEURS CAC 40	MONEP	IMPACT SUR INDICE CAC 40
NEANT	Réservations individuelles de cotation : 1 seuil +/- 10 % sur cours clôture veille ; ensuite 2 seuils +/- 5 % sur seul précédemment touché	NEANT	Si les réservations individuelles affectent plus de 35 % de la capitalisation de l'indice... passage de l'indice en éclaircir de tendance ; dernier indice calculé affiché en tant qu'indice de référence
+/- 120 points de variation sur le cours du contrat : limit up/down => suspension des cotations 1/2 h sans appel de dépôt => suspension des cotations 1 h avec appel de dépôt	NEANT	=> suspension des cotations 1/2 h sans reconstitution des couvertures => suspension des cotations 1 h avec reconstitution des couvertures	NEANT
Suspension des cotations pendant 1/2 heure Possibilité de décision concertée avec SCMC de reprise des cotations après 1/2 heure, quel que soit le niveau de représentativité de l'éclaircir de tendance	NEANT	=> Suspension des cotations pendant 1/2 heure Possibilité de décision concertée avec MATIF de reprise des cotations après 1/2 h, quel que soit le niveau de représentativité de l'éclaircir de tendance	=> Les réservations individuelles affectent plus de 75 % de la capitalisation de l'indice

(Source : SBF)

CHARENTAIS

Guadeloupe ce à l'Europe

Le projet de loi relatif à la Guadeloupe, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 avril 1990, marque une étape importante dans la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Ce projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil régional de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la région. Le conseil régional sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens de la région. Le projet de loi prévoit également la création d'un conseil départemental de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie du département. Le conseil départemental sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens du département. Le projet de loi prévoit enfin la création d'un conseil municipal de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la commune. Le conseil municipal sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les citoyens de la commune.

Le projet de loi relatif à la Guadeloupe, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 avril 1990, marque une étape importante dans la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Ce projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil régional de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la région. Le conseil régional sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens de la région. Le projet de loi prévoit également la création d'un conseil départemental de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie du département. Le conseil départemental sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens du département. Le projet de loi prévoit enfin la création d'un conseil municipal de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la commune. Le conseil municipal sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les citoyens de la commune.

Le projet de loi relatif à la Guadeloupe, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 avril 1990, marque une étape importante dans la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Ce projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil régional de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la région. Le conseil régional sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens de la région. Le projet de loi prévoit également la création d'un conseil départemental de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie du département. Le conseil départemental sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens du département. Le projet de loi prévoit enfin la création d'un conseil municipal de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la commune. Le conseil municipal sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les citoyens de la commune.

Le projet de loi relatif à la Guadeloupe, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 avril 1990, marque une étape importante dans la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Ce projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil régional de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la région. Le conseil régional sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens de la région. Le projet de loi prévoit également la création d'un conseil départemental de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie du département. Le conseil départemental sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens du département. Le projet de loi prévoit enfin la création d'un conseil municipal de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la commune. Le conseil municipal sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les citoyens de la commune.

Le projet de loi relatif à la Guadeloupe, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 avril 1990, marque une étape importante dans la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Ce projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil régional de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la région. Le conseil régional sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens de la région. Le projet de loi prévoit également la création d'un conseil départemental de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie du département. Le conseil départemental sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens du département. Le projet de loi prévoit enfin la création d'un conseil municipal de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la commune. Le conseil municipal sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les citoyens de la commune.

Le projet de loi relatif à la Guadeloupe, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 avril 1990, marque une étape importante dans la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Ce projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil régional de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la région. Le conseil régional sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens de la région. Le projet de loi prévoit également la création d'un conseil départemental de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie du département. Le conseil départemental sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les communes et les citoyens du département. Le projet de loi prévoit enfin la création d'un conseil municipal de la Guadeloupe, qui aura pour mission de coordonner et de développer l'économie de la commune. Le conseil municipal sera élu pour une durée de six ans et sera composé de membres élus par les citoyens de la commune.

سكنا من الامال

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

La Guadeloupe face à l'Europe

Comme le cyclone Hugo, le grand marché de 1993 peut dynamiser les blocages historiques d'une île coincée entre deux mondes



MURS beiges, vitres fumées, propriété de clinique, l'OMI, société d'optique médicale industrielle, vit en rupture totale avec son environnement. Dehors, c'est la chaleur moite, les embouteillages, la foule des doudous endimanchés et des petits vendeurs à la sauvette, la pagaille un peu fébrile des veilles de fête. Dedans, l'air est climatisé, filtré, aseptisé, l'ordre et la discipline régissent. C'est à peine si le maquillage extravagant de la standardiste rappelle qu'on est en Guadeloupe et que le carnaval commence ce soir.

« Il faut être fou comme moi pour travailler ici. En métropole, j'aurais dix fois moins de difficultés ! », reconnaît en souriant Patrick Jean, patron de cette PMI dynamique qui fournit en verres optiques surbés toute la Caraïbe, de la Jamaïque à la Guyane, en passant par Haïti, la Dominique, la Martinique, etc. Une belle histoire que celle de cet opticien français, tombé amoureux des îles il y a dix-huit ans, qui n'a de cesse depuis lors de prouver qu'une industrie de pointe bien gérée peut être en Guadeloupe aussi rentable qu'ailleurs, à condition d'avoir un bon créneau, une discipline de fer, et une énergie à tout crin !

Car les handicaps légendaires de ce département français d'Amérique n'ont à toute production ne sont pas une fiction. Quatre fois moins grande que la Grèce et deux fois plus peuplée — 300 000 habitants —, disposant d'un revenu par tête équivalent à celui de la Grèce, et de surcroît éloignée de 7 000 kilomètres du Vieux Continent, l'île et ses entrepreneurs cumulent tous les inconvénients.

Ceux d'un petit pays isolé, en retard de développement : marché trop étroit pour la production de masse, chômage, coupures d'électricité, éloignement, manque de matières premières et d'industrie de biens d'équipement obligant les entrepreneurs à conserver des stocks coûteux, pénurie de techniciens, etc. Et ceux d'un pays presque trop développé pour son environnement : coût élevé de la main-d'œuvre, des services, des transports, des matières premières, des équipements, agitation sociale, transgressions douanières et administratives, etc.

Sans défense face à la concurrence des autres pays caraïbes, comme Haïti ou Porto-Rico, où la main-d'œuvre est vingt fois moins chère, la législation sociale inexistante et les règles fiscales incompréhensibles : « Là-bas on ne promet rien mais on donne tout : les terrains, les bâtiments, les exonérations, les prêts, les ports. Ici on promet tout, mais pour l'envoyer quel boulot ! » Sans défense face aux importateurs, tout-puissants dans l'économie et la politique locales, qui n'hésitent pas à l'occasion, pour préserver leurs monopoles, à casser les reins des entrepreneurs locaux trop indépendants ou trop ambitieux.

Un constat accablant, réitéré sur un ton plus amusé que catastrophé. Car Patrick Jean n'est pas de ceux qu'effraie la difficulté ou la concurrence. Au contraire, s'il se bat, c'est contre « la sclérose et le nombrilisme » des élus et du patronat local, qui, accrochés sur leurs pouvoirs, leurs monopoles, ou leurs marchés protégés, réclament à grands cris subventions et barrières douanières. « La seule voie pour des entreprises qui marchent est de s'ouvrir sur l'extérieur. »

L'Europe, le marché unique ? Une chance : « Qu'on me supprime les

barrières douanières, je double mon chiffre d'affaires et je quadruple mes effectifs ! »

Langage iconoclaste. A quelques kilomètres de là, au siège de l'Union patronale, le ton est bien différent. « L'économie reste très en retard, non compétitive. On risque de se faire envahir », répète de sa voix douce, un peu chantante, Amédée Huyghe-Despointes, symbole du grand patronat béké traditionnel, un vieux « monsieur » élégant aux cheveux blancs bouclés, dont la famille, d'origine martiniquaise, contrôle depuis des lustres une grosse partie des terres, de la canne à sucre et du commerce de l'île.

Une atmosphère désuète, anachronique, où on détaille la population par race et origine — Blancs « métrés », « békés » (descendants des anciens colons) ou « syriens », hindous, « métis » ou « franchement noirs » — pour mieux souligner les « limites du milieu humain » (sic) ; où on pleure sur les carences du développement économique, le poids des charges sociales, l'hyperspécialisation de l'économie et la fragilité de l'agriculture « qui ne bénéficie pas de la préférence communautaire », avant de déclarer, sur un ton sentencieux : « La suppression de la canne, c'est le changement de statut ! »

Un sujet tabou

Guadeloupe qui rit, Guadeloupe qui pleurniche. Force est de reconnaître que la seconde est infiniment plus nombreuse. Poids de l'habitude et de la structure économique. Ici le patron heureux est plus rare que la mangouste (1), l'exploitant agricole vit de subventions et de marchés garantis, l'île local de taxes douanières spécifiques et l'immense majorité de la population de combines et de privilèges petits et grands.

Même le mystère que l'Europe soit un sujet tabou. Bousculant les situations acquises, la promesse du vent du large n'inquiète pas, elle terrorise. Récupérée par les indépendantistes, l'angoisse suscitée dans la population par l'échéance de 1993 s'appuie à la grande peur de l'an mille. Le tube du carnaval, cette année, s'intitulait *Voici le loup*, le loup étant l'Europe... Et « l'acte unique » est devenu en créole « la tani-que » dont on menace le voisin : « tu verras, la tani-que va venir ! », symbole de ce manteau de plomb qui recouvre les petites lés pour mieux les phagocyter.

Même les plus raisonnables parmi les responsables redoutent les conséquences de 1993 sur une économie vulnérable, totalement dépendante de la métropole, qui consomme mais ne produit pas, compte près de 30 % de chômeurs et vit — pour plus des trois quarts de son PIB — du commerce et des transferts publics. Une économie qui « marche sur la tête ! », se désolent Rosan Mouzian, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens. Un département français où, depuis quarante ans, dit-il, « la production régresse à mesure que l'intégration sociale augmente », où « la classe politique a tout loupé », et se contente une fois de plus, à la veille de 1993, de « réclamer l'Europe, la spécificité et les dérogations ». Le beurre, l'argent du beurre, plus un rabais !

Ce qu'il faudrait, ajoute-t-il, c'est lancer enfin « un projet cohérent de développement ». Ritournelle entonnée par tous les responsables mais, hélas ! encore dans les limbes en

dépit des innombrables documents, rapports et missions officielles consacrés depuis des lustres au « mal-développement » antillais.

Querelle des anciens et des modernes, réveillé par l'échéance de 1993 : la Guadeloupe a-t-elle besoin d'une protection spécifique ou au contraire d'un coup de fouet pour enfin décoller et se remettre à niveau ? Un débat plus facile à poser qu'à trancher. L'ouverture trop rapide présente incontestablement des risques pour les secteurs traditionnels trop dépendables. Mais elle peut aussi éviter la sclérose, encourager le dynamisme, bref faire entrer l'île dans l'économie moderne.

La Guadeloupe de toujours, celle des cartes postales et des rapports officiels, a de fait de solides raisons de craindre une intégration trop brutale qui risquerait, vu l'état de son industrie et les spécificités de son agriculture, de la réduire à l'état de « réserve » pour touristes et de déversoir des produits européens. Sucre, rhum et banane, séquences de l'économie de plantations. L'île en a longtemps vécu. Si l'agro-business d'antan n'occupe plus aujourd'hui qu'à peine 15 % de la population — contre 14 % pour l'industrie et le BTP, 36 % pour le commerce, les banques, le tourisme, les transports, et 35 % pour le secteur public et l'administration —, il garde un poids symbolique énorme et constitue encore le plus gros des activités « productives » de l'île, plus de la moitié de la valeur de ses exportations.

Bénéficiant de prix et de marchés garantis par la métropole, ces activités risquent la disparition pure et simple si l'Europe ne reprend pas à son compte les protections dont elles vivent.

Inégalités

L'économie de consommation et de services à la Guadeloupe, connue à la Martinique, est aussi et surtout une économie duale, où les inégalités restent plus accentuées qu'ailleurs. Souligné par le rapport Ripert remis en décembre 1989 au gouvernement (le *Monde* du 10 janvier 1990), ce déséquilibre se traduit statistiquement par une courbe des revenus en forme de « chapeau ».

En bas de l'échelle, ouvriers agricoles, pêcheurs, chômeurs et « jobeurs ». Représentant 40 % de la population, ils perçoivent un salaire inférieur au SMIC métropolitain, et vivent pour l'essentiel des transferts sociaux et de petits boulots saisonniers ou clandestins. En haut de l'échelle : les fonctionnaires, surpayés de 65 % en moyenne par rapport à leurs homologues du Vieux Continent, les cadres supérieurs et toutes les professions libérales. Aussi nombreux que les précédents (40 % de la population), ils perçoivent, à l'inverse, des revenus nettement supérieurs à ceux de l'Hexagone. Entre les deux « bosses » de la courbe : une classe moyenne atrophiée aux revenus modestes correspondant aux employés du secteur privé, tourisme, commerce, etc.

Une dichotomie qui se voit à l'œil nu d'un côté, les villas

Le sucre, dont la production a repris depuis 1984 à la suite d'un plan de relance garantissant aux planteurs un prix subventionné à 40 %, souffre d'une productivité très faible, d'une surcapacité endémique, et du morcellement des terres. Les quatre usines de l'île, totalement obsolètes, ne survivent qu'à coup de subventions (100 millions de francs cette année) généreusement accordées, pour des raisons essentiellement politiques, par les collectivités locales, dont il n'est pas certain que Bruxelles se satisfasse.

Le rhum, débouché le plus valorisant de la canne à sucre, est lui aussi menacé. Si le rhum blanc, de haute qualité, n'a pas de problèmes de débouchés, par contre le rhum industriel, produit banal extrait de la bagasse, ne bénéficie pas d'un label européen et ne se défend face à la concurrence des îles caribéennes voisines que grâce à la fiscalité protégée accordée par la France. Or il semble exclu d'obtenir l'équivalent au niveau européen.

La banane enfin, produit de loin le plus dynamique, le plus exportateur et le plus riche, avec ses 7 000 salariés et ses 1 400 planteurs, dont une bonne centaine, propriétaires des plus grosses exploitations, se font de véritables fortunes, pose un problème de fond difficile à régler. La suppression, quasi inévitable en 1993, de la part du marché français garanti — à prix subventionnés — aux exploitants antillais depuis un quart de siècle, les laissera désarmés face aux trois grandes multinationales qui règnent en maîtres dans les « républiques bananières » d'Amérique centrale.

Les « trois sœurs » de la banane contribuent depuis des lustres 80 % du négoce mondial. Présentes à toutes les étapes de la « chaîne

cosmétique, les ports bondés de bateaux de plaisance, les voitures rapides, les grandes surfaces, les boutiques et les restaurants de luxe bondés, l'impôt sur la fortune — beaucoup plus répandu qu'en métropole —, la belle vie peinte par tous les dépliants touristiques.

De l'autre, l'arrière-cour : les cases, les bidonvilles, les mini-épiceries, nommées « lolos », en créole, dont le commerce ne tient que par le crédit très « personnalisé » (un cahier où chaque client a un compte épuré normalement chaque mois) ; le RMI, perçu par un Guadeloupéen sur dix-huit (contre un sur cinquante en métropole) ; les petits boulots inépuisables, comme ces cordonniers en plein air, qui, devant chaque boutique de chaussures, se chargent de poser fers ou talons ; les familles éclatées où la mère vit des allocations de parent unique, le père des ASSEDIC et les enfants, de la générosité du système social (cantines, écoles, hôpitaux gratuits, etc.) ; les interdits de châteaux, exclus des halls climatisés des banques et qui atteignent le chiffre record de 15 300, 15 % de la population active !

V. M.

bananière », y compris le transport, elles bénéficient de coûts très de dix fois inférieurs aux productions concurrentes pour des prix de vente finaux presque équivalents, réalisant ainsi des profits colossaux. Déjà omniprésentes en Europe du Nord, elles risquent de balayer du marché non seulement les producteurs antillais mais aussi ceux de toutes les îles voisines, en dépit d'efforts louables de qualité et de modernisation.

« En Europe, toute l'agriculture est protégée : le lait, les céréales, la viande, etc. Simplement on en a l'habitude, explique un fonctionnaire métropolitain. Le problème est que l'Europe n'a pas de protection pour les produits tropicaux et n'envisage pas d'en avoir. On trouve normal d'avoir un règlement pour la pêche ou le porc. Pas pour la banane, la banane ou la carabole ! »

Spécificité, éloignement, des problèmes apparemment insolubles, valables tant dans l'agriculture que dans l'industrie, encore balbutiante, fragile — le plus gros employeur industriel est... EDF avec 674 salariés ! — et complètement fermée sur elle-même. Sauf exceptions, les quelques 155 entreprises industrielles de l'île restent vouées exclusivement à l'approvisionnement du marché intérieur (brasserie, produits frais, BTP, meubles, etc.) en remplacement des importations.

Les craintes locales

Une industrie elle aussi très largement protégée par l'existence d'une taxe spéciale, l'« octroi de mer », imposée sur toutes les importations — y compris celles en provenance des autres départements français comme la Martinique ! — et qui, gérée par les élus, alimente les collectivités locales. Condamnée à terme par la Commission européenne, l'octroi de mer focalise toutes les craintes des industriels locaux — puissamment relayés par l'ensemble des élus.

Son remplacement par une TVA quelconque priverait les collectivités locales — fort riches et qui emploient dans l'île, à des fins essentiellement sociales, autant de personnel que l'État — non seulement d'une bonne partie de leurs ressources mais aussi et surtout de leur pouvoir. Aujourd'hui, ce sont les élus qui fixent librement chaque année la liste des produits touchés, les taux et les exemptions — nombreuses pour tous les produits et équipements indispensables aux industries locales.

L'Europe apparaît donc comme un empêcheur de subventionner en rond, doublé d'un interlocuteur indifférent. « Nos problèmes sont tellement lointains ou spécifiques que des qu'il y a un marchandage, on a l'impression de ne pouvoir se faire entendre », gémit un petit patron.

De fait, la Guadeloupe a bien du mal à imaginer son rôle dans un grand marché par trop lointain, coincée qu'elle est entre deux mondes. D'un côté, les pays européens, dont elle partage le niveau de vie et les coûts, mais dont les marchés restent inaccessibles, vu l'éloignement et la petite taille de ses entreprises, d'autant que celles-ci pour la plupart travaillent sous licence ! De l'autre côté, son « milieu naturel », les îles caribéennes, avec lesquelles elle ne peut rivaliser du point de vue des coûts et qui restent elles aussi fermées, faute de pouvoir d'achat et d'accord de libre-échange.

Une équation que le POSEIDOM, nom poétique donné au plus prosaï-

que « Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'outre-mer », typiquement européen, adopté en décembre à Bruxelles, tente de résoudre, sans y parvenir vraiment : l'essentiel des crédits normalement dédiés au rattrapage économique indispensable de l'île avant son entrée dans le grand marché n'a-t-il pas une fois de plus été dévolu aux infrastructures — certes nécessaires mais peu susceptibles d'amorcer un vrai développement ?

L'Europe, quoi qu'on y fasse, risque indiscutablement de faire quelques dégâts dans les secteurs traditionnels. Mais elle peut aussi être une chance pour les autres, d'abord en ouvrant la concurrence. Concurrence dans les transports aériens ou maritimes, dont le poids est vital, et où les monopoles de fait détenus par quelques compagnies françaises — CGM, Air France et UTA — ont jusqu'ici maintenu un niveau de tarifs, et surtout de services, pour le moins incertain. Il suffit de prendre l'avion pour s'en persuader.

Concurrence aussi dans les services, notamment le commerce, l'import-export, les transitaires, les professions libérales (pharmaciens, avocats, etc.), tous jusqu'ici largement protégés par l'insularité et bénéficiant, selon l'INSEE, de taux de marge largement supérieurs à la moyenne nationale... Une perspective, on s'en doute, mal vécue par les intéressés mais qui pourrait à terme contribuer à ramener les prix à un niveau plus proche de ceux de la métropole, alors qu'ils sont aujourd'hui plus élevés d'un bon quart, voire de moitié, sous prétexte de l'éloignement et de l'octroi de mer !

Ensuite, l'échéance de 1993 devrait accélérer la création d'un marché commun des départements français d'Amérique — Guadeloupe, Martinique, Guyane... — jusqu'ici entravé par l'existence de formalités et de taxes douanières. La suppression de toute barrière permettrait entre autres aux entreprises de passer d'un marché de 300 000 habitants à un marché de 800 000, réduisant ainsi pour partie leur handicap de taille.

Enfin, l'ouverture du grand marché devrait offrir au tourisme, seconde activité « productive », qui emploie environ 8 000 personnes dans l'île, mais reste insuffisamment développé et trop dépendant des visiteurs métropolitains (67 % du total) une opportunité de décollage. A condition que ce secteur, longtemps combattu par les autonomistes, soit enfin considéré comme une industrie à part entière par la population, et que les élus acceptent les quelques grands projets d'équipement indispensables pour accommoder les « hordes germaniques » annoncées... Ce n'est pas garanti.

Après la vague des grands hôtels construits à la queue-leu-leu dans les années 60 sur la « rivière » guadeloupéenne, à l'ouest de Pointe-à-Pitre, l'équipement touristique a marqué le pas depuis dix ans. Relancés par la délocalisation des investissements outre-mer accordée par le gouvernement Chirac, une foule de petits projets — gîtes ruraux, location de villas, etc. — se sont depuis peu multipliés, mais ils ne peuvent suffire.

de Pointe-à-Pitre
VÉRONIQUE MAURUS

(1) Les mangoustes, importées jadis pour éliminer les serpents, sont encore très nombreuses dans l'île.

CHAMPS ECONOMIQUES

La Martinique retranchée

Crispée sur ses privilèges, dominée par les « dix familles » l'île antillaise a été jusqu'au bout du mal-développement

« L'A France est un pays qui, pour des raisons diverses, vit au-dessus de ses moyens. Ici, c'est caricatural », dit un haut fonctionnaire. Plus encore que la Guadeloupe, qu'elle dépasse d'un bon tiers pour le niveau de revenu par habitant, le PIB ou les infrastructures, la Martinique étouffe par l'excès même de ses déséquilibres.

Conforama, Galaxie, Mam-mouth, BHV, Espace Piscines, Galeries Barbès, But, Mobis, et on en passe. Depuis l'aéroport jusqu'au centre de Fort-de-France, on ne voit que cela. Les grandes surfaces et les centres commerciaux se succèdent, flambant neufs, tous concurrents mais au coude à coude, symboles d'une économie vouée à la consommation qui, vivant presque exclusivement de transferts publics (6 milliards de francs sur 12 milliards de PIB), ne sait plus ni produire ni épargner.

Plus riche et plus marquée encore que celle de sa « sœur jumelle » guadeloupéenne par les séquelles de la colonisation, l'éco-

nomie martiniquaise, toujours dominée par les « dix familles » héritières de la fortune béké, qui sont passées du sucre à la banane, puis au commerce et à l'immobilier, a été jusqu'au bout du « mal-développement ». Tous les déséquilibres, tous les handicaps, tous les paradoxes de la Guadeloupe sont ici développés jusqu'à l'absurde.

Une suite d'échecs

Un tiers de la population en âge de travailler est au chômage. Et, sur dix actifs, près de quatre (39 %) travaillent dans le secteur public ! Le reste se répartit entre les services (commerce, tourisme),

prépondérants, et les activités « productives » (agriculture, industrie), lesquelles ne représentent plus qu'un petit cinquième du total, du moins si on exclut les saisonniers et les travailleurs au noir.

Les cultures traditionnelles survivent difficilement. Le sucre a quasi disparu et ne couvre plus aujourd'hui qu'une moitié (53 %) de la consommation locale. Mûs à part la banane, florissante mais menacée à terme, et quelques micro-secteurs (melons, fleurs tropicales), l'histoire récente de l'agriculture martiniquaise est une suite d'échecs douloureux : l'anguille a été tuée par un virus, l'avocat par la concurrence d'Israël, le citron

vert par celle du Brésil, et la conserve d'ananas ne survit que grâce aux subventions du FEOPA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole).

L'industrie, aux trois quarts agroalimentaire et vouée à l'approvisionnement sous licence du marché local, reste, comme en Guadeloupe, embryonnaire. Et si le commerce, en cours de modernisation rapide depuis quatre ans, est, selon l'expression d'un fonctionnaire, « plus que florissant », le tourisme, lui, piétine, en retard par rapport aux îles voisines et même à la Guadeloupe. Faute d'équipements, faute surtout de volonté politique.

L'Agence régionale de développement touristique de la Martinique, bras armé du conseil régional, offre certes tous les signes extérieurs du dynamisme et de la prospérité : locaux modernes, air conditionné, ordinateurs, brochures luxueuses et cadres sup en pagaille. Mais c'est pour mieux développer une politique aussi floue que frileuse, qui s'effraye de

l'arrivée des grands groupes européens de l'hôtellerie « aux dépens des capitaux locaux » et craint la baisse des tarifs saisonniers, source de tourisme à bon marché, de « tourisme boîte de sardines », comme on dit ici avec mépris, sans pour autant soutenir les efforts de la grande hôtellerie de luxe.

Le grand marché caribbe

« On veut développer le tourisme, mais on ne veut pas s'en donner les moyens », explique M. Jean-Pierre Largeteau, directeur des hôtels Pullman pour toute la région. « On nous dit il faut créer des chambres, mais quand on monte un projet, tout le monde bloque l'accès des plages. Comment voulez-vous développer l'hôtellerie de luxe à des kilomètres dans les terres ? »

Angoisse et contradictions. La Martinique, crispée sur ses privilèges, tiraillée entre des aspirations contradictoires, craint surtout les bouleversements inévitables du futur grand marché européen. Le

conseil régional, retranché derrière ses volets bleus et ses galeries à colonnades, pratique avec succès une politique de l'auréole fondée sur la défense des dérogations traditionnelles accordées à l'île. Révélant au développement d'un « grand marché caribbe » où la Martinique tiendrait grâce à des accords de coopération un rôle pilote, Camille Darstier, président de ce conseil, écarte néanmoins d'un geste la création d'un vrai marché commun des départements français d'Amérique (Guadeloupe, Martinique, Guyane) : « Une chimère... ». Avant de s'étonner, fustement naïf, des critiques émises à l'encontre de l'écrou de mer : « La TVA n'est pas non plus récupérable (1), et, d'ailleurs, où est la différence ? »

Une impression d'incobérance tenace. Il faudrait, selon le conseil régional, créer 56 000 emplois pour faire rentrer les exportations. Si on arrive à créer 20 000 emplois d'ici dix ans, ce sera un miracle, répond le préfet, réaliste.

de Fort-de-France, VERONIQUE MAURUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY INTERNATIONAL

RÉSULTATS 1989

Le Conseil d'Administration, réuni le 2 avril 1990, a arrêté les comptes de l'exercice 1989. Le groupe Pechiney International ayant été constitué il y a un an, à partir de l'apport, par Pechiney, de ses activités emballage et composants aéronautiques, ainsi que de certains actifs aluminium, il n'existe pas de références antérieures comparables, tant au niveau des comptes consolidés qu'à ceux de la société mère.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés présentent un bénéfice net, part du Groupe, de 1 529 millions de francs (soit 20 francs par action) avant amortissement des écarts d'acquisition ; après amortissement des écarts d'acquisition, calculé selon la méthode précisée ci-après, le bénéfice net ressort à 1 268 millions (17 francs par action).

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 47 986 millions de francs, dont 31 968 millions pour le secteur emballage, 6 080 millions pour les composants aéronautiques et 9 937 millions pour les activités aluminium et commerce international.

La marge opérationnelle atteint 4 382 millions de francs. Les charges financières nettes s'élèvent à 2 076 millions. Elles incluent environ 120 millions d'intérêts sur des dettes qui ont été remboursées en avril 1989 au moment où les fonds propres de Pechiney International ont été augmentés, préalablement à l'introduction en bourse de la société.

Les écarts d'acquisition sont amortis sur une période de 40 ans. Conformément à la méthode retenue dans les comptes du Groupe Pechiney pour les acquisitions entraînant une modification profonde et durable de l'avenir industriel du Groupe, l'écart dégagé lors de l'acquisition d'American National Can (ANC) est amorti de façon progressive, avec un taux de progression de 3 % l'an. Sur ces bases, la charge totale d'amortissement s'élève à 261 millions de francs en 1989.

La décomposition de la marge opérationnelle entre les divers secteurs d'activité est la suivante (en millions de francs) :

Emballage	2.126
Composants aéronautiques	889
Aluminium et Commerce International	1.371
Holdings	(14)
	4.382

Dans le secteur Emballage, le fait important de l'exercice a été l'intégration réussie d'ANC. Les résultats ont progressé pour des activités comme le verre et les plastiques, alors que l'activité boîtier métallique a subi une certaine érosion de ses marges, la hausse des coûts d'approvisionnement en

aluminium et fer blanc, intervenue au cours du premier semestre, n'ayant pu être répercutée complètement dans les prix de vente. La contribution d'ANC et de Cebal à la marge opérationnelle du secteur a été respectivement de 1 764 millions de francs et de 362 millions. Grâce au redressement des marges dans le boîtier métallique et à une nouvelle progression des autres activités, les résultats de l'exercice 1989 devaient être en augmentation sensible.

Le secteur Composants aéronautiques, qui inclut Honeywell Corporation et les sociétés du groupe Cerast, acquies en janvier 1989, a bénéficié d'une très bonne conjonction. Les perspectives d'activité sont bonnes pour 1990 et, malgré une certaine érosion des marges sur les ventes d'éléments de turbines, devraient conduire à des résultats voisins de ceux de 1989.

L'activité Aluminium a maintenu un bon niveau de rentabilité, mais en diminution par rapport aux performances très élevées de l'année 1988 en raison de la baisse des cours mondiaux du métal (marge opérationnelle de 1 128 millions, contre 1 458 millions) ; quant à la filiale Pechiney World Trade USA (Commerce International), elle a enregistré un doublement de ses résultats (marge opérationnelle de 243 millions, contre 122 millions). Les premiers mois de 1990 ont été marqués par une nouvelle baisse des cours mondiaux de l'aluminium, qui s'est répercutée sur les résultats des unités d'électrolyse, bien que la situation du marché soit restée fondamentalement saine.

COMPTES DE LA SOCIÉTÉ PECHINEY INTERNATIONAL

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 509 millions de francs. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 11 juin, la distribution d'une somme totale de 382 millions de francs, soit 25 % du bénéfice net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition. Ce montant correspond à un dividende net de 5 francs par action.

Pechiney International entrant dans le champ d'application de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 29.12.1989, la distribution de ses revenus d'origine étrangère est exonérée du paiement d'un précompte et n'ouvre droit qu'au transfert de crédits d'impôts de source étrangère. D'autre part, la distribution de ses revenus d'origine française ouvre droit, selon la règle générale, à un avoir fiscal. Sur la base du dividende net de 5 francs décidé par le Conseil, le montant total de l'avoir fiscal et des crédits d'impôt s'élève à 0,87 francs par action, ce qui conduit à un dividende unitaire global de 5,87 francs.

Pour vous informer en permanence sur Pechiney International, composez 3616 CLIFF sur votre minitel.

PECHINEY INTERNATIONAL

La Réunion à part entière...

Les Réunionnais veulent être des Européens actifs mais les revenus sociaux sont supérieurs à ceux du travail

L'économie de la Réunion — petite et ouverte — peut-elle s'insérer dans le grand marché unique ? La tâche est ardue, car la Réunion est une île « à part entière », où les prestations du RMI (revenu minimum d'insertion) versées aux familles en 1989 ont atteint 800 millions de francs, soit plus de deux fois la valeur de la production sucrière de l'île (l'essentiel des exportations).

De quelque côté qu'on le prenne, le problème n'est pas simple à résoudre tant entrent en jeu des considérations à la fois économiques, politiques et surtout psychologiques. La Réunionnais ne vit pas dans une atmosphère de compétition : pour de nombreuses familles, les revenus sociaux sont supérieurs à ceux du travail et souvent les seuls du ménage.

Le moteur de l'économie locale est alimenté par les transferts financiers de la métropole, qui, en progression constante, gonflent la croissance, éparpillant ainsi à l'île tous les sous-produits de la conjonction internationale. A cette situation particulière vient s'ajouter le poids des rémunérations des agents de la fonction publique, majorées de 53 % par rapport à celles des fonctionnaires de l'Hexagone.

Un plan d'ajustement

Ce dernier paramètre, estime Bernard Lenfant, patron de l'une des plus importantes sociétés de BTP du département, fausse les données du jeu économique. « Pour attirer les cadres, les entreprises sont obligées d'aligner leurs conditions salariales sur celles de la fonction publique locale, ce qui augmente le coût du travail et aussi celui de la production. »

« Il y a cinq ans, explique-t-il, j'avais embauché les seuls six ingénieurs réunionnais formés dans les meilleures écoles métropolitaines. Aujourd'hui, un seul reste dans l'entreprise. Tous les autres sont partis dans les services des collectivités locales : ils jouissent d'un statut social considéré comme valorisant à la Réunion. »

Tant qu'il n'y aura pas remise en ordre de l'échelle des salaires à la Réunion, estime ce chef d'entreprise, il est illusoire de penser que l'économie réunionnaise sera un jour compétitive. De fait, ajoute-t-il, je ne pense pas que l'Europe va changer sur le fond les problèmes de l'île, ni en bien ni en mal.

Un pessimisme partagé par le délégué général de l'union patronale de la Réunion, Serge Payet, qui plaide pour un « plan d'ajustement structurel » européen en faveur des départe-

ments d'outre-mer. Selon lui, l'Europe apporte outre-mer le concours de tous ses fonds pour inciter à la production, sans toutefois octroyer la préférence communautaire aux produits des DOM, alors que celle-ci existe pour les pays ACP (Afrique — Caraïbes — Pacifique).

« Si on nous donne les moyens de développement sans les débouchés, ce n'est pas une politique cohérente. Soit nous sommes une région européenne à part entière, soit nous sommes des régions ACP. Aujourd'hui, nous sommes en situation d'immobilité. L'Europe, qui représentait un espoir outre-mer et en particulier à la Réunion, ne s'est pas montrée assez elle-même pour sortir les bons textes pour la modernisation de ces petites économies dévotées. »

Pour le délégué de l'union patronale, le gouvernement français lui-même n'est pas exempt de tout reproche. « Dans le dossier de la pêche, le gouvernement a joué ce crâne dans l'océan indien en dehors de la Réunion, alors qu'il y avait moyen de faire en sorte que l'Europe bleue passe par nous et non pas forcément par Madagascar et les Seychelles. Les Français n'arrivent pas à penser que nous pouvons être la France et l'Europe à 10 000 kilomètres du Vieux Continent ! »

« Je fais confiance à l'Europe, nous avons tout à y gagner, soutient pour sa part Eric Boyer, président du conseil général de la Réunion, d'autant plus que nous ne voulons pas être des assistés, mais des Européens actifs. » Afin de mieux préparer la Réunion à entrer dans le grand marché unique, le conseil général a décidé de faire de la présente décennie celle du « haut niveau » à la Réunion. Quelques 4 000 bourses sont attribuées annuellement à des jeunes Réunionnais pour suivre des formations pointues aussi bien dans l'Hexagone que dans d'autres pays européens, et même aux États-Unis et en Extrême-Orient.

Eric Boyer ne cache pas ses ambitions : « Il est possible à moyen terme, dit-il, de faire de la Réunion un « petit Japon » à condition de faire transiter par l'île tout le flux économique qui part d'Asie du Sud-Est vers l'Europe. » Cet objectif, souligne-t-il, ne pourra être atteint sans une volonté locale, soutenue par une volonté nationale. Pour l'heure, ni l'une ni l'autre ne percent vraiment.

de Saint-Denis, ALIX DUJOUX

Un vaste

CEE veut porter les DOM dans

Les DOM (Départements d'Outre-Mer) sont des territoires français situés dans les océans. Ils sont soumis à la loi française, mais bénéficient de certaines dérogations.

Le Conseil régional de la Martinique a été réélu dimanche 4 mars. Le président sortant, Camille Darstier, a été reconduit à sa fonction. Le conseil régional a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Martinique a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Martinique a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Martinique a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Martinique, M. Jean-Pierre Largeteau.

Guadeloupe face à l'Europe

Le conseil régional de la Guadeloupe a été réélu dimanche 4 mars. Le président sortant, M. Jean-Pierre Largeteau, a été reconduit à sa fonction. Le conseil régional a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

Le conseil régional de la Guadeloupe a adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau. Le conseil régional a également adopté une motion de confiance à l'égard du préfet de la Guadeloupe, M. Jean-Pierre Largeteau.

CHAMPS ECONOMIQUES

Un vaste chantier européen

La CEE veut porter leur revenu au niveau de la moyenne européenne mais les DOM devront s'adapter aux contraintes du marché unique

LES départements français d'outre-mer (DOM) devront s'adapter aux contraintes du marché unique et en contrepartie la CEE contribuera au financement des réformes. Au titre du Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des DOM (POSEIDOM), le budget européen allouera 750 millions d'euros (1 écu = 7 F) pour les années 1989 à 1993 à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane. De leur côté, l'Etat français ainsi que les conseils régionaux et généraux feront un effort comparable au cours de la même période (700 millions d'euros).

Le pilotage à vue et les mesures ponctuelles ne pouvaient continuer. L'ouverture des marchés de travaux, de fournitures et de services et le strict respect des règles de concurrence en vigueur dans la Communauté allaient placer, à brève échéance, les DOM dans une situation impossible. Aujourd'hui, en effet, les facilités consenties, au fil des ans, par la France à ses départements lointains font que, dans nombre de domaines, ils n'appliquent pas la législation européenne et sont donc en infraction en regard des dispositions du traité de Rome.

Compte tenu de leur position géographique — « ultrapériphérique » par rapport au Vieux Continent — et de leur économie tropicale, l'objectif du POSEIDOM est toutefois particulier : « développer un programme global et multidisciplinaire pour répondre à la spécificité de ces régions, en ménageant une insertion réaliste dans la Communauté ».

Sera prise en considération la concurrence des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) associés aux Douze, qui bénéficie

d'un accès largement facilité au marché communautaire pour leurs exportations, sans supporter les mêmes coûts, notamment sociaux, que les DOM.

La décision des ministres des affaires étrangères de la CEE du 19 décembre 1989, après une année de consultation avec les autorités françaises et les élus locaux, fixe les axes prioritaires du programme d'adaptation. Ils visent principalement le désenclavement, la valorisation des ressources agricoles et touristiques, l'amélioration du tissu industriel et des services aux entreprises.

L'action communautaire, financée sur les fonds structurels (régional, social et agricole), a pour but d'élever le revenu dans les quatre départements français au niveau de la moyenne européenne à la fin du plan quinquennal.

Exemptions et dérogations

En attendant, il s'agit de prendre des mesures pratiques afin d'ajuster la réglementation de la CEE aux réalités des DOM. Il a d'ores et déjà été décidé qu'ils pourront, à compter du 30 juin 1990, acheter des aliments pour bétail aux pays tiers sans grever les marchandises des « prélèvements agricoles » (taxes à l'importation) prévus par la politique agricole commune. De la sorte, la Martinique et la Guadeloupe seront placées dans des conditions comparables à celles des Caraïbes pour développer leur élevage, et la Réunion à celles de Maurice ou de Madagascar.

Il est aussi envisagé d'accorder des aides à la création de groupements de producteurs et au surcoût du transport, dû aux emballages spéciaux exigés par les règles sanitaires en vigueur dans la Communauté.

D'ici à 1993, la grande affaire va cependant porter sur l'identification des directives élaborées dans le cadre de la réalisation du marché unique, qui pourront être appliquées en l'état par les DOM ou, si la spécificité de ceux-ci l'exige, comporteront des dérogations. Les Antilles et les Réunionnais se sont déjà prononcés pour une libération poussée du transport aérien. Leurs élus locaux ont clairement formulé leur souhait, rapporté un haut fonctionnaire de la Commission européenne, pour que « le monopole d'Air France soit cassé ».

Le revers de la médaille est que Bruxelles demande — les DOM ne l'ont pas accepté — que le système de l'octroi de mer soit sensiblement modifié. Ce mécanisme permet aux départements de prélever une taxe sur les marchandises entrant dans leur territoire, qu'elles soient originaires des Etats membres ou des pays tiers.

L'octroi de mer devra, en tout état de cause, s'appliquer différemment au 1^{er} janvier 1993. Aujourd'hui, l'idée va plutôt dans le sens

d'une baisse des prélèvements qui seront aussi perçus pour les produits locaux afin que les marchandises des Douze ne soient pas « discriminées ». La Commission pourrait néanmoins consentir des exemptions pour les produits les plus sensibles jusqu'au 31 décembre 2002.

En outre, toutes les mesures dérogatoires aux règles de concurrence de la CEE accordées par l'Etat français seront scrupuleusement examinées par l'exécutif communautaire d'ici à la fin de 1992. Actuellement, les exceptions

sont diverses et multiples : incitations fiscales pour les investissements, structure privilégiée du crédit, aides nationales à l'équipement, à l'emploi, etc. Sans doute des révisions, parfois déclinantes, seront nécessaires également dans ce domaine.

Pour les deux grands produits antillais — le rhum et la banane — l'échéance de 1993 présente aussi des perspectives de profonds changements. Jusqu'à cette date, les marchés des Douze resteront cloisonnés.

La France s'approvisionne en

bananes dans les DOM et en Afrique, le Royaume-Uni aux Caraïbes, l'Allemagne fédérale en Amérique latine. Les importations de rhum des Etats membres font l'objet de quotas nationaux.

Dans trois ans, le marché européen sera en principe uniforme. Il s'agit donc de prévoir pour les producteurs antillais des compensations pour faire face à la concurrence internationale. L'idée est de financer, par exemple, des actions de conversion vers la fabrication de rhum léger, plus prisé par le consommateur du nord de l'Europe. Sans compter que la France devra abandonner son régime fiscal, plus favorable au rhum roux qu'au rhum industriel.

Au total, les responsables communautaires ont ouvert un vaste chantier dont les résultats devront constituer une référence pour d'autres territoires de la CEE.

Des travaux comparables seront ensuite conduits pour régulariser la situation des Canaries, de Madère et des Açores.

de Bruxelles.
MARCEL SCOTTO

Un financement quinquennal (en millions d'euros pour 1989-1993)

	CEE	Fonds publics français	Total
Guadeloupe	166	199	365
Martinique	164	145	309
Reunion	347	300	647
Guyane	73	54	127
Total	750	698	1 448

L'EXIGENCE EST UNE FORCE: Série N°1

Une entreprise satisfaite de ses progrès peut vite découvrir que ses clients ne le sont pas. ■ Cette conviction a poussé Motorola à multiplier par 100 la qualité de ses produits depuis 1981. ■ Notre philosophie est simple: ne jamais se satisfaire du niveau de qualité atteint et mettre sans cesse la barre encore plus haut. ■ Nos exigences en termes de qualité sont définies par le programme Six Sigma : pas plus de 3,4 défauts par million de pièces d'ici 1992. ■ C'est l'objectif que se sont fixés les 3 000 collaborateurs de Motorola en France, notamment dans les usines de Toulouse, Angers et Bordeaux. ■ Aujourd'hui, nous savons que la satisfaction totale de nos clients n'est pas un but utopique. ■ Et nous faisons tout pour l'atteindre.

ELECTRONIQUE AUTOMOBILE
Un des programmes de Six Sigma consiste à réduire le nombre de défauts par million de pièces à 3,4 d'ici 1992.

RADIO COMMUNICATIONS
L'objectif de Six Sigma est de réduire le nombre de défauts par million de pièces à 3,4 d'ici 1992.

La Force De Nos Convictions.

MOTOROLA

La Guadeloupe face à l'Europe

Suite de la page 25.

En outre, ces initiatives privées sont aussi souvent mal relayées par les collectivités ou les populations locales, encore réticentes face aux risques d'invasion. « On n'exploite pas le tourisme à Deshaies ou à Ferry. Il faudrait un restaurant, un véritable bureau d'information, des locations de bateaux, etc. Je suis tout seul », regrette Camille Marcel, un Guadeloupéen ingénieur, qui gère de main de maître ses six gîtes ruraux perdus au fin fond de la côte Sous-le-Vent, mais néanmoins remplis toute l'année à « plus de 70 % ».

Risques d'un côté, opportunités de l'autre, la balance de l'Europe s'équilibrerait à peu près... n'étaient les « avantages acquis ». Cette multitude de petits privilèges qui, d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, permettent aux uns de survivre en exploitant le travail au noir omniprésent et les faillites du système social français, et aux autres de s'enrichir en tirant partie de situations de quasi-monopole ou des salaires exorbitants payés dans toute la fonction publique et par conséquent dans tout le secteur des services (banque, assurances, professions libérales, etc.).

Des projets viables

Comme le cyclone Hugo qui, en balayant en une nuit toutes les habitations précaires, a mis à nu l'extrême pauvreté d'une partie de l'île mais aussi relancé le bâtiment et le commerce, muselé les automobilistes et du même coup remis la Guadeloupe au travail, l'épreuve de vérité européenne, a priori redoutable, peut se révéler une chance. Une chance de dynamiser tous les blocages hérités de l'histoire ; une chance de projeter enfin

la Guadeloupe dans le vingt et unième siècle.

Déjà, des projets viables et là apparaissent : construction en série de maisons tropicales pour l'ensemble de la région caribbe, raffinerie destinée au marché américain, complexes touristiques, production à contre-saison de melons cantalons pour l'ensemble du marché européen (2), cultures de fleurs tropicales, etc. Depuis quelques années les créations d'entreprises l'emportent sur les défaillances, et l'explosion des télécoms et de l'informatique suscite des vocations dans les secteurs de pointe.

La dépendance vis-à-vis de l'extérieur ? Un faux problème. « La Creuse est-elle autosuffisante ? », répond un haut fonctionnaire. Reste le chômage. Une difficulté véritable qui ne se résoudra vraiment que par l'émigration. « Le mal antillais existe dans quarante-cinq départements de l'Hexagone, grogne le même haut fonctionnaire. Il est amplifié par les séquelles de l'économie de plantation, mais si tous les Creusois étaient restés dans la Creuse, on aurait là aussi un taux de chômage record ! »

de Pointe-à-Pitre
VÉRONIQUE MAURUS

(2) Cette production s'est développée depuis 1984 sous l'impulsion d'un agriculteur de Quercy, qui, constatant la qualité exceptionnelle des melons produits en Guadeloupe, a monté avec 300 producteurs locaux une coopérative, qui exporte sous la marque Philippon près de 90 tonnes dans toute l'Europe.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

La Réunion à part entière...

Les Réunionnais de l'Europe... les revenus... les exportateurs...

La Réunion est une île française d'outre-mer, située dans l'océan Indien, à l'est de Madagascar. Elle est la seule île française à ne pas être peuplée par des descendants d'esclaves ou de colons. Elle est peuplée par des Réunionnais, qui sont des Français de naissance, mais qui ont des racines africaines et asiatiques. La Réunion est une île à part entière, avec ses propres institutions, son économie et sa culture. Elle est membre de la Communauté économique européenne (CEE) depuis 1983. La Réunion est une île à part entière, avec ses propres institutions, son économie et sa culture. Elle est membre de la Communauté économique européenne (CEE) depuis 1983.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Les casseroles du Louvre

A quoi servent les réunions du groupe des Sept, chargé de veiller à la bonne marche de l'économie mondiale (en exerçant un droit de regard mutuel — appelé « surveillance » en anglais — sur leurs politiques économiques-financières respectives) ? Le plus souvent, force est de le constater, à essayer de parer aux conséquences inattendues et plus ou moins désastreuses des décisions prises antérieurement à l'occasion d'autres réunions des Sept. Avec la double crise japonaise, celle de la Bourse de Tokyo et celle du yen, la relation de cause à effet est quasiment mise à nu. La confiance des marchés dans la sagesse des gouvernements n'en sort pas grandie ni, par ricochet, la confiance des marchés en leur propre sagesse.

Reportons-nous six mois en arrière. Les Sept tiennent à Washington une brève session à la fin de laquelle ils publient un communiqué laconique, destiné, selon le mot que les signataires répètent à l'envi d'un air entendu, à « bien dire ce qu'il faut dire ». Que les marchés se la tiennent pour dit : le dollar doit baisser, il y a du maintien de l'équilibre général. C'est ce qu'il fera effectivement à l'égard du Dmark (environ 1,7 DM aujourd'hui pour 1 dollar contre presque 2 DM à la mi-septembre de l'année dernière) et des autres monnaies européennes. Mais échec total de la manœuvre vis-à-vis de la monnaie dont la « sous-évaluation » est considérée comme la plus anormale et la moins tolérable.

Non seulement le yen ne s'est pas revalorisé, mais il se retrouve, une demi-année après la martiale détermination exprimée solennellement par le texte de Washington, à un niveau plus bas (ou, si l'on préfère, le cours du dollar se retrouve plus haut à Tokyo, atteignant certains jours 160 yens contre 146 yens à la mi-septembre). Que s'est-il passé malgré les interventions répétées de la Banque du Japon (vendant du dollar pour le faire baisser) sur le marché des changes et malgré la hausse des taux d'intérêt japonais ? On connaît la réponse que le président de la Bundesbank et ses collaborateurs ont été les premiers à formuler : les Japonais ont réagi trop tard. Il fallait qu'ils justifient leurs taux bien avant. Pour justice que soit la remarque, elle en reste à l'épave. Pour arriver à l'explication, il faut remonter plus loin, au moins jusqu'aux accords du Louvre du 22 février 1987, conclus, sur une initiative franco-américaine, par les Sept (ou pour être plus précis, par les Cinq : Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, RFA).

Tout se passe comme si les Cinq (et, plus tard, les Sept — les mêmes plus le Canada et l'Italie), faute d'une analyse adéquate de la situation et d'imagination, s'étaient résignés, mais résignés si l'on peut dire avec enthousiasme, à jouer, sur la scène du monde, de deux claviers de notoriété publique mal accordés. Connaissant d'expérience les défauts des deux instruments, nos ministres les avaient, depuis un certain temps, retirés de leurs salles de concert nationales respectives. On pouvait deviner l'inévitable cacophonie qui s'ensuivrait si, piqués par on ne sait quelle mouche, ils se mettaient tous les cinq — encore mieux à sept ! — à taper ensemble sur les deux vieilles casseroles. Mais il faut croire qu'ils prirent le parti de ne pas y penser, sauf, la vérité oblige à le dire, les responsables de la Bundesbank et de la Banque du Japon qu'on prenait un visible plaisir, à Washington et à Paris, à « amener à la raison » et à « rappeler à leurs devoirs de solidarité ».

Ces deux claviers remis au magasin des vieux accessoires, c'est les instruments dont usent et abusent les gouvernements en France jusqu'en mars 1993 — chaque fois qu'ils estiment devoir « intervenir » dans la vie économique pour lui donner un peu plus de mordant. Le premier s'appelle, en jargon économique, la « politique de la demande » visant, le cas échéant, à injecter du pouvoir d'achat quand la conjoncture est jugée trop molle (sans jamais se demander, c'est la loi du genre, si cette mouche ne remplit pas la fonction de corriger des excès passés). Le deuxième instrument d'action est plus direct. Il consiste pour les pouvoirs publics à fixer des objectifs de prix. C'est pourquoi on désigne communément sous le vocable de « intervention » les méthodes qui s'inspirent de cette préoccupation.

Pour employer le vocabulaire anglo-saxon universellement en usage dans ce domaine, le rapporteur plus loin, au moins jusqu'aux accords du Louvre du 22 février 1987, conclus, sur une initiative franco-américaine, par les Sept (ou pour être plus précis, par les Cinq : Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, RFA).

c'est ce que depuis le début des années 60, à la suite des conseillers « keynésiens » du président Kennedy, on appelle la *fine tuning*. Le gouvernement qui se livre à cet exercice savant est censé pousser la demande ici (là où elle est jugée utile) pour mieux la restreindre ailleurs, le tout pour la grande bénéfice, comme il se doit, de la croissance et des grands équilibres (encore que ces derniers fussent souvent quelque peu oubliés). Pour obtenir ces résultats, les pouvoirs publics jouaient de tous les instruments supposés être à leur disposition, tels que les taux d'intérêt (sans trop se préoccuper, autre loi imposée par le genre, du fait qu'on ne peut obtenir que par l'inflation une baisse artificielle des taux d'intérêt).

VOICI donc les cinq, en février 1987, au Louvre, se livrant à un programme de *fine tuning* aux dimensions de la planète. A cette occasion, on force la Bundesbank et la Banque du Japon à abandonner leur politique de relative sagesse monétaire. Sous prétexte de stimuler la demande en Allemagne et au Japon, ces deux instituts d'émission doivent abaisser au plus mauvais moment (on va voir dans un instant pourquoi) leur taux d'intérêt. Tant à Francfort qu'à Tokyo, le taux d'escompte est ramené au niveau le plus bas depuis la fin de la guerre (2,5 %). Dans les deux pays, s'ensuit une période de forte expansion du crédit. C'est cette expansion, en réalité formidable, qui va alimenter, au Japon, avec une virulence rarement atteinte dans l'histoire, la spéculation sur les actions de la Bourse et sur les terrains et autres biens immobiliers (doublement dans les deux cas entre le début de 1987 et la fin de 1989).

Le gouvernement japonais, et avec lui le reste du monde, restera longtemps abusé par les concepts trompeurs des économistes contemporains dont on vante à tort la « sophistication ». Sous prétexte que l'indice des prix à la consommation reste extraordinairement stable (1 % de hausse en 1988), on se flatte qu'il n'y a pas d'inflation. C'est tout bonnement ignorer que, par construction, l'indice des prix relatif aux prix relatifs aux transactions qui renuient le plus

d'argent, les opérations sur titres, sur les maisons et appartements, sans oublier les objets d'art puisque nous sommes dans le pays des plus gros acheteurs du monde. On va découvrir, quand il est déjà bien tard, le phénomène dit de l'inflation des actifs.

C'est seulement au quatrième trimestre de 1989 qu'on commence, au Japon, à parler ouvertement d'actifs inflation, un phénomène pourtant déjà connu pendant les années 20 et commenté dès cette époque par quelques économistes de renom (nous y avons à plusieurs reprises fait allusion dans ces colonnes depuis, précisément, la conclusion de l'accord du Louvre, si typique d'une époque sans mémoire). Ne cherchons pas plus loin : c'est la suite des erreurs de politique économique et monétaire de cette époque à qui a créé les conditions rendant nécessaire une remontée en force des taux d'intérêt. La remarque vaut pour tous les pays, y compris l'Allemagne fédérale où les premiers signes de tensions sont apparus dès la fin 1988, sinon avant. Les événements de l'Est ont bon dos pour éluder les véritables et lourdes responsabilités.

Dans la précédente chronique, je rappelais que, sur un marché des changes, les cours n'avaient aucune chance, sinon par hasard et pour une courte période, de s'établir au niveau où le pouvoir d'achat des différentes monnaies s'égalisent à peu près (principe de la parité du pouvoir d'achat) dans un monde où l'émission monétaire est provoquée par des impulsions non liées à la création des biens et services offerts sur le marché. Or qu'a été l'effet de l'accord du Louvre sur ce chapitre ? Pour stabiliser le cours du dollar — dont la baisse voulue et annoncée par les Sept à l'occasion de leur fameux accord dit du Plaza conclu le 21 septembre 1985 était en train de tourner à la débâcle — il fut décidé en février 1987 que les banques centrales défendraient à tout prix le niveau des cours en vigueur. Pendant toute l'année 1987, les interventions continuèrent à être massives. Il y en eut pendant toute cette période, et de loin, la principale source de création

monétaire. A la Banque de France, où l'on n'a pas une longue expérience de ces opérations (la franc, au cours des trente dernières années, n'a pas, sauf exception, systématiquement soutenu le dollar : il s'est du reste déprécié en réalité plus que la monnaie américaine), on veut croire à cette fable selon laquelle on peut « neutraliser » l'effet inflationniste d'un pareil déluge d'interventions. Mais c'est d'autant plus impossible que l'accord du Louvre vouait à l'échec toute tentative de ce genre.

LES pays à monnaie forte étant sommés d'abaisser leurs taux d'intérêt, cela signifiait que leurs banques centrales respectives, au même moment où elles étaient obligées d'acheter des dollars en masse, ne pouvaient, pour compenser ce facteur de gonflement de leurs actifs, vendre sur le marché des titres libellés dans leur propre monnaie. Autrement dit, la Bundesbank ne pouvait pas vendre des bons du Trésor allemands pour compenser ses acquisitions de bons du Trésor américains, ce faisant, elle aurait pesé sur le cours des titres en Dmark et, par conséquent, fait monter les taux en Allemagne. La Banque d'Angleterre, qui avait fait de grosses provisions de dollars, la Banque du Japon et d'autres instituts d'émission étaient pareillement paralysés par la mécanique de l'accord du Louvre.

Circumstances aggravantes : la mécanique continuait à jouer quand ce fut au tour du Dmark (l'an dernier) puis du yen (aujourd'hui) de s'affaiblir. Pourquoi ? Parce que si une banque centrale — mettons la Fed (Etats-Unis) — s'avise de soutenir le Dmark ou le yen (en les achetant), elle émet directement sa propre monnaie (en l'occurrence, des dollars) selon le même processus dont étaient naguère victimes les banques centrales qui achetaient... du dollar !

C'est le pouvoir d'achat ainsi créé erratiquement au gré des opérations sur les marchés des changes qui finit par orienter les courants commerciaux entre les nations. D'où une absurdité supplémentaire de la « coopération » internationale telle qu'elle est pratiquée par les Sept : elle rend tout bonnement impossible tout rajustement des balances des paiements. Bravo, messieurs qui venez d'écouter ce petit exposé de votre week-end dans le cadre austère du ministère des finances à Bercy !

Notes de lecture

par ALFRED SAUVY

OLIVIER RAMAHATRA

Madagascar : une économie en phase d'ajustement

Plus d'un siècle après la domination française, quarante ans après la Constitution assurant l'indépendance, celle qu'on appelle la Grande Ile attire bien peu l'attention des Français, plus intéressés par l'Afrique continentale. Elle mérite cependant l'examen, tant pour elle-même que par les leçons qu'elle dégage de son aventure.

Malgache de naissance, l'auteur est, à notre connaissance, un spécialiste des télécommunications, terrestres ou par satellite et il enseigne à l'université. En phase d'ajustement, dit le titre. Combien y a-t-il de façons d'éviter le terme « sous-développement » ? Premier réflexe d'un économiste devant un pays lointain : le PIB par habitant : 300 dollars ici, ne convertissez pas, par crainte du vertige.

N'y a-t-il pas de l'humour dans l'expression « Le FMI pose de vraies questions » ? Son intervention à eu, tout au moins, le mérite, non seulement d'assurer la gloire, mais aussi de permettre de légères améliorations : balance commerciale, proche de l'équilibre notamment. Mais un test est terriblement évocateur : la reprise de la mortalité infantile.

L'ouvrage lui-même est significatif : il y est plus question de lois et de fonctionnaires que de techniques agricoles. Est en question aussi le caractère insulaire : les îles, dit-on, sont instables et attirées par le meilleur, comme par la pire. Mais les querelles de théoriciens ne portent guère sur ce point et vont facilement se perdre dans la structuration. Et paradoxalement, peut-être faudrait-il voir plus bas, pour voir plus loin... importante bibliographie.

Éditions L'Harmattan. — Bibliothèque du développement. Paris, 1989, 24 cm, 288 pages, 160 F.

DUSAN SIDJANSKI

ET URAL AYBERK

L'Europe du Sud dans la Communauté européenne

Le titre de l'ouvrage est ainsi complété : *Analyse comparative des groupes d'intérêt et de leur insertion dans le réseau communautaire*. De ce groupe de pays d'Europe du Sud sont écartés l'Italie et la France, en tant que pays industriels. Entre partis politiques et groupes d'intérêt existent, partout, des formes diverses, des relations, étudiées ici directement par les auteurs, ainsi que par Klaus von Beyme.

Viennent ensuite des études pour chaque pays, particulièrement pour la Grèce. Du fait qu'elle a pu sauver Andrinople en 1913, la Turquie se voit européenne, abandonnant définitivement Kemal Atatürk. L'attention se porte aussi sur le Parlement européen, depuis son élévation au statut d'universel, qui non seulement compte divers représentants de groupes d'intérêts mais a avec ceux-ci des liens par la voie d'auditions spéciales. En conclusion, D. Sidjanski s'attache à l'insertion de ces groupes d'intérêt dans la Communauté européenne. Un long parcours accidenté en vue : Auteuil, plus que Longchamp. En annexe, tableaux.

Institut universitaire d'études européennes. Genève 1990, 24 cm, 275 pages, 140 F.

ERIC TAIEB

ET OCTAVIO BARROS

Economie et société brésiliennes : croissance ou développement ?

Né au seizième siècle d'un curieux arbitrage papal, cet ensemble national de terres est, depuis la création de Brasília et l'ouverture de la route intérieure non certes une nation homogène mais un territoire continu. Cet ouvrage paraît opportunément, en même temps que l'élection présidentielle. Le professeur français spécialiste et le spécialiste de Brasília et de São Paulo ont uni leurs efforts, pour nous présenter ce pays de records et de contrastes : des richesses naturelles immenses, des capitaux importants, mais des déperditions déconcertantes.

Assez vaines, nous semble-t-il, les subtilités sur les différences entre croissance et développement, mais frappant au point d'échapper parfois à la raison, le contraste entre la masse de richesses et l'extrême pauvreté que résume éloquentement un chiffre : l'espérance de vie à la naissance est égale à celle de l'Inde, bien que le nombre de médecins y soit quatre fois plus élevé.

De réforme agraire, il est certes question depuis de nombreuses années, mais l'habitant des régions agricoles pauvres n'a d'autre solution que de rejoindre quelque ami ou frère, dans une déconcertante favela. L'agriculture est « tragiquement », exportatrice.

« Mauvais dieu du développement », est-il dit en couverture, mais par quoi faudrait-il commen-

cer ? se demande le lecteur ému. Alléger le poids de la dette, est-il navrement suggéré en conclusion. Ce sont en somme des questions que nous pourrions en fin d'ouvrage, plus que des clairs. Toute l'attention se porte maintenant sur le degré d'audace et le courage du nouveau président.

Naïthas. Paris, 1989, 19 cm, 224 pages, 59 F.

MARIE-FRANCE TOINET,

HUBERT KEMPF

ET DENIS LACORNE,

Le libéralisme à l'américaine,

l'Etat et le marché

Le gouvernement des Etats-Unis est-il, selon l'expression de René Rémont, un gouvernement qu'on ne sent pas ? Dans la Constitution de 1787, le gouvernement doit « pouvoir à la défense commune et au bien-être général », formule habile, qui évite le débat.

Sans être partout, de Boston à Seattle, l'Etat est bien présent, en particulier lorsqu'il entend « faciliter le tâche du privé ». La judiciaire tient, en outre, une large place. Plus précisément, le *lawyer* est presque un agent de l'administration fédérale.

Dans un premier chapitre appelé curieusement « Héritage », M.-F. Toinet rappelle que l'Etat fédéral est le plus grand propriétaire terrien des Etats-Unis (il possède le tiers du sol, Alaska compris). Multiples exemples. Lorsque l'historique s'aventure sur Franklin Roosevelt (H. Kempf), nous retrouvons la lacune d'importation de l'abandon de l'étalon or en 1933, pièce maîtresse paradoxalement libérale, n'est pas mentionnée.

Quoi qu'il en soit, les dépenses fédérales, qui représentaient 3 % du PNB en 1900, arrivaient en 1984 à 23 %. En 1987, l'impôt sur le revenu des personnes représentait 46 % des ressources fédérales. En outre, l'impôt de 35,3 % sur les salaires était perçu au profit de la Sécurité sociale. La réglementation est parfois abolie ou adoucie : ce fut en particulier le cas, en 1978, pour le fameux CAB (Civil Aeronautics Board), qui datait des années 30. De Ronald Reagan est surtout connue la formule « moins d'Etat ».

Une deuxième partie porte, plus généralement, sur « la droite et l'économie ». D. Lacorne aborde le redoutable problème des lobbies et celui de la politique extérieure. Est rappelée l'invention de Humbert Humphrey : « Les exportations de pétrole soviétique sont peut-être plus dangereuses que la menace militaire ». Elle était encore loin, la glasnost.

Économica. Paris, 1989, 24 cm, 312 pages, 135 F.

RENÉ SÉDILLOT

Le coût de la Terreur

Il y a des périodes pendant lesquelles on ne compte pas ; même le nombre de vies humaines, si bien défini qu'il soit, se prête alors mal, sinon à l'observation, du moins à la mesure. Le célèbre historien de l'économie, dont nous avons présenté ici « Le coût de la Révolution française », assure, cette fois encore, notre attention sur une

période particulièrement destructrice, donc a priori, onéreuse.

Deux difficultés se présentent toutefois : définir la période visée par le titre et préciser ce qu'on peut appeler le coût : parler de la période qui va du 10 août 1792 au 10 août 1794, est plausible, mais la véritable difficulté n'est pas là. Même si nous disposions de tous les éléments chiffrés, y compris ceux qui concernent la guerre de Vendée, il resterait une question de définition. L'auteur ayant renoncé à la surmonter, nous nous trouvons, en somme devant un amas de chiffres, qui peuvent s'assembler de diverses façons. Rappelons-nous les fortes divergences qui ont surgi, en dehors de toute position politique, lorsqu'il s'est agi de chiffrer le coût de la guerre d'Espagne ou celui de la guerre d'Algérie.

Pendant ces années de terreur, naissait paradoxalement la notion de comptabilité nationale. Son promoteur Levoisier n'a d'ailleurs pas eu... le temps de « faire le point ». Après avoir rappelé les apports, les créations de la Terreur, l'auteur examine cinq aspects : le prix financier, le prix économique, le prix culturel, le prix spirituel, le prix humain (peut-être le plus facile).

Lecture hautement recommandable, mais réponses imparfaites, qui, selon la norme, ouvre de nouveaux champs à cette insatiable qu'on appelle la recherche.

Éditions Perrin, « Vies et légendes », Paris 1990, 23 cm, 297 pages, 110 F.

MARIE-PAULE DE PINA

Les îles du Cap-Vert

Une histoire ! Quelle histoire ! Que d'histoires ! Le célèbre journaliste, aussi expert en syndicalisme qu'en sur les pays lusophones, nous décrit un pays bien peu connu des Français, alors qu'il mérite tant de l'être.

Ni plus ni habitants, pensaient les Portugais à la découverte de cet archipel, si étrange de bien des façons, plus encore que son vieux ami — et parfois adversaire — la Guinée-Bissau. Des philes, il y en a toujours aussi peu, mais les colons se sont multipliés de telle façon qu'ils sont aujourd'hui poussés à une émigration vers divers pays, parmi lesquels se trouve, paradoxalement, le pays « surpeuplé » de Van Gogh.

D'ailleurs, le paradis est partout pour l'Occidental, si peu conscient de ses avantages, et il peut même frapper l'Africain continental. Elle est bien nécessaire, la pilule, mais pourrait être plus intensément utilisée. Bien nécessaires aussi les terrains d'avion, pour les communications entre les îles et plus encore avec divers pays voisins, encore que dangereux du fait de leur utilité stratégique pour tant de pays.

Viendra-t-il, le jour, où il faudra apporter non seulement l'essence, mais son eau ? Peut-on rappeler qu'il y a une vingtaine d'années la recherche pour la distillation de l'eau de mer a été brusquement arrêtée par le premier choc pétrolier ?

« Un pays stratégique », nous dit l'auteur. En-j permis d'ajouter : et plus encore ! Bibliographie. Cartes.

Kailash. Paris, 1987, 24 cm, 230 pages, 95 F.

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Directeur industriel
300 personnes - Région Parisienne

CONSEIL EN RECHERCHE DE DIRIGEANTS ET ASSOCIÉS

RESPONSABLE DE

oryade

Postes à + de 400 KF

Directeur Industriel

pour développer une politique de marketing industriel et piloter, coordonner, contrôler les différents secteurs d'activité.

Ce poste basé à Paris s'adresse à un ingénieur grande école dont l'expérience industrielle lui aura permis d'acquérir autorité et savoir-faire dans l'exercice de responsabilités globales.

Prière d'adresser lettre et CV sous référence 1242/M à : **PUBLIPANEL** - 145, rue de Vaugirard 75015 PARIS, qui transmettra. Discretion absolue.

Ropac John Crane

Directeur Commercial France

Leader incontesté des garnitures d'étanchéité dynamique, Ropac John Crane conforte chaque jour son savoir-faire dans ce domaine, notamment par la recherche de matériaux nouveaux pour répondre aux exigences de nombreuses industries de pointe : Nucléaire, Aéronautique, Marine, Pharmacie, Pétrochimie, Industrie Agro-alimentaire...

Rattaché au P.D.G. et membre du Comité de Direction, votre fonction comportera trois missions spécifiques :
Mission commerciale : encadrer et dynamiser notre équipe de 20 technico-commerciaux (placés sous l'autorité d'un Chef des Ventes), négocier à haut niveau auprès des Grands Comptes et assurer les liaisons intercompagnies de nos filiales à l'étranger.
Mission gestion : diriger et animer le service Administration des Ventes et les Centres de Services France (Maintenance Industrielle).
Mission marketing : appliquer la stratégie définie par le Groupe.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous avez 10 ans d'expérience minimum dans une fonction de management commercial en milieu industriel. Vous maîtrisez l'anglais pour intégrer la dimension internationale du poste et possédez si possible une expérience des machines tournantes (hors moteur) et/ou des agitateurs.

Votre sens de la communication, votre fort pouvoir de conviction et d'adhésion à nos structures administratives et techniques vous seront nécessaires pour réussir pleinement votre intégration dans l'entreprise.

Garant de la qualité et de l'image de haute technicité des produits Ropac John Crane, vous saurez mettre en œuvre les moyens adaptés pour répondre à vos objectifs premiers : développer l'activité de notre Groupe et accroître nos parts de marché ! La rémunération attractive sera assortie d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. DC/RIC à notre conseil : **Jehanne HAMEL - EXECUTIVE** 153, bd de Magenta 75010 PARIS qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

EXECUTIVE

Directeur industriel
300 personnes - Région Parisienne

Filiale d'un groupe industriel à forte notoriété, nous concevons, fabriquons en série ou en quantité limitée sur commande, et commercialisons à l'international des produits multiples, complexes et très spécifiques. Nous mettons en œuvre des techniques variées : chimie, emboutissage, mécanique de précision et travaux de nombreux matériaux : acier, cuivre, alliages, plastique...

En collaboration avec notre Directeur Général, le Directeur Industriel prendra en charge les atouts de fabrication, le bureau d'études-industrialisation, les méthodes, l'entretien et l'outillage, le planning...

Il aura à gérer en patron de nombreux dossiers d'organisation, d'amélioration de productivité, d'investissements...

Ingénieur homme de méthodes, rigoureux, vous êtes un solide généraliste de l'industrie. Vous pouvez prouver que vous êtes un praticien et que vous maîtrisez des techniques très différentes. Vous êtes un homme de challenge et un animateur d'équipes. Ecrivez à notre conseil sous la référence 11.10.07 LM-38, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

DROUOT-L'HERMINE
CONSULTANTS

DES GRANDS CLIENTS MONDIAUX
• Aéronautique • Télécommunications • Automobile •

DIRECTEUR COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

Ordre de grandeur de rémunération : **500 000 F/an** + voiture de fonction.

Société (150 millions de francs de C.A.) en progression constante, avec un excellent taux de rentabilité, faisant partie d'un groupe de premier plan recherche son Directeur Commercial.

Rattaché au PDG, il proposera et mettra en œuvre la politique marketing et commerciale avec comme objectifs non seulement l'accroissement de la pénétration commerciale en France et à l'étranger mais également l'optimisation des marges.

Il animer une équipe de 24 personnes dont 12 cadres et travaillera en étroite collaboration avec la direction Etudes et Développement.

Ce poste s'adresse à un candidat possédant une formation supérieure de haut niveau (école de commerce ou ingénieur) et une expérience de vente et d'animation d'une force commerciale acquise dans le domaine des produits industriels (CEM).

Des qualités de leader et une grande rigueur dans la gestion, un sens commercial aigu et une maîtrise parfaite de l'anglais sont indispensables.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 15 A 1804 - DM
Discretion absolue.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75015 Paris.

CONSEIL EN RECHERCHE DE DIRIGEANTS ... ET ASSOCIE

Nous sommes un Cabinet international, présent sur 4 continents, faisant partie de l'un des plus importants réseaux mondiaux d'Executive Search. Nos missions sont souvent menées (en particulier en Europe) sur un mode international.

En France, nous sommes reconnus pour notre expertise dans les secteurs de pointe (Microélectronique, technologies de l'information, santé, biotechnologies, agro-industrie). Organisés par marché, nous souhaitons aujourd'hui nous affirmer davantage dans les domaines : FINANCE / GRAND PUBLIC-DISTRIBUTION / TEXTILE - LUXE / BTP - IMMOBILIER / INDUSTRIES DE PROCESS et confirmer notre position dans les secteurs de pointe. Pour ce faire, nous recherchons des personnalités innovantes et de ces secteurs. Vous aimez, y êtes reconnus comme un Dirigeant, un Décideur ou déjà... un Conseil.

De formation supérieure type Grande Ecole, vous parlez Anglais et de préférence une autre langue européenne. Plus d'indépendance, un large champ d'action, l'appui d'une équipe de professionnels (à l'échelle mondiale) peuvent vous attirer et vous donner l'envie de nous rejoindre.

Votre réseau relationnel à haut niveau vous permettra de générer et mener des missions d'extrême stratégie et de développer rapidement votre marché. Vos preuves faites, vous accablerez au "partnership". A ce niveau, vos revenus pourront se situer entre 800 KF et 1,2 MF.

Merci d'écrire sous référence 4280 à Sources - 108 rue St Honoré - 75001 Paris, éventuellement sous double enveloppe, en indiquant le nom des cabinets auxquels vous ne désirez pas que votre dossier soit transmis.

LYON

IMPORTANT ORGANISME DE SERVICES
recherche son

Directeur International

En relation avec la Direction Générale, vous aurez en charge de développer, pour le compte d'entreprises privées ou d'organismes à vocation internationale, des missions :

- d'assistance et d'information pour les exportateurs,
- d'aide juridique, réglementaire et commerciale,
- d'étude et de recherche concernant diverses opérations à l'étranger, y compris sous forme de missions de courte et moyenne durée,
- de détection et de capitalisation des opportunités d'affaires.

De formation supérieure (Maîtrise Sciences et Techniques, Maîtrise AES option Commerce international ou Grandes Ecoles), vous avez fait preuve d'une expérience réussie de 10 ans minimum dans une fonction industrielle ou commerciale ouverte à l'exportation.

Une maîtrise parfaite de l'anglais ainsi qu'une bonne connaissance de l'allemand sont indispensables ; la connaissance d'autres langues sera un atout supplémentaire.

Un tempérament de manager alliant créativité et qualités d'animateur est nécessaire pour encadrer une équipe d'une quarantaine de collaborateurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) s/réf. 25488/M à : HCA - 11, rue Fd Carnot 69002 LYON, qui transmettra.

Nous sommes un des leaders du BTP en France qui connaît une très forte croissance sur les marchés étrangers, particulièrement au sein des pays de l'Est. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre structure de gestion en créant le poste de :

RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION

- Outre un évident savoir-faire technique et professionnel qui s'appuie de préférence sur un double vécu de 7 à 8 ans en Entreprise et en Cabinet, vous saurez faire reconnaître votre autorité auprès de vos interlocuteurs opérationnels (plus de 50 filiales) en vous appuyant sur une forte dimension relationnelle, où souplesse, discrétion et convivialité se conjuguent naturellement avec pragmatisme, rigueur et une forte capacité d'implication personnelle.
- Ce poste basé à Paris s'adresse à un candidat à fort potentiel de 35 ans environ, diplômé d'études supérieures, désireux de se mouvoir dans un environnement responsabilisant et très décentralisé qui devrait lui permettre de prendre rapidement des responsabilités plus larges dans le domaine comptable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée), sous référence LM/176 à notre Conseil : **François PELLETIER** - 16 avenue Hoche - 75008 PARIS

oryade

PROMODATA
LE NUMÉRO 1 DE LA LOCATION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES EN FRANCE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion) et vous parlez impérativement l'anglais (la connaissance d'une autre langue européenne serait un plus).

Sept à dix ans d'expériences professionnelles comme cadre financier, avec probablement un passé bancaire et/ou international vous ont permis d'acquérir des compétences dans le domaine du financement, des engagements, de la gestion de trésorerie tant en francs qu'en devises. Vous avez aussi fait vos preuves d'animateur d'équipes. Vous souhaitez aujourd'hui accéder à une Direction financière et vous y investirez durablement.

Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, en étroite relation avec les autres Directeurs de la Société, et en liaison permanente avec la Direction Générale du groupe auquel nous appartenons, vous dirigerez et animerez les services de la Direction financière : études des risques, recouvrement et contentieux, trésorerie, financement (en particulier au sein de nos filiales en Europe).

Vous serez un interlocuteur privilégié des équipes commerciales, via à vie desquelles vous assurerez la responsabilité "d'achat des ressources financières" tant en France qu'à l'international.

Nous sommes numéro 1 dans notre secteur en France, nous nous développons en Europe (plusieurs filiales) et nous appartenons à un groupe de tout premier plan. La rémunération offerte sera à la hauteur des responsabilités proposées, mais nous serons très exigeants sur vos qualités personnelles, sur votre éthique et sur votre engagement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5356 M, à Sériol, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Sériol
Membre de Syntec

La branche informatique de l'un des tout premiers groupes industriels français de réputation mondiale, recherche son

Responsable des Affaires Juridiques

Paris Ouest
Rattaché dans un premier temps à la Direction Juridique du Groupe, vous aurez vocation à assurer très rapidement la responsabilité juridique de la filiale informatique. Votre mission comprend notamment la négociation et le suivi de tous les types de contrats dans le domaine informatique : contrats de licence de logiciels, distribution, vente, accords techniques et de coopération, implantations en France et à l'étranger.
Homme ou femme de contact et de méthode, vous avez l'écouffé d'un responsable. Vous travaillerez en étroite relation avec les différentes Directions du Groupe ainsi qu'avec les intervenants extérieurs (clients français et étrangers).

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et fiscal

contactez Frédéric d'Antin au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FA456MO.

Regroupement d'Offices Notariaux en vue de l'informatisation d'un formulaire notarial recherche son :

JURISTE

Technicien en droit notarial

Vous avez au moins la trentaine, vous avez 7 années au minimum vous ont permis d'acquies RAC C + 4 + DSCG ou équivalent.

Vous excellentes relations avec les notaires, votre autorité s'impose, vous êtes sérieux mais experts.

Vous pouvez fréquenter les notaires accessibles aux plus modestes. Votre écoute s'accompagne d'une compétence technique permet le conseil.

Vous êtes basé à Nice et souvent à Paris.

Adresses : CV + photo + lettre manuscrite en précisant sur l'enveloppe la réf. IJ/LM. (Notre FAX : 64.97.35.15).

CABINET THIERRY DORFSMAN
CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
BP 204 - 91007 EVRY CEDEX.

KPMG fidal

Partenaire pour la France de KPMG, 1^{er} Cabinet Mondial de Conseil d'Entreprise, KPMG fidal c'est en France 110 implantations locales, 1950 personnes, une structure qui vient de rejoindre PwC Marwick France.

Notre DIRECTION REGIONALE DE REIMS recherche un :

CONSEIL D'ENTREPRISE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Rémunération élevée

Juste de formation (BAC + 4), une expérience de 5 ans minimum au sein d'un service juridique d'entreprise, d'un établissement financier, d'un cabinet d'avocats ou de conseils, vous permet aujourd'hui de maîtriser l'ensemble du droit des sociétés (constitution, transformation de sociétés, tenue des assemblées, consultation juridique, etc.).

Vous constituerez un interlocuteur privilégié auprès des dirigeants d'entreprises en allant votre savoir-faire technique et votre sens de la communication et de la négociation.

Si vous souhaitez intégrer un cabinet conseil vous offrant de réelles possibilités d'évolution, écrivez à Philippe GROSJEAN - KPMG fidal - 33, rue Voltaire 10000 TROYES - qui transmettra confidentiellement votre dossier.

LES EDITIONS DALLOZ recherchent un

JURISTE PRIVATISTE H/F

Nous recherchons pour notre Encyclopédie un juriste à qui nous confierons notamment la responsabilité du répertoire de droit civil et d'une partie du répertoire des sociétés.

Vous assurerez, en tant que rédacteur juridique, non seulement les relations avec les auteurs et la préparation technique des manuscrits mais aussi le travail de recherche et de mise à jour : vous suivrez l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale des matières qui vous seront confiées.

Vous avez un DEA de droit privé et quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou en cabinet d'avocats à la Cour ou au Conseil. Vous maîtrisez bien le droit civil et vous êtes aussi capable de vous adapter à d'autres branches du droit.

Vous souhaitez vous intégrer à une équipe spécialisée qui vous formera à sa technique.

Le salaire proposé motivera un cadre de très bon niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la réf. 681 sur l'enveloppe, à notre conseil

Minicar 6 rue Halévy 75009 PARIS

Société de Conseil en forte croissance, affiliée à un important groupe bancaire et une société financière internationale recherche

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Directement rattaché au Secrétariat Général, il sera en charge des questions juridiques liées aux filiales françaises et étrangères, vie sociale (secrétariat juridique), création de sociétés « ad hoc », contrats entre les filiales, participations aux opérations d'acquisition et de restructuration.

Le ou la candidate, âgé de 27 ans minimum, est titulaire d'une maîtrise droit des affaires, a 3 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet ou d'un groupe. Anglais nécessaire : Espagnol serait apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV + photo + prétentions sous référence AM à AIM, Département juridique, 6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris.

cité des Sciences et de l'Industrie

Nous sommes un établissement Public de 1000 personnes et nous recherchons, pour notre département des affaires juridiques et des contrats, un :

Chargé d'Affaires Juridique

Agé de 25 à 30 ans, après une maîtrise de droit. Privé ou Public vous avez acquis 2 ans d'expérience minimum de préférence dans un EPIC, qui vous a permis d'acquies un esprit rigoureux et d'analyse et le goût du travail en équipe.

- Vous aurez la responsabilité de l'élaboration de documents contractuels, marchés de droit public ou conventions de droit privé.
- Vous interviendrez comme conseil juridique auprès de l'ensemble des directions sur des questions juridiques ou fiscales dans des domaines du droit très diversifiés : propriété littéraire et artistique, informatique, domaine public, assurance...

Vous intégrerez en outre une équipe de 20 personnes en tant que cadre.

Adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 1029 à M. Maurice GROSJEAN, Département du Personnel, La Cité des Sciences et de l'Industrie, Parc de la Villette, 30, avenue Corentin-Lise 75000 PARIS CEDEX 19.

Saint Gobain Vitrage

Leader du verre plat destiné au Bâtiment et à l'Automobile recherche

CONTROLEURS DE GESTION

Après une première expérience réussie ou cœur de notre tissu décentralisé de P.M.I., vous vous verez confier la responsabilité de Directeur Administratif et Financier de l'une de nos filiales.

Issu d'une Ecole Supérieure de Commerce ou bénéficiant d'une spécialisation en finance, comptabilité ou contrôle de gestion, vous êtes pragmatique, très à l'aise dans les contacts et savez vous imposer.

Votre mobilité sera une des conditions de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 4278 à

SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris.

SOURIAU

L'AVENIR CONNECTE

3200 PERSONNES, 13 FILIALES, DES MARCHES AUSSI PRESTIGIEUX QUE ARIANE, AIRBUS, TGV : SOURIAU FILIALE DE FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL CREE, DANS LA SAIRINE, LE POSTE DE

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

pour ses 4 sites implantés près du MANS.

Outre les aspects classiques de la fonction, votre principale mission sera de former, sensibiliser et associer les responsables d'unité ou contrôle budgétaire de leurs secteurs.

Après une formation de type Ecole de Commerce (ESCAE ou équivalent) et une première expérience du contrôle de gestion industriel, vous vous sentirez le potentiel suffisant pour assurer, après 3 mois de formation ou stage à Paris, cette fonction très autonome.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. AG/VG à SOURIAU, Relations du Travail, 9/11 rue du Général Gallieni 92100 Boulogne.

Premier groupe privé de SCPI (Sociétés Civiles de Placements Immobiliers), nous gérons un parc immobilier de plus de 650 000 m² représentant une capitalisation de plus de 3 milliards de francs. Aujourd'hui, nous recherchons un

Juriste H/F

Rattaché à notre Direction Générale, vous aurez pour mission l'analyse, le traitement et le suivi des dossiers juridiques.

Votre réelle implication ainsi que vos qualités relationnelles vous permettront d'assurer en outre, un rôle de conseil juridique interne auprès des opérationnels.

De formation juridique supérieure (type DESS), vous avez une première expérience professionnelle en Droit des Sociétés.

Adresser votre candidature, s/réf. 0904/J-LM, à Patricia NIEL - GROUPE PELLOUX 50, Champs-Élysées 75008 PARIS.

Groupe Pelloux

NOTRE GROUPE, DE DIMENSION INTERNATIONALE, SPÉCIALISÉ DANS LES BIENS D'ÉQUIPEMENTS, SECTEUR FERROVIAIRE, RECRUTE UN :

AUDITEUR INTERNE INTERNATIONAL

De formation supérieure complétée par un DESCF ou l'expertise comptable, vous avez plusieurs années d'expérience de l'audit en cabinet ou en entreprise.

Rattaché à notre direction générale, votre rôle sera de mettre en place et de contrôler les procédures, de vérifier les comptabilités et d'analyser les résultats.

Vos missions d'audit, essentiellement auprès de nos filiales étrangères, nécessitent une large disponibilité et une maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Votre efficacité, votre force de proposition vous permettront d'occuper, à échéance proche, le poste de responsable de l'audit interne.

Merci d'envoyer LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO ET RÉMUNÉRATION SOUHAITÉE À MGC S/RÉF. 165, 38, RUE DE VILLIERS, 92300 LEVALLOIS.

LES MUTUELLES DE LOIRE ATLANTIQUE

15 Etablissements, 800 M² de CA, 1000 personnes, recrutent leur

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur :

- capable de répondre aux défis d'une entreprise en pleine mutation.
- possédant une expérience confirmée en Organisation.
- faisant preuve d'une excellente capacité de synthèse, d'un goût prononcé pour l'analyse et d'un sens aigu du dialogue.

Vous serez garant de l'organisation et des méthodes dans l'ensemble de nos secteurs d'activité :

- ☐ Vous participerez activement à des missions de diagnostic, conduirez et mettez en place les études d'organisation confiées au service.
- ☐ Vous serez chargé des méthodes et circuits actuels, dans le souci permanent d'améliorer la qualité de notre service.
- ☐ Vous participerez aux projets de développement informatique.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo) au Service Personnel

MUTUELLES DE LOIRE ATLANTIQUE
H qui Fernand Crouan, 44006 NANTES Cedex 01

هكذا من الأصل

lu FN

de la droite
lu FN 192

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28
M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

M. Lapeyre
est l'avis
et tout des
et avec 0 45
et avec 28

Valeo

Recherche pour sa nouvelle usine de l'île d'Abbeville (Est de Lyon) spécialisée dans la fabrication des démarreurs, un

Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Financier vous aurez la responsabilité des budgets, du suivi des prix de revient. Interlocuteur privilégié de la Production, vous jouerez un rôle moteur dans l'amélioration des indicateurs de performance des ateliers en matière de qualité, productivité et de gestion des stocks. Agé de 28/30 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieur complétée par un troisième cycle de gestion et/ou par une première expérience réussie en contrôle de gestion industriel.

Contacter Hervé Barkatz au 78.28.16.04 ou adresser votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf. HB358MO.

Michael Page

Michael Page Rhône-Alpes

Spécialiste en recrutement Financier

Une importante société de distribution recherche dans le cadre de sa décentralisation des

Responsables Administratifs et Financiers

Agen, Rouen, Macon

Sous la responsabilité du Directeur Régional, vous assurerez le bon fonctionnement des circuits administratifs et comptables de la région (CA : 800 millions de Francs). Animant une équipe d'une dizaine de personnes qui couvre les aspects informatiques, financiers et services généraux, vous produirez les éléments nécessaires pour le groupe.

Pour les postes basés à Agen et Rouen, contacter Christophe Aubry, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CAS557MO (pour Agen), CAS557MO (pour Rouen).

Michael Page

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

280 KF+

Pour ce poste très opérationnel, le candidat âgé de 33/35 ans aura une formation supérieure complétée par un DECS.

Il aura également une expérience d'au moins cinq ans dans un poste opérationnel.

Pour le poste basé à Macon, contacter Dorick de Brosses, au (16) 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON sous réf. HB358MO.

ROUSSEL UCLAF



Roussel Uclaf groupe chimique et pharmaceutique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activités : santé humaine, végétale et animale. Il est présent avec succès dans le monde entier (une cinquantaine de filiales implantées à l'étranger). La direction financière du groupe recherche un

Jeune Analyste Financier

Interlocuteur financier privilégié des filiales françaises et étrangères, il jouera un rôle très opérationnel en assurant le contrôle financier et la planification financière de celles-ci. En outre, il participera activement par ses analyses pertinentes aux projets de croissance externe du groupe.

De formation Supérieure Économique et Financière (HEC, ESSEC, Sciences Po) ou diplômé d'une école d'ingénieur avec formation complémentaire en gestion, vous avez une première expérience acquise au sein d'un groupe international, d'un

cabinet d'audit ou d'une banque d'affaires. Vous parlez deux langues dont l'allemand et votre sens du travail en équipe vous assurera une rapide intégration et des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Contacter Frédéric Pougnot au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. F4752 MO.

Michael Page

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Une importante Société de Services (CA 5 Mds, 6000 personnes, 130 filiales en France et à l'Étranger) recherche un

Auditeur International

Paris

240 KF

Au sein d'une équipe d'audit performante, rattachée à la Direction Générale et que nous souhaitons élargir, vous serez chargé de missions d'audit financier opérationnel, d'audit d'acquisition, d'analyses de procédures et de missions ponctuelles pour la Direction. Ce poste constitue un excellent tremplin pour évoluer vers une responsabilité opérationnelle en France ou à l'Étranger au sein du groupe.

Une formation supérieure (Grande École et/ou DECS), 2 saisons en cabinet d'audit et une excellente maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Contacter Charles-Henri Dumon, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CHD1002 MO.

Michael Page

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

ETPM

Dans le cadre de son association avec la Société américaine McDermott et de ses récentes succès commerciaux en Iran, ETPM recrute un

ASSISTANT DE SECRETAIRE GENERAL

Vous participerez à l'ensemble des problèmes concernant le contrôle de gestion, la comptabilité, la trésorerie, les questions administratives et contractuelles liées à la réalisation de nos chantiers.

Vous serez associé à la mise en place d'un système de gestion dans un environnement franco-iranien.

Après une période de 2 à 3 ans au Siège vous pourrez évoluer vers un poste de Responsable Administratif et Financier à l'étranger, au sein de notre Société ou dans le Groupe GTM-ENTREPOSE.

La poste s'adresse à un jeune diplômé (HEC, ESSEC, SC, PO, ECD, etc.) débutant ou ayant une première expérience, désireux de développer ses compétences dans un environnement international.

Vous devez maîtriser parfaitement la langue anglaise et être immédiatement disponible pour de courtes missions à l'étranger.

Envoyer CV, photo et prétentions sous la référence 75571 à Média-Syrom, 8 Impasse des Deux Cousins, 75848 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Avec ses 40 000 collaborateurs et réalisant un C.A. de 21,6 milliards de Francs, notre Groupe International rassemble 500 entreprises. Nous exerçons l'ensemble des activités du métier de l'eau auprès des collectivités locales. Nous intervenons également dans les secteurs aussi diversifiés que l'Énergie, la Propreté Urbaine, les Services Funéraires, la Communication, la Santé et les Loisirs. Pour notre Direction Financière basée à Paris, nous recherchons :

2 AUDITEURS INTERNES

Nous vous confierons le contrôle des procédures comptables et administratives de nos directions régionales et de nos filiales. Vous serez amené à effectuer des déplacements.

Vous avez entre 25 et 28 ans et êtes de formation supérieure, type École de Commerce ou équivalent. Votre expérience acquise depuis 2 ou 3 ans dans une fonction similaire au sein d'un cabinet d'audit interne ou dans une société vous permettra d'être rapidement opérationnel.

En nous rejoignant, nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution de carrière en France et à l'étranger, dans des fonctions de gestion, de finance, de comptabilité ou de développement d'affaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et rémunération) sous réf. 6706/LM, à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

groupe lyonnaise des eaux

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Pour répondre à l'évolution des besoins de notre Groupe International d'activités de services et de distribution spécialisée (C.A. : 31 Mds) présent sur plusieurs continents et dans de nombreux secteurs d'activités, nous recherchons des :

AUDITEURS CONFIRMÉS

Vous avez :

- une formation supérieure avec une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un cabinet international,
- une bonne connaissance de la langue anglaise,
- vous êtes mobile géographiquement et très disponible.

Nous vous offrons de déployer vos talents dans un groupe de grande envergure. Cette fonction devra vous donner les moyens, à terme, d'évoluer au sein de notre compagnie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : CFAO DPH/recrutement - 7, Place d'Iéna, BP 203.16 - 75765 PARIS CEDEX 16, sous référence G 234 LM.

Nous recherchons pour accompagner le développement de nos activités un

SPÉCIALISTE MARCHÉ MONÉTAIRE

Directement rattaché au responsable du Département des Marchés, vous intégrerez une équipe de spécialistes intervenant sur les marchés Francs et Devises.

Dans ce cadre, vous aurez la responsabilité des interventions de l'établissement sur le marché interbancaire, les titres de créances négociables et les nouveaux instruments financiers à court et moyen terme (swaps, caps et floors, MATIF Pibor, FRA...)

Agé de 25/30 ans, de formation supérieure de type Grande École ou équivalent, vous souhaitez valoriser, au sein d'un établissement de taille importante, une première expérience qui vous a permis d'acquies une parfaite maîtrise de ces instruments.

Merci d'adresser sous réf. MD-S votre dossier de candidature au CEPME, Madame DANION, DRH, 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.

Crédit d'équipement des PME

Crédit d'équipement des PME

Directeur administratif et financier

Notre groupe (1300 personnes, C.A. 260 MF), créé en partenariat avec d'importants établissements bancaires, est l'un des leaders nationaux dans le domaine des prestations liées à la sécurité des biens et valeurs. Notre clientèle est essentiellement bancaire. Pour faire face à notre développement, nous recherchons notre Directeur Administratif et Financier.

Membre du Comité de Direction, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la gestion financière, comptable et administrative du groupe, en partie décentralisée dans les filiales et les unités régionales. Vous aurez également pour mission de concevoir de nouveaux systèmes d'information, d'assurer auprès de la Direction Générale un rôle de conseil dans le domaine fiscal et de participer activement à la définition et à la mise en œuvre de la politique financière du groupe.

De formation supérieure en comptabilité et gestion (vous êtes au minimum titulaire du DECS), vous avez déjà plusieurs années d'expérience similaire, acquise de préférence dans le domaine de la prestation de services. Votre rigueur ainsi que vos aptitudes à manager et à animer des équipes diversifiées seront de réels atouts pour ce poste d'état-major basé au siège du groupe à Toulouse.

Merci d'adresser votre C.V. avec une lettre manuscrite et vos prétentions sous la référence D.181/M à notre conseil D. FOSSAT qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**Oberthur Consultants**

49, rue Saint Roch, 75001 PARIS

Important Groupe d'Assurance français,
nous recherchons pour notre Direction Financière un**Gestionnaire Obligataire**

Au sein d'une petite équipe de professionnels, vous travaillez en binôme avec notre Responsable Obligations. Vous concourez activement à l'optimisation de notre gestion obligataire en matière de couverture des risques et de composition du portefeuille. Vous prenez en charge progressivement la gestion d'une partie de ces actifs.

De formation supérieure mathématiques (Ingénieur, universitaire, actuariaire...), vous avez une expérience d'environ 5 ans comme Analyste ou Actuaire dans la gestion obligataire ou la conception de produits de banque ou d'assurance.

Alliant rigueur et esprit d'initiative, autonomie et sens relationnel, vous souhaitez aujourd'hui vous investir dans un poste plus opérationnel et porteur d'avenir au sein de notre Groupe performant.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. Y0340 à notre conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT

Nous recherchons pour accompagner le développement de nos activités un

**OPÉRATEUR
DE MARCHÉ «JUNIOR»**

Au sein du Département des Marchés, vous rejoindrez une équipe de spécialistes intervenant sur les marchés Francs et Devises et assurerez la négociation, la mise en place et le suivi des opérations de l'établissement sur les marchés de capitaux. Agé de 23/28 ans, de formation supérieure de type Grande Ecole ou équivalent, vous souhaitez débiter votre carrière sur les marchés financiers et y acquérir une expérience diversifiée.

Merci d'adresser sous réf. MD-O votre dossier de candidature au CEPME, Madame DANION, DRH, 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.

**Crédit d'équipement des PME****Responsable Finances,
Contrôle de gestion informatique...
futur DAF**

Notre société est leader sur son marché et réalise un CA d'environ 180 MF. Nous maîtrisons aujourd'hui une activité de détail avec un point de vente N°1 en France et en Europe et une activité de gros représentant 30 % du marché national sur des produits importés du monde entier.

Notre responsable Finances, Contrôle de Gestion et Informatique dépend du Directeur Général, et supervise le Chef Comptable et son équipe. Il prend en charge toute la gestion financière de la société : trésorerie, opérations en devises, relations bancaires, élaboration des budgets, analyse des résultats... Il améliore le système de comptabilité analytique et met en place le contrôle de gestion. Il développe également l'informatisation et l'organisation administrative de la société. Sa réussite dans la fonction lui permettra d'accéder au poste de Directeur Administratif et Financier.

La trentaine, vous avez une formation supérieure de gestion et une expérience dans le contrôle de gestion ou les services financiers d'entreprises commerciales à vocation internationale. Vous êtes un organisateur né, bien sûr vous parlez anglais et maîtrisez l'informatique. D'une grande rigueur professionnelle, vous êtes également un homme de concertation. Adressez votre CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence MD/283.01/MO aux Conseils en Recrutement Associés - 58 avenue Kléber - 75754 Paris Cédex 16.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS

A VERSAILLES, groupe de Sociétés, prestataires de services
aux entreprises de Transport Routier de Voyageurs
recherche son :

Secrétaire général H/F

Rapportant au Directeur Général, vous aurez à concevoir, mettre en œuvre et superviser les procédures de gestion et de communication pour accentuer le développement du Groupe - 45 personnes - Vous serez l'interface entre les entreprises adhérentes et les collectivités.

H.E.C., I.E.P. ou équivalent, la trentaine, vous apportez une expérience réussie dans la gestion administrative, financière, budgétaire et l'audit. Vos qualités de battant, de communication, votre sens de l'organisation et des réalisations vous motivent pour ce challenge à finalité sociale.

Pour saisir cette opportunité, adressez votre dossier
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf.
MS/1067 à notre Conseil - 47 rue Maréchal Foch
78000 VERSAILLES - Discretion garantie -
Tél. : 30 21 85 84 Fax : 39 49 56 87

SCORE**SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES**

VOUS êtes diplômé de l'enseignement supérieur Bac + 4/5.

VOUS avez 3 à 4 ans d'expérience dans l'audit d'établissements financiers au sein d'un service d'inspection ou dans un grand cabinet d'audit.

NOUS vous proposons de venir renforcer notre service inspection en tant que

CHEF DE MISSION H/F

Après un complément de formation sur les techniques boursières, vous serez chargé d'animer des équipes de contrôle intervenant auprès des sociétés de bourse et vous participerez à l'évolution de notre méthodologie d'audit.

Vous aurez à vous assurer du bon respect des règles de fonctionnement des marchés (déontologie et réglementation professionnelles) ainsi que de la qualité de la gestion économique et financière des sociétés de bourse.

Votre rigueur de contrôleur, votre sens de la communication et vos capacités de synthèse sont des atouts décisifs pour ce poste évolutif de premier plan.

Merci d'envoyer cv. et prétentions sous référence BFC à notre Conseil
FBO CONSULTANTS, 34 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

**JEUNE CHARGE
D'ETUDES FINANCIERES**

Au sein du département de l'épargne, il sera chargé du suivi de la collecte et des emplois des réseaux associés.

A ce titre, il devra assurer l'édition de tableaux de suivi ainsi que l'élaboration de synthèses destinées à la Direction Générale de l'Etablissement.

Il sera par ailleurs amené à participer à des études sur les prévisions de collecte et sur les résultats financiers des établissements partenaires.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (statistique) ayant un goût prononcé pour les études financières.

Une première expérience dans ce domaine et des compétences en micro-informatique sont vivement souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1050 à CONTESSÉ - 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

FISCALISTE

Pour renforcer notre équipe, au sein d'un groupe international, en relation étroite avec le Directeur du Département :

- * Vous assurerez l'établissement de toutes les déclarations fiscales et,
- * Le reporting pour la commission bancaire.

Vous avez une formation DECS ou équivalent, de bonnes connaissances en comptabilité et micro-informatique et un bon niveau d'anglais. Candidat à fort potentiel, vous possédez une première expérience réussie dans un environnement anglo-saxon.

Ce sont les atouts indispensables pour réussir à évoluer au sein de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions en préambule) sous la référence 4500 MO à l'attention de M. Lorrain, 74 rue de Berzy, 75012 Paris, qui transmettra.

**RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER****SODEXHO**
La vie vient les hommes.**Spécialistes Gestion****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING****MARKETING**

Arts politiques

Le Congrès de la gauche...
Le Congrès de la gauche...

Le Congrès de la gauche...
Le Congrès de la gauche...

Le Congrès de la gauche...
Le Congrès de la gauche...

LAURENT DE CONIN

SODEXHO, groupe international de services,
leader français de la restauration collective,
recherche pour sa structure Achats un :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au Directeur des Achats,
vous interviendrez dans tous les domaines de la
fonction : comptabilité, fiscalité, paie de 40
personnes, problèmes juridiques...

Agé d'environ 27 ans, de formation ESC ou DUT
mais nécessairement titulaire du DECS, vous avez
une première expérience en cabinet ou au sein
d'une direction financière.

Vous serez le véritable bras droit financier du
Directeur de la structure. Autonome et rigoureux,
vous maîtrisez parfaitement l'informatique.

Pour ce poste basé à Saint-Quentin, merci
d'adresser lettre + CV + photo + prétentions, sous
réf. LM99 RAF, à SODEXHO, Mme HUG - BP 67 -
78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Contrôle de gestion, analyses économiques,
développez une expertise au sein d'Air France.

Attaché Economique

Diplômé d'une maîtrise de gestion ou de sciences économi-
ques, MIAGE, ESCAE option compta/finances, ou d'un DUT
gestion/économie (avec une première expérience de 2 ans
environ), vous recherchez une entreprise qui, par sa
performance et par son envergure, vous offre de multiples
opportunités.

Puis qu'une formation et au-delà d'un métier, Air France vous
propose une évolution professionnelle.

Dans un premier temps, vous rejoindrez soit le contrôle de
gestion central soit le contrôle budgétaire de l'une de nos
directions.

Ces missions vous ouvriront des perspectives d'évolution vers des responsabilités élargies dans un organisme opérationnel
(escorte, centre de vol, direction commerciale régionale...) pour intervenir en tant que responsable de la gestion.

Merci d'adresser CV détaillé, lettre manuscrite sous réf. AGE LM, à Jacqueline Baugrand, Air France, Sélection et Orientation,
10 rue Vercingétorix, 75014 Paris. Sélection prévue le 21 mai 1990.

Vos missions vous associeront au management de la Compa-
gnie, notamment :
• préparation et contrôle des budgets,
• suivi des effectifs,
• élaboration des dossiers d'investissement et contrôle de leur
exécution,
• suivi des prix de revient,
• études économiques.
Ces missions, basées à Paris, Orly ou Roissy vous permettront
de valoriser votre sens de la méthode, votre goût pour les
chiffres et leur analyse. Vous pourrez vous appuyer sur une infor-
matique de pointe.

AIR FRANCE

traces l'avenir

Spécialistes Gestion du Risque

Pour :
- analyser, au niveau fonctionnel, l'efficacité des systèmes de sécurité mis
en place dans les moyens de paiement du Crédit Agricole, dans le but
notamment de lutter contre la fraude.
- proposer des actions correctives économiquement justifiées.
- participer en tant que maître d'ouvrage à la mise en place des solutions
proposées.
- présenter périodiquement les bilans de fonctionnement.

Formation exigée : BAC + 5.
Expérience de la gestion des moyens de paiement appréciée.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines.

Adresser lettre, CV, photo et prêt, asrét. GMP/GR au CEDICAM - M. ALLOUF
Les Quadrants, 3 avenue du Centre, 78182 ST QUENTIN EN YVELINES

Rejoignez un réseau bancaire
à la mesure de votre talent et de vos ambitions

Exploitants PME/PMI

Au sein d'une de nos agences parisiennes, vous vous
verrez confier la gestion et le développement d'une
clientèle d'entreprises ciblées.

De formation supérieure, vous êtes aujourd'hui plei-
nement opérationnel grâce à une expérience réussie
de 2 à 5 ans dans ce domaine.

Votre dynamisme commercial et votre esprit de chal-
lenge seront les garants d'une évolution rapide et
personnalisée vers des postes d'encadrement au
sein de notre réseau en forte croissance.

Si ce contexte vous séduit, merci d'adresser lettre
manuscrite, CV et prétentions sous la réf. YO420 à
notre Conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT

CONCEPT

MARKETING

SON EXPERIENCE DU
MARKETING BANCAIRE LUI
PERMETTRA DE MENER TOUTE
ETUDE DE MARCHÉ D'IMAGE
PRE-TEST... DE DEFINIR ET
METTRE EN ŒUVRE LA
STRATEGIE MARKETING.

DEVELOPPEMENT

UCABAIL

UCABAIL
LA SOCIETE HOLDING DE CREDIT BAIL
DU CREDIT AGRICOLE RECHERCHE UN

ATTACHE JUNIOR DEBUTANT H/F

qui assistera les spécialistes de financement du marché
"Grandes Entreprises".

Laur Challenge :
Evoluer vers des fonctions de pleine autonomie pour des
négociations de haut niveau, comportant des montages
juridiques, financiers et fiscaux de Crédit-Bail Mobiliier.

Pour réussir dans ces fonctions, il est indispensable d'avoir un
bon contact commercial ainsi qu'une aptitude au travail en
équipe.

Formation :
- Ecole supérieure de commerce
- Maîtrise de Sciences Economiques
- Très bonne connaissance et pratique de la micro-informatique.

Ce poste est basé à Saint Quentin en Yvelines.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à
LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT
AGRICOLE
S/Réf. LAM/23.04.
Direction des Ressources Humaines.
B.P.48
78280 GUYANCOURT.

CAMIF

Notre métier : la Vente par Correspondance.
Nos moyens : des Catalogues, des Magasins et des Filiales.
Notre dimension : 1700 salariés pour un CA de 4 milliards.
La Direction Financière recherche

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, vous vous verrez confier la
responsabilité des études produits, économiques et des
comptabilités analytique et budgétaire.

Vous développerez les outils informatiques, assurerez la
diffusion des informations dans les différents services et
réaliserez des analyses de gestion spécifiques.

Vous conduirez et animeriez une équipe de 10 collaborateurs
dont le développement constitue une priorité. Vous
contribuerez à améliorer les relations et la communication
avec tous les partenaires "Clients-Utilisateurs" de
l'Entreprise.

Agé de 35 ans environ, vous possédez une solide formation
en gestion justifiée d'une expérience de contrôle de gestion
d'au moins 5 ans.

Rigoureux, organisateur, planificateur, vous aimez le
travail en équipe, vous avez le goût du contact et de la
négociation, votre efficacité, votre exigence et vos résultats
vous permettront d'évoluer au sein de notre société.

Le poste est basé à NIORT

C

Adresser votre candidature (C.V., photo et
prétentions) à la Direction du Personnel -
CAMIF - Trévis de Chauvay
79045 NIORT Cedex.

LE CRÉDIT AGRICOLE
CONFIRME SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
1^{ERE} BANQUE EUROPÉENNE,
5700 GUTHCHETS,
73000 SALARIÉS.

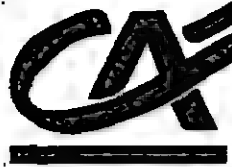
La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche pour sa direction de la "planification et du contrôle de gestion" directement rattachée au directeur général, des :

Contrôleurs de gestion

Chargés de renforcer ses moyens de contrôle interne (tableaux de bord, reporting, définition des coûts standards...)

Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur Bac + 5 (école de commerce, IAE, diplôme universitaire de Sciences Eco ou gestion) et avez une première expérience du contrôle de gestion. Vous avez une bonne connaissance et pratique de la micro-informatique.

Vous aimez le travail d'équipe, vous avez le goût de la rédaction et êtes à l'aise dans les travaux d'analyse et de synthèse. Vous souhaitez participer au renforcement décisif de la fonction "Contrôle de gestion". Vous avez la volonté de vous investir dans "le premier groupe bancaire européen" et d'y réussir.



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) à la Direction des Ressources Humaines de la Caisse Nationale de Crédit Agricole - 83, Boulevard Pasteur - 75015 Paris - Sous la réf. : BW. 21-04

Hervé de Kerhor sa.

groupe blp

SOCIÉTÉ DE BOURSE À BORDEAUX

recherche, dans le cadre de son développement, son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Directement rattaché au Président de la Société de Bourse. Le poste comporte le développement d'activités nouvelles de nature commerciale (travaux de prospection) et contribue à la gestion de patrimoine, mais aussi une activité d'administration (comptabilité, gestion des ressources humaines).

A 35 ans environ, vous avez une formation supérieure, vous disposez d'une expérience minimale de 3 ans acquise dans la profession financière : une expérience complémentaire en gestion de patrimoine ou en assurance-vie serait appréciée, comme toute connaissance des questions boursières. Vous êtes un organisateur et possédez une bonne capacité de management.



Hervé de Kerhor sa.

groupe blp

Auditeurs/Contrôleurs de gestion Seniors et Juniors

Société industrielle - 7 milliards de CA, 14 000 personnes, 10 établissements - fournisseur des armées en France et à l'étranger, recherche dans le cadre de sa nouvelle organisation 8 personnes au sein de sa Direction de la Gestion et des Services Comptables :

2 RESPONSABLES SERVICE ETUDES ET PLANS DE GESTION

1 SENIOR - 1 JUNIOR
réf. 3643 - réf. 3644

Leur rôle sera de fournir à l'entreprise les éléments permettant de définir les objectifs stratégiques à moyen terme et les ressources à mettre en œuvre en termes d'investissements et d'effectifs.

3 RESPONSABLES SERVICE CONTRÔLE OPERATIONNEL DE GESTION

1 SENIOR - 2 JUNIORS
réf. 3645 - réf. 3646

Leur rôle sera de répartir les ressources de l'entreprise, de définir les objectifs stratégiques sur un horizon annuel et de mesurer en permanence le niveau atteint par rapport aux objectifs fixés.

3 RESPONSABLES DE LA CELLULE AUDIT

1 SENIOR - 2 JUNIORS
réf. 3647 - réf. 3648

Leur rôle sera de définir, mettre en place et contrôler l'application des règles de la société en prenant en compte les nouveaux impératifs de gestion et de qualité.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce, option Comptabilité Finances ou équivalent, complétée par un DECS.

Une expérience de 2 à 6 ans en tant que Contrôleur de Gestion ou Auditeur, acquise de préférence dans le secteur de l'industrie ou de la métallurgie. L'anglais est souhaité.

Les postes sont basés en banlieue ouest.

Merci de bien vouloir adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à notre conseil, sous la référence choisie.

Assurez-vous de la bonne réception de votre dossier au 45.61.95.33 Fax n° 40.74.02.02

INTERNATIONAL
RECRUITING DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

PARIS
MILANO
LONDON
NEW-YORK
BARCELONA

Nous sommes une société industrielle implantée dans le centre de la France, filiale d'un groupe important dont le C.A. est de 600 MF (80 % à l'exportation). Nous recherchons aujourd'hui un :

CONTRÔLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Impliqué dans une équipe proche des centres de décisions, vous contribuerez à l'amélioration de notre système de contrôle de gestion, par :

- la poursuite de la rationalisation du système d'information,
- l'application des règles de contrôle budgétaire,
- la transmission des informations économiques,
- la proposition de plans d'actions.

De formation supérieure (ESCAE ou équivalent) vous avez une expérience de gestion industrielle d'au moins 5 ans où vous avez développé vos capacités d'analyse, votre sens de la communication et votre goût pour le travail d'équipe. La connaissance des applications Micro-informatiques est souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence 8165 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG
LYON - MARSEILLE EUROMESSAGES

2 milliards à placer et à gérer

Prendre la tête de la trésorerie d'une société industrielle (500 personnes, 1,3 milliard de CA) qui réalise un CA quotidien de 5 millions de francs, qui travaille sur 10 devises et en flux linéaire.

C'est la mission que nous confions à notre

Trésorier

Directement rattaché au directeur financier, vous êtes responsable de la gestion quotidienne de notre trésorerie francs et devises, établissez notre gestion prévisionnelle, assurez le suivi des flux, contrôlez nos besoins de financement, êtes chargé des relations quotidiennes avec les banques.

A 30 ans environ, de formation supérieure complète d'un DECS, vous avez une première expérience réussie à un poste similaire au sein d'un groupe industriel. Vous parlez couramment anglais.

Pour insérer dans le 1023/M.

Bernard Krief Consultants

BP 186-07 - 75326 Paris Cedex 07.



cegos

Formateurs Consultants en COMPTABILITÉ-FINANCES

N° 1 en Europe de la formation des adultes, le CEGOS développe ses activités et propose des postes de Formateurs-Consultants à des spécialistes en comptabilité, gestion, finances, fiscalité. Diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, ou DECS, vous avez une expérience de 5 ans en entreprise ou en cabinet et êtes motivé par l'animation et la création de stages. Nous vous proposons d'intégrer notre Institut de Perfectionnement des Employés des Services Comptables et Financiers. Vous intervenerez en entreprises, concevrez des stages sur mesure, mais aussi des produits de formation standards. Actualisant en permanence vos connaissances, vous évoluerez en fonction de votre autonomie et de votre capacité d'adaptation à des secteurs professionnels et à des clientèles variées.

Merci d'adresser lettre man. et CV sous réf. 23831/M à Marie-José FOURNIAT - CEGOS Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

Aisné

280 - 330 KF

Quand un contrôleur de gestion devient DAF...

C'est qu'il maîtrise tous les flux économiques et que la compréhension des systèmes d'information lui donne le recul et l'anticipation pour devenir le bras droit d'un dirigeant.

Au sein d'une des filiales industrielles (300 personnes, 800 MF de CA) d'un groupe français parmi les plus prestigieux, vous allez prendre en charge l'animation du service comptable, le contrôle de gestion, le reporting, l'information, les plans et les budgets.

Gestionnaire de formation (DECS, IAE, IESEG, ESC...) ou ingénieur avec une formation économique complémentaire, vous êtes fondamentalement organisateur, formateur et animateur créatif.

Après 3 à 8 ans d'expérience professionnelle, saisissez l'opportunité d'entrer dans un groupe mondial de premier plan. Car cette fonction peut vous préparer à beaucoup d'autres, tant en France qu'à l'étranger. Christian BLEU traite votre candidature confidentiellement et vous remercie de lui écrire sous la référence 2358/LM-ARGOS - 1001, avenue de la République - BP 1049 59701 MARCQ-EN-BAROEUL.

BERNARD JULHET
argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

CABINET D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE

- Auditeurs Seniors
- Auditeurs Débutants (Jeunes diplômés)

Les candidats seront diplômés de l'Enseignement Supérieur et auront une bonne connaissance de l'anglais.

- Les Auditeurs Seniors auront déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans de la révision comptable.
- Les Jeunes Diplômés auront pour objectif de préparer les examens de l'expertise comptable.

Une expérience de haut niveau sera acquise sur des missions effectuées auprès d'une clientèle variée. L'évolution vers des responsabilités au sein du cabinet sera fonction des compétences et de l'ambition des candidats.



Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à Bertrand Bodet, ANKAOUA GRABLI & ASSOCIÉS, 47, rue de Chaillot, 75116 PARIS.

EXPERTISE - CONSEIL

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse, pour construire l'avenir dans un cadre multidisciplinaire.

CONSULTANTS

Diplômés d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez 4 ans d'expérience acquise en cabinets de consulting ou d'expertise comptable disposant d'un département de conseil.

Spécialistes de la gestion comptable et administrative internationale, vous doterez les entreprises de nos clients des moyens informatiques (logiciels, matériels) adaptés à leurs besoins et à leur évolution.

Vous concevrez et metrez en place l'organisation qui en découle. Ces interventions seront conduites dans le souci d'intégrer ces techniques dans l'ensemble du système d'information de l'entreprise.

Votre expertise, votre pragmatisme dans l'approche des problèmes vous confèrent l'autorité nécessaire à l'animation d'équipes.

CPS France membre de
Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. sous réf. M/1108/G à Pierre Lamblin, 33, rue Gallée 75116 PARIS.

Agents des voyages ?
Agents de voyage à l'étranger
Agents de voyage à l'étranger
Agents de voyage à l'étranger

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Agents Internationaux
Confirmés

Alors adressez-nous votre dossier de candidature et une photo à :

Créer nos structures de contrôle et de prévision pour accompagner notre croissance.

Filiale du Groupe FINANCIERE VALERO, premier groupe français de lingerie féminine (800 MF de CA en 89), nous connaissons un développement rapide et créons un poste de

Contrôleur de Gestion

Entouré d'un état-major jeune, vous êtes chargé de mettre en place les outils de contrôle de gestion de façon à avoir une approche rationnelle et prévisionnelle de la croissance. Cette mission suppose la définition d'un système d'information centralisé et des relations étroites avec les usines et les filiales étrangères. Vous êtes bien sûr partie prenante dans l'élaboration des budgets.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, votre expérience de 5 ans du contrôle de gestion ou de l'audit vous confère les atouts nécessaires à la réussite de ce challenge : bonnes connaissances informatiques et comptables, connaissance du milieu industriel, et pratique de l'anglais.

Si vous souhaitez évoluer avec nous, adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. NO350 à notre conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT



PNC

PITTSBURGH NATIONAL BANK, recherche

CHEF COMPTABLE

A 35 ans environ, vous avez acquis une expérience de 5 années minimum dans ce poste.

Vous possédez une excellente connaissance de la fiscalité des opérations bancaires. Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise et connaissez la micro-informatique.

Nous vous confierons la tenue de la comptabilité générale et analytique. Vous préparerez les états financiers français et américains, élaborerez les déclarations fiscales et contrôlerez les opérations des entités du groupe.

Vous encadrerez une équipe de quatre personnes et travaillerez en étroite collaboration avec le Directeur Administratif. Merci d'adresser C.V. et prétentions, sous réf. CC, à PITTSBURGH NATIONAL BANK - 20, place Vendôme - 75001 PARIS.

AUDIT

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse, pour contrôler l'avenir dans un cadre multinationnel.

SENIOR

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou d'ingénieurs, vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans de l'AUDIT dans un cabinet ou dans des secteurs spécialisés tels que la BANQUE, les ETABLISSEMENTS FINANCIERS ou l'ASSURANCE.

Vous souhaitez vous préparer aux responsabilités de MANAGER, en contrôlant des opérations financières de toutes natures, dans les contextes les plus variés.

Befec
Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. sous réf. M/1109/C à Pierre Lemahieu, 33, rue Galilée 75116 PARIS.

Vivez une gestion dynamique !

Issu d'une Ecole Supérieure de Commerce (option finance), vous justifiez d'une expérience industrielle en matière de gestion, pratiquez l'anglais couramment et souhaitez vous déplacer à travers tous nos marchés, (Europe, États-Unis) : devenez notre

Contrôleur de Gestion

Véritable force de proposition au sein de notre équipe, vous assurerez le reporting comptable de nos filiales, serez responsable du contrôle de gestion de nos différents centres d'intérêt, étudierez et suivrez nos projets d'investissement.

Pour participer à notre dynamisme, envoyez lettre, CV et prétentions à CHABERT DUVAL - Direction du Personnel - BP 98 - 71103 SAINT-REMY CHALON SAONE.

BANQUE PARISIENNE

recherche

CADRE EXPERIMENTE

pour créer et diriger un nouveau département de crédits à des marchands de biens.

Une connaissance de la clientèle et du marché immobilier de la région parisienne est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 4834 MO - à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION (300 KF+)

Groupe industriel au premier rang européen recherche un contrôleur de gestion pour son activité de distribution par ses filiales en France et à l'étranger.

Rattaché au directeur financier, il (elle) sera responsable pour la consolidation du reporting mensuel, budgets, etc., et préparera les analyses des résultats et les commentaires à soumettre à la direction générale. Il sera amené à effectuer des missions ponctuelles dans les filiales.

Profil recherché :

Agé d'environ 28 à 33 ans, de formation supérieure (ESG ou équivalent), il doit avoir travaillé au moins 4 ans dans un cabinet d'audit international et/ou un groupe multinational, et avoir une maîtrise de la micro-informatique. L'anglais est indispensable, l'allemand un atout. Le candidat recherché aura une bonne connaissance des pratiques internationales de reporting et de gestion des filiales, un sens de la rigueur et d'excellentes qualités relationnelles.

Le poste fournit une opportunité d'apprendre les techniques de gestion avancées, avec de bonnes perspectives au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + CV - au Monde Publicité sous n° 8864 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche son (sa)

RESPONSABLE BACK OFFICE (H. ou F.)

Profil : une expérience réussie (2-5 ans) de Back Office (banque société de Bourse...).

De par ses activités antérieures, le (la) candidat(e) a acquis le goût de l'autonomie et de la décision pour s'intégrer dans une équipe (15 personnes) conviviale et très dynamique.

Poste : il (elle) gèrera une équipe de 4 personnes dont la principale activité est le règlement-tiraison sur marché obligataire (secondaire, primaire) et le marché monétaire. Il (elle) participera activement à l'informatisation complète de son service.

La maîtrise des OST sur action et la connaissance des outils informatiques Back Office seraient appréciées.

Envoyer CV, photo et prétention sous n° 8861 Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy 75007 Paris

Aéroports de Paris, qui prépare l'Europe de 1993, dans un secteur en forte croissance, recherche un

CADRE FINANCIER

pour le montage et la réalisation des opérations financières (emprunts, couvertures, trésorerie...).

• La Finance est votre domaine (diplôme de HEC, ESSEC, ESCP, IEP, Dauphine).

• Vous avez entre 22 et 30 ans.

• Vous aimez le travail en équipe et la communication.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à M. CARRIERE Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291, bd Raspail 75675 PARIS cedex 14.

Jeunes Banquiers votre talent commercial est notre première exigence

Nous sommes une banque italienne présente dans plusieurs pays et notamment la France et ses régions les plus ouvertes sur l'Europe : à LILLE nous participons au dynamisme du bassin économique local, en accompagnant les entreprises dans leur développement.

Pour compléter notre équipe et adapter ainsi nos moyens à nos ambitions de croissance, nous souhaitons intégrer un :

EXPLOITANT ENTREPRISE, professionnel du service classique à l'entreprise, mais également capable de mettre en œuvre notre politique de conseil auprès des PME/PMI. La qualité reconnue de nos services techniques lui permettra de se consacrer au développement commercial en s'appuyant sur les départements spécialisés du siège (Banque d'Affaires, Trésorerie, Cabinet de Courtage Assurance, etc.).

Nous avons demandé à nos consultants de rencontrer les jeunes professionnels (28/35 ans) les plus entrepreneurs de notre métier.

Le candidat retenu devra conjuguer l'approche anglo-saxonne du service et les habitudes locales. Son potentiel pour progresser rapidement vers des fonctions de management sera un critère de sélection.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo sous référence 0204 à Groupe Equation - 19, rue du Cdt Faurax - 69006 LYON. Un dossier complet d'information sera adressé à tout candidat présélectionné.

Groupe
Equation

Jeune Organisateur pour un Groupe Financier



Important groupe financier (2 700 personnes), spécialisé dans le financement et les services aux particuliers et aux entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Vous serez chargé avec une équipe d'organiseurs, au sein de la Direction Administrative et Comptable, de réaliser des missions très variées de conception et mise en place de procédures et systèmes organisationnels communs à l'ensemble des services et activités de notre groupe.

Ces systèmes très informatisés vous amèneront à être en contact avec toutes les Directions du groupe et donc à appréhender notre organisation de façon globale.

De formation Ecole de gestion, d'ingénieurs, ou universitaire, vous avez 2/3 années d'expérience en Cabinet ou service organisation.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 0042 à notre Conseil SENANQUE - 103 rue Lafayette 75010 Paris Information Minitel 36 16 code UGE * PLEADE

Senanque

RECHERCHE PERMANENTE
D'UN CHEF DE FILLE AU
GROUPE ADAMA

A Cluses (74), PME en fort développement (160 MF de CA), pour renforcer nos équipes, nous cherchons notre

controller

A 30 ans, DECS ou équivalent, venez développer cette fonction sous l'autorité de notre DAF en prenant en main notre contrôle de gestion, nos comptabilités et l'évolution de notre système informatique.

Homme de PME industrielle, vous savez communiquer. Vous avez l'esprit d'équipe et le goût de la réussite.

Écrivez à Christine MARTY (réf. 3968 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
98, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES - LILLE
TOULOUSE - BORDEAUX - STRASBOURG

CONTROLEUR DE GESTION

RECHERCHE PERMANENTE
D'UN CHEF DE FILLE AU
GROUPE ADAMA

RECHERCHE PERMANENTE
D'UN CHEF DE FILLE AU
GROUPE ADAMA

Imaginez un monde
des postes auxquels vous n'avez
jamais pensé, vous serez
informé par le Monde 36 15 LM

36 15 LM

MARCHÉS FINANCIERS

Suez crée un fonds de capital développement européen

La Compagnie financière de Suez, associée au britannique Globe Investment Trust PLC et à l'espagnol Mercapital, vient de lancer un fonds de capital développement européen appelé Eurosuez. Ce fonds qui devrait collecter entre 200 et 300 millions d'euros (entre 1,36 milliards de francs et 2 milliards) aura pour mission de prendre des participations dans des entreprises « à priori non cotées, de taille moyenne, disposant d'un potentiel de développement leur permettant de devenir, dans leur métier, l'un des leaders du marché unique européen au début de 1993 ».

Pour cela, l'idée retenue est de s'appuyer sur les équipes

locales déjà structurées et d'intensifier leur collaboration. Pour Suez ce réseau est déjà constitué en France avec Euroventures, en Allemagne Fédérale par l'intermédiaire de Suez Finanzberatung à Frankfurt et en Espagne par le biais de la banque d'affaires Mercapital dont la compagnie française est actionnaire à 25 %. Une entité sera créée prochainement en Italie en association avec la partie financière du groupe San Paolo. Enfin, en Grande Bretagne, Globe, la plus grande « investment trust » au monde avec 1,5 milliard de livres d'actifs gérés, conseillera l'équipe anglaise d'Eurosuez.

Grand Metropolitan détendra 20 % du capital des sociétés Remy Martin et Cointreau

Le groupe britannique Grand Metropolitan, qui avait repris en janvier dernier par l'intermédiaire de sa filiale IDV, les participations minoritaires de la famille de M. Max Cointreau dans Remy Martin et dans Cointreau SA, détendra finalement 20 % du capital de chacune de ces sociétés. L'acquisition au départ portait sur 49 % de Remy Martin et 19,9 % de Cointreau. Mais, à la demande des autres actionnaires majoritaires, des discussions s'étaient engagées sur le niveau de participation de ce nouvel investisseur.

Le holding Cointreau et Cie, contrôlé par la famille Hériard Dubreuil à 65 % et par celle de M. M. Pierre et Robert Cointreau pour les 35 % restant, détendra désormais 80 % de Remy Martin (contre 51 % précédemment) et 80 % de Cointreau SA. Le montant de ces retransmissions consenties par IDV n'a pas été communiqué.

□ Le syndicat Solidarité dans la banque et l'assurance. - D'après la Lettre de l'Europe de l'Est datée du 9 avril, une publication hebdomadaire de K. Presse (1), le syndicat polonais Solidarité a décidé de créer une banque et une compagnie d'assurances. S'ils souhaitent conserver 50 % du capital de leur banque, les amis de M. Lech Walesa sont à la recherche de partenaires occidentaux pour ces deux

La BNP se retirera de la BIAO de Côte d'Ivoire et du Sénégal le 1^{er} juin

Au terme d'une douloureuse semaine de négociations la BNP a obtenu de pouvoir se retirer à partir du 1^{er} juin des filiales sénégalaise et ivoirienne de la BIAO (Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest). Dans ces deux cas, la BNP apurera une partie du passif : 480 millions de francs sur la Côte d'Ivoire et près d'un milliard sur le Sénégal. Le sort de la BIAO Cameroun est toujours suspendu aux conclusions d'un audit. Mais la volonté de désengagement de la BNP de ce troisième pays ne fait guère de doute.

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) négocie depuis plusieurs mois avec un pool de banques sud-africaines, nigérianes et britanniques la reprise des établissements du Sénégal et de Côte d'Ivoire de la BNP. Les discussions se poursuivent activement sur l'avenir de la maison-mère, la BIAO-Paris, que la BNP souhaite également quitter. Le reste du réseau africain de la BIAO pourrait être fusionné avec les Banques internationales pour le commerce et l'industrie (BICI), le réseau africain de la BNP.

projets. Pour la société d'assurances (qui se spécialisera au départ dans l'assurance-accident), Solidarité laisse entendre que son choix se porterait sur des associés américains. M. Michel Albert, président des AGF, a fait savoir, lors de sa tournée à l'Est en janvier, qu'il était intéressé.

(1) K. Presse, 18 rue de Marignan, 75008, Tél. 42 26 69 44.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Sicav «Sécuri-Taux» en date du 6 Avril 1990, la valeur nominale de l'action a été divisée par dix.

En conséquence, à compter du 9 Avril 1990, le titulaire d'une action sera désormais propriétaire de 10 actions.

Le Conseil d'Administration.

Legal & General
"Investir et gagner... en sécurité"

immobail

Le Conseil d'Administration d'Immobail s'est réuni le 14 mars 1990, sous la présidence de Monsieur Jacques BRUNIER, pour examiner les comptes de l'exercice 1989.

La production en crédit-bail a été de 315 millions de francs. Ainsi le montant global des engagements bruts de la Société au 31 décembre 1989 se trouve porté à 2,9 milliards de francs dont 2,3 milliards de francs en crédit-bail et 600 millions de francs en location simple.

Le Conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1989 qui, comparés à ceux de l'exercice précédent, se résument de la façon suivante:

(en millions de francs)	1988	1989	Evolution 89/88
Recettes hors taxes	342,95	388,96	+ 13,4 %
Frais financiers et charges	186,47	213,47	+ 15,7 %
Amortissement d'exploitation	136,48	173,04	+ 10,6 %
Amortissements et provisions article 84	-89,52	-101,55	+ 13,4 %
Charges et produits exceptionnels	+3,96	+3,83	na.
Impôts	-	-0,15	-
Bénéfice net	70,82	75,17	+ 6,14 %

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, qui se tiendra le mardi 15 mai 1990, la distribution d'un dividende par action de 37,08 F (dont 0,08 F d'avoir fiscal) contre 35,50 F l'année précédente, marquant une progression de 4,45 %.

En outre, sur décision de l'Assemblée Générale, les actionnaires pourront choisir entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, base 100, 25 décembre 1988

20 mars 1990

Valeurs françaises, à rev. variable	382,2	100,0
Valeurs industrielles	356,6	100,0
Valeurs financières	346,8	94,7
Valeurs étrangères	118,9	122,1
Chimie	371,5	96,9
Métallurgie, sidérurgie	365,3	97,1
Electrique, électronique	101,9	100,0
Industrie et matériaux	363,3	97,6
Industrie de consommation, non alim.	372,2	98,1
Agriculture	371,5	96,9
Transportation	371,5	96,9
Transport, aéronautique	102,4	100,0
Commerce	371,5	96,9
Industrie bancaire	364,8	100,0
Services	365,3	97,6
Immobilier et banque	365,3	97,6
Investissement et portefeuille	361,1	96,8

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. variable 382,2 | 100,0 |

Valeurs étrangères 118,9 | 122,1 |

Base 100, 25 décembre 1988

BLAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes soumis à variation
(en millions de francs)

29 mars 1990

Total actif

671 436

dont

198 606

Disponibilités à vue à l'étranger

76 680

Reserves au Fonds de stabilisation des changes

14 909

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire

57 908

Concours au Trésor public

36 760

Titres d'Etat (bons et obligations)

21 148

Autres titres des marchés monétaires et obligataires

230

Effets privés

151 836

Effets en cours de recouvrement

23 397

Total passif

671 436

dont

238 378

Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves

53 327

Compte courant du Trésor public

10 801

Bayern de liquidité

16 988

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes

8 213

Comptes des allocations de droits de tirage spéciaux

55 837

Esse à l'étranger au Fonds européen de coopération monétaire

225 916

Reserve de réévaluation des monnaies publiques en or

225 916

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération

10 %

- Taux des primes à 90 jours

10,75 %

- Taux des nouveaux titres

12 %

LONDRES

Les franchissements de seuil bientôt soumis à des règles d'information renforcées

La réglementation sur l'annonce des franchissements de seuil lors de la prise de participation dans les sociétés cotées va être renforcée, en Grande-Bretagne, à compter du 31 mai. Le secrétaire d'Etat britannique aux grandes entreprises, John Redwood, l'a officiellement annoncé.

Le changement, qui sera en fait partie de la nouvelle loi sur les entreprises (1989 Companies Act), réduit le seuil de déclaration obligatoire lors du franchissement, qui ne sera plus de 5 % mais de 1,5 % par effet de prix, la société en Bourse. Cette déclaration devra par ailleurs être effectuée dans les deux jours ouvrés et non plus dans les cinq jours qui suivent l'opération.

Selon M. Redwood, cette mesure aidera les entreprises à se prémunir contre les OPA inattendues.

FAITS ET RESULTATS

Compagnie française Excelsior Chemical : encore une bonne année. - Cette filiale du groupe pétrolier français Elf a enregistré en 1989 de bons résultats. Pour un chiffre d'affaires accru de 10,5 % à 6,68 milliards de francs, dont 1,8 % par effet de prix, la société a dégagé un bénéfice net de 317 millions de francs (+ 10,8 %).

En présentant ces chiffres, le PDG, M. Jean-Pierre L'Hermite, a toutefois reconnu que si le premier semestre de l'année écoulée avait été bon, le second, en revanche, avait été marqué par un sensible ralentissement des affaires. L'année 1990 a commencé, selon lui, dans de bonnes conditions. Dans le domaine des investissements, la société va porter sa capacité de production de caoutchouc synthétique de 65 000 tonnes/an à 80 000 tonnes.

En 1991, en association avec Shell, la SFEC va construire une unité de polyéthylène linéaire de 220 000 tonnes. Avec l'association projetée avec Allied Signal aux Etats-Unis pour gérer l'unité de polyéthylène haute densité de Baton Rouge (Louisiane) d'une capacité de 550 000 tonnes, la division chimique du groupe Excelsior devient le premier producteur mondial de polyéthylène avec une production globale évaluée à 2,9 millions tonnes.

En 1991 encore, la SFEC va construire une usine de polypropylène de 140 000 tonnes et augmentera la capacité de son vapocra-

queur de Notre-Dame-de-Gravenchon de 310 000 tonnes à 400 000 tonnes.

Commerzbank : hausse de 15 % du bénéfice net consolidé. - La Commerzbank, troisième banque privée ouest-allemande, a annoncé lundi un bénéfice net consolidé de 564 millions de DM (1,86 milliard de francs) pour son exercice 1989, en hausse de 15 % par rapport à 1988 (489 millions de DM). Les résultats du groupe ont permis d'affecter une somme record de 281 millions de DM à ses réserves bénéficiaires, contre 235 millions l'an dernier. Les fonds propres du groupe atteignent ainsi 6,6 milliards de DM, soit 525 millions de DM de plus qu'à la même époque de l'an dernier.

Liège : progression de 26 % des résultats. - Le groupe ouest-allemand Linde (charbon élévateur, gaz industriel, systèmes de réfrigération) a enregistré en 1989 un bénéfice net consolidé de 186,3 millions de DM (615 millions de francs), en hausse de 26 % sur celui de l'exercice précédent (147,5 millions de DM). Le chiffre d'affaires mondial a progressé de 21 % pour atteindre 5,433 milliards de DM (18 milliards de francs). Une partie de cette croissance s'explique par la reprise en mars 1989 du groupe britannique Lurgi (charbon élévateur). Sans Lurgi, la progression des ventes aurait été limitée à 13 %.

CHANGES

Dollar : 5,68 F

Le dollar s'inscrit en baisse contre les principales devises lundi 9 avril, notamment contre le yen, à la suite de la réunion du groupe des Sept, samedi à Paris. Les responsables monétaires ont affirmé leur intention d'étudier des mesures contre la faiblesse du yen. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,68 F contre 5,7010 F la veille à la cotation officielle. Aucun décalage très important des parités n'avait été enregistré lundi matin.

FRANCFORT 8 avril 9 avril

Dollar (en DM) 1,045 1,025

TOKYO 8 avril 9 avril

Dollar (en yen) 157,41 156,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cette page)

Paris (9 avril) ... 9 15/16-10 1/16

New-York (8 avril) ... 8 1/4-8 3/8

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,68 F

Le dollar s'inscrit en baisse contre les principales devises lundi 9 avril, notamment contre le yen, à la suite de la réunion du groupe des Sept, samedi à Paris. Les responsables monétaires ont affirmé leur intention d'étudier des mesures contre la faiblesse du yen. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,68 F contre 5,7010 F la veille à la cotation officielle. Aucun décalage très important des parités n'avait été enregistré lundi matin.

FRANCFORT 8 avril 9 avril

Dollar (en DM) 1,045 1,025

TOKYO 8 avril 9 avril

Dollar (en yen) 157,41 156,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cette page)

Paris (9 avril) ... 9 15/16-10 1/16

New-York (8 avril) ... 8 1/4-8 3/8

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,68 F

Le dollar s'inscrit en baisse contre les principales devises lundi 9 avril, notamment contre le yen, à la suite de la réunion du groupe des Sept, samedi à Paris. Les responsables monétaires ont affirmé leur intention d'étudier des mesures contre la faiblesse du yen. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,68 F contre 5,7010 F la veille à la cotation officielle. Aucun décalage très important des parités n'avait été enregistré lundi matin.

FRANCFORT 8 avril 9 avril

Dollar (en DM) 1,045 1,025

TOKYO 8 avril 9 avril

Dollar (en yen) 157,41 156,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cette page)

Paris (9 avril) ... 9 15/16-10 1/16

New-York (8 avril) ... 8 1/4-8 3/8

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,68 F

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 AVRIL

[illegible]

Comptant

(collection)

SICAV

(collection)

6/4

VALEURS	% du total	% de change	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution	Rebat net	VALEURS	Evolution	Rebat net	VALEURS	Evolution	Rebat net
Obligations	118 33	7 867	C.I. Mexique	834	Mexique Unifiée	105	Walt	176	A.A.A.	132 11	104 05	Fondat.	34 65	34 04	Placements J.	6609 43	5919 29
Emp. 9,80 % 7/87	98 50	7 866	Alcatel	2340	Import S.A.	104	Wormen S.A.	125	ActiAn	236 17	103 22	Fondat.	11632 28	103 22	Placements F.	6609 43	5919 29
9,80 % 7/87/88	101 10	8 532	Chen	677	Mathieu P.	341	Stas. de Maroc	---	A.E.F. 5000	1198 09	1168 07	Fondat.	236 79	232 28	Phénix	119 02	115 83
10,00 % 7/87/88	100 29	8 532	Colson (L)	---	Midway	610	---	---	A.E.F. 5000	710 82	682 48	Fondat.	882 72	839 24	Pont G.	6207 80	6207 80
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Cofin	386	Midway	176 30	---	---	A.E.F. 5000	1051 44	1041 03	Fondat.	22 58	31 77	Proton Oblig.	1176 57	1164 41
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283	---	---	A.E.F. 5000	125 42	122 38	Fondat.	4628 08	4911 85	Proton Oblig.	118 19	112 08
10,20 % 7/87/88	100 29	8 532	Comp. Lux-Em.	728	Midway	283</											

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Après l'arrestation d'Henri Parot à Séville

Neuf membres de la filière française de l'ETA ont été inculpés et écroués

Neuf membres présumés de la filière française de l'ETA militaire, interpellés les 4 et 5 avril dans les Pyrénées-Atlantiques, ont été inculpés, dimanche 8 avril, par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris, et écroués. Ces neuf Français avaient été arrêtés à la suite de l'interpellation, le 2 avril à Séville, d'Henri Parot, un Basque de Bayonne qui transportait plus de 300 kilos d'explosifs dans sa voiture (Le Monde du 7 avril). Interrogé par la police et la justice espagnole, Henri Parot serait passé aux aveux.

Les neuf Français, qui auraient revendiqué leur appartenance à l'ETA militaire, ont été inculpés « d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » par M. Boulouque, magistrat attaché à la quatorzième section, dite « antiterroriste », du parquet de Paris. Il s'agit de Frédéric Harenbourg et de Jacques Esnal, qui accompagnaient Henri Parot à Séville, de José Ochoaortecana - chez qui les policiers français ont découvert de nombreuses armes et des documents, - de Jean Parot (dit « Jon »),

frère d'Henri, de Philippe Saez, devenu moine bénédictin en 1987 à l'abbaye Notre-Dame-de-Belloc (Pyrénées-Atlantiques), et de Jean-Pierre Erremondequi, Vincent Garcia, François-Denis (« Pantxo ») et Maïté Esnal, épouse de Jacques. Les trois premiers ont été, en outre, inculpés de « détention d'armes, de munitions et d'explosifs ».

Plusieurs des inculpés auraient reconnu leur participation à des attentats meurtriers en Espagne. Selon la police espagnole, le « commando itinérant » auquel appartenait Henri Parot aurait commis au moins quinze attentats qui ont fait vingt-neuf morts, depuis 1978. Mais aucune inculpation liée à ces attentats n'a pour l'instant été prononcée en France, car la justice espagnole n'a pas encore dénoncé ces faits criminels aux autorités françaises. Inculpé d'assassinat et d'appartenance à l'ETA militaire par l'Audience nationale, la plus haute juridiction pénale espagnole, Henri Parot est, lui, incarcéré à Madrid.

Sous couvert de voyages d'affaires

MADRID

de notre correspondant

Henri Parot semble particulièrement loquace. Traduit, samedi 7 avril, devant la *audiencia nacional* de Madrid, le jeune Français responsable présumé du plus sanglant des commandos de l'ETA est passé sans difficulté aux aveux.

Tout en affirmant avoir été victime de mauvais traitements après son arrestation à Séville, le 2 avril, il a apparemment répété devant le juge l'essentiel de ce qu'il avait antérieurement déclaré à la police. Et notamment que le commando itinérant qu'il formait avec Jacques Esnal et Frédéric Harenbourg était responsable de près de trente

assassinats. Il a, semble-t-il, décrit avec un grand luxe de détails les attentats commis, dont le procédé était toujours identique. L'ordre était donné par Francisco Mugica, dit « Artapalo », considéré comme le principal responsable de l'ETA militaire, toujours en liberté, et dont Parot, derrière sa façade de représentant en robinetterie à Bayonne dépendait directement.

Les membres du commando se rendaient une première fois sur place sous couvert d'un voyage d'affaires ou de tourisme pour reconnaître les lieux et étudier les conditions techniques de l'attentat. De retour au Pays basque français, ils recevaient d'« Artapalo » les clés des voitures volées qui

devaient leur permettre de réaliser l'opération et qui avaient été achetées sur place par d'autres membres de l'organisation. Les membres du commando gagnaient alors le lieu de l'attentat, depuis la France, avec une simple voiture de location qu'ils utilisaient également au retour, parfois en se dispersant pour plus de sécurité. L'un d'entre eux prenant, par exemple, le train. Ils n'avaient aucune difficulté pour passer les contrôles car ils étaient totalement inconnus de la police espagnole.

Parot a, en outre, précisé que la composition du commando avait changé à plusieurs reprises depuis sa création en 1978, mais que les trois membres actuels faisaient partie du groupe initial qui comprenait, semble-t-il, sept ou huit personnes. D'autres, comme le frère de Parot ou Philippe Saez - aujourd'hui moine bénédictin -, avaient abandonné l'organisation au cours des années.

Les déclarations de Parot confirment, par ailleurs, qu'« Artapalo » se trouve toujours caché quelque part au Pays basque français et qu'il est bien le véritable « responsable militaire » de l'ETA. Le démantèlement de ce commando itinérant par la justice française, à cet égard, modifierait le rapport de forces au sein de l'organisation. « Artapalo » passe, en effet, pour le plus intriguant des dirigeants de l'ETA et, à plus d'une reprise, les attentats qu'il avait ordonnés étaient venus abruptement couper court aux tentatives de négociations des plus « modérés » avec Madrid. Désormais privé de son « arme secrète », la plupart des autres responsables de l'ETA ne connaissent même pas les membres du commando - « Artapalo » voit aujourd'hui d'autant réduite sa marge de manœuvres.

THIERRY MALINIAK

Après l'échec d'Ariane

Le système de pressurisation d'eau est mis en cause

Le rapport de la commission d'enquête chargée d'expliquer l'explosion qui a entraîné l'échec, le 23 février, du lanceur Ariane a été rendu public lundi 9 avril. Dans ce texte d'environ 180 pages, rédigé sous la responsabilité de M. Jacques Durand, responsable du programme Ariane-5 à l'Agence spatiale européenne (ESA), les experts ont émis quatre conclusions importantes :

- La perte de la mission est la conséquence d'une chute de poussée d'un des quatre moteurs principaux du premier étage. Elle est due à une obstruction quasi totale du circuit d'alimentation en eau qui servait à pressuriser le carburant nécessaire aux moteurs. La cause précise de l'incident est due soit à la présence d'un corps étranger dans la canalisation d'eau, soit, ce qui est moins probable, à la défaillance de la vanne principale d'eau.

- Par ailleurs, l'autre anomalie apparue pendant le vol sur l'une des fusées d'appoint à liquide du lanceur, est bien due à un début d'incendie déclenché par une fuite de peroxyde d'azote.

- Après recherche, la commission d'enquête n'a pas établi de corrélation entre ces deux incidents.

- Enfin, la commission estime que l'échec de cette mission ne remet pas en cause la conception du lanceur Ariane-4, qui pourrait revoler dès cet été, sous réserve d'un certain nombre d'actions correctrices. La commission a en effet émis quarante quatre recommandations, toutes acceptées par Arianeespace et l'Agence spatiale européenne, dont neuf devront être absolument faites pour le prochain tir. La plupart d'entre elles portent sur un renforcement des procédures et des contrôles de fabrication du lanceur.

M^{me} Monique Pelletier rejoint la France suite. - M^{me} Monique Pelletier, ancien ministre de la condition féminine de M. Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé dimanche 8 avril son intention de rejoindre la France, unie de M. Jean-Pierre Soisson. Dans une interview publiée par le *Journal du dimanche*, M^{me} Pelletier affirme : « Je ne deviens pas socialiste. Je me sens simplement à l'aise dans un centre droit de progrès ou un centre gauche modéré. » Ancien membre de l'équipe de campagne de M. Raymond Barre en 1988 et favorable à l'ouverture, elle ajoute : « En 1988, j'ai failli entrer au gouvernement. Cela veut dire que les idées et les programmes d'actions proposés me plaisaient bien. »

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Pauvres patrons

Ce matin, je me pointe dans mon trou à rat, et qu'est-ce que je vois sur mon bureau, le dernier numéro de *l'Expansion* ? Ce que gagnent les patrons. Oui, vous avez bien lu, pas les cadres, les fonctionnaires, les profs ou les collègues de la télé, non, les patrons, les grands, les vrais, ceux de la Lyonnaise des eaux, ceux de l'AGF ou de Pechiney. Alors, là, chapeau ! C'est top secret. Pour le savoir, faut vraiment se lever de bonne heure. Pour le comprendre aussi.

Moi, j'ai étudié ça sans calculatrice, sans rien, c'est tellement astronomique que j'ai cru m'être trompé. Ça fait combien en vrai argent, pas par an, par mois, 4 500 000 F, ce que touche le patron de Saint-Gobain ? J'ai ajouté deux zéros au bout. J'ai remontré de trois en trois jusqu'à l'unité, je suis arrivée à 450 millions de centimes. Divisé par douze... ? Là, j'ai calculé, trop compliqué. Sur-tout si on ajoute le troisième mois. Je dégringole voir mes copains du service économique :

- Vous qui êtes forts en calcul, ça fait qu'il touche quoi, Jean-Louis Beffa ?

- Cent fois moins que le patron de la Banque Lazard.

- Attends, attends, du coup, lui, si tu multiplies par cent puis encore par cent, ça donne...
- 4 milliards de centimes. Mais c'est pas un salaire, c'est une part des profits, et c'est lui qui la fixe. Comme ça, il est pénétré.

- A ce compte-là, Antoine Riboud, avec ses 5,79 millions, il peut aller se racheter, c'est des clopinettes.

- Sauf qu'à l'heure de vérité, il a promis de maintenir ses jetons de présence et ce que lui versent les filiales étrangères de BSN. Sans parler des stock-options. L'acheteur des actions de la boîte pour trois francs six sous et tu les revends au prix fort, pratiquement sans impôt. Mais, bon, ils gagnent pas tous autant. T'as des patrons amicaux.

- Il est à combien, le SMIC, là ?

- De 400 000 à 900 000 F par an. Le PDG d'Air France, Bernard Attali, il a quoi... 80 000 belles par mois. Moins qu'un commandant de bord.

- Qu'est-ce qu'il attend pour se foutre en grève ?
- L'ordre du CNP... Et ça...

POLOGNE

Varsovie réclame des indemnités à l'URSS pour le travail obligatoire des anciens déportés

La Pologne a réclamé à l'Union soviétique des réparations de l'ordre de 4,5 milliards de roubles (4,5 milliards de francs au taux officiel) pour le travail obligatoire de près de deux millions de Polonais déportés en Sibérie et au Kazakhstan pendant la seconde guerre mondiale.

Le ministre de la justice, M. Aleksander Benkowski, qui a fait état de ces revendications, a précisé que la Pologne l'avait adressée au Kremlin. M. Benkowski, dont les propos

ont été diffusés dimanche 8 avril par l'agence de presse PAP, a précisé que l'URSS « ne l'avait pas en fait rejetée, mais n'y avait pas encore répondu ».

Les déportations de Polonais en URSS sont intervenues dans les années 1940-1941, après l'invasion de la Pologne par l'armée rouge au terme de l'accord Ribbentrop-Molotov, et pendant la période 1944-1948, après l'entrée des troupes soviétiques sur les territoires évacués par l'armée allemande. - (AFP)

IRLANDE DU NORD

Quatre soldats tués par l'explosion d'une bombe

Quatre soldats de l'Ulster Defence Regiment (UDR, auxiliaire de l'armée britannique) ont été tués lundi matin 9 avril par l'explosion d'une bombe, au passage de leur patrouille, à Downpatrick, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Belfast, a-on appris de source informée à Belfast. D'autre part, des experts de

l'armée ont désamorcé à Belfast une bombe de près de 500 kilos dissimulée dans une Land Rover maquillée en véhicule de police et garée devant un commissariat de la ville. Deux hommes ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire, a précisé la police. - (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 avril

L'avancée se poursuit

Après quelques petits ennuis techniques, la Bourse de Paris a recommencé lundi matin à monter. D'abord lent (+0,33 %), le mouvement de hausse a tendu à s'accroître (+0,54 % vers 11 heures).

Avance de CSF, Dumez, SGE, Hutchinson, BIP, Métrologie, Beghin.

Baisse de Damart, BP, Sefimeg, Europe 1, Rhône-Poulenc TP, Skis Rossignol, Promodis.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

M. Marchais et la démocratie. Des extraits du prochain livre du secrétaire général du PCF 2

Les élections en Hongrie et en Yougoslavie 3

L'incendie du « Scandinavien-Star »
Au moins 150 morts ou disparus 4

Le ministre britannique de la défense à Paris 6

Les prisons en Grande-Bretagne
Les mutineries s'étendent 6

Le scrutin présidentiel au Pérou
M. Vargas Llosa en tête devant un outsider surprenant, fils d'immigrants japonais 8

Nice, son maire et la communauté israélienne
« Ce sont les Juifs qui font bouillir la marmite », déclare M. Médecin 9

M. Joxe et la décentralisation 10

Le voyage de M. Rocard en Guyane 10

SECTION B

L'asphyxie des transports parisiens 13

L'essor du marché de la vidéo
Producteurs et auteurs demandent un assouplissement des règles de l'édition 16

Carnet du Tibet

Escale à Katmandou pour l'expédition du guide Benoît Chamoux, qui tente de conquérir deux sommets de plus de 8 000 mètres 20

SECTION C

Le nouveau statut de Renault 21

Relèvement des bas salaires
La CFTD souhaite une « revalorisation substantielle » 23

Les projets du ministre des PTT
Dix mille guichets automatiques à la Poste en 1995 23

CHAMPS ÉCONOMIQUES
La Guadeloupe face à l'Europe • La Martinique retranchée • La Réunion à part entière • La chronique de Paul Fabre 25 à 28

Services

Abonnements 18
Annonces classées 29 à 37
Carnet 18
Loto et Loto sportif 20
Marchés financiers 38-39
Météorologie 19
Mots croisés 18
Radio-Télévision 19
Spectacles 17

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro de « Monde »
daté 8-9 avril 1990
a été tiré à 552 410 exemplaires.

Nouvelles Frontières

Pêcheur d'occasion moi ?... peut être mais regarde la bête !

un barracuda de deux mètres pour le dîner, ça suffira ? fais pas la tête au moins on verra les arêtes !

PAPEETE 6 900 F

VOI ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NE. TELEPHONE 42 73 10 64

La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout

DALLOZ
NOUVEAU
CODE
DE PROCÉDURE
CIVILE

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

Moscou pas de retour

Le gouvernement de Moscou a refusé de reconnaître la responsabilité de la catastrophe de l'Union soviétique, le 26 mars, dans le centre de la ville de Moscou, qui a entraîné la mort de 28 personnes et la blessure de 150 autres.

Le ministre de l'Intérieur, Viktor Iegorov, a déclaré que les services de sécurité n'avaient pas pu empêcher l'entrée dans la ville de milliers de personnes qui ont tenté de fuir la catastrophe. Il a ajouté que les services de secours ont été débordés par le nombre de victimes.

Le gouvernement a également refusé de reconnaître la responsabilité de la catastrophe. Il a déclaré que les services de sécurité n'avaient pas pu empêcher l'entrée dans la ville de milliers de personnes qui ont tenté de fuir la catastrophe. Il a ajouté que les services de secours ont été débordés par le nombre de victimes.

Le gouvernement a également refusé de reconnaître la responsabilité de la catastrophe. Il a déclaré que les services de sécurité n'avaient pas pu empêcher l'entrée dans la ville de milliers de personnes qui ont tenté de fuir la catastrophe. Il a ajouté que les services de secours ont été débordés par le nombre de victimes.

Le gouvernement a également refusé de reconnaître la responsabilité de la catastrophe. Il a déclaré que les services de sécurité n'avaient pas pu empêcher l'entrée dans la ville de milliers de personnes qui ont tenté de fuir la catastrophe. Il a ajouté que les services de secours ont été débordés par le nombre de victimes.

Le gouvernement a également refusé de reconnaître la responsabilité de la catastrophe. Il a déclaré que les services de sécurité n'avaient pas pu empêcher l'entrée dans la ville de milliers de personnes qui ont tenté de fuir la catastrophe. Il a ajouté que les services de secours ont été débordés par le nombre de victimes.

Le gouvernement a également refusé de reconnaître la responsabilité de la catastrophe. Il a déclaré que les services de sécurité n'avaient pas pu empêcher l'entrée dans la ville de milliers de personnes qui ont tenté de fuir la catastrophe. Il a ajouté que les services de secours ont été débordés par le nombre de victimes.